

MOUVEMENT COMMUNISTE

Document de travail

n°5

Deuxième édition revue et augmentée

➤ ARGENTINE
DEVELOPPEMENT DU CAPITALISME ET LUTTE DES
CLASSES
PERONISME ET CLASSISME
DEPASSER L'ARGENTINAZO

Juin 2003

5 euros

AVERTISSEMENT

Nous remercions Monsieur G.BOUVIN qui, en tant qu'éditeur responsable, nous permet de publier et de diffuser légalement cette publication. Nous précisons que Monsieur G.BOUVIN n'est pas responsable du contenu politique des articles et plus généralement des positions programmatiques défendues dans notre presse.

CONTENU

PRESENTATION	5
NOTES SUR LE DEVELOPPEMENT DU CAPITALISME EN ARGENTINE	6
Des origines à 1862 [*1]	6
La fondation et l'INDEPENDANCE	6
LE DEVELOPPEMENT PAR CYCLE AGRICOLE	6
UN EXECUTIF POLITIQUE INSTABLE	9
LA QUESTION INDIENNE	10
L'ère moderne 1862-1919[*2].....	10
LA STABILISATION ET L'OUVERTURE AU MONDE.....	10
CRISES ECONOMIQUES	11
APRES LA PREMIERE GUERRE MONDIALE.....	12
Après 1930.....	14
LA CLASSE OUVRIERE FORGE SES OUTILS	16
PREMIERS PAS DE L'ORGANISATION OUVRIERE	16
1919-21 : DEBUT DES assauts proletariens [*3].....	17
Janvier 1919 : la « semaine tragique » à Buenos Aires [*4].....	18
1919-1921 : mouvements révolutionnaires en Patagonie [*5].....	21
LE REFLUX.....	22
LE PERONISME : SYNTHESE ARGENTINE DU FASCISME ET DU STALINISME [*6]	23
AUX ORIGINES	23
Le 17 octobre 1945	25
DES CHOIX A FAIRE.....	25
DEPART ET RETOUR DE PERON	25
QUELQUES REMARQUES AUTOUR DU 17 OCTOBRE.....	26
LA CAMPAGNE ELECTORALE DE 1946	27
Au pouvoir.....	28
POLITIQUE GENERALE.....	28
QUELQUES EXEMPLES DE CARRIERES.....	28
REPRESSION MODEREE MAIS CIBLEE.....	29
VIS A VIS DE LA CLASSE OUVRIERE ET DE LA CGT.....	29
POLITIQUE ECONOMIQUE	30
Analyse du Peronisme	30
L'adhésion ouvrière au Péronisme.....	31
Une nouvelle classe ouvrière sans attaches ni expérience collective de lutte.....	32
Le mouvement « <i>ouvrier</i> » traditionnel hors jeu d'emblée.....	32
La politique sociale menée par Perón au pouvoir	33
L'idéologie populiste et anti-oligarchique du Péronisme	33
Conclusion.....	33
Quand vient la fin.....	33
LES ANNEES INTERMEDIAIRES (1955-1968)	35
DE LA CHUTE DE PERON AU RETOUR DES MILITAIRES	35
L'après Péron	35
NORMALISATION DE LA CGT	35
LA GREVE CHEZ « LISANDRO DE LA TORRE »	35
LA GREVE CHEZ « DI TELLA ».....	36
DE FRONDIZI A ILLIA.....	37
DU COTE DE LA CGT.....	37
ILLIA ET LE RETOUR DES MILITAIRES.....	38
Le développement industriel : l'exemple de Córdoba [*7]	38
Les luttes étudiantes et la nuit des longs bâtons [*8].....	41
L'AGITATION PERONISTE	42
Les grondements ouvriers A CORDOBA.....	42
LE RETOUR DES LUTTES OUVRIERES (1968-71)	44
Agitations syndicales	44

Le Córdoba [*9].....	46
Les prémisses	46
LES 29 ET 30 MAI.....	47
LES CONSEQUENCES	51
Le Rosariazo [*10].....	52
FACE AU CLASSISME, LA REACTION SYNDICALE.....	53
Les syndicats classistes.....	53
Le Viborazo.....	56
Dimension politique des luttes/Adaptation des syndicats	57
QUELQUES ASPECTS DE LA BUREAUCRATIE SYNDICALE [*11].....	58
LA FIN DES MILITAIRES (1971-1973).....	60
Les années de transition	60
Après le Viborazo.....	60
UN CERTAIN REPLI	63
LE PRINTEMPS DES ILLUSIONS.....	64
L'INTERMEDE CAMPORA	64
LE PRINTEMPS DES LUTTES	65
Aperçu sur la « guérilla » [*12].....	66
REVOLUTION OU CONTRE-REVOLUTION (1973-1976) ?	69
Le retour de Péron	69
1974 : LES LUTTES CONTRE LE PACTE SOCIAL.....	70
L'ESSOR DES MONTONEROS.....	72
L'après Péron	74
La grève Renault [*13].....	74
1975 : L'IMPASSE POLITIQUE	75
Le Rodrigazo.....	76
GUERILLA ET CONTRE GUERILLA [*14].....	78
L'ENIGME DU MOUVEMENT DE 1969-1975	79
VINGT-CINQ ANS DE REcul SOCIAL.....	82
DE LA DICTAURE A LA DEMOCRATIE.....	82
Les militaires AU POUVOIR	82
L'IMPASSE TRAGIQUE DU NATIONALISME[*16].....	83
La fin des guérilleros [*17].....	85
Le gouvernement Alfonsín	86
L'ERE MENEM	87
Le 'VRAI' programme Menem	87
Le bilan Menem.....	88
LUTTE DE CLASSE ET REcul INDUSTRIEL.....	90
POLARISATION CROISSANTE DES CLASSES.....	90
Les grèves [*18].....	91
Le Santiagueño [*19].....	93
La récession industrielle	93
LA COHESION SOCIALE VOLE EN ECLATS	95
ACTIONS INSURRECTIONNELLES EN SERIE.....	95
LES 19 ET 20 DECEMBRE	97
A Buenos Aires.....	97
A Córdoba.....	98
LA POLITIQUE MONETAIRE RESPONSABLE ?.....	99
DEUX ANS DE MESURES IMPUISSANTES.....	100
LE TANGO DES PRESIDENTS	101
Rodríguez Saá.....	101
Le 28 Décembre	102
Eduardo Duhalde.....	102
Entre CRISE FINANCIERE et cataclysme social.....	104
DEUX PILIERS DE LA SOCIETE : IES SYNDICATS ET LE PERONISME.....	107
LES SYNDICATS : SCISSONNER POUR MIEUX RECUPERER.....	107

Généralités.....	107
La CGT « dissidente ».....	107
La CTA.....	107
Les relations état/syndicat.....	108
En guise de conclusion provisoire.....	109
LE PERONISME : UN ETRANGE OBJET POLITIQUE [*20].....	109
L'EXAMEN DU PHENOMENE.....	109
1946-1955.....	110
1955-1973.....	110
1973-1976.....	110
1976-1982.....	110
1983-1991.....	111
Aujourd'hui.....	111
L'ORGANISATION INTERNE.....	111
L'IMPACT MENEM.....	113
LES RAISONS D'UN MAINTIEN.....	113
L'ANNEE 2002.....	115
LA BOURGEOISIE ROULE PLUS VITE QUE LE PROLETARIAT.....	115
LES HESITATIONS DE DUHALDE.....	115
DELITEMENT DE LA SOCIETE CIVILE.....	117
LA QUESTION IMMIGREE.....	119
LES «PIQUETEROS» [*21].....	120
Essai de définition.....	120
Les coordinations.....	120
Les Assemblées Nationales.....	121
LA TROISIEME ASSEMBLEE.....	122
Quelle possibilité d'évolution ?.....	123
LES « LUTTES » D'AVRIL ET DE MAI.....	124
BRUCKMAN ET ZANON.....	125
LA CTD « ANIBAL VERON », OU LES LIMITES DU CULTE DE LA BASE.....	127
QUELLES PERSPECTIVES POUR LE PROLETARIAT ?.....	129
DEPASSER L'ARGENTINAZO.....	130
Enterrement de première classe sur fond de commémoration.....	132
L'ANNEE 2003.....	133
LA STABILISATION ?.....	133
LA SITUATION ECONOMIQUE.....	133
LE CONFLIT AVEC LE MONDE AGRICOLE.....	135
QUELQUES COUACS.....	135
LES CLASSES MOYENNES BENEFICIAIRES.....	136
LES ELECTIONS.....	137
DU COTE DES PROLETAIRES.....	138
Les événements.....	138
SASETRU : UN NOUVEAU MYTHE ?.....	139
La quatrième assemblée.....	139
L'expulsion des ouvrières de Brukman.....	140
ANNEXES.....	141
STATISTIQUES GENERALES.....	141
STATISTIQUES ECONOMIQUES.....	145
STATISTIQUES INDUSTRIELLES.....	146
STATISTIQUES SYNDICALES.....	147
EFFECTIFS DES DIFFERENTES CENTRALES SYNDICALES.....	147
EFFECTIFS DES SYNDICATS DE BRANCHE 1936-1945.....	147
Effectifs des différents syndicats de la CGT en 1962.....	148
STATISTIQUES OUVRIERES.....	149
GREVES 1907-1945.....	149
GREVES 1984-1993.....	150

BIBLIOGRAPHIE.....	151
LISTE DES ABREVIATIONS	154

PRESENTATION

Depuis plusieurs années, nous avons commencé à réfléchir sur l'histoire du mouvement ouvrier en Argentine. Deux époques relevaient pour nous d'un grand intérêt : celle du Péronisme de la première époque, de 1943 à 1955, et celle des grèves, agitations et émeutes ouvrières de 1969-1975.

Pour le Péronisme, il s'agissait de caractériser ce régime à l'aune des critères que nous avons définis dans notre brochure « Démocratie, Fascisme deux formes politiques unifiées de la dictature du capital » et de vérifier leur efficacité pour essayer de comprendre les causes et les raisons de l'adhésion ouvrière massive.

Pour les luttes des années 1969-1975, il s'agissait d'abord d'énoncer des faits, d'en rétablir la dimension communiste cachée derrière les « *Córdobazo* », « *Rosarioazo* », « *Viborazo* » et autre « *Rodrigazo* ». Il s'agissait aussi de balayer l'indifférence et l'ignorance dont ce mouvement a été victime, alors qu'il atteignit l'un des points les plus élevés - à la hauteur du mouvement italien de 1969-1975 - de l'assaut prolétarien mondial. Aucun des courants politiques, qu'ils soient « trotskyste » ou « ultra-gauche », n'a réussi ou voulu arracher ce voile d'oubli.

Les émeutes prolétariennes des 19 et 20 décembre 2001, remettant le mouvement argentin sous les feux de l'actualité, nous ont donné l'impulsion nécessaire pour écrire ce texte.

Saluer la lutte des prolétaires argentins d'aujourd'hui, comprendre les forces et les faiblesses du mouvement « *piquetero* », débayer les idées fausses sur les origines de la crise en Argentine (du genre de celles qui pointent le méchant FMI) nécessitait de comprendre l'histoire du développement capitaliste et de la lutte des classes depuis le XIXe siècle ; le poids permanent du Péronisme, l'hypertrophie souvent parasitaire de l'appareil d'Etat comme produit et facteur tant de l'échec de la constitution d'un mouvement prolétarien indépendant que de l'impératif de développer un tissu capitaliste moderne sans l'apport d'une classe capitaliste réellement à la hauteur de la tâche.

Une première version répondant à ces objectifs a été livrée à la critique en juin 2002. Aujourd'hui épuisée, nous avons jugé bon d'en fournir une nouvelle version.

Cette version a été augmentée non seulement de la relation des événements des années 2002 et 2003, qui montrent une stabilisation de la société, mais aussi de compléments pour toutes les périodes historiques passées. Elle a été complètement restructurée de façon à être lue dans l'ordre chronologique.

Nous remercions également tous les camarades proches ou éloignés, de France, d'Argentine ou d'ailleurs pour toutes les remarques, critiques qu'ils nous ont adressées.

Une mention spéciale doit être faite aux camarades de Wildcat (www.wildcat.de) qui ont traduit brillamment la version précédente du document alors qu'il était en développement, ainsi que les deux lettres que nous avons publiées sur le sujet.

Bien qu'il fasse la part belle à « l'histoire » du mouvement prolétarien en Argentine, en s'appuyant principalement, faute de mieux, sur des travaux de recherche universitaire, celui-ci se veut un travail militant qui n'a pour but que de permettre de comprendre les forces et les faiblesses de la lutte des opprimés et des exploités dans ce pays, pour mieux les dépasser.

Très modestement, nous voudrions dédier ce travail aux prolétaires argentins, des militants syndicaux classistes de Córdoba aux simples ouvriers combattifs de Renault, de Fiat ou d'ACINDAR qui ont payé un très lourd prix, avec les secteurs de la petite et moyenne bourgeoisie radicalisées de l'extrême gauche nationaliste, (environ 30 000 morts) à partir de 1976 pour avoir fait trembler leur bourgeoisie, entre 1969 et 1975, sans parvenir à la renverser.

« ¡Ni golpe, ni elección, revolución ! »
« ¿Qué sabes tú de Buenos Aires ? Tango, desaparecidos, Maradona »

NOTES SUR LE DEVELOPPEMENT DU CAPITALISME EN ARGENTINE

*DES ORIGINES A 1862 [*1]*

LA FONDATION ET L'INDEPENDANCE

Bien que découverte et colonisée par les Espagnols dès 1536, l'Argentine dans son sens actuel ne prit réellement son essor qu'en 1776, avec la création de la vice-Royauté de La Plata. Auparavant, les régions peuplées (Nord Ouest, contreforts andins autour des villes de Mendoza, Córdoba, Tucumán, Salta et Jujuy) dépendaient de Lima pour leurs liens avec le reste du monde. La création de cette Vice-Royauté va donner de l'importance à un petit port sur le Rio de la Plata, qui vivait jusque là de la contrebande et du commerce d'esclaves organisés par les marins portugais¹ et les fonctionnaires espagnols : Buenos Aires qui en devient la capitale.

En effet, les courants commerciaux se voient inversés : les produits du Chili, les vins et grains de Mendoza, l'argent des mines de Potosi (Bolivie), les produits agricoles du Nord Ouest argentin, les mulets (destinés au transport du minerai de Potosi) et bœufs de la région de Córdoba et le « yerba » du Paraguay affluent vers Buenos Aires dont la population commence à augmenter, au détriment de celle de Córdoba², jusqu'à là, la capitale commerciale et culturelle de la région, et plus encore des villes de la région Nord Ouest : Salta, Jujuy et Tucumán. Le tonnage des navires entrant et sortant augmente et surtout la valeur des marchandises : les revenus des taxes prélevées passent ainsi de 20 000 pesos en 1776, à 400 000 en 1790 et à 1 million en 1804³. Les navires américains commencent à pointer le nez, pratiquant le commerce triangulaire.

Mais l'Espagne restreint l'accès au port⁴ en limitant aux seuls navires espagnols de Cádiz, La Coruná et Barcelone, le droit d'y accéder. En 1806, une flotte anglaise force l'entrée du port de Buenos Aires ; l'Espagne alors alliée de la France napoléonienne participe mollement au blocus contre l'Angleterre mais suffisamment pour irriter celle-ci⁵. C'est en résistant aux tentatives militaires d'invasion anglaise de 1806 et 1807 que la bourgeoisie des « *criollos* » (créoles), ces Espagnols nés en Amériques (par opposition aux espagnols nés en Espagne), une couche dirigeante d'origine européenne composée de commerçants, d'avocats, du clergé et des officiers de l'armée, commença à se forger une conscience nationale, ou, plus exactement qu'elle se rendit compte qu'appartenir à l'Espagne n'était d'aucune utilité. C'est une des causes principales du soutien de l'Angleterre à la guerre d'indépendance contre l'Espagne. L'indépendance a été formellement proclamée le 9 juillet 1816, en tant que « *Provinces-unies de La Plata* », après six ans de guerre contre l'Espagne. Pratiquement, elle prend corps après les séparations du Paraguay (1817), de l'Uruguay (1817), de la Bolivie (1825) et huit ans de guerres civiles (1816-1824) entre les Unitaires et les Fédéralistes. Pendant cette période, l'activité de Buenos Aires souffre mais très vite redémarre⁶.

Une fois l'indépendance politique confortée, la bourgeoisie argentine allait retomber pendant plus d'un siècle sous la domination économique de la Grande-Bretagne.

LE DEVELOPPEMENT PAR CYCLE AGRICOLE

Les exportations argentines vont s'appuyer sur plusieurs cycles : celui du cuir (pour les chaussures, le matériel militaire, et les courroies pour les usines de Nouvelle Angleterre) qui favorise le développement de grandes estancias ; celui de la viande salée (à destination de Cuba et du Brésil, pour nourrir les esclaves des plantations) ; celui de la laine et du coton.

Depuis le traité commercial anglo-argentin de 1825, ce pays d'Amérique latine est formellement indépendant mais en fait, il est placé sous la coupe de la Grande Bretagne, d'autant plus aisément qu'une partie des propriétaires terriens était d'origine anglaise. Toutefois, il serait faux de considérer le capitalisme anglais comme seul acteur de la vie économique de l'Argentine au début du XIX^e siècle : les Etats-Unis

¹ Ceux-ci seront supplantés dès le milieu du XVIII^e siècle par les marins anglais. C'est à cette époque que les exportations de cuir font un bond spectaculaire. De là datent les premières escarmouches entre l'Espagne et l'Angleterre ; le gouvernement de Buenos Aires voulaient restreindre les droits d'accès de la « *British South Seas Company* ».

² Córdoba a été fondée en 1573, son université en 1613. En 1777, Córdoba a 40 000 habitants, Buenos Aires 22 251.

³ En 1842, ce chiffre atteint 484 millions de pesos.

⁴ En fait à la rade, le chenal d'accès n'existant pas à l'époque ce qui engendrait un intense cabotage entre les navires et le port lui-même.

⁵ Lors de cet événement, le « *Times* » de Londres titra fièrement « *Buenos Aires fait partie de l'Empire britannique !* ».

⁶ Entre 1810 et 1860, le nombre de navires étrangers entrants passent, annuellement, de 107 à 674.

mais aussi l'Espagne et la France le concurrence⁷. Par exemple pour le cuir, les Etats-Unis sont le premier importateur de cuir argentin devant l'Angleterre à partir de 1851⁸. Pour la laine, le phénomène est le même. A partir de 1825, puis de 1850, la révolution technique dû à la filature mécanisée va faire exploser la production par dix tant en Angleterre qu'aux Etats-Unis, nécessitant l'importation croissante de laine du monde entier, dont l'Argentine⁹. En revanche, pour les produits dérivés de la viande (graisse alimentaire ou graisse pour la savonnerie), c'est l'Angleterre qui absorbe les $\frac{3}{4}$ des exportations argentines. Mais ce sont les banques anglaises, dont la Baring, qui dominent le marché, y compris devant la Brown brothers & co. de Baltimore.

Un faible développement industriel voit le jour à Buenos Aires basé sur les industries de transformation des matières premières agricoles, par exemple les salaisons ou les fabriques de graisse. Dans le cas des salaisons, la première a été fondée en 1810 par deux anglais. Ensuite, l'augmentation des besoins (exportations vers Cuba et le Brésil) a fait naître des fabriques « autochtones ». Enfin, à partir de 1850, les besoins des populations locales vont faire croître la production de viande donc les abattoirs, puis viendra le tour des boulangeries industrielles. Buenos Aires devient le premier marché de consommation de l'Argentine et dans certains secteurs commence à absorber plus que les exportations. Au fur et à mesure du développement, les industries deviennent majoritairement « argentines », le capital anglais préférant se transformer en capital bancaire qui en retour prête (et donc contrôle indirectement) les entreprises argentines. Ceci durera tant que la faible composition organique du capital de ces industries restera la règle. Mais ce timide développement industriel reste à l'ombre de l'activité commerciale. En fait, les « *criollos* » contrôlent les moyens de transport terrestres et le cabotage, le commerce avec les provinces de l'intérieur tandis que les « étrangers » britanniques, étasuniens, espagnols ou français contrôlent surtout le commerce avec les autres pays. Il serait toutefois erroné de considérer cette répartition des tâches comme étanche : nombre d'étrangers vont se fixer et devenir argentins¹⁰ et de plus en plus de « *criollos* » vont participer aux activités commerciales extérieures. L'ensemble des deux va constituer la partie « commerçante » de ce qu'on va appeler l'oligarchie.

L'autre versant du développement de cette oligarchie est l'existence des grands propriétaires fonciers (les « *estancieros* »). Les estancieros ont commencé à proliférer à partir de 1825 grâce aux Lois d'acquisition des terres promulguées par Rivadavia : ainsi, de vastes domaines vides (sauf d'éventuels indiens) allant jusqu'à 675 km² (en moyenne de 150 à 300 km²) furent généreusement attribuées en échange d'un impôt annuel. Ensuite ces attributions de terre furent faites pour les militaires quittant le service (186 km² pour les généraux, 155 km² pour les colonels, etc.) puis pour toute personne ayant rendu des services à l'Etat¹¹. Les donations généreuses en terre sont d'autant plus importantes qu'elles sont

⁷ Comparaison (en tonnes) des marchandises entrantes à Buenos Aires, par pays d'origine (source J.Brown « *Historia socioeconómica de la Argentina. 1776-1860* » p146.)

	Angleterre	Etats-unis	Espagne	France	Sardaigne	Autres
1857	35 159	42 842	23 214	21 995	11 468	39 444
1860	37 696	39 980	26 065	23 575	13 984	39 942

⁸ Comparaison de la valeur des importations de cuir entre Etats-Unis et Angleterre (source J.Brown « *Historia socioeconómica de la Argentina. 1776-1860* » p119.)

Années	Angleterre			Etats-unis		
	Valeur totale en millions de £	% de l'Argentine	Valeur de l'Argentine en millions de £	Valeur totale en millions de \$	% de l'Argentine \$	Valeur de l'Argentine en millions de \$
1826-30	1,4	ND	ND	2	26	0,52
1831-35	1,7	ND	ND	3,6	27	0,97
1836-40	2	ND	ND	3	16	0,48
1841-45	2,8	ND	ND	3,4	26	0,88
1846-50	2,7	ND	ND	3,5	21	0,74
1851-55	1,9	22	0,42	6,5	21	1,37
1856-60	2,9	19	0,55	10,3	19	1,96

⁹ Comparaison du volume des importations de laine brute (en kilos) entre Etats-Unis et Angleterre (source J.Brown « *Historia socioeconómica de la Argentina. 1776-1860* » p130.)

Années	1826-30	1831-35	1836-40	1841-45	1846-50	1851-55	1856-60
Angleterre	80 941	1 162 806	2 382 692	6 125 276	5 155 498	7 161 782	8 131 765
Etats-unis	155 956	1 320 634	3 723 130	17 725 732	1 461 973	1 703 7834	1 846 799

¹⁰ Ce qui explique la présence de nombreux patronymes d'origine anglo-saxonne dans la population d'aujourd'hui.

¹¹ Ainsi, un affidé de Rosas, Guérrico, reçut, en 1834, 3 100 km² de terres vierges.

éloignées de Buenos Aires. Le prix de l'hectare grimpe en fonction de la proximité de la ville et de l'éloignement de la frontière indépendamment de son utilisation¹². Ce renchérissement constant du prix de la terre demande aux propriétaires toujours plus de capital donc de plus en plus de crédit nécessité par la faible composition organique du capital estancero. Malgré ces coûts, vers 1840, les estancieros déclaraient annuellement un bénéfice de l'ordre de 30 %.

Ceci repose bien sûr sur l'exploitation féroce des peones. Ceux-ci représentent, en 1854, entre 26,5 et 42,6 % de la population selon les zones agricoles¹³. Depuis 1823, ils sont soumis à des règlements draconiens qui les obligent à posséder un certificat de travail sous peine d'être emprisonnés ou condamnés à des travaux d'intérêts généraux. Attachés ainsi au propriétaire, ils n'ont d'horizon que la fuite dans l'illégalité ou la soumission. Mais ces règlements sont aussi l'expression de la pénurie de main d'œuvre qui obligent les propriétaires, sous peine de ne pouvoir exploiter leurs domaines, à fixer celle-ci sur place par tous les moyens¹⁴. En effet, le refus violent des indiens de la Pampa à servir d'esclaves¹⁵ obligent à ne compter que sur la main d'œuvre blanche ou métisse. Toutefois, au fil de temps, les peones restant sur place dans la même estancia, obtiennent des améliorations, voire même pour certains, la promotion jusqu'à la fonction de régisseur.

Ce développement s'appuie sur l'extension du périmètre colonisé autour de Buenos Aires aux dépens des indiens. Au départ existaient seulement les élevages de bovins, puis avec le développement urbain de Buenos Aires, arrive une première ceinture maraîchère (légumes, volailles, fleurs). Ensuite on trouve l'élevage des moutons pour la laine ; enfin, aux frontières de la colonisation, l'élevage¹⁶. Dès le début cette agriculture a pour objet principal, les exportations.

Là aussi, le développement de l'agriculture va reposer sur plusieurs cycles. Chaque cycle se voyant fortement perturbé par un mal endémique : la sécheresse. En effet, les pâturages initiaux sont de faibles rendements et nécessitent d'accroître la surface des estancias pour nourrir et donc produire plus de bétail. Chaque estancia se doit aussi de posséder des terres hautes (lors des crues hivernales) et des terres basses (pour bénéficier de l'ombre pour fuir les chaleurs estivales). Ainsi, une estancia de 31 km² peut nourrir entre 14 000 (lors des périodes de sécheresse) et 31 000 ovins (en période tempérée). Cette fringale de terre nécessitée par le mode extensif de production (il faut à cette époque 2 ha par tête de bétail) impose aux estancieros d'emprunter de l'argent aux commerçants portègnes, ce qui renforce les liens entre les deux fractions de l'oligarchie. Ainsi, une partie des estancieros résident de plus en plus souvent à Buenos Aires pour régler leurs affaires et laissent partiellement la direction de leurs estancias aux régisseurs.

Les sécheresses¹⁷ sont de véritables catastrophes qui brûlent les terres et tuent les animaux. Les petites exploitations ne peuvent tenir et sont absorbées par les grosses. La plus longue sécheresse dure de 1828 à 1832 ! L'Argentine est alors obligée d'importer des aliments. Les indiens poussés par la même sécheresse font des incursions plus profondes au-delà de la frontière de la colonisation. En réaction, une chasse impitoyable leur est faite, dirigée par Rosas.

¹² Dans le « partido » (département) de Pergamino (à 150 km au nord-ouest de Buenos Aires) le prix de l'hectare passe de 0,05 peso-or, en 1781, à 10,25 en 1879. Entre ces deux dates, la frontière a reculé de 40 à 300 km de Buenos Aires.

¹³ Répartition de la population dans la province de Buenos Aires (hors ville) en 1854 selon les activités. L'ensemble des trois zones représente 148 000 habitants.

	Zone maraîchère	Zone mixte	Zone d'élevage
Propriétaires de ferme	9,4	7,1	8,5
Locataires de ferme	4,3	12,0	13,0
Propriétaires de ferme	8,5	2,6	3,4
Locataires de ferme	4,1	9,7	3,9
Peones	26,5	43,2	42,6
Commerçants et employés	9,1	6,2	7,3
Artisans	6,6	3,4	2,7
Militaires	0,9	0,4	2,8
Divers	24,0	14,6	11,0
Sans occupation	6,6	0,8	4,8
Total	100	100	100

(source J.Brown « *Historia socioeconómica de la Argentina. 1776-1860* » p.277.)

¹⁴ Les petites exploitations, elles, se contentent d'exploiter la famille fautive de pouvoir embaucher des peones.

¹⁵ Celui-ci ne sera définitivement aboli qu'en 1853.

¹⁶ Exemple de répartition de la production par zone en 1855 :

	Zone maraîchère	Zone mixte	Zone d'élevage
Bétail sur pied (tête)	29 161	44 992	201 530
Cuir	49 889	59 729	114 390
Laine brute (kilogs)	78 022	199 580	16 861
Blé (hectolitres)	23 600	13 806	21 711

(source J.Brown « *Historia socioeconómica de la Argentina. 1776-1860* » p.236.)

¹⁷ Les principales ont eu lieu en 1817, 1820, 1823, 1829-1832, 1851, 1859 et 1861.

Ce qui caractérise l'agriculture argentine de cette première moitié du XIX^e siècle, outre son développement extensif, c'est sa faible utilisation de moyens mécaniques ou d'innovations. L'abreuvement du bétail est assuré par les hommes : les premiers moulins à vent actionnant des abreuvoirs ne feront leur apparition qu'à partir de 1870, par exemple. De même les engrais restent limités à ceux d'origine naturelle. Même les enclos pour parquer le bétail restent rudimentaires : le fil de fer n'apparaît systématiquement qu'en 1860. Et l'amélioration des races animales (tant bovine pour la viande qu'ovine pour la laine) démarre lentement, même si le premier taureau de race anglaise « *Shorthorn* » fait son apparition dès 1823 ; de même pour les moutons, où l'importation de moutons anglais pour améliorer la qualité de la laine ne se systématisent qu'à partir de 1850. Quant à l'état sanitaire du bétail, il est souvent laissé au hasard.

UN EXECUTIF POLITIQUE INSTABLE

Ces premières années voient l'exécutif politique divisé entre centralistes (représentants les intérêts de la bourgeoisie portègne) et fédéralistes (représentants les intérêts de la bourgeoisie des provinces), ce qui laissait la part belle aux seigneurs locaux. Le héros de l'indépendance, José de San Martín, est obligé de s'exiler en France, dès 1824. Son successeur, Bernardino Rivadavia (1780-1845), élu en 1826, incapable de s'imposer tant face aux caudillos qu'à la bourgeoisie portègne suit le même chemin dès 1827. L'arrivée de Rosas (1793-1877) au pouvoir en 1829, archétype du caudillo sud-américain, assure une certaine stabilité. Fils d'une riche famille de propriétaires terriens, tout d'abord industriel dans la salaison à Quilmes, il devient estancero. Il participe à la guerre entre Buenos Aires et Santa Fe en 1820 et signe le traité de paix de Benegas, où il apporte personnellement 25 000 têtes de bétail ! Ensuite, il participe aux nombreuses opérations de guerre contre les Indiens. S'appuyant sur le sentiment national naissant et donc centralisateur par nature, Rosas établit sa dictature à partir de 1829 lorsqu'il devient gouverneur élu de Buenos Aires après avoir vaincu les partisans de Lavalle¹⁸, même s'il ne peut empêcher la prise des Malouines par la Grande Bretagne en 1833. Accepté faute de mieux par la bourgeoisie portègne, il a le soutien de l'église catholique. Il doit combattre les fédéralistes regroupés derrière José María Paz qui contrôle les provinces du Nord-Ouest et de l'Ouest, en 1832. Ces combats vont durer jusqu'en 1840 : en mars la conspiration de Ramón Maza (appuyé par les troupes françaises) est démantelée ; en novembre, Lavalle est défait à Sauce Grande.

A partir de 1840, une lourde répression s'abat sur les opposants à Rosas. Les fédéralistes s'exilent à Montevideo. Rosas s'allie alors au chef des conservateurs uruguayens, Manuel Oribe chassé du pouvoir en 1838. Ce qui en retour provoque l'intervention du Brésil, puis de la France et de la Grande-Bretagne qui bloquent le port de Buenos Aires en 1851 (un premier blocage français avait déjà eu lieu de 1838 à 1841, dirigé par l'amiral Le Blanc ; un second, anglo-français, a lieu, pour tous les ports argentins, à partir de septembre 1845). Rosas qui a envahi l'Uruguay est obligé de lever le siège, commencé en 1843, de Montevideo (1851).

Il est chassé du pouvoir en 1852¹⁹, suite à la défaite de ses troupes à la bataille de Monte Caseros (03/02/1852), par celles de Justo José de Urquiza (1801-1870), membre de l'oligarchie, ancien partisan de Rosas et gouverneur de la province d'Entre Ríos depuis 1841. Mais les problèmes entre Buenos Aires et les provinces ne sont pas réglés. La constitution de mai 1853, basée sur celle des Etats-Unis est refusée par la province de Buenos Aires, de 1854 jusqu'en 1859. Urquiza devient « dictateur provisoire ». Moins nationaliste que Rosas, il signe le traité qui ouvre le port de Buenos Aires avec la Grande Bretagne, les Etats Unis et la France. En 1859, les troupes de Mitre, ministre de la guerre du gouvernement de la province de Buenos Aires, sont battues par celles d'Urquiza.

Mais la victoire des troupes de Mitre, en 1861, à Pavón, contre les troupes d'Urquiza sonnent le glas des prétentions provinciales. Les centralistes sont vainqueurs et le poids de Buenos Aires ne connaîtra plus d'obstacles (la ville devient capitale fédérale en 1880). Urquiza restera cependant gouverneur de la province d'Entre Ríos et général de l'armée qui participera à la guerre du Chaco contre le Paraguay entre 1865 et 1870.

A l'instar de celui de plusieurs pays, le capitalisme en Argentine a été importé. L'oligarchie, au pouvoir depuis la proclamation de l'indépendance, composée de grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie commerçante portègne²⁰ n'a pas cherché à développer l'industrie manufacturière ni l'agriculture moderne dans La Pampa²¹, livrée aux indiens nomades²².

¹⁸ Qui lui-même avait auparavant fait destituer et fusiller le gouverneur de Buenos Aires, Dorrego.

¹⁹ Il mourra en Angleterre en 1877.

²⁰ De Buenos Aires.

²¹ Immense zone de 600 000 km² s'étendant en arc de cercle de 700 km autour de Buenos Aires.

LA QUESTION INDIENNE

On peut rapidement identifier la population indienne, avant l'arrivée des blancs en Argentine, en trois grands groupes : au Nord-Ouest, les Quechuas, cultivateurs sédentaires produisant maïs et haricots, vite réduits en esclavage mais qui arriveront à survivre en se métissant avec les blancs ; au Nord-Est, les Guaranis, pacifiques agriculteurs pratiquant la culture itinérante sur brûlis, vite encadrés par les jésuites²³ et les Chacos toujours rétifs au monde des blancs ; enfin au sud, dans la Pampa et la Patagonie, les nomades Pampas et Patagons. Ceux-ci vivant de la chasse de la faune locale, se déplaçant à pied au gré du déplacement du gibier, restèrent longtemps à l'écart de la colonisation dans un isolement réciproque. On estime que la population indienne, avant l'arrivée des blancs, s'élevait entre 300 000 et 500 000 personnes.

Les premiers contacts furent désastreux pour les Indiens. Comme aux USA, les blancs apportent des maladies inconnues des indiens, l'alcool et le travail forcé. Par exemple, dans la province de Tucumán, la population indienne s'effondra de 24 200 en 1607, à 7 000 en 1628 et 2 200 en 1676 !

Deux choses vont bouleverser les rapports entre les blancs et les Indiens de la Pampa : d'une part, l'expansion de la colonisation à partir de Buenos Aires, d'autre part, l'arrivée du cheval, au XVII^e siècle qui transforma radicalement le mode de vie des indiens. Ceux-ci purent se déplacer plus facilement, se nourrir et commencèrent à échanger avec les blancs de Buenos Aires (notamment les produits dérivés du cuir) et même à servir d'intermédiaire avec les Indiens Araucanes du Chili. Ces derniers, chassés par les Espagnols lors des guerres au Chili, une fois passés les Andes devinrent une force militaire importante contre la colonisation. Tout au long du XVIII^e siècle, de multiples escarmouches auront lieu entre les estancieros de la frontière et les Indiens, ces derniers volant le bétail des premiers qui, en retour organiseront des expéditions punitives au-delà du Rio Salado, frontière sud de l'époque.

Le XIX^e siècle va voir la poursuite inexorable de la colonisation qui repousse les Indiens toujours plus loin ; les estancias de la frontière transformées en fortins servent de point d'appui aux expéditions punitives de l'armée. Les vagues de sécheresse rythmeront cette guerre faite de razzia et de contre-expéditions punitives. Ainsi, Rosas mènera, en 1831, après la grande sécheresse de 1828-30, une expédition qui le mènera jusqu'au Rio Colorado et à Bahia Blanca. Malgré des tentatives de compromis, les affrontements seront de plus en plus meurtriers. Lorsque les nécessités du développement de l'agriculture moderne imposeront la « libération » de toutes les terres pampéennes de la présence des Indiens, aucun état d'âme n'en freinera l'extermination conduite par le général Roca, d'abord en 1875 (époque où le Rio Salado est dépassé) ensuite en 1878-79, à l'aide de l'armement le plus moderne et le plus meurtrier (mitrailleuses Remington). Des milliers d'indiens, hommes, femmes et enfants sont massacrés. Les rares survivants seront déportés au sud de la Patagonie. Ce qui fera dire, tout au long de la première moitié du XX^e siècle, aux nationalistes et racistes argentins, que « *La question indienne ne se pose pas en Argentine, parce qu'il n'y a pas d'indiens* ».

L'ERE MODERNE 1862-1919[*2]

LA STABILISATION ET L'OUVERTURE AU MONDE

L'arrivée au pouvoir de Bartolomeo Mitre (1821-1906) en 1862, la victoire de Buenos Aires sur les provinces, la stabilité politique enfin assurée²⁴, la décision d'ouvrir le pays à l'immigration « blanche »²⁵,

²² Successivement, ceux-ci seront repoussés toujours plus loin de Buenos Aires, puis furent massacrés définitivement, en 1880, au bout d'un conflit armé bien plus sauvage que celui aux USA, pour laisser place nette à l'agriculture d'exportation. Une fois les indiens exterminés, l'Etat concéda 4 750 000 hectares à 550 particuliers. Rien à voir avec le « *Homestead Act* » que proclama Lincoln en 1861 pour donner la terre aux immigrants qui allaient coloniser l'Ouest américain. Néanmoins, et dès les années 1840, dans les partidos les plus proches de Buenos Aires (entre 100 et 150 km), un certain morcellement des grandes propriétés était apparu sous le double effet des successions d'héritage et de l'intensification de la production permettant à des propriétés plus petites d'être rentables. Ainsi dans le partido de Navarro, à 80 km au sud-ouest de Buenos Aires, le nombre de propriétaires passe de 22 en 1830, à 100 en 1864 (source J.Brown « *Historia socioeconómica de la Argentina. 1776-1860* » p.284.)

²³ Les Missions jésuites ou « *Reduccion*es » fonctionnaient comme des petites « républiques » indépendantes et vivaient en autarcie au coeur des colonies espagnoles. Fondées dès le début du XVII^e Siècle, elles fonctionnèrent jusqu'en 1768, date à laquelle les Jésuites furent renvoyés des colonies Espagnoles.

Les jésuites, avait pour mission de convertir les indiens Guaranis au Christianisme dans les territoires du « Paraguay supérieur », territoire réparti aujourd'hui sur le Paraguay, l'Argentine et le Brésil. Les Guaranis, alors encore semi nomades, furent convertis peu à peu « spirituellement » au christianisme et acceptèrent alors de vivre au sein des « *Reduccion*es », grands villages au fonctionnement socio-économique unique et particulier. Chaque « *Reduccion* » était composée d'une école, d'une église, d'un centre de travail (pratique de l'artisanat, créations d'oeuvres d'art ...), d'un « territoire de Dieu » (« *Tupa mba'e* ») et d'un « territoire de l'Indien » (« *Ava mba'e* ») définis en fonction de la nature des travaux qui y étaient réalisés.

Les Guaranis, se sont rapidement illustrés dans la création artistique, notamment dans la réalisation de magnifiques rétables, de statues et sculptures en bois ou en pierre et dans la réalisation de tableaux. La musique et le chant étaient également fort prisés par les Indiens Guaranis. Les manufactures de cloches, les travaux d'imprimerie ... contribuèrent au rayonnement des « *Reduccion*es ». Celles-ci servaient également de protection aux indiens Guaranis persécutés par les « *Bandeirantes* » venus du Brésil et qui cherchaient à les réduire à l'esclavage ou les blancs d'Argentine.

²⁴ Mitre restera président jusqu'en 1868, puis fondera le quotidien « *La Nación* », principal organe de la bourgeoisie libérale.

l'accumulation primitive réalisée depuis le XVIII^e siècle, le poids de la Grande Bretagne dans les investissements, notamment les chemins de fer²⁶, et l'extermination des indiens, la domination définitive de l'élevage dans la Pampa humide, tout ceci concourt à permettre l'entrée de l'Argentine dans l'ère moderne du capitalisme en pleine ascension.

Le début de l'exploitation intensive de la Pampa (bétail, blé) et surtout l'application industrielle, en 1899, de la découverte de Tellier (congélation, 1875), puis de la surgélation (1919), ont permis l'essor de la demande extérieure des marchandises argentines d'origine agricole. L'élevage se massifie. L'industrie de transformation agro-alimentaire se développe rapidement, pour répondre à la demande du marché mondial, en s'appuyant sur une immigration massive encouragée par les lois de 1876. De 1880 à 1930, quatre millions d'immigrants rejoignent l'Argentine. Les nouveaux venus n'occupent pas le pays, toujours aux mains des latifundiaires²⁷, à l'exception du Nord-Est indien.

A la différence des Etats-Unis, les immigrés ne deviennent pas des paysans libres²⁸. Une portion réduite est occupée en tant qu'ouvriers agricoles. La grande majorité se fixera dans les grandes villes portuaires (Buenos Aires, La Plata, Bahia Blanca et Rosario). Se forme ainsi une armée d'ouvriers et, surtout, d'artisans, de petits commerçants ou de professions libérales.

La division internationale du travail avait assigné à l'Argentine la place de fournisseur de matières premières agricoles.

Le développement industriel se limite donc à l'agro-industrie de première transformation, aux chemins de fer²⁹ (contrôlés à 80 % par des compagnies anglaises ; on relève aussi la présence de compagnies belges et françaises), aux transports urbains³⁰, à la construction, aux blanchisseries, aux brasseries, aux abattoirs, aux tanneries et aux activités portuaires. Quelques mines, imprimeries et entreprises du luxe voient toutefois le jour. Buenos Aires, devenue capitale fédérale en 1880, absorbait tout : hommes et marchandises. La ville va passer de 100 000 habitants en 1857 à 2 415 142 en 1936³¹. Dès 1914, fleurissent les banlieues.

L'Argentine va désormais vivre aux rythmes du développement capitaliste mondial.

CRISES ECONOMIQUES

Malgré tout, la jeune économie argentine va subir des à-coups, comme la crise mondiale de 1873-1876, mais aussi les événements locaux, comme la guerre contre le Paraguay. Celle-ci, de 1865 à 1870, va mettre aux prises ce dernier, dirigé par le dictateur Francisco Solano López, contre la coalition réunissant l'Argentine, le Brésil et l'Uruguay. Ce conflit va se solder par la défaite du Paraguay dont la population va passer de 1,1 millions d'habitants à seulement 300 000 ! Mais son coût va assécher l'économie argentine qui doit rembourser les emprunts faits auprès des banques britanniques.

Néanmoins, le développement est impétueux. Le commerce extérieur en est indicateur : de 1861 à 1880, il passe de 370 millions de pesos à 1,04 milliards. A partir de 1876, la balance argentine est excédentaire. Pour ces vingt années, les produits agricoles représentent 95% des exportations. Les clients restent les mêmes que pendant le début du XIX^e siècle : France, Grande Bretagne, USA, mais aussi Belgique et Brésil. Pour les produits manufacturés importés, la Grande Bretagne domine devant la France, les USA, la Belgique, l'Italie, l'Allemagne et le Brésil.

La crise mondiale de 1873-76 révèle la fragilité de l'économie argentine basée sur l'exportation exclusive de produits agricoles. Le rétrécissement des achats par les puissances européennes, auquel se rajoute l'arrêt des importations allemandes³², affaiblit l'Argentine que les coûts du crédit, auprès des

²⁵ Il faut se rappeler, qu'en 1850, l'Argentine ne comptait que 800 000 habitants. L'immigration, relativement à la population de départ, va être gigantesque et la population va augmenter en proportion : 1 877 490 habitants en 1869, 3 954 911 en 1887, 4 044 911 en 1895, 7 885 227 en 1914.

²⁶ Première ligne ouverte en 1857.

²⁷ En 1914, les 506 estancias de plus de 25 000 hectares se partageaient 29 millions d'hectares ; les 24 000 estancias de plus de 1000 hectares se partageaient 108 millions d'hectares ; et les 281 000 exploitations restantes se partagent les 25 millions d'hectares restants.

²⁸ Font exception certaines régions désertiques, aux conditions climatiques difficiles (tropicales au Nord Ouest ; froides au Sud) ou encore davantage propices à l'agriculture fruitière et viticole (vignes dans la région de Mendoza, à l'Ouest aux pieds des Andes).

²⁹ Première ligne de 10 km, en 1857, du centre de Buenos Aires au quartier de Florès. Développement 1862 : 250 km en 1865, 2 516 km en 1880, 9 432 km en 1890, 14 116 en 1895. Crise et fusions entre 1893 et 1907. 19 749 km en 1905, 27 994 km en 1910, 33 710 km en 1915.

³⁰ Première ligne de métro à Buenos Aires en 1914.

³¹ Part de Buenos Aires dans la population argentine.

	1869	1887	1895	1904	1909	1914
Buenos Aires	177 787	433 375	663 854	950 891	1 231 698	1 575 814
Argentine	1 877 490	3 954 911	4 044 911			7 885 227

³² Ceci est dû au fait que la France a fini de rembourser à l'Allemagne les réparations dues au titre du traité de Francfort ; remboursements qui stimulaient, entre autres, l'achat de produits argentins.

banques étrangères, augmentent. Déjà, en 1875, par la loi sur les droits de douane (augmentation des taxes d'importation de 20% sur les marchandises non-produites en Argentine et de 40% pour celles produites en Argentine), le président Avellaneda tente de renflouer les caisses de l'Etat tout en protégeant les rares entreprises argentines de la concurrence étrangère. L'industrie de la viande (abattoirs, frigorifiques) se développe mais est rapidement concentrée entre les mains de quelques groupes en majorité anglais ou étasunien.

L'agriculture augmente ses rendements grâce à l'apport de matériel et de techniques modernes de production (meilleure qualité du bétail, de l'outillage), mais cette époque est encore caractérisée par l'extension, en premier lieu, des surfaces cultivées : ainsi la production de maïs passe, entre 1874 et 1888, de 105 579 à 801 588 hectares.

Cependant le nombre d'établissements industriels augmentent et leur diversité aussi. Déjà apparaît un fossé entre les petites entreprises des secteurs traditionnels proches de l'artisanat (alimentation, textile, luxe) et les industries modernes (métallurgie, mécanique, chimie) qui bénéficient de toujours plus d'investissements à côté des industries « phares » de traitement des matières premières agricoles (moulins, etc.), du traitement de la viande.

Cette première époque (1880-1890) serait caractérisée, avec les mots d'aujourd'hui, comme celle de l'argent facile, de la spéculation, de la dépréciation permanente de la monnaie et de l'utilisation de l'emprunt systématique auprès des banques étrangères. Son apogée est atteinte sous la présidence de Miguel Celman (1886-1890). Lorsque la crise mondiale frappe en 1890, c'est la débâcle. Pour trouver de l'argent frais, Celman ira jusqu'à privatiser (déjà !) les compagnies de chemin de fer encore argentines. Au contraire, les deux présidents suivants (Carlos Pellegrini, de 1890 à 1892, et Luis Saenz Peña, de 1892 à 1895), par une politique énergique contribueront à moraliser les pratiques financières et favoriser le développement industriel.

Après la crise de 1893, pendant laquelle le président Saenz Peña, réédite le coup d'Avellaneda en augmentant les taxes d'importation de 50%, l'industrie redémarre, la monnaie se renforce et se stabilise (en 1898, le peso est réaligné sur l'or et sa convertibilité sera assurée jusqu'en 1914), les emprunts contractés à l'étranger³³ commencent à être remboursés et le flux continu d'immigrants européens apporte non seulement de la main d'œuvre qualifiée mais aussi du capital à investir. Mais les tares originelles du capitalisme argentin persistent : d'une part, les prix des matières premières agricoles tendent à baisser, tandis que, d'autre part, le prix des produits manufacturés importés tendent à augmenter. La crise de 1908-1913, reproduira les mêmes phénomènes mais de façon amoindrie.

Pour le capital, les années 1893-1930 seront appelées « l'âge d'or ». Pour les ouvriers, c'est l'époque de l'exploitation féroce, de l'alcoolisme, de la prostitution, du travail des enfants, des logements miséreux (les « *conventillos* »), des maladies mais aussi, comme on le verra plus loin, les années de premières organisations et grèves.

La première guerre mondiale en contractant le commerce mondial va faire naître le besoin d'une industrie de substitution. Mais, contrairement à celle qui se développera après la crise mondiale de 1929 et se prolongera pendant la deuxième guerre mondiale, celle-ci va quasi disparaître dès 1919 lors du redémarrage du commerce mondial. Trois raisons en sont la cause. D'une part, ces entreprises sont de faible taille, à faible composition organique du capital, et donc beaucoup moins compétitives que leurs concurrents européens ou américains. D'autre part, la courte durée de ce substitutisme empêche la maturation du marché et l'élimination des plus faibles. Enfin, contrairement à ce qui se passera dans les années 1940 et 1950, l'Etat n'intervient pas ; il se refuse, suivant les préceptes d'être « au-dessus des classes » conformément à la politique d'Yrigoyen, tant en amont à favoriser l'investissement qu'en aval à protéger, par des barrières douanières, les produits manufacturés argentins.

APRES LA PREMIERE GUERRE MONDIALE

Dans les années 1920, rien ne change. La vague d'immigration se poursuit mais à un rythme moindre. Ce qui avait fait jusqu'ici la richesse de l'Argentine (exportation de matières premières agricoles vers l'Europe et les USA) se maintient. Les bases matérielles du compromis social - qui exclut cependant les ouvriers agricoles, les paysans pauvres, les Indiens et les ouvriers des villes - se raffermissent. La grande bourgeoisie commerciale et les grands propriétaires terriens jouissaient des revenus d'exportation, s'amusaient à Buenos Aires et ne se préoccupent guère d'investir dans l'industrie. A l'exception du secteur

³³ En 1890, le gouvernement argentin s'étant déclaré insolvable avait failli précipiter la banque anglaise Baring dans la faillite.

lié à l'économie de la viande³⁴, et de l'usine Vasena de Buenos Aires (dont les ouvriers sont à l'origine de la semaine tragique de janvier 1919) par la taille, les grandes entreprises sont des compagnies « étrangères » dont les américaines concurrencent les anglaises (installation successive de International Cement Company et Standard Oil en 1917, Ford Motor en 1922, General Motors en 1925, Otis Elevator en 1927). Cette pénétration américaine, au dépens de la britannique, amena quelques oscillations de la politique étrangère de la classe dirigeante argentine qui finalement resta dans le giron britannique, comme pendant la guerre du Chaco (1932) qui opposa la Bolivie et le Paraguay pour des gisements pétroliers (inexistants) convoités par la Royal Dutch, d'un côté, et la Standard Oil, de l'autre.

Les couches moyennes autonomes s'enrichissent en proposant leurs services et leurs marchandises aux classes dominantes. Les petits commerçants commercent. Tous ceux-ci prospèrent à l'ombre des militaires qui ont occupé l'exécutif en septembre 1930, déposant le gouvernement du radical Yrigoyen et installant à sa place le général Uriburu³⁵.

Toute la droite et l'extrême droite nationaliste apportent leurs soutiens à ce coup d'état. Pour eux, les grandes heures de la chasse aux « rouges » et aux « juifs », comme en 1919, sont revenus. Les groupes d'extrême droite organisent, à la manière italienne, des « faisceaux » de la Légion Nationaliste. Certains iront 6 ans plus tard se battre aux côtés des troupes de Franco.



Manifestations à Buenos Aires en soutien au coup d'état de Uriburu.



Groupes de nationalistes armés fêtant le coup d'état.

³⁴ En 1911, un accord tripartite attribue des quotas d'exportation de viande aux groupes américains (41,37 %), anglais (40,13 %) et argentins (18,50 %)

³⁵ Uriburu cède la place au général Justo en 1932. Le retour des civils au gouvernement se fera progressivement dès 1938 avec les gouvernements Ortiz (1938-1940) puis Castillo (1940 à 1943).

APRES 1930

Ce sont la crise de 1929-1931 et le conséquent rétrécissement drastique du marché mondial qui ont brisé l'équilibre économique régissant, jusque là, le développement économique de l'Argentine. Entre 1929 et 1933, les exportations chutent de deux tiers alors que les importations des produits manufacturés d'Europe diminuent sensiblement. Les capitaux étrangers quittent rapidement le pays, entraînant une crise du système bancaire. Le peso est dévalué de 40 %. La production agricole régresse en quantité produites et en valeur. Le contrôle des changes est institué en 1931. La Banque centrale est créée en 1935. L'agriculture est mise sous contrôle étatique pour juguler la surproduction par la création, le 28 novembre 1933, de la « *Junta Reguladora de Granos* ». En échange, l'Etat fait construire des entrepôts modernes de stockage de façon à jouer sur la hausse des prix à l'exportation. Des facilités d'accès au crédit pour les exploitants agricoles sont mises en place.

En même temps, l'Argentine est obligée de signer avec la Grande Bretagne le traité Roca-Runciman de mai 1933 (complété et étendu en 1936). En effet, la Grande Bretagne avait décidé de limiter ses importations de blé et de viande aux seuls pays du Commonwealth (Canada, Australie, etc.) ; l'Argentine risquant de perdre ainsi son principal marché d'exportation, accepta les conditions britanniques pour continuer à exporter : en échange d'un minimum d'achat annuel (90 % du volume de 1932), celui-ci devait être réalisé par des sociétés anglaises ou américaines à hauteur de 80 % (le solde devant être assuré par l'Etat argentin), le transport devenait monopole anglais, et, en retour, l'Argentine ne devait pas taxer ses achats de charbon et d'autres produits anglais.

L'Argentine ne pouvant plus s'équiper en biens manufacturés à hauteur de ses besoins sur les marchés extérieurs, une industrie manufacturière locale, dite de substitution, se forme, principalement dans les industries de biens de consommations. Les artisans se muent en petits puis moyens patrons. Le secteur de l'armement est en revanche directement pris en charge par les arsenaux d'Etat.

La classe ouvrière recommence à croître numériquement. Mais cette fois-ci c'est à cause de l'émigration interne des paysans pauvres vers la ville, tandis que l'immigration européenne s'arrête. Ces nouveaux prolétaires ne sont pas dotés de la tradition de combat de leurs prédécesseurs. Il faudra attendre l'année 1936 pour assister à leurs premières luttes importantes. Les ouvriers adhéreront aux syndicats de la CGT, fondée en 1930. Le niveau de vie de ces nouveaux ouvriers était faible et leurs conditions de vie dans les grandes villes, surtout Buenos Aires, misérables. C'est à cette époque que surgissent, jusqu'au cœur de la capitale, les immenses bidonvilles appelés « *Villa Miseria* ».

Ce premier développement industriel « national », nécessité par la crise mondiale de 1929-31, est donc réalisé par la conjonction de trois facteurs :

- Par l'existence d'un dense tissu préalable d'entreprises artisanales pour l'industrie des biens de consommation,
- Par le soutien, d'une partie de la classe dirigeante (les « *invernadores* » ou emboucheurs) maîtres des industries de la surgélation (à destination du marché anglais) qui étaient aussi maîtres des meilleurs pâturages (sud de la province de Córdoba, ouest de la province de Buenos Aires) et qui imposaient leurs conditions aux simples éleveurs. Contrôlant, depuis les années 20, la Société rurale, ils sont représentés aux différents gouvernements des années 30 (par Federico Pinedo, ministre des finances et Luis Duhau, ministre de l'agriculture) et favorisent les mesures protectionnistes en faveur de l'industrie nationale³⁶,
- Par l'intervention d'un secteur de l'Etat, l'Armée, qui pour ses propres besoins développe une industrie d'armement nationale dont bénéficia principalement la province et la ville de Córdoba.

Si ce développement vigoureux (en 1935, 25 % des entreprises n'existaient pas en 1931) a vu le développement des secteurs de la mécanique, de l'électricité et du textile, c'est surtout le secteur de l'alimentation et des boissons qui connût le plus grand développement. Cela s'accompagna aussi d'une deuxième vague d'investissements étrangers : création des usines Goodyear et Pirelli en 1930, Firestone et Philips³⁷ en 1931, Osram en 1932. Ce qui se traduisait par le fait que les entreprises « étrangères » réalisaient, en 1935, 50 % de la production industrielle du pays.

La seconde guerre mondiale permet la relance de l'accumulation de capital en Argentine. Le capital local bénéficie de la demande grandissante, pendant la conflagration internationale, de viande et

³⁶ Cf. Labrousse et Gèze, pp 31 et 32.

³⁷ Où allait s'illustrer un jeune délégué CGT, Vandor, dont on reparlera dans les années 1960.

céréales. L'industrie manufacturière dite de substitution³⁸ est également de la partie. Le nationalisme fondé sur une diplomatie d'indépendance entre les deux blocs s'en trouve conforté. Le refus de se ranger aux côtés des Alliés fut la cause principale du coup d'Etat militaire de 1943. Durant la guerre, une partie non négligeable du haut encadrement de l'Armée avait franchement penché du côté de l'Axe à la fois en réaction à l'encombrante présence économique de la Grande Bretagne en Argentine et à cause de ses sympathies idéologiques fascistes et/ou nazies.

³⁸ En 1945, le nombre d'ouvriers d'industrie à Buenos Aires dépasse 600 000 (150 000 en 1914). Dans toute l'Argentine, les travailleurs de l'industrie atteignent le million, repartis dans 60 000 entreprises dont la plupart n'employant pas plus de 17 ouvriers.

LA CLASSE OUVRIERE FORGE SES OUTILS

PREMIERS PAS DE L'ORGANISATION OUVRIERE

La classe ouvrière argentine donne rapidement naissance aux syndicats³⁹. Chacun apporte sa « culture » et son expérience d'organisation mûries précédemment en Espagne, Allemagne, Angleterre, France et Italie. Les années, de 1890 à 1912, ont été marquées par la lutte de la petite et moyenne bourgeoisie, rassemblée dans le parti radical mené par Yrigoyen, pour obtenir le suffrage universel (levée d'une milice du parti radical de 30 000 hommes en 1893 qui occupe La Plata, soulèvements militaires de 1905, manifestations continues, etc.). En 1912 (loi Roque Saenz Peña), l'objectif est partiellement atteint : les hommes argentins ont le droit de vote. Les femmes et les « étrangers » en sont toujours exclus⁴⁰. Dans la foulée, le parti radical s'installe au pouvoir de 1916 à 1930. Le parti socialiste - fondé en mars 1896 par fusion des groupes nationaux préexistants⁴¹ sous la direction de Juan B. Justo - se met à la remorque des radicaux et choisit la voie parlementaire⁴². Les anarchistes restent seuls à incarner une perspective révolutionnaire⁴³. En 1885, Errico Malatesta, prestigieux communiste libertaire italien, fonde à Buenos Aires le journal « *La Question Sociale* ».

La « *Federación dos Trabajaradores* », premier syndicat commun aux anarchistes et aux socialistes, est créée en 1890. Une première scission entre socialistes et anarchistes intervient en 1894. En 1901, naît la « *Federación Obrera Argentina* », à l'initiative principalement des anarchistes. En 1902, les socialistes et les syndicalistes « *purs* » quittent la FOA pour démarrer, en 1903, « *l'Unión General del Trabajo* ». A son quatrième congrès, en 1904, la FOA change de nom et devient la « *Federación Obrera Regional Argentina* », l'adjectif « *Regional* » veut souligner le fait que l'Argentine n'est qu'une région du monde. La FORA s'affiche pour l'émancipation complète du prolétariat. En 1909, apparaît la « *Confederación Obrera Regional Argentina* » (CORA) par scission de l'UGT et absorption de syndicats autonomes. En 1908, les deux syndicats FORA et UGT n'organisent encore que 50 000 ouvriers.

En 1914, tous les syndicats rejoignent la FORA. Mais, suite à la suppression d'une résolution du cinquième congrès de la FORA qui stipulait la propagande en faveur du communisme libertaire, les anarchistes, devenus minoritaires, s'en vont en 1915 pour organiser une nouvelle FORA dite du Vème congrès. Par opposition, la FORA dominée par les socialistes prend le nom de FORA du IXème congrès. C'est elle qui remporte la bataille des adhérents passant, de 1914 à 1920, de 10 000 à 220 000 membres et de 51 à 740 syndicats. La FOM (« *Federación Obrera Marítima* ») est son plus gros syndicat de catégorie. Mais la Capitale fédérale et la province de Buenos Aires représentent respectivement 54 et 17 % du total des syndiqués, ce qui indique l'extrême concentration ouvrière, reflet amplifié de la réalité industrielle de l'époque. En regard, la FORA anarchiste n'aura en 1920 qu'environ 30 000 adhérents⁴⁴. Il faut signaler également l'existence de syndicats catholiques, dont le premier a été fondé en 1892, revendiquant, en 1919, 30 000 adhérents dont la moitié participent à des syndicats jaunes.

La première grève générale a lieu en 1902. Elle est suivie par de nombreuses agitations entre 1906⁴⁵ et 1910⁴⁶, dont la semaine rouge de 1909 qui culmine le 1^{er} mai où une dizaine de manifestants meurent sous les balles de la police. Les prolétaires se battent généralement pour l'augmentation des salaires et l'introduction de la journée de huit heures⁴⁷. Yrigoyen est élu président de la République en 1916. Sa politique vis à vis du mouvement ouvrier alterne conciliation et répression.

Mais les luttes ne concernent pas seulement les ateliers et fabriques. Dès 1897, a lieu la première manifestation de 5 000 chômeurs, à Buenos Aires, qui réclament du pain et du travail. Un autre mouvement a lieu en mars 1902, à Bahia Blanca où 600 chômeurs manifestent pour du travail. C'est surtout la grève des locataires, à Buenos Aires, en 1907, pendant plusieurs mois, qui frappe l'imagination des propriétaires et constitue, par la solidarité dans les quartiers ouvriers, une base constitutive de la

³⁹ Le premier syndicat, celui des typographes de Buenos Aires, fut fondé en 1877.

⁴⁰ La population étrangère représente jusqu'à 40 % des habitants de l'ensemble Buenos Aires (district fédéral) et de la province éponyme.

⁴¹ « *Club Vorwärts* » pour les Allemands, « *Clubs des égaux* » pour les Français, « *Fascio dei lavoratori* » pour les Italiens.

⁴² Election du premier socialiste, Alfredo L. Palacios, en 1904, député du quartier de Barracas de Buenos Aires. Sa carrière politique sera longue puisqu'il sera élu sénateur de Buenos Aires le 5 février 1961, sur un programme de soutien à Cuba et mourra en 1964.

⁴³ Les premiers journaux marxiste et anarchiste remontent à 1874/76.

⁴⁴ Edgar Bilsky donne, en annexe à son livre, les effectifs comparés, pour les années 1919-1920, par syndicats, des deux FORA à Buenos Aires.

⁴⁵ Grève victorieuse des typographes de Buenos Aires qui dure 55 jours du 24 septembre au 10 novembre 1906.

⁴⁶ 1907, 170 000 grévistes ; 1910, 28 000 grévistes ; 1917, 136 000 grévistes ; 1919, 310 000 grévistes ; 1921, 139 000 grévistes ; 1923, 19 000 grévistes.

⁴⁷ Obtenues dès 1904 par les dockers de Rosario, elles seront généralisées à l'Industrie en 1921 mais resteront peu appliquées.

conscience de classe. Plus de 100 000 locataires y participèrent. Face au refus des propriétaires de baisser les loyers ou d'améliorer la qualité des logements et aux tentatives d'expulsions par la police, certains locataires iront jusqu'à mettre le feu à leurs logements ! La plupart du temps la simple résistance des locataires, aidés par les anarchistes qui popularisèrent la lutte, suffit à résister aux attaques policières.

1919-21 : DEBUT DES ASSAULTS PROLETARIENS [*3]

Les mouvements de 1919-21 ne sont bien sur pas tombés du ciel ; ils ont été précédés par une lente maturation des énergies prolétariennes. La première guerre mondiale et le rétrécissement du commerce mondial frappent durement l'économie argentine. Cette crise « externe » met à nu la réalité des limites atteintes par le développement économique des quarante années précédentes basé principalement sur l'agriculture et l'élevage extensif. La limite des terres vierges disponibles, selon le mode de développement pratiqué, est atteinte depuis 1910/12 et l'absence de réforme agraire qui empêche le développement d'une agriculture moderne s'appuyant sur une classe moyenne paysanne, restreint et fausse le développement industriel en restreignant en partie le marché intérieur.

Conséquence, pour les prolétaires : le coût de la vie augmente de 60 % entre 1914 et 1918, les salaires réels baissent de 40 % et surtout le chômage se développe rapidement, de 1914 à 1916, pour atteindre en 1917, 20 % de la population active⁴⁸. Le niveau des grèves baisse considérablement pour retomber au minimum de l'année 1907. Le redémarrage de l'économie, la baisse concomitante du chômage et la « neutralité » au-dessus des classes du gouvernement Yrigoyen fraîchement élu vont inverser la tendance à partir de 1916.

La révolution d'Octobre⁴⁹ ne passe pas inaperçue en Argentine. De nombreuses manifestations de soutien à la révolution russe ont lieu, comme celle du 24 novembre 1918 qui réunit 30 000 personnes à Buenos Aires ou encore celle du 29 novembre 1918 qui réunit 20 000 personnes pour protester contre l'arrestation de deux militants anarchistes, Radowitsky et Barrera. Dans son sillage, de 1917 à 1921, le prolétariat « européen » d'Argentine se lance à son tour à l'assaut (grèves, insurrections de Patagonie de 1919 à 1921). Les classes dominantes abandonnent l'arme de la conciliation et embrassent sans hésiter celles de la répression. Avant cette période incandescente, on avait constaté l'augmentation significative du nombre des grèves et de grévistes (1916 : 24 231 ; 1917 : 136 062 ; 1918 : 133 042).

En mars 1917, éclate une grève des marins, faisant suite à une précédente, en novembre 1916, qui marquait la fin de la torpeur ouvrière causée par les conséquences de la guerre. Les patrons répliquent par le lock-out et certaines entreprises emploient des jaunes ; les affrontements sont quotidiens. Yrigoyen propose un arbitrage qui donne raison aux ouvriers. Premier succès de sa politique de discussion et de collaboration avec la FORA du IXe congrès et les socialistes qui portera ses fruits lors de la semaine tragique de 1919. Il réitère la manœuvre lors de la grève des cheminots de 24 jours en septembre-octobre 1917, mais pas dans celle des frigorifiques en novembre 1917 qui est battue.

Mais cette politique conciliatrice de l'Etat rencontre ses limites lors des grèves de 1918, puis de 1919. A la fin de 1918, de nombreux conflits éclatent à Buenos Aires et en province qui voient comme protagonistes les marins, les employés des postes, les tramwayeurs, les ouvriers des entrepôts frigorifiques, les ouvriers municipaux, les cheminots, les ouvriers du pétrole en Patagonie, etc. Même la police de Rosario fit grève pour obtenir le paiement des salaires, en retard de neuf mois, début décembre ! C'est aussi l'époque des manifestations étudiantes de Córdoba pour la défense des libertés universitaires qui durent deux mois.

L'université de Córdoba est la plus ancienne d'Argentine ; fondée en 1613, elle a donné son surnom à la ville, « la docte ». Mais en 1917, elle est non seulement la plus ancienne mais la plus vétuste et avec les méthodes d'enseignement les plus attardées et les règlements les plus rétrogrades. Contrairement à celle de Buenos Aires, elle n'a encore connu aucune agitation étudiante. Ceci était accentué par le fait que l'université était une université catholique.

Au début 1918, un début d'agitation s'empare des étudiants en médecine, à cause de la suppression de l'internat à l'hôpital de Clinicas, et des élèves ingénieurs, à cause de la modification du suivi des cours. Puis la remise en cause des méthodes d'enseignement, au contenu des cours et à la discipline devient à l'ordre du jour, mais aucune remise en cause des professeurs, de l'étroitesse de l'enseignement ni de l'université comme lieu de savoir séparé.

En mars, se forme un comité pour la réforme universitaire (dirigés par Ernesto Garzón, Horacio Valdéz et Gumersindo Sayago) qui décide d'une grève générale des cours si tous les moyens pacifiques et

⁴⁸ Voir Annexes statistiques.

⁴⁹ Création du Parti Communiste Argentin en janvier 1918. En 1919, le PCA se couple d'une minuscule FORA communiste.

légaux se trouvent épuisés. Sans tenir compte des revendications étudiantes, l'Université rouvre ses portes le 1^{er} avril, mais aucun étudiant n'assiste au cours. Les étudiants en grève font leur première manifestation en ville et l'Université est fermée.

Le 11 avril se crée, au niveau national, la « *Federación Universitaria Argentina* » (F.U.A.) présidée par Osvaldo Loudet qui tente de donner de l'écho aux revendications cordouanes. Le comité pour la réforme fait appel au président Yrygoyén, radical donc théoriquement hostile à l'Eglise. Il nomme un médiateur, José N. Matienzo. Celui-ci rencontre les parties en présence pendant le mois de mai et se déclare hostile à l'immobilisme d'une partie du corps enseignant et de la direction de la faculté.

Le comité pour la réforme fait élire comme candidat au poste de doyen, un jeune professeur sympathisant de la réforme, Enrique Martínez Paz. Mais aux élections officielles du 15 juin, c'est le candidat catholique conservateur, Antonio Nores, qui est élu par ses pairs.

Ceci déclenche la colère immédiate des étudiants : ils investissent la salle du conseil universitaire, en expulse la police, puis se répandent dans les rues tandis que la grève générale universitaire est proclamée. Celle-ci se répand dans le pays (Rosario, Corrientes, etc.) et à Córdoba même les manifestations d'étudiants deviennent quotidiennes. Les revendications précises cèdent la place à la réforme démocratique de l'université.

A partir du 19 juin, les ouvriers des entreprises cordouanes soutiennent les étudiants font grève et participent aux manifestations. La manifestation de ce jour compte 10 000 manifestants (alors qu'il n'y a que 1 500 étudiants inscrits !).

Le 21 juin, les étudiants écrivent leur manifeste « Aux hommes libres d'Amérique du Sud », appel à la solidarité et à une véritable démocratie de progrès débarrassé du catholicisme réactionnaire.

Devant la poursuite de l'agitation, l'évêque de Córdoba, Fray Zenón Bustos, menace les étudiants et les traite de « prévaricateurs et sacrilèges ». Le 11 juillet, l'Université est de nouveau fermée sans date de réouverture. Le 21 juillet, la FUA tient son premier congrès à Córdoba et décide la poursuite du mouvement.

Finalement, face à l'impasse de la situation et à la pression du nouveau représentant gouvernemental, Dr José Salinas, le recteur Antonio Nores démissionne. L'ensemble des demandes étudiantes est satisfait notamment leur participation à la gestion de l'Université et au contenu de l'enseignement dispensé. L'agitation étudiante se poursuivra pendant l'année 1919 dans plusieurs autres universités pour culminer en 1922⁵⁰.

Face à ces agitations, la bourgeoisie prend peur et réagit. Ses organes de presse « *La Epoca* », « *La Prensa* », « *La Nación* », etc. appelle au combat contre « *le maximalisme et le bolchevisme importés d'Europe et anti-argentins* ». Il se crée l'ATN (« *Asociación del Trabajo Nacional* »), le 20 mai 1918, organisation patronale pour contrer les syndicats, remplacer le gouvernement radical (jugé trop conciliant avec les syndicats) et pour organiser les brisages de grève. Des mouvements d'extrême droite ou nationalistes (comme le CNJ « *Comité Nacional de la Juventud* », fondé par Ricardo Rojas) apparaissent qui lancent des campagnes racistes contre les Juifs, les Russes et les bolcheviques. Ils seront un des embryons de la Ligue patriotique, créée en janvier 1919, pour servir d'auxiliaire de police lors de la semaine tragique. Souvent, l'argumentation de ces groupes repose sur la seule opposition entre « *les bons argentins contre les mauvais étrangers* » à une époque où 50 % des ouvriers de la capitale ne sont pas encore naturalisés. Outre les Juifs, les Catalans sont le deuxième groupe objet du racisme.

On le voit, tout est prêt pour l'affrontement. Les grèves de la fin décembre 1918, quoique moins nombreuses, sont plus violentes : un ouvrier peintre est assassiné par la police lors de la grève à Buenos Aires. L'étincelle va venir de la grève chez Vasena.

JANVIER 1919 : LA « SEMAINE TRAGIQUE » A BUENOS AIRES [*4]

Les ouvriers de l'entreprise métallurgique « *Pedro Vasena e Hijos Ltda.* » (2 500 ouvriers et employés) sont en grève depuis le 7 décembre 1918⁵¹. La direction, les frères Vasena, refuse de discuter des revendications des travailleurs (réduction de la journée de travail de 11 à 8 heures, respect du repos dominical, augmentation de salaires, paiement des heures supplémentaires) parce que ceux-ci sont syndiqués à la FORA anarchiste. Des affrontements ont lieu dans l'usine entre grévistes et jaunes pendant le mois de décembre et le 3 janvier, jour où 300 coups de feu sont échangés entre la police et les grévistes.

⁵⁰ Ensuite, il déclinera et aura à faire face de façon défensive aux tentatives, souvent couronnées de succès, des gouvernements pour réduire les libertés étudiantes et faire disparaître l'exemple de Córdoba.

⁵¹ Entreprise dont les ateliers sont situés dans le quartier de San Cristobal (centre ouest de Buenos Aires, Plaza Martín Fierro), et les dépôts dans le quartier de Nueva Pompeya, et en banlieue, à Avellaneda.

Le 4 janvier, le directeur de l'usine sollicite auprès du ministre de l'intérieur l'intervention de la Police pour contrer « *l'état de rébellion ouverte des ouvriers* ».

Le 4 janvier, une première intervention policière musclée se solde par la mort d'un policier ; les ouvriers ayant riposté aux tirs de la police. Le 6 janvier, les contremaîtres se joignent à la grève. Le 7 janvier, à 16 heures, la police fait irruption dans le dépôt de Nueva Pompeya (suite à une provocation montée avec l'aide des jaunes) pour déloger les grévistes, en tue quatre et en blesse 70. La FORA anarchiste appelle à la grève pour le lendemain.

Le 8 janvier, des grèves éclatent (notamment chez les marins) tandis que Vasena refuse de négocier avec les grévistes. Des piquets de grève parcourent la ville pour appeler à la généralisation du mouvement. Le PSA est plus préoccupé par l'ampleur que peut prendre le mouvement et demande, par son député N.Repetto, que « *les bons syndicats soient reconnus et légalisés* ». La FORA du IX^e congrès, elle, s'inquiète de la grève des marins qui s'est étendue rapidement aux autres ports (La Plata, Santa Fe, Rosario). Tout en menaçant le gouvernement et l'ATN de proclamer la grève générale si les grévistes et la FOM sont attaquées, elle refuse d'appeler à une extension à d'autres catégories d'ouvriers. Tout en déplorant les morts ouvriers de Vasena, elle ne mobilise pas ses adhérents pour quelque action de solidarité que ce soit, contrairement à certaines de ses propres fédérations (comme la FOM) qui appellent à la grève pour l'enterrement, le lendemain.

Le 9 janvier, toutes les boutiques et ateliers du quartier Nueva Pompeya sont fermés en solidarité avec les ouvriers morts. L'ambiance est chaude dans ce quartier ouvrier. Dès le matin, les ouvriers affluent aux ateliers Vasena ou aux sièges syndicaux et se regroupent pour fermer commerces et ateliers ou arrêter les transports. Déjà des usines sont en grève (50 000 grévistes) y compris dans les arsenaux d'Etat. Des jets de pierre sont lancés contre les ateliers et bureaux Vasena par des groupes d'ouvriers. Un commissaire de police est poignardé devant les ateliers Vasena qui sont défendus de l'intérieur par les troupes de l'ATN et les gardes recrutés par la direction. La grève des transports paralyse l'activité de la ville.

Des milliers d'ouvriers des deux FORA sont présents dans le cortège qui s'ébranle vers le cimetière de Chacarita, au Nord Ouest de Buenos Aires. Des escarmouches ont lieu près des ateliers Vasena. A 13 heures, 10 000 manifestants se dirigent vers le cimetière et leur nombre grossit rapidement en traversant les quartiers ouvriers. Les cercueils sont précédés de voitures et de 150 ouvriers en armes appartenant au service d'ordre de la FORA du IX^e congrès. Au passage devant les ateliers des coups de feu sont échangés. Des barricades se montent tandis qu'une partie du cortège continue vers le cimetière. Des anarchistes mettent le feu aux dépôts de bois et de charbons situés derrière les ateliers qui sont encerclés ; des armureries aux alentours sont pillées. L'armée arrive à 18 heures et il lui faudra 1 heure ³/₄ pour dégager les milices patronales enfermées dans l'usine, de la fureur des manifestants.

Pendant ce temps, dans le quartier d'Almagro (derrière la gare de l'Ouest) des manifestants essayent d'arrêter un tramway ; les pompiers voyageant en protection du tramway tirent sur la foule pour se dégager. Le tramway est brûlé. Des coups de feu sont tirés ; les manifestants croient que cela vient d'un couvent et l'assailent ; les prêtres ripostent. Des policiers refusent de tirer sur la foule et fraternisent avec les manifestants. La fusillade avec les pompiers dure deux heures. Le restant du cortège, pendant ce temps là, est arrivé au cimetière vers 19 heures.

Alors que les orateurs s'adressent à la foule devant le cimetière, la police tire et lâche des bombes. Bilan : au moins 50 morts. Les manifestants se répandent dans la ville. Voitures et tramways sont incendiés, des magasins fermés et une église brûlée. Les ouvriers construisent des barricades (rues San Juan, Cochabamba, Oruro, Urquiza, et La Rioja) en bataillant avec la police ; on se battra jusqu'à 3 heures du matin Plaza de Once, près de la gare de l'Ouest. Certains quartiers (La Boca, Barracas), aux mains des manifestants, sont coupés du reste de la ville. Partout les habitants des quartiers ouvriers participent aux combats. L'ensemble des victimes de cette nuit d'émeutes s'élève à une centaine dans les rangs ouvriers.

Suite à cela, la FOF (« *Federación Obrera Ferroviaria* ») proclame la grève générale dans les chemins de fer. Le général Dellepiane rassemble les troupes (30 000 hommes) au Campo de Mayo⁵² et décide de marcher sur la ville dans la soirée, inquiet des possibilités de fraternisation, pour forcer la main au gouvernement. Il est nommé par Yrigoyen responsable militaire de la répression et fera quadriller par l'armée, dès le lendemain, les quartiers ouvriers

Le 10 janvier, la grève générale proclamée par les deux FORA est totale⁵³ ; les magasins fermés ; les propriétaires d'automobiles demandent au syndicat l'autorisation de circuler. La lutte contre la répression unifie le mouvement et permet de dépasser l'horizon des revendications « *économiques* » de la

⁵² Vaste caserne et champ de manœuvre à 20 km au nord de Buenos Aires.

⁵³ La grève aura lieu également à Mar del Plata, Rosario, Mendoza, La Plata, Tucumán et se poursuivra jusqu'au 14 janvier.

réduction du temps de travail et des augmentations de salaires. Le gouvernement radical d'Yrigoyen nomme un nouveau chef de la police (Elpidio González, radical) et décide la militarisation de la ville ; il confie la centralisation de la répression au Général Dellepiane. Un certain jeune lieutenant Perón prend une part active à la répression. Il se crée une Ligue Patriotique pour casser du gréviste et chasser les « étrangers, les rouges, les juifs et les bandits qui déshonorent le pays »⁵⁴. Le gouvernement radical emploie tous les moyens légaux et illégaux à sa disposition pour briser la grève. Il ouvre également des négociations avec la FORA du IXème congrès.

A l'unisson avec le parti socialiste qui soutient les protestations et rend responsable le gouvernement, mais demande d'agir avec « prudence et circonspection », la FORA du IXe congrès ne veut pas d'extension du mouvement et s'oppose à la FORA anarchiste qui prône la « grève générale nationale » et la « révolution ». Dans plusieurs quartiers de la ville, l'Armée tire préventivement sur les rassemblements ouvriers et sur les simples passants (y compris femmes et enfants) ou pendant les perquisitions. Des dizaines de morts s'entassent. En retour, les prolétaires attaquent plusieurs commissariats. Alors que la tension est à son comble, sur les conseils de son avocat, Mello un radical opposé à Yrigoyen, Vasena cède sous la pression du gouvernement. Le 11 janvier, les revendications « économiques » des grévistes sont satisfaites, dont la journée de travail de huit heures, des augmentations des salaires comprises entre 20 et 40 %, la hausse du tarif des heures supplémentaires de 50 % en semaine et de 100 % le dimanche.

Ayant obtenu cet os à ronger, la FORA du IXème congrès appelle à la reprise du travail. De même que le PSA qui déclare « être obligé d'appeler à la reprise du travail... à cause de l'intromission de facteurs étrangers dans l'organisation régulière et normale des travailleurs... et de l'attitude répressive du gouvernement qui cherche à exploiter la situation ». Les imprimeurs, les ébénistes, les verriers et les travailleurs du secteur public suivent la consigne. Mais le 13 janvier, au retour du week-end, la grève est reconduite y compris par des syndicats affiliés à la FORA du IXème congrès (marins, cheminots⁵⁵ – dont Juan B. Justo, dirigeant fondateur du PSA déclarera qu'ils « sont des fauteurs de grève » –, traminois, employés des moulins, dockers).

La ville reste paralysée. Le gouvernement fait alors arrêter systématiquement les militants de la FORA anarchiste, en occuper les locaux et en saisir les journaux. Plus de 5 000 de ses membres sont sous les verrous. Le Parti socialiste lance à nouveau des appels au calme et à la reprise. Le 14, la Chambre des députés unanime (à l'exception du PSA) vote l'état de siège, mais il ne sera pas mis en pratique. Le soir, la FORA anarchiste suspend la grève entrée dans sa phase déclinante. Des agitations sporadiques se poursuivent jusqu'au 15 janvier. A partir du 16, la police commence à libérer certains détenus.

Seuls, et sur la base de leurs propres revendications catégorielles, les marins (jusqu'en mars), les traminois (jusqu'en avril de façon intermittente) et certains secteurs cheminots (pendant un mois) vont continuer à faire grève. Au total, la semaine tragique aura fait 300 morts dans les rangs des combattants prolétaires.

Malgré la défaite de la semaine sanglante, la classe ouvrière n'est pas soumise. Les grèves continueront tout le long de l'année 1919 et jusqu'en 1921. Toutefois, sur l'ensemble de la période 1919-1921, le bilan politique du combat révolutionnaire en Argentine est négatif⁵⁶. A son passif doit-on inscrire :

- Le passage du Parti Socialiste et de la FORA du IXème congrès du côté de l'ordre bourgeois. Passage que le premier paiera par sa marginalisation progressive de la vie politique argentine, puis par le coup de grâce que lui portera le Péronisme. La trahison de la FORA du IXème congrès se soldera à son tour par le reflux des effectifs puis son effacement devant la nouvelle CGT en 1930.
- L'impasse de « l'anarcho-syndicalisme », apte à exprimer certaines des meilleures qualités du mouvement mais incapable de dépasser la perspective de la grève générale pour elle-même, sans analyse du rapport de force et sans envisager des possibilités de repli et payant, ensuite, le prix de ses trop nombreuses divisions. Victimes d'une répression systématique, les groupes politiques et la FORA anarchistes disparaîtront, plus exactement seront réduits à des petits

⁵⁴ Comme dans d'autres pays, les ouvriers juifs sont parmi les plus combattifs et les plus organisés. Ils sont présents au PSA et chez les anarchistes ; il existe même une section du Bund à Buenos Aires.

⁵⁵ Mais seulement ceux de la FOF ; les conducteurs et chauffeurs organisés dans La Fraternidad, refuseront de faire grève par deux fois ; le 15 janvier, la FOF prétexte de cela pour appeler à la reprise du travail. En juillet 1920, cependant, les deux syndicats fusionneront sous la houlette de La Fraternidad et des modérés de la FOF, pour donner naissance à la Confraternidad Ferroviaria. Cette nouvelle fédération, ouvertement réformiste et proche du PS, sera à l'origine de la COA fondée en 1926.

⁵⁶ Nous renvoyons à la troisième partie de l'ouvrage de Edgardo Bilsky pour l'évolution des différents groupes ou fractions anarchistes, anarcho-syndicalistes ou communistes entre 1919 et 1921.

groupes ou à des petits syndicats⁵⁷, même si la tradition de l'action directe restera présente dans le mouvement ouvrier argentin.

1919-1921 : MOUVEMENTS REVOLUTIONNAIRES EN PATAGONIE [*5]

L'agitation ouvrière dans cette région extrême⁵⁸ partagée entre le Chili et l'Argentine commence en 1918 (grève générale à Puerto Deseado - Chili), se poursuit en février 1919 (grève générale à Puerto Natales et Punta Arenas - Chili ; création d'un soviet de la ville). A l'annonce de la grève générale de Buenos Aires, en janvier 1919, la lutte démarre à Rio Gallegos (grèves, affrontements avec la police, incendies de gares, etc.). La jonction avec le mouvement au Chili ne peut se faire. D'un côté, l'armée chilienne écrase dans le sang le conseil de Puerto Natales, de l'autre, la police argentine réprime celui de Rio Gallegos.

En juillet 1920, la Société ouvrière de Rio Gallegos (affiliée à la FORA du IXème congrès) décide la grève dans les ports et hôtels de la Patagonie. En réponse, la police arrête des grévistes. Une abstention générale du travail pour leur libération démarre. Malgré plusieurs relaxes et l'octroi de hausses de salaires pour les ouvriers agricoles regroupés dans les grandes estancias, ceux-ci s'organisent en colonnes armées à cheval qui patrouillent les étendues désertiques pour propager la lutte d'une estancia à l'autre. Les principaux dirigeants de ces colonnes sont Alfredo Fonte surnommé « *El Toscano* », ancien cuisinier à l'estancia « *Dremen* », et José Ricardi surnommé « *le 68* » (du numéro de son matricule quand il était emprisonné). Les patrons et les contremaîtres sont pris en otages. Les estancias sont désertées par les ouvriers. Les entrepôts et les ports sont vides du fait de la grève. La viande pourrit sur place.

Pour briser l'initiative ouvrière, les patrons, le gouverneur local, Correa Falcon, et le gouvernement fédéral envoient des jaunes depuis Buenos Aires. La FORA du IXème congrès, qui contrôle la puissante « *Federación Obrera Maritima* », n'empêche pas leur déplacement. Pour elle, les grévistes de Patagonie sont trop en « *avance* ». Lorsque les casseurs de grève débarquent, ils sont accueillis à coups de fusil et repartent aussitôt. Malgré la propagande bourgeoise qui les accuse de banditisme, le sabotage de la FORA du IXème congrès qui appelle à la reprise du travail après les nouvelles propositions des patrons de Patagonie, les ouvriers ne renoncent pas. La répression totale reste la seule solution pour les classes dominantes.

A Puerto Descado, le 17 décembre 1920, ont lieu les premiers affrontements. Bilan : un mort et des dizaines de blessés. La police ferme ou incendie tout ce qui peu servir de lieux de réunions : hôtels, bars, magasins, locaux syndicaux. Les combats se multiplient. Souvent, les colonnes ouvrières en sortent victorieuses. Des entrepôts et des usines sont mis au feu à Rio Gallegos. Après un mois de batailles, le mouvement reflue par manque de perspectives. Au plan national, ce dernier demeure isolé. Des divergences apparaissent entre ceux qui veulent continuer coûte que coûte et ceux qui, appréciant le rapport de forces, pensent qu'un repli s'avère nécessaire. Courant février 1921, la Société ouvrière de Rio Gallegos décide l'arrêt de la grève dans les villes. Les ouvriers agricoles sont désormais condamnés à la défaite. Les colonnes se désagrègent. Quelque 200 hommes sur un millier continuent un combat sans espoir. Falcon, le gouverneur honni, est remplacé par le radical Varela. On fait des concessions aux grévistes. Un accord est signé.

En mars 1921, la grève reprend pour un temps aux usines frigorifiques Swift. De nouvelles grèves éclatent entre mai et juillet 1921, tant en Argentine qu'au Chili. En avril, « *El Toscano* » revient et veut relancer le mouvement sans attendre la décision des ouvriers des villes. En septembre 1921, il est arrêté mais réussit à s'évader. Il organise alors une colonne nommée « *El Consejo Rojo* ». Le 1^{er} octobre 1921 la rupture est consommée entre « *El Toscano* » et Soto, principal animateur des grèves de Rio Gallegos. Ce dernier en appelle aux décisions des assemblées de chaque ville. Le mouvement se délite complètement. Après plusieurs escarmouches, « *El Toscano* » est à nouveau arrêté. Fin octobre, Soto et la Société ouvrière de Rio Gallegos déclenchent la grève générale. Des colonnes ouvrières armées sont reconstituées regroupant plus de 2 000 hommes et battent la campagne. Les combats font de nombreuses victimes dans

⁵⁷ Par exemple, en 1945, le syndicat des coiffeurs de Buenos Aires était encore animé par des anarchistes de la FORA maintenue.

⁵⁸ Coincée entre l'Océan et les Andes, la Patagonie argentine s'étend au sud du pays sur trois provinces actuelles : Chubut (224 686 km²), Santa Cruz (243 943 km²) et la partie de la Terre de Feu argentine (21 263 km²). C'est un territoire presque aussi étendu que celui de la France. En revanche, à l'époque, l'ensemble de la population n'atteint pas les 100 000 personnes. Vides d'hommes, ces territoires sont uniquement orientés vers l'élevage des moutons, le traitement et l'expédition vers les marchés de destination (Buenos Aires, la Grande Bretagne et les USA) de la viande et de la laine. L'élevage des moutons est assuré par d'immenses estancias, aux mains de grands propriétaires, véritables petites villes et usines de tonte du mouton. Les seules villes sont les ports, où trouvent place les abattoirs et les entrepôts frigorifiques. Elles sont reliées aux estancias par des lignes de chemin de fer ; ces lignes n'étant cependant pas reliées au réseau général du pays. Les usines appartiennent toutes à des sociétés anglaises ou américaines.

les rangs des insurgés. Les colonnes se rendent les unes après les autres. Cette fois-ci Varela ne fait pas de cadeaux. Des milliers d'ouvriers sont fusillés ; la terreur blanche se répand dans toute la Patagonie. Les propriétaires terriens et patrons font payer chèrement à leurs ouvriers les deux années de terreur rouge subies. Cette terreur blanche dure un an.

A la fin 1922, un anarchiste, Kurt Wilckens, abat Varela avec une bombe. Emprisonné, il est assassiné le 15 juin 1923, par un gardien, Pérez Millán, membre d'un groupe d'extrême droite. Ce qui déclenche, dès le lendemain, une vague d'agitation politique et syndicale impulsée par les anarchistes. Dès le lundi 18, la grève s'étend à toutes les professions dans toute l'Argentine, syndicalistes « purs », socialistes, communistes et anarchistes y participent. Mais lorsque la FORA convoque une manifestation le 19 juin à la gare de l'ouest, l'USA socialiste s'empresse de faire reprendre le travail.

Le lendemain, alors que les manifestants ouvriers se regroupent, la police tire sur le local des ouvriers bouangers : bilan 2 morts, 17 blessés graves et 163 arrestations. La FORA isolée propose de continuer la grève jusqu'au jour de l'enterrement, le 20 juin. L'USA appelle aussi à la grève pour le 20, mais elle a réussi à casser les velléités combattives : il n'y aura pas de seconde « semaine tragique ».

LE REFLUX

Le mouvement syndical refluit après l'échec de la vague révolutionnaire de 1917-21 et la sanglante répression qui s'ensuit. En 1922, se crée « *l'Unión Sindical Argentina* ». Elle regroupe tout ce qui n'est pas anarchiste et est dirigée par des syndicalistes sans caractérisation politique précise tournant fermement le dos aux grèves de 1919 et aux poussées insurrectionnelles patagoniennes. En 1926, voit le jour la « *Confederación Obrera Argentina* » rassemblant encore des syndicalistes sans idéologie politique et des socialistes. Ses places fortes sont la « *Unión Ferroviaria* » et la FEC (« *Federación de Empleados de Comercio* »). En 1930, la COA revendique 130 000 adhérents.

Le coup d'état du 6 septembre 1930 trouve donc ce qui reste du syndicalisme argentin divisé en quatre confédérations : USA, COA, FORA et le CNUC (« *Comité Nacional de Unidad Clasista* », syndicat très minoritaire formé par le PCA). A la fin 1930, les deux principaux syndicats (USA et COA) fusionnent pour former la « *Confederación General del Trabajo* ».

Les luttes qui culminent en 1936 renforcent la CGT. Le processus de bureaucratisation de son appareil central s'accélère. En 1935, une nouvelle scission frappe la nouvelle confédération montante. On voit alors apparaître deux CGT : l'une, organisée autour de « *l'Unión Ferroviaria* » et des socialistes qui prend le nom de CGT Calle Independencia (du nom de la rue de son siège) ; l'autre, minoritaire, constituée autour des syndicalistes « *purs* » se définit CGT Catamarca (du nom de la rue de son siège). En 1937, elle prend le nom de USA⁵⁹. Rapidement la CGT Independencia devient le syndicat le plus puissant et récupère, en 1937, son sigle de CGT.

Mais cette période n'est pas exclusivement blanche pour l'agitation ouvrière. Conséquence du développement industriel et de l'arrivée d'une nouvelle génération, les grèves réapparaissent. En 1934, une première grève générale a lieu. Les organisations de gauche, surtout le PCA, profite de la politique du Front populaire et du soutien aux républicains espagnols.

⁵⁹ Effectifs syndicaux par confédération, voir Annexes, Statistiques syndicales.

LE PERONISME : SYNTHESE ARGENTINE DU FASCISME ET DU STALINISME [*6]

AUX ORIGINES

Il est question ici d'un colonel, Juan Perón, né en 1895, dans une famille de la classe moyenne, secrétaire au travail depuis juin 1943 dans le gouvernement militaire dirigé d'abord par Ramirez puis, en 1944, par Farrell. Grand admirateur de Mussolini (il était allé plusieurs fois en Italie) et du fascisme - y compris du volet social du programme de 1922 -, il décida de sortir de la marginalité institutionnelle le « monde du travail » afin qu'il ne succombe pas aux sirènes stalinienne et campe sur des positions nationalistes argentines, c'est à dire principalement anti-anglaises.

La grande idée du premier Perón a été sans conteste d'intégrer le mouvement syndical contre-révolutionnaire argentin à l'appareil d'Etat. Pour ce faire, il était nécessaire à la fois d'accorder des avantages salariaux et sociaux, de répartir le revenu national de façon plus égalitaire, et d'établir une certaine liberté d'action syndicale. A l'instar de ses pairs instigateurs du coup d'Etat de 1943, Perón prônait la revitalisation de la vie politique officielle du pays au détriment des partis politiques traditionnels de « droite » (des conservateurs aux radicaux) comme de « gauche » (staliniens et sociaux-démocrates), ainsi que de l'oligarchie. Par ce biais, le colonel entendait recréer une base sociale ample - allant jusqu'à des secteurs importants de la classe ouvrière - à l'Etat argentin.

Son coup de génie fut donc triple. Comme secrétaire d'état, Perón promulgue des lois qui instaurent un régime de protection sociale et imposent l'application de la réglementation sur la durée du travail⁶⁰. Epaulé par sa compagne « Evita »⁶¹, il concurrence les organismes catholiques de charité en distribuant vêtements et nourriture aux « descamisados », les pauvres des banlieues de Buenos Aires, et aux victimes du tremblement de terre du 15 janvier 1944, dans la région de San Juan au pied des Andes. Il cherche (et il trouve) ouvertement l'appui d'une partie des dirigeants de la CGT, tout en participant à un gouvernement qui jetait les syndicalistes en prison et qui avait interdit les partis politiques.

L'idée de Perón n'était pas, bien sûr, d'opérer un quelconque changement dans les rapports de production, mais plutôt d'opérer un changement dans la distribution des revenus au niveau national en faveur des travailleurs (ouvriers et employés). Cela correspondait à un besoin politique d'intégration des ouvriers à l'Etat, via les syndicats, et aussi à un besoin économique : le développement des industries de substitution avait atteint, dans les conditions de l'Argentine de l'époque, les limites du marché solvable ; seule l'extension de ce marché pouvait permettre le maintien et l'expansion du développement industriel et la condition nécessaire en était l'augmentation du revenu des travailleurs. Il fallait également concentrer la capacité d'intervention économique dans les mains de l'Etat afin d'organiser le développement industriel dans le secteur des biens durables afin de répondre aux besoins de l'Armée qui se voyait priver d'équipements électriques, chimiques du fait de l'arrêt des importations américaines, depuis mars 1942, en rétorsion à la neutralité de l'Argentine dans le conflit mondial.

En décembre 1942, la CGT est agitée d'une lutte de tendance pour la conquête de sa direction. D'un côté, Domenech, le secrétaire général et ses partisans (Almarza, etc.) ; de l'autre Borlenghi et Chiaranti (le premier, socialiste comme Domenech) soutenu par les staliniens (Fiori et Peter). L'objet de la dispute est la place qu'il faut octroyer aux staliniens dans le syndicat. Plus exactement, Domenech, se sent menacé par le travail de taupes mené par les staliniens dans diverses fédérations (FONC, « Federación Obrera Nacional de la Construcción », ATE, et même UF (« Unión Ferroviaria »)). Un premier vote, le 15 décembre, donne 117 713 voix à Borlenghi contre seulement 60 069 à Domenech.⁶² Sur fond de magouille aux élections des différentes fédérations, de luttes d'appareil, d'appel à l'unité syndicale, Domenech redresse la barre mais la rupture se consomme le 10 mars 1943.

La scission se matérialise par la création d'une CGT n°1 et d'une CGT n°2. La première, qui accepte les staliniens dans la confédération, est menée par Angel Borlenghi - du syndicat des employés du commerce - et Francisco Pérez Leirós - du syndicat des ouvriers municipaux - ; la deuxième, dirigée par l'ancien secrétaire général José Domenech, est opposée à la présence des staliniens et se dit disposée à la collaboration avec le gouvernement militaire⁶³. Le 12 juillet 1943, le gouvernement interdit la CGT de

⁶⁰ Tout un arsenal juridique existait depuis longtemps en faveur des ouvriers mais n'avait jamais été appliqué.

⁶¹ Ils ne se marièrent qu'en 1946 à la veille des élections pour s'attirer les suffrages de l'électorat catholique.

⁶² Hugo del Campo « Sindicalismo y peronismo », Clasco, Buenos Aires, 1983, p.103.

⁶³ La répartition des effectifs se fait dans un rapport deux tiers, un tiers en faveur de la CGT n°1.

« gauche », saisit ses biens et locaux, emprisonne ses dirigeants (comme les staliniens Chiaranti et Fiori de la FONC, Dell'Aquila de la FOA (« *Federación Obrera de la Alimentación* »), Michellon de l'UOT (« *Unión Obrera Textil* »)⁶⁴ et place des officiers à sa tête. Le 25 août 1943, les syndicats de cheminots subissent le même sort (c'est le colonel Mercante, ami de Perón, qui est chargé de « normaliser » ce syndicat). La CGT est ainsi « réunifiée » par l'Etat. Il est à noter que certains dirigeants de la CGT n°1, comme Borlenghi, se rallieront alors à Perón.

La politique suivie par Perón est simple : d'une part, consolider dans la CGT, les syndicats qui lui sont favorables ou aider à en développer de nouveaux ; d'autre part, dissoudre les syndicats qui lui sont hostiles ou en monter de nouveaux pour leur faire concurrence. Il essaie aussi de s'appuyer sur de jeunes militants syndicaux en les opposant aux vieux bureaucrates installés depuis longtemps et quasi inamovibles (Pérez Leirós, à la tête de l'UOEM (« *Unión de Obreros y Empleados Municipios* », de 1919 à 1944 ; Gay, à la tête de la FOET (« *Federación de Obreros y Empleados Telefonicos* ») de 1928 à 1947 ; Fidanza, à la tête de la SOIC (« *Sindicato Obrero de la Industria del Calzado* ») de 1932 à 1949 ; Borlenghi, à la tête de la FEC de 1931 à 1946 ; Peter, à la tête de la FOA de 1932 à 1946)⁶⁵.

A côté de ces mesures propres à tranquilliser les patrons, Perón entreprend un « *tour d'Argentine* » pour rencontrer les dirigeants syndicaux, notamment l'avocat Atilio Bramuglia conseiller du syndicats des cheminots. Il veut ainsi les rassurer quant à la nature « sociale » de son action en tant que ministre⁶⁶. Une grève pour les salaires née, le 4 septembre 1943, dans les usines frigorifiques de Berisso (près de La Plata) va lui permettre d'inaugurer avec éclat sa politique pro syndicale.

Les ouvriers occupent les usines, les patrons font appel à l'armée pour les déloger. Un combat sanglant s'en suit, à coups de gaz lacrymogènes et de crocs de bouchers. La bataille se solde par une dizaine de morts dans les deux camps. Le lendemain, Perón vient sur place et, en présence des patrons de l'usine, serre ostensiblement la main du dirigeant du syndicat, Cipriano Reyes. Les augmentations de salaires revendiquées sont immédiatement accordées. Tout ceci sera officialisé, le 27 octobre 1943, lorsque la DNT sera transformée en « *Secretaria de Trabajo y Previsión* ». Perón soutient d'autant plus aisément Reyes que celui-ci représente une tendance opposée à celle de la direction stalinienne de ce syndicat, encore dirigé par Peter qui sera emprisonné de septembre 1943 à janvier 1945. D'autant que les staliniens ne soutiennent pas la grève, comme ils l'avaient déjà fait en mars 1942, lors de la grève de la métallurgie, parce qu'elle est contraire à l'effort de guerre en vue de combattre l'Axe, en privant les ouvriers et soldats des démocraties occidentales de la viande nécessaire.

Discours de Perón⁶⁷ à la Chambre de Commerce de Buenos Aires, le 24 août 1944 :

« Une richesse sans stabilité sociale peut sembler puissante, elle sera toujours fragile ... éviter ce danger, est le rôle du Secrétariat au travail... Ouvrez les yeux et débarrassez vous de vos œillères psychologiques, ensemble abordons le problème de front... Messieurs les capitalistes ne craignez pas mon syndicalisme ; le capitalisme ne sera jamais aussi organisé qu'aujourd'hui... Les masses ouvrières qui ne sont pas organisées sont dangereuses parce qu'elles ne sont pas intégrées. L'expérience moderne démontre que les masses ouvrières les mieux organisées sont certainement celles qu'on peut le mieux diriger et conduire. On vous a dit que je suis l'ennemi des capitalistes mais, si vous observez bien, vous ne trouverez pas un défenseur plus résolu que moi, car je sais que la défense des intérêts des hommes d'affaires, des industriels, des commerçants est la défense même de l'Etat. Si je désire organiser étatiquelement les travailleurs, c'est pour que l'Etat les dirige et leur montre la route. »

Le 1^{er} mai 1945, Perón pourra présenter son bilan en « faveur des ouvriers » : en deux ans, 29 lois auront été promulguées, 319 conventions collectives auront été signées et 174 jugements de conciliation auront bénéficié à 2 580 000 travailleurs. La clé de voûte de cette activité a été, sans nul doute, la loi 28.194 de 1944 qui établit le statut de l'ouvrier des champs mettant fin à deux siècles de conditions misérables, proches de l'esclavagisme, des ouvriers de la campagne.

Mais la pratique de Perón en matière de conflits du travail ou de disputes syndicales a toujours oscillé entre collaboration et répression. Ainsi, la grève des ouvriers des chantiers navals de Buenos Aires est déclarée illégale, le 16 juin 1944, au prétexte de menées communistes. Le même mois, des sections de l'UOEM (« *Unión de Obreros y Empleados Municipios* ») sont dissoutes sous le même prétexte et des syndicats « parallèles » pro-péronistes comme l'UOM (« *Unión Obrera Metalúrgica* », celui de la métallurgie) et

⁶⁴ Hugo del Campo, op.citée, p.123.

⁶⁵ Hugo del Campo, op.citée, p.111.

⁶⁶ Avant d'être déchu en août 1945, il introduit un décret protégeant le droit des délégués syndicaux.

⁶⁷ Pour convaincre tant les patrons que les syndicats, Perón prononça 65 discours, de juin 1943 à août 1944, et 100, de août 1944 à octobre 1945.

l'UOCRA (« *Unión Obrera de la Construcción de la República Argentina* », celui du bâtiment) sont mis en avant. Derrière cette chasse aux derniers îlots syndicaux tenus par les staliniens, Perón tient à rappeler qu'il ne peut y avoir de grèves et d'organisations syndicales sans son consentement.

LE 17 OCTOBRE 1945

DES CHOIX A FAIRE

La fin de la seconde guerre mondiale et la défaite de l'Axe obligent les classes dirigeantes argentines à opérer des choix importants. Dès janvier 1945, le général Orlando Peluffo, pro-allemand, est démissionné ; le 27 mars 1945, l'Argentine déclare la guerre à l'Allemagne. La pression monte contre Perón bien que celui-ci se dise admirateur de Roosevelt et du New Deal, tant et si bien que dès le 9 avril 1945, il avertit les syndicalistes de la CGT que « *les conquêtes qu'il a promulguées en faveur de la classe ouvrière risquent d'être compromises* ». Pour montrer son bon vouloir envers la CGT, il lui donne publiquement raison lorsqu'à la mi-avril, les patrons des frigorifiques veulent licencier 12 000 des 60 000 ouvriers de Buenos Aires et il soutient même la grève qui, au bout de 22 jours, est victorieuse ; ce que le gouvernement sanctionne en exigeant la réintégration des 12 000 licenciés.

Par l'intermédiaire de leur ambassadeur, S. Braden, qui faisait ouvertement campagne contre Perón, les Etats-Unis optent pour le renversement des militaires, la restauration de la « *démocratie* » et le retour de l'Argentine dans le giron occidental. Le gouvernement militaire balance alors entre ouverture d'espaces de démocratie formelle (les partis politiques sont de nouveau autorisés) et répression. Le 16 juin 1945, 321 organisations patronales publient un manifeste, celui des « *forces vives* », nettement anti-peroniste. En réaction, le 24 juin 1945, 42 fédérations et organisations syndicales signent une pétition en faveur du Secrétariat au travail. Le 8 juillet, les pressions pro-patronales continuent contre Perón qui « *gauchit* » ses discours en dénonçant, derrière les discours patronaux contre lui, « *l'éternelle réaction de l'oligarchie* ».

La CGT réagit et convoque un meeting, le 12 juillet, « *en défense des améliorations obtenues par les travailleurs grâce au secrétaire au travail* » dont le principal orateur est Angel Borlenghi. Le 1^{er} août, le dirigeant de l'UF, Telmo Luna, appelle les travailleurs à défendre par tous les moyens les conquêtes sociales. C'est à partir de ce moment que commence à apparaître, au sein de la CGT (tant chez les bureaucrates qu'à la base) des appels en faveur d'une candidature de Perón à la présidence de la République, ainsi que le slogan « *Ni nazis, ni fascistes, péronistes !* ». En même temps, les opposants à Perón s'organisent au sein de l'UF, et chez les employés de commerce où Borlenghi est mis en minorité à Córdoba et Rosario. Néanmoins, les péronistes réussissent à imposer, le 29 juillet, Juan Rodriguez au poste de secrétaire général.

Le 10 août 1945, une manifestation étudiante, pour saluer la victoire sur le Japon et réclamer la démocratie, est durement réprimée : deux morts. Le 11 août, même scénario. La police tire à nouveau mais il n'y a que des blessés graves. Le 16 août 1945, l'état de siège est proclamé. Le 19 septembre, 500 000 personnes - principalement des étudiants et des membres des couches moyennes - défilent en réclamant la démocratie. Des conservateurs aux staliniens, tous les partis demandent la démission du gouvernement des militaires « *j Que se vayan al cuartel !* »⁶⁸.

DEPART ET RETOUR DE PERON

Abandonné par l'armée parce que jugé trop anti-américain, Perón quitte le gouvernement le 9 octobre. Le 12 octobre, il est emprisonné dans l'île de Martín García, au large de Buenos Aires. De là, il prépare sa revanche, d'autant que le gouvernement et les patrons ne faisaient rien pour appliquer les lois sociales qu'il avait promulgué.

Des grèves éclataient ça et là. Grâce à l'action de son fidèle ami, le colonel Mercante, faisant la liaison avec des dirigeants de la CGT qui lui étaient acquis, il parvient à remonter la pente. Il donna son accord aux dirigeants CGT des frigorifiques et des dockers (Reyes, etc.) pour proposer la grève générale de 24 heures (obtenue le 16 octobre à une faible majorité de 21 voix contre 19 auprès de la direction confédérale de la CGT ; les principaux opposants à la grève sont les fédérations du textile (UOT), de l'habillement (FOV, « *Federación Obrera del Vestido* »), de la chaussure (SOIC), des conducteurs de locomotives (LF), de la viande (FOIC, « *Federación Obrera de la Industria de la Carne* », en fait ceux opposés à

⁶⁸ « Qu'ils rentrent à la caserne ! »

C.Reyes) et l'Union locale de Buenos Aires⁶⁹ en soutien aux lois sociales. Sans l'afficher, il s'agit d'une agitation en soutien à Perón programmée pour le 18 octobre 1945.

Mais les prolétaires n'attendent pas. Le mercredi 17 octobre, les premiers cortèges de dockers et d'ouvriers des abattoirs s'ébranlent de La Plata (50 km du centre de Buenos Aires). Vers 9 heures du matin, personne ne pouvait imaginer l'ampleur qu'allait prendre le mouvement dès midi du même jour : grève générale totale et cinq cents mille manifestants, au moins, convergeant spontanément vers le centre de Buenos Aires, imposant la fermeture des magasins, utilisant autobus et tramways qui n'étaient pas en grève pour accéder au centre-ville qu'ils remplissent littéralement, et pour certains, pour la première fois de leur vie. Le succès est complet, d'autant que des manifestations similaires ont eu lieu à Tucumán et Rosario. Le gouvernement s'évapore. Perón est libéré et littéralement hissé au pouvoir. A minuit du 17 octobre 1945, le « *Lider* », enfin apparu au balcon de la Casa Rosada, est plébiscité par les « *descamisados* ». « *¡Mañana es la San Perón! ¡Que trabaje el Patrón!* »⁷⁰. Le lendemain, 18 octobre, la grève générale appelée par la CGT s'avère être un triomphe.

QUELQUES REMARQUES AUTOUR DU 17 OCTOBRE

Spontanéité

Le 17 octobre combine deux aspects du point de vue du soulèvement ouvrier : l'un, la spontanéité, la grève démarrant le 17, un jour avant la date officielle et avec une ampleur insoupçonnable, l'autre, une organisation préparatoire, assumée par les dirigeants et militants de la CGT favorables à Perón. Ce n'est pas un hasard si le mouvement démarre aux Frigorifiques de Berisso, place forte de Cipriano Reyes et du Péronisme syndical.

Mais l'ensemble a eu lieu dans une situation explosive de tensions croissantes comme l'a montré la grève des ouvriers des sucreries lancée à Tucumán dès le 15 octobre.

Composition de classe

Il serait faux de présenter l'appui ouvrier à Perón uniquement du fait des nouvelles couches ouvrières issues du développement de l'industrie de substitution, faiblement syndiquées, et de faible qualification. Certains secteurs qualifiés ou syndiqués de longue date (comme « *l'Union Ferroviaria* », l'UTA – « *Unión Tranviarios Automotor* », syndicat des chauffeurs de bus et traminots – ou encore l'ATE – syndicat des employés de l'Etat-) ont été les meilleurs soutiens de Perón ; les employés des frigorifiques habitués à de nombreux conflits violents avec les patrons, également. D'autres secteurs ont été franchement hostiles au Péronisme et le paieront dès 1946. Mais ce qui est sûr, a contrario, c'est que les deux partis traditionnels stalinien et social-démocrate se montrèrent incapables de comprendre les aspirations de ces nouvelles couches ouvrières qui, en retour, les rejetèrent.



Les manifestants devant la Casa Rosada, le 17 octobre.

⁶⁹ En fait, seule la LF, où domine encore les socialistes a des effectifs majoritairement contre Perón ; les autres fédérations ont plus leurs dirigeants contre Perón que l'ensemble des syndiqués. Mais, dans l'autre sens, les fédérations pro-péronistes sont loin d'être complètement acquises et ont de fortes minorités anti-péronistes. C'est la détermination et l'énergie dont vont faire preuve les dirigeant syndicaux complètement acquis à Perón, comme Reyes, qui vont emporter le morceau à l'exécutif de la CGT, en jouant sur le couplet « maintenant ou jamais » pour défendre les « conquêtes sociales ».

⁷⁰ « Demain, c'est la Saint Perón ! Que travaille le patron ! »

LA CAMPAGNE ELECTORALE DE 1946

Farrell maintenu comme président en attendant les élections, Perón, revenu aux commandes avec le titre de premier ministre – et son fidèle ami le colonel Mercante au secrétariat au travail –, édicte, le 20 décembre, deux décrets éminemment « sociaux ». Le premier institue le paiement obligatoire du 13^{ème} mois (l'« *aguinaldo* » versé par moitié en juillet et décembre), l'autre instaure le salaire minimum garanti. Auparavant, il avait légalisé (loi 23.852 du 24 octobre) le droit des syndicats à exercer une activité politique. L'agitation ouvrière ne s'estompe pas pour autant. Les patrons font aussi de la résistance en se refusant de concrétiser les deux décrets. Les lock-out se multiplient. Les travailleurs ripostent par des nombreuses grèves lancées après les fêtes de la fin d'année, dès le 8 janvier. Le mois de janvier 1946 enregistre un pic dans de l'affrontement. La CGT s'appuie sur les luttes surtout là où les sympathisants péronistes sont les plus nombreux dans l'appareil (dockers, cheminots, travailleurs des abattoirs, employés). La grève générale du 14 au 17 du même mois est victorieuse. Les patrons cèdent.

Préparant les élections, Perón met sur pied sa coalition justicialiste, composée de membres éminents de la CGT regroupés au sein du fraîchement constitué parti travailliste, des scissions du parti radical (regroupé dans le PUCJR, « *Partido Unión Cívica Junta Renovadora* ») et d'autres partis, d'ex-socialistes comme Borlenghi⁷¹, ou même d'ex-staliniens comme Puigrós⁷², de catholiques anti-communistes.

Le parti travailliste (« *Partido Laborista* ») s'est constitué, entre le 18 et le 25 octobre 1945, sous l'impulsion des dirigeants syndicaux de la CGT qui avaient soutenu Perón. Parmi eux, on dénombre Gay du syndicat du téléphone, Reyes, Pedrera (du vêtement), Garcia, Monsalvo, Otero, Tejada, etc. En fait la « fine fleur » des cadres syndicaux qui viennent de quitter le PSA après de 20 à 25 années de militantisme en son sein, le laissant ainsi complètement exsangue de militants ouvriers⁷³, mais aussi des militants « de base » de toute tendance. Il désigne son comité directeur le 10 novembre. Derrière son discours sur l'indépendance de la classe ouvrière ou des syndicats (par rapport à l'Etat ou aux partis politiques), il ne fait que proposer, face à la faillite du PSA ou du PCA, une alternative à l'intégration du mouvement ouvrier à l'Etat, non plus « par en haut » comme le souhaite et va le réaliser Perón, mais « par le milieu », par les cadres syndicaux.

Son programme, présenté le 17 janvier (au moment de son premier congrès) en vue des élections du 24 février 1946, a pour but « le salut du pays ». Pour cela, il s'agit de compléter la démocratie politique par la démocratie économique : sécurité sociale et retraites, congés payés pour tous, établissement d'un salaire minimum. Pour les mesures économiques, cela révèle un fort nationalisme argentin : nationalisation de tous les services publics, aide et crédit à l'industrie nationale, aide aux petits paysans, réquisition des terres laissées inoccupées par les latifundiaires.

Dès le début 1946, des frictions éclatent au sein du camp péroniste entre les travaillistes et les autres tendances, tant sur la désignation du « ticket » présidentiel (les travaillistes préférant Péron-Mercante à Péron-Quijano, finalement retenu), la répartition des circonscriptions électorales que sur le programme économique de Perón. Une fois son programme intégré par Perón, le parti travailliste sera supprimé.

L'église catholique soutient à son tour Perón car ce dernier s'était prononcé contre la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Pour résister à la déferlante péroniste, les autres partis se coalisent. Des staliniens aux conservateurs, ils font bloc autour des radicaux. Face au soutien affiché par les USA, via leur ambassadeur S. Braden, aux opposants à Perón, celui-ci dramatise la campagne : « *Que ceux qui vont voter le 24 pour le ticket oligarco-communiste, sachent que par cet acte, ils votent pour monsieur Braden. La distinction en ces moments cruciaux est celle-ci : ou Perón ou Braden !* »⁷⁴. La campagne électorale n'est pas des plus pacifiques. Le train de tournée électorale des opposants (Tamborini-Mosca) est détruit près de Salta. Sur la durée de la campagne, on recense 68 morts. Le 24 février, Perón est élu président avec 55 % des voix⁷⁵. Ses disciples remportent 13 provinces sur 14 et les deux tiers des sièges de député. Tous les groupes qui ont soutenu la candidature Perón rejoignent le parti justicialiste en 1946.

⁷¹ Un des fondateurs de la CGT « *de gauche* » en 1943 !

⁷² Qu'on retrouvera recteur de l'université de Buenos Aires, en 1973 après le retour de Perón, et sympathisant des Montoneros.

⁷³ Ainsi, la fédération régionale de Tucumán du PS passe entièrement au PL.

⁷⁴ Discours du 12/02/1946, faisant suite à la publication, par Braden, du « livre Azul » dénonçant la collusion de Perón avec l'Allemagne nazie pendant la guerre. Cité dans Hugo del Campo « *Sindicalismo y peronismo* », Clacso, Buenos Aires, 1983, p.237.

⁷⁵ 1 478 372 voix contre 1 211 660.

AU POUVOIR

POLITIQUE GENERALE

Le programme de Perón est simple : nationalisme (politique et économique)⁷⁶, « *justice sociale* » et collaboration de classes. Comme pour le parti fasciste italien ou le parti nazi allemand, l'accession au pouvoir politique et administratif de l'Etat des péronistes se traduit par une « *plébéïenisation* » de son appareil. D'anciens syndicalistes ou avocats de syndicats, des ralliés, des simples clients politiques sont promus à des postes sensibles. Les frais de fonctionnement de la machine étatique s'en trouvent accrus.

Comme les autres partis fascistes, le parti péroniste est un parti « *interclassiste de masse* ». Mais sa spécificité est la part énorme prise par les ouvriers, non pas individuellement comme dans le parti nazi, mais collectivement via la CGT.

Comme pour le parti fasciste ou le parti nazi, l'hétérogénéité des soutiens de Perón nécessite que le « *Lider* » tranche avec la nécessaire rudesse entre les différentes fractions qui l'appuient. Pour autant, il parviendra à éviter une nuit des *Longs couteaux*⁷⁷. Dès le mois de mars 1946, une campagne de presse est lancée contre Luis Gay, le dirigeant principal du parti travailliste. Le 23 mai, dans un discours radiophonique, Perón annonce la dissolution du parti travailliste, de l'UCR rénovée et des indépendants (la troisième composante conservatrice de la coalition péroniste). Les 29 et 30 mai, Gay et trois autres dirigeants démissionnent pour porter le débat « en public » tout en acceptant la fusion dans le futur parti justicialiste sous la condition que leur représentation soit garantie en fonction de leurs effectifs. Déjà, l'admiration pour Perón (et le refus de s'affronter à lui) tient lieu de politique minimale. En décembre 1946, les travaillistes sont écartés de la direction du parti qui prend le nom de « *Parti péroniste* ».

En 1947, ses statuts sont édictés. De même que pour le parti fasciste ou le parti nazi, derrière une fine couche de verbiage « *démocratique* », le parti fonctionne sur le principe de la primauté absolue du chef Perón. Contrairement aux statuts, les nominations ne se font pas de la base vers le sommet mais, au contraire, chaque nomination, promotion est décidée par les instances supérieures. Au plus haut niveau, c'est Perón, assisté d'un conseil de 24 membres (similaire au Grand Conseil Fasciste), qui tranche. Le chef est en effet le seul capable de faire le tri entre les différentes composantes d'un parti dont les effectifs se sont gonflés de parvenus de la dernière heure. Et les récalcitrants sont expulsables voire emprisonnables, sans discussion, à tout moment. Ceci se double d'un quadrillage de la société, jusqu'aux échelons les plus profonds de la Société. La fusion du parti et de l'Etat, si elle n'atteint pas le niveau d'imbrication de l'URSS stalinienne, fonctionne comme un gigantesque ascenseur social, dont la seule condition pour en profiter est de rester toujours dans la ligne. Cette « *plébéïenisation* » de l'appareil d'Etat basée sur le suivisme s'accompagne évidemment, en partie, d'une perte d'efficacité liée à la corruption. Le protectionnisme économique entraîne les traffics sur la contrebande d'importations, comme les automobiles. G.Béarn, dans son livre⁷⁸, donne quelques exemples de hauts « dignitaires » du Péronisme et de l'influence d'Eva Perón dans le choix des hauts fonctionnaires.

QUELQUES EXEMPLES DE CARRIERES

Juan Atilio Bramuglia, ancien avocat du syndicat des cheminots, membre du PSA, devint à partir de 1943, un soutien actif de Perón dans la conquête de la classe ouvrière. Il fut toutefois chancelant dans ce soutien entre le 12 et le 17 octobre 1945. A cause de cette hésitation, et une fois repenti, Perón lui confia le ministère des Affaires Etrangères, dès 1946, et ce jusqu'en 1949. Car il réussit à porter ombrage aux prétentions d'Evita de représenter l'Argentine, suite à son voyage raté en Europe en 1948.

En 1949, toujours, Eva se brouilla avec la femme du président péroniste de la chambre des députés, de Guardo. En conséquence, elle fit évincer son mari et le fit remplacer par Hector Campora, dentiste provincial de son état, et très docile. Celui-ci tenta de museler l'opposition radicale à la Chambre à l'aide de forces expulsions des députés récalcitrants.

Angel Borlenghi, ancien dirigeant du syndicat des employés de commerce et dirigeant du PSA, se rallia au Péronisme dès 1943. Perón lui confia en 1946, le ministère de l'Intérieur qu'il transforma en véritable ministère de la Police, bien que comme Bramuglia, il eût hésité entre le 12 et le 17 octobre 1945 dans son « Péronisme ». Grâce à la proclamation, à sa discrétion, de « l'Etat de guerre intérieure », il

⁷⁶ Dès mars 1946, il introduit le contrôle du commerce extérieur.

⁷⁷ Cipriano Reyes (1906-2001), leader du syndicat des ouvriers des entrepôts frigorifiques, artisan du 17 octobre, sera arrêté en septembre 1948, accusé de complot contre Perón, torturé et jeté en prison jusqu'en 1955 ; il en restera paralysé. Mercante sera victime d'un accident de la circulation en mars 1953.

⁷⁸ « La décennie péroniste » Archives Julliard, op.cité.

pouvait appliquer sans contrôle toute mesure répressive. Sous son ministère, les effectifs du ministère et de la Police augmentèrent considérablement, de façon à renforcer le contrôle de la population. N'ayant pas vu venir les événements du 16 juin 1955, il démissionna et s'enfuit précipitamment à l'étranger.

Roman Subiza, ancien avocat de San Nicolas (près de Rosario) fût propulsé par Perón ministre des Affaires politiques, fonction qui correspondait en fait à la distribution des subsides de l'Etat-providence et à la nomination des fonctionnaires, y compris celles des gouverneurs de province ou des magistrats. Ainsi Subiza pût se créer une clientèle au sein du parti péroniste et accroître considérablement sa fortune personnelle. Sa mort, en 195x, dans un accident est restée suspecte.

REPRESSION MODEREE MAIS CIBLEE

Pour mieux asseoir le contrôle du pays, les effectifs de la police sont épaulés par les membres du mouvement politique, syndical et associatif péroniste. Les organisations féminines - Evita oblige - occupent une place importante dans ce dispositif. En retour, dès 1951, le droit de vote est accordé aux femmes. Au fil du temps, l'appareil syndical prend le dessus sur son homologue politique. Les partis bourgeois d'opposition sont écartés des élections donc du parlement. Parvenu légalement au pouvoir, le Péronisme maintient un temps la fiction de la représentation parlementaire dont sont toutefois exclus les staliniens, les sociaux-démocrates et même les conservateurs. Seuls subsistent le parti radical, l'UCR, dont les leaders, Balbin et Frondizi, essayent vainement de batailler contre l'omniprésence Péroniste.

Perón règle ses comptes avec la Cour Suprême en faisant condamner, en 1947, ses membres par le Sénat à sa botte.

La magistrature doit se soumettre.

VIS A VIS DE LA CLASSE OUVRIERE ET DE LA CGT

Après avoir normalisé le parti travailliste, Perón s'attaque à la CGT. En novembre 1946, le mandat de secrétaire général de la CGT, Silverio Pontieri, vient à expiration. Deux personnes sont candidates à la succession : Juan Rodriguez de la « *Unión Ferroviaria* » et Luis Gay du syndicat du téléphone, déchu du parti travailliste. Perón en ajoute un troisième : Angel Borlenghi, ci-devant ministre de l'intérieur. Au milieu des pressions et des trucages, les résultats sont 12 pour Rodriguez, 10 pour Gay et 3 pour Borlenghi. Au deuxième tour, Gay est élu, claqué pour Perón. La revanche n'est pas longue à venir. Profitant d'une visite de syndicalistes américains de l'AFL en janvier 1947, qui voulaient discuter de l'adhésion de la CGT à la CLT (« *Confederación Latinoamericana del Trabajo* » - dans l'orbite américaine), Perón démissionne Gay sous prétexte d'alliance anti-argentine au profit des USA. Cette manœuvre est validée par la conférence de la CGT, le 29 janvier, où seuls 11 délégués sur 80 défendent Gay. Celui-ci est remplacé par Hernandez, le 8 février 1947. Mais celui-ci ne durera qu'une saison, et sera finalement remplacé par José Espejo, ancien camionneur et homme à tout faire du couple Perón. Ainsi, la CGT est mise sous la tutelle directe d'Eva Perón, nommée secrétaire au travail.

Nonobstant ces manœuvres bureaucratiques, dans les usines, la CGT était au sommet de sa force. Elle passe de 434 814 inscrits début 1946 à quatre millions de membres en 1951 et six millions en 1955 ! Plusieurs études remettent en cause ces chiffres avancés par les péronistes. Selon Alain Rouquié⁷⁹ et J.P. Brennan⁸⁰, les effectifs de la CGT n'auraient été, en 1951, que 2 344 000 sur une population active de 7,5 millions. Cette révision n'est cependant pas de nature à remettre en cause l'ampleur et la profondeur de l'enracinement du Péronisme au sein de la classe ouvrière.

Monopole d'embauche, cotisations syndicales directement prélevées sur la feuille de paie, représentants syndicaux, voilà autant de cadeaux offerts par Perón à ses puissants alliés confédéraux. Gare à qui s'y opposait : dès 1946, le syndicat des télégraphistes (AATRA, « *Asociación Argentina de Telegrafistas, Radiotelegrafistas y Afines* ») de Buenos Aires qui voulait rester indépendant est dissout. Plus de cent de ses militants sont emprisonnés. La CGT a finalement réussi, grâce à l'alliance avec Perón, à encadrer la nouvelle classe ouvrière aux dépens des staliniens et sociaux-démocrates. L'ensemble des syndicats de branche est regroupé dans la CGT, elle-même réorganisée en 62 syndicats selon le modèle fasciste classique des corporations. Certains patrons font les frais de l'union sacrée, mais aussi beaucoup d'ouvriers qui pensaient aller plus loin ou simplement manifestaient leur désaccord sur tel ou tel point. Les grèves sont interdites. La fédération du textile (UOT) et celle de la chaussure (SOIC) qui refusent la nouvelle CGT se voient priver du droit de signer des conventions collectives et sont finalement dissoutes.

⁷⁹ Alain Rouquié, « *Amérique Latine - Introduction à l'extrême occident* », Seuil, octobre 1987, p. 202.

⁸⁰ James P. Brennan, « *The Labor wars in Córdoba. 1955-1976* », Harvard University Press, 1994, p. 13.

Pour les travailleurs, ces années sont celles de l'euphorie. Les salaires réels passent d'une base 100 en 1943, à 138 en 1948. Dès novembre 1945 (Décret-loi 1 740), les congés payés sont établis, la journée de 8 heures et la semaine de 48 heures entrent en vigueur ainsi que le paiement d'indemnités de licenciements ; tout cela faisant suite au 13^e mois. Entre 1945 et 1949, le budget des caisses de retraite grimpe de 198 millions à 3 milliards de pesos. Celles-ci représentent autant de différences notables avec les débuts du fascisme italien. Dans la période comprise entre 1922 et 1926, les salaires réels des ouvriers de la péninsule avaient baissé d'environ 30 %, compensés seulement partiellement par l'adoption simultanée de mesures de protection sociale (sécurité sociale, retraites, congés payés, etc.). Jusqu'en 1950, en Argentine, les ouvriers bénéficient à la fois de l'augmentation des salaires et de la mise en place de différents dispositifs légaux de protection sociale.

Perón concrétise progressivement son programme. Outre les augmentations de salaires, les assurances sociales (dont les retraites), il nationalise des banques⁸¹, les compagnies de chemins de fer⁸², le gaz et l'électricité (dès 1946), les services téléphoniques (nationalisation de la filiale d'ITT le 03/09/1946). L'Etat rachète tout cela mais ne change pas grand-chose aux infrastructures productives préexistantes. L'Etat tout-puissant crée également la compagnie aérienne nationale, réalise des grands travaux et développe un vaste secteur industriel manufacturier aux capitaux publics (aciérie, etc.). Parfois, il place des entreprises d'Etat sous le contrôle direct de l'armée.

POLITIQUE ECONOMIQUE

Pour régir la politique économique, Perón fait appel à un patron à la fibre « sociale », Miguel Miranda qui n'était pas partisan du développement de l'industrie lourde préconisé par le général Savio. Un premier plan quinquennal est lancé en 1947 donnait raison à Miranda, même si fut créée la SOMISA (« *Sociedad Mixta Siderúrgica Argentina* », Société mixte sidérurgique argentine) en 1947⁸³. Le financement du secteur public (marchand ou pas), ainsi que celui des différentes dépenses sociales est alors assuré grâce au différentiel entre le rachat à prix constants des marchandises d'origine agricole et leur revente à l'étranger aux prix de marché. Ce différentiel, entièrement empoché par l'Etat argentin, via l'Institut de promotion et d'échange (IAPI, « *Instituto Argentino de Promoción y Intercambio* »), créé en mai 1946, assurant le contrôle des prix, en moyenne de 200 %, pouvait aller jusqu'à 1 000 %⁸⁴.

L'attitude du patronat face au Péronisme est contrastée. Si certains secteurs lui demeurent foncièrement hostile renâclant à payer le coût d'entretien de l'appareil syndical pour maintenir la paix sociale, d'autres, en revanche, comme Tacuado di Tella, un des rares patrons d'un groupe industriel « national », soutiendront à fond Perón, voyant en lui un modernisateur des relations sociales et un protecteur de l'industrie « nationale » grâce aux barrières douanières. Les autres, dans leur majorité, accepteront faute de mieux le Péronisme, acceptant le « loyer de la paix sociale » en échange de marchés protégés. Dès que le Péronisme ne sera plus capable d'assurer cette paix sociale, les patrons commenceront à renâcler. De toute façon, le maintien fictif de ce tissu industriel non-compétitif (relativement aux standards mondiaux) se révélera illusoire lorsque les protections douanières seront abandonnées partiellement (à partir de 1959-60, puis en 1966-1969) puis définitivement (sous Menem) : face à la concurrence étrangère, bénéficiant d'une plus forte productivité sociale du travail, il s'effritera jusqu'à voler en éclat.

ANALYSE DU PERONISME

Dans notre brochure intitulée « *Démocratie, Fascisme deux formes politiques unifiées de la dictature du capital* »⁸⁵ nous avons indiqué les critères généraux permettant de définir la nature fasciste d'un régime. Les voici :

- Réalisation de l'intégration des partis et des syndicats ouvriers à l'appareil d'Etat ;

⁸¹ La Banque Centrale, avec ses actifs de 3 milliards de pesos en or et en devises, est nationalisée en mars 1946.

⁸² En octobre 1947, c'est le tour des compagnies françaises, et, en mars 1948, celui des compagnies britanniques. L'Etat argentin indemnise les propriétaires des compagnies nationalisées à hauteur de 150 millions de livres. C'est une excellente affaire pour les anciens patrons car ils se débarrassent ainsi d'un réseau ferré qu'ils n'avaient plus entretenu depuis longtemps. Depuis 1945, 140 millions de livres dues à l'Argentine par la Grande Bretagne, étaient bloquées à Londres. C'est avec cet argent rendu à l'Argentine en septembre 1946 suite au traité Eady-Miranda (qui garantissait le paiement comptant des exportations vers la Grande Bretagne et quatre ans d'achat de viande argentine) que furent achetés les compagnies britanniques de chemin de fer.

⁸³ Certains secteurs connaissent un important développement entre 1946 et 1949 : Produits chimiques, + 300 % ; Textile, + 100 % ; Alimentation, + 100 % ; Electro-ménager, + 100 % ; etc.

⁸⁴ Glèze et Labrousse cite le cas (op. cit. p. 57) de la vente aux USA de 200 000 tonnes de tournesol au prix de 101,25 pesos la tonne qui avaient été achetés aux producteurs 14 pesos la tonne !

⁸⁵ Supplément au N° 7 de *Mouvement Communiste*, décembre 1997.

- Fusion du parti fasciste avec l'appareil d'Etat ;
- Organisation en partis interclassistes uniques de masse, pourvus d'une base ouvrière ;
- Favorisation, dans certaines conditions, du développement du capital ;
- Négation absolue du conflit de classe ;
- Constitution d'un mouvement violent foncièrement nationaliste, tout en utilisant la démocratie bourgeoise pour accéder au pouvoir.

On constate donc que le Péronisme y souscrit parfaitement, toutefois en y apportant ses propres spécificités, dont la plus notable est l'ampleur, de 1943 à 1949, de l'appui des ouvriers via la CGT. En ce sens, il affiche également d'importantes similitudes avec le stalinisme.

L'ADHESION OUVRIERE AU PERONISME

Comment fut possible un tel phénomène d'adhésion massive des prolétaires dès le fameux 17 octobre 1945 et jusqu'en 1950 ? Pour comprendre cela, il faut remonter les principales étapes de l'établissement d'un régime de démocratie sociale spécifique à l'Argentine.

Avant l'arrivée des radicaux au pouvoir à l'aide du suffrage universel, bien qu'elle ait pu s'organiser en syndicats et créer des partis politiques, la classe ouvrière n'est pas plus intégrée à l'Etat qu'à la vie politique institutionnelle. Chaque grève est un moment d'affrontement violent, souvent meurtrier, classe contre classe. L'Etat défend les patrons, l'ordre et réprime les ouvriers sans états d'âme.

Avec l'arrivée d'Yrigoyen au pouvoir (1916), les choses changent. Ce dernier, porté au pouvoir après 25 ans de lutte de la petite et moyenne bourgeoisie sur l'objectif du suffrage universel, croit au rôle d'arbitre de l'Etat - au dessus des classes - lors des négociations entre travailleurs et patronat. Cette attitude facilite indirectement l'essor du syndicalisme et des luttes (grève des marins et cheminots, 1916 et 1917). Plusieurs lois à caractère social sont votées mais, surtout après 1921⁸⁶, leur application laissera à désirer. L'incorporation des socialistes (parti et syndicat) à l'Etat débute dans ces conditions.

Ce rêve d'intégration des socialistes s'envole lorsque le prolétariat argentin, par les combats engagés dans la période 1919-1921, ébauche sa propre transformation des rapports sociaux. La posture d'arbitre d'Yrigoyen devient intenable. On rappelle l'armée pour écraser les pointes du mouvement révolutionnaire. Parallèlement, on continue d'improbables négociations avec des éléments « modérés » discrédités. Tout au long des années 1922-1930, le nombre des grèves faiblit. La répression vise surtout les anarchistes, déportés en Patagonie, et les staliniens. Lorsqu'en 1935-1936, la classe ouvrière ressurgit, saute aux yeux des dirigeants de l'Etat qu'il faut élaborer un nouveau type de relation institutionnelle avec celle-ci, radicalement différent des deux précédents.

Il revient au général Agustin P. Justo (président en 1932) d'explorer en premier ces nouveaux territoires de la collaboration de classe. Il s'agissait d'entretenir des relations suivies avec les dirigeants syndicaux modérés de la CGT au moyen de rencontres régulières au sein de la « *Dirección Nacional de Trabajo* »⁸⁷, organisme qui avait vocation également à intervenir dans les conflits du travail. Les syndicats - régénérés du fait de l'essor d'une industrie nationale dite de substitution entraînant un accroissement notable des effectifs salariés - ont trouvé là un moyen de pallier leurs faiblesses et pour s'inviter dans les luttes⁸⁸ en s'abritant derrière la DNT. De 1937 à 1943, la DNT, outre son rôle d'arbitrage dans les conflits sociaux, est à l'origine de plusieurs décrets sur la fixation d'un salaire minimum, sur le droit au logement, etc. Toutes choses que Perón développera et amplifiera. Un des fonctionnaires de la DNT, José Miguel Figueroia, ancien du gouvernement phalangiste de Primo de Rivera entre 1923 et 1931, théorise, en 1943, l'intervention de l'Etat « *...si les rapports entre les différents intervenants de la production, n'arrivent pas à se mettre spontanément d'accord, c'est le rôle de l'Etat d'y intervenir pour garantir le bien être social...y compris dans la distribution des richesses...* »⁸⁹ Pendant ce temps, la répression dure de certains conflits, jugés anti-nationaux, se poursuivait.

Autre avantage pour l'Etat, plus politique celui-là, les partis socialiste et stalinien sont exclus *de facto* de la classe ouvrière. Malgré un regain d'influence dû à l'écho de la guerre d'Espagne entre 1936 et 1939, ces partis ont peiné à s'implanter dans la nouvelle classe ouvrière issue de l'émigration campagnarde

⁸⁶ Parmi celles-ci, on compte la loi 11 729, du 26/09/1933, sur les indemnités de licenciement ; la loi 9688, du 29/09/1915, sur les indemnités en cas d'accident du travail et la loi 11544, du 29/08/1929, sur la limitation de la semaine de travail à 48 heures.

⁸⁷ La DNT avait été créée en 1912, mais son rôle à l'époque n'était que de fournir des statistiques sur le monde du travail. A partir de 1932, son rôle change et devient celui d'un organe de régulation des conflits du travail, de conciliation entre les syndicats censés représenter la classe ouvrière et l'Etat.

⁸⁸ Les cheminots, mieux organisés et avec un pouvoir de nuisance beaucoup plus élevé à cause de l'importance revêtue dans ce pays par les transports de marchandises vers les ports, échapperont à cette nouvelle infiltration syndicale.

⁸⁹ Hugo del Campo, op.citée, p.52.

et qui allait être le moteur des luttes de 1945-46. Si le PSA gardait un certain attrait auprès des dirigeants syndicaux⁹⁰, il ne faisait aucun effort pour accroître son emprise hors des secteurs ouvriers traditionnels d'où il était issu. Le processus d'intégration des syndicats et d'intervention plus directe dans les affaires sociales de la part de l'Etat s'est poursuivi sous Ortiz (lui-même ancien ministre de Justo). A cette époque, l'Etat va jusqu'à arbitrer un conflit qui oppose différentes composantes syndicales au sein de « *l'Union Ferroviaria* », le syndicat des cheminots.

Par conséquent, Perón n'a pas tout inventé dans le domaine des relations sociales en Argentine. Il a, au contraire, pu bénéficier de plus d'une dizaine d'années d'expérimentations de nouveaux rapports entre l'Etat et le syndicat. On lui reconnaît en revanche de les avoir systématisés en une idéologie et portés à leur apogée en parachevant, par l'institutionnalisation de la CGT, l'annexion du syndicat unique à l'Etat. L'embauche de dizaines de milliers de nouveaux ouvriers dans une industrie florissante⁹¹ et la scission de la CGT de la fin de 1942 – diminuant encore l'impact du PSA et, dans une moindre mesure, des staliniens sur l'organisation syndicale⁹² – ont certainement plaidé pour la réussite du projet péroniste.

Résumons ainsi les raisons de l'adhésion de centaines de milliers d'ouvriers à Perón.

UNE NOUVELLE CLASSE OUVRIERE SANS ATTACHES NI EXPERIENCE COLLECTIVE DE LUTTE

Les nouveaux ouvriers issus de campagnes reculées découvrent des villes où rien n'a évidemment été prévu pour les accueillir. Leurs conditions de logement sont effroyables (surpeuplement dans les bidonvilles ; 62 % des logements n'ont pas de sanitaires et 18 % même pas d'eau à Buenos Aires, en 1937). Ils sont victimes d'un racisme latent : la plupart d'entre eux sont des métis d'indiens et d'européens que l'on surnomme « *les têtes noires* ». Les réseaux de transports urbains sont déplorables. La ville broie leur ancienne organisation sociale communautaire. Rejetés aux marges des villes qu'ils contribuent à enrichir, ils finissent par nourrir - après les premières années où ils découvrent des modes de vie inédits - un fort sentiment d'injustice et d'exclusion. Ayant fuit l'oppression du village, de l'estancia où règne en maître absolu le propriétaire, ils font rapidement l'expérience de l'oppression et de l'exploitation ouvrières. Mais les nouveaux ouvriers sont dépourvus de toute référence concrète de lutte.

LE MOUVEMENT « OUVRIER » TRADITIONNEL HORS JEU D'EMBLEE

Comme on l'a vu précédemment les socialistes et les staliniens n'ont eu aucune influence sur les mouvements prolétaires du 17 octobre. Pis, les staliniens ont qualifié la manifestation de « *défilé carnavalesque de compadritos* » (voyous) et même dans leur organe, « *La Orientación* » du 24/10/1945, ils n'hésiteront pas à écrire « ... *Ce n'était que des délinquants recrutés par la police et les fonctionnaires du Secrétariat au travail et à la Prévision pour terroriser la population.* ». « *La Vanguardia* », le quotidien socialiste, dénoncera à son tour « *les faux ouvriers, plus proches du cadombe [apache], que du militantisme responsable* » et les violences exercées « *contre ceux dont le seul péché est de porter des chaussures cirées* ». Englués dans leur vision idéologique hautaine, incapables d'interagir avec cette étrange et dangereuse nouvelle génération d'ouvriers, ils n'en finiront pas de se décrédibiliser aux yeux de ces derniers⁹³.

Le PSA confronté à l'irruption de ces ouvriers ira jusqu'à leur nier la qualité d'ouvrier dans son journal « *La Vanguardia* » du 24/10/1945. Le PCA et le PSA refuseront de soutenir les grèves de janvier 1946 et préféreront défendre les patrons victimes des hordes péronistes ! Le PCA déclarant même, dans son hebdomadaire « *La Orientación* » du 16/01/1946, que « *...le lock-out patronal a un contenu de lutte contre le fascisme.* »⁹⁴. De leur côté, les syndicalistes socialistes de la CGT étaient victimes de leur pragmatisme opportuniste qui les poussaient à ne pas se distinguer du Péronisme naissant et à en occuper les interstices disponibles. Enfin, les anarchistes, les mieux placés pour comprendre la haine de classe des nouveaux ouvriers et satisfaire leur besoin d'action directe avaient été mis hors d'état de nuire depuis longtemps⁹⁵. Seul Perón était à même de leur proposer un débouché immédiat à leur colère en utilisant abondamment à

⁹⁰ Les principaux dirigeants de la CGT, en 1942, avaient été des militants socialistes (Domenech, Leiros, Borlenghi, etc.).

⁹¹ Entre 1935 et 1943, le nombre d'usines augmente de 60 %, celui des ouvriers bondit de 80 %.

⁹² Il faut garder en mémoire que la répression ourdie par les généraux en 1943 avait déjà fait place nette des socialistes « *de gauche* ».

⁹³ En 1948, les staliniens iront au bout de leur logique suicidaire lorsqu'ils changeront radicalement d'attitude - guerre froide oblige - en soutenant de façon « *critique* » le régime de Perón au nom de l'anti-impérialisme. Toutefois, ils auront droit un second souffle après le renversement de Perón, lorsque les militaires favoriseront paradoxalement leur existence, pour contrer des péronistes à la CGT. Particulièrement à Córdoba, où ils auront de l'influence au sein du SMATA et de Luzy Fuerza. Mais cela ne durera pas, car à partir de 1966 ils seront contestés par l'apparition des groupes d'extrême gauche issus entre autres de son propre sein.

⁹⁴ Hugo del Campo, op.citée, p.236.

⁹⁵ Notons que Cipriano Reyes, leader du syndicat des entrepôts frigorifiques, artisan du 17 octobre, avait été formé dans sa jeunesse par un militant de la FORA anarchiste. Il avait réussi à prendre la direction du syndicat des mains du stalinien Peter.

son avantage les superstitions mystiques du catholicisme local ainsi que l'habitude à la soumission au chef suprême prise dans les estancias.

LA POLITIQUE SOCIALE MENEÉ PAR PERON AU POUVOIR

Les premières initiatives de Perón, une fois aux commandes de l'Etat ont été d'abord l'application des nouvelles lois du travail. Ces dernières permettent une amélioration conséquente de la condition ouvrière⁹⁶ et, de ce fait, parviennent à éviter un nouvel affrontement violent généralisé des forces de répression avec les grévistes. Soudainement, de nombreux militants ouvriers syndiqués ou pas se prennent à faire confiance à un Etat qui leur semblait devenu enfin favorable. Ces « conquêtes » étaient inscrites au seul bon vouloir du « *lider* » Perón et, en mesure moindre, de ses amis de la CGT⁹⁷, alors que elles se justifiaient à la fois par l'extraordinaire combativité des prolétaires argentine et une conjoncture politique et économique internationales favorables à l'accumulation du capital dans ce pays.

L'IDEOLOGIE POPULISTE ET ANTI-OLIGARCHIQUE DU PERONISME

Les exigences des nouveaux ouvriers ne se limitaient pas à la satisfaction de leurs revendications économiques. Une fois entrés en mouvement, ils prétendaient à la reconnaissance de leur pleine dignité par l'Etat et la société civile. Là aussi, le discours péroniste faisait mouche. Le cocktail de nationalisme, anti-impérialisme et justice sociale répondait apparemment à la soif de respect des prolétaires argentins. La toute-puissance et la domination du Royaume Uni sur l'Argentine étaient remises en cause. Les oligarques, les patrons et les grands propriétaires terriens « *vendus à l'étranger* » et méprisants vis-à-vis des travailleurs sont vivement critiqués par Perón. En revanche, ce dernier s'attelle à bâtir le mythe du « *peuple travailleur* », communauté nationale unifiée⁹⁸, rassemblée autour de son chef et purifiée de tout conflit de classe.

CONCLUSION

Perón a donc bénéficié de conditions exceptionnelles pour réaliser l'intégration de secteurs de la classe ouvrière à l'Etat (développement impétueux de l'industrie, nouvelle classe ouvrière dépourvue de toute expérience politique, appui inconditionnel de la majorité de la bureaucratie syndicale). Il a réussi à détourner à sa faveur la vague d'agitation ouvrière du 17 octobre 1945, écrasant dans l'œuf toute hypothèse de développement autonome révolutionnaire du prolétariat.

En surfant sur la vague d'agitation ouvrière et en lui offrant un débouché, le Péronisme a agi comme contre-révolution préventive.

Contrairement à ses homologues nazi allemand et fasciste italien, parvenus au sommet de l'exécutif politique de l'Etat en période de crise de l'accumulation de capital, Perón a atteint cet objectif en plein développement capitaliste et sans interférences géopolitiques étrangères défavorables. En retour, entre 1945 et 1949, il a été gratifié de l'appui massif et actif de centaines de milliers de nouveaux ouvriers. A plusieurs égards, ce soutien s'apparente à celui qu'a connu le parti « *communiste* » en Russie contre-révolutionnaire stalinienne ; en France, la Gauche, à l'époque du Front Populaire ; ou, en mesure plus réduite, aux Etats-Unis, le gouvernement Roosevelt dans la période dite du New Deal.

QUAND VIENT LA FIN

La « *démocratie sociale* » péroniste – dont les frais grandissants d'entretien de l'appareil syndical de la CGT - comportait des coûts élevés pour l'Etat qui pouvaient être soutenus seulement à la condition du maintien de l'abondante ponction rentière étatique sur les prix de marché des marchandises d'origine agricole exportées. Mais cette condition spéciale n'est pas pérenne. A partir de 1950, la reconstruction des économies occidentales, après la deuxième boucherie impérialiste, est déjà bien avancée. L'agriculture de ces pays se redresse. De ce fait, les exportations agricoles argentines diminuent, dès lors, sensiblement. Deux années de sécheresse exceptionnelle (1948 et 1949) donneront le coup de grâce.

⁹⁶ Deux exemples : l'extension rapide du régime de sécurité sociale et les augmentations des salaires. Le nombre de bénéficiaires est passé de 500 000, en 1943, à 2 000 000, en 1946. En 1949, l'ensemble des salariés jouit d'une couverture sociale. De 1946 à 1949, les salaires réels ont été relevés de 38 %.

⁹⁷ Ce n'est pas très différent de qu'on a constaté en France, où nombre d'ouvriers expliquent les congés payés et la semaine de 40 heures par les bons choix opérés par le gouvernement Blum. Ils oublient ainsi que l'adoption de ces réformes s'était rendue nécessaire après leurs puissantes grèves de mai-juin 1936.

⁹⁸ Jusqu'en 1930, année qui correspond au târissement des flux migratoires, les ouvriers en particulier, et tous les Argentins en général, se sentaient toujours liés à leurs pays d'origine (Espagne, Italie, etc.).

Dès cette année-là, la balance commerciale argentine devient déficitaire. Les autorités de l'exécutif font tourner à plein régime la planche à billets. Le deuxième plan quinquennal, lancé en mai 1952, donne la priorité à l'agriculture et à l'élevage. Des facilités sont offertes pour importer des machines agricoles en vue d'augmenter la productivité de la terre, mais les conditions archaïques de production constituent un frein encore trop puissant ; et la fin de la guerre de Corée (juillet 1953) fait s'écrouler les prix mondiaux de denrées agricoles. Les disponibilités de l'Etat diminuent progressivement. Celui-ci doit donc faire appel aux capitaux étrangers⁹⁹.

Mais ces derniers n'affluent pas dans les proportions voulues, loin de là. Il faut alors remettre davantage les ouvriers au travail, augmenter la productivité du travail social sans passer par l'accroissement de l'intensité technique du travail, impossible dans les conditions d'un taux déclinant d'accumulation de capital. Au grand dam du Péronisme, les prolétaires ne veulent toujours pas entendre raison. Les grèves reflouissent en nombre pour protester contre la diminution du pouvoir d'achat.

Dès la fin 1949, les travailleurs du sucre de la région de Tucumán font grève. En 1950, c'est au tour des ouvriers des chantiers navals et, surtout, en janvier 1951, ce sont les salariés des chemins de fer qui déclenchent une grève. Durement réprimée, celle-ci se soldera par des dizaines de morts et des milliers d'arrestations. Puis ce sera le tour des marins ; la CGT dissout sa propre fédération la CGMA (« *Confederación General de Gremios Marítimos y Afines* ») qui avait mené la grève et lui substitue l'AMA (« *Asociación Marítima Argentina* ») seule reconnue par le ministère du travail, donc seule habilitée à négocier les conventions collectives.

Le mécontentement grandit aussi dans l'Armée : le 28 septembre 1951, le général Ménendez fait une tentative de coup d'état qui échoue. Grâce aux votes des femmes, Perón parvient malgré tout à être réélu triomphalement le 11 novembre 1951 (60 % des voix). La mort d'Evita (26 juillet 1952) tombe fort à propos pour redorer le blason péroniste souillé par de nombreux cas de corruption et de gabegie de l'administration publique¹⁰⁰. En 1952, Perón décrète le blocage des salaires et des prix. Mais la hausse des prix continue.

L'affrontement, impulsé par une partie de l'appareil de la CGT, avec l'Eglise catholique sur la question de l'éducation religieuse dans les écoles publiques, puis sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat, en mai 1955, va donner le coup de pouce à la chute de Perón. La corruption de son régime engendre peu à peu une désaffection de la population. Le 12 juin, l'Eglise organise, à l'occasion des fêtes du Corpus Christi, une manifestation de 100 000 personnes à Buenos Aires. Un coup d'état, mené par le commandant de l'Aviation, Santiago Sabaró, échoue le 16 juin, après un bombardement de la Plaza de Mayo qui fit 350 morts et 2 000 blessés. Le 31 août, Perón tente un nouveau « *17 octobre* », annonçant la création de « *milices ouvrières* » par la CGT¹⁰¹. C'est la goutte d'eau. Le 16 septembre, l'armée, menée par le général Lonardi et l'amiral Rojas, renverse Perón. Il y a très peu de résistance ; seuls des groupes de l'extrême droite péroniste résistent. Sans gloire, le « *Lider* » s'exile d'abord au Paraguay puis au Venezuela, à Saint Domingue et, en 1958, en Espagne.

C'est désormais au tour de la CGT de subir une répression sélective, bien que son secrétaire général, Andrés Framini¹⁰², ait déclaré, le 16 octobre, « *...vouloir chercher à collaborer avec le gouvernement, afin de préserver intacte l'unité des organisations ouvrières.* ». Les partis politiques sont autorisés de nouveau, sans que les généraux leurs cèdent les commandes de l'exécutif politique. Le 13 novembre, deux mois après le coup d'Etat, le général Aramburu remplace Lonardi, jugé trop modéré et trop laxiste dans l'épuration des péronistes présents dans l'Armée et la CGT. Le 16 novembre 1955, la CGT appelle à la grève générale. Les militaires font quadriller les quartiers ouvriers par les chars et occuper les sièges de la CGT. Les ouvriers ne répondent pas aux appels du syndicat. Un officier supérieur, Patron Laplacette, est nommé à la tête de la confédération syndicale péroniste. Il favorise la prise de contrôle des syndicats par le PCA et le PSA ou la création de syndicats indépendants, tandis que les arrestations et exécutions pleuvent sur les péronistes. Désormais, selon le décret 4156 du 5 mars 1956, il est interdit, sous peine de prison, de parler publiquement de Perón, d'évoquer Evita ou de chanter l'hymne péroniste.

⁹⁹ Les Etats-Unis ne demeurent pas indifférents face à la crise irréversible du modèle de développement spécifique à ce pays latino-américain en lui accordant un prêt de 125 millions de dollars. En échange, l'Etat argentin fait appel à la Standard Oil pour exploiter le pétrole de Patagonie.

¹⁰⁰ Un exemple, la Compagnie des transports de Buenos Aires employait, en 1939, 24 000 ouvriers pour 4 430 véhicules, et, en 1950 45 000 ouvriers pour 3 600 véhicules.

¹⁰¹ Il est évident que Perón ne voulait pas armer la CGT. C'était un coup de poker.

¹⁰² Dirigeant de l'AOT (« *Asociación Obrera Textil* »).

LES ANNEES INTERMEDIAIRES (1955-1968)

DE LA CHUTE DE PERON AU RETOUR DES MILITAIRES

L'APRES PERON

Le 9 juin 1956, une tentative de coup d'état péroniste, menée par le général Valle, est écrasée, entraînant la condamnation à mort de 38 militants justicialistes et l'arrestation de plusieurs milliers d'autres. C'est de là que naquirent les premiers groupes armés clandestins péronistes. Des élections législatives ont lieu en juillet 1956. Elles se soldent par la victoire des deux branches de l'UCR (« *Unión Cívica Radical* »). L'UCRP (« *pueblo* », menée par Ricardo Balbin) devance l'UCRI (« *intransigente* », dirigée par Arturo Frondizi). Les péronistes, exclus de candidature, prônent le vote blanc.

Lors des élections présidentielles de février 1958, Frondizi est élu à l'aide des voix péronistes ; Perón ayant fait passer la consigne de voter pour Frondizi en conséquence de tractations réciproques. Frondizi en sera peu reconnaissant parce qu'il ne fera rien pour hâter le retour à la légalité du Péronisme ni arrêter le contrôle de la CGT. Au contraire, il mettra en place le « Plan Conintes » (« *Connmoción Interna del Estado* ») permettant de faciliter la répression des grèves et le contrôle des mouvements péronistes¹⁰³. Pour les péronistes, c'est alors la période de la Résistance qui entraînera toute une mythologie qui servira de matrice aux groupes guérilleros à partir de 1966. En fait, pendant cette « Résistance », le parti péroniste pourra survivre en se scindant en des milliers d'organisations locales pouvant mieux échapper à la répression. La contrepartie étant que ces organisations développeront des politiques différentes et opposées dont le seul ciment sera la figure mythifiée du chef exilé.

Mais le poids des péronistes bloquait le jeu électoral. Etant donnée leur influence persistante, il n'est pas envisageable, pour les classes dominantes argentines, de limiter indéfiniment l'accès de ces derniers à l'antichambre de la politique officielle.

NORMALISATION DE LA CGT

Un regain de luttes ouvrières a lieu, passé le choc de la chute de Perón, surtout avec le nouveau blocage des salaires promulgué en 1957. Le niveau de vie de la classe ouvrière chute considérablement : si de 1949 à 1955, la part des salaires dans le PIB était passée de 50 à 44,1 %, elle chute à 35,3 % en 1960. Pour contrer la vague de combativité ouvrière de l'année 1957, Laplacette convoque un congrès « normalisateur » de la CGT, le 26 août 1957. On y retrouve d'un côté, les 62 organisations regroupant péronistes et staliniens¹⁰⁴ et les 32 contrôlées par le PSA. Concrètement, l'écroulement de la CGT, en 1955, face au coup d'état militaire conséquence de son intégration à l'appareil d'Etat, entraîne la disparition des anciens dirigeants et la montée d'une nouvelle génération, celles des Vandor et Rucci, tout aussi corrompible qui s'illustrera une dizaine d'années plus tard contre les luttes ouvrières.

Comme le montre le chiffre des grévistes, les années 1957-1959 expriment un fort courant de luttes¹⁰⁵ dont la plus spectaculaire, avec celle des ouvriers du pétrole, fin 1958, est celle des ouvriers de l'entreprise frigorifique « *Lisandro de la Torre* » en réaction à la décision du gouvernement Frondizi de décider la privatisation de cette entreprise, le 14 janvier 1959.

LA GREVE CHEZ « LISANDRO DE LA TORRE »

En réaction, le 15 janvier 1959, 9 000 ouvriers se mettent en grève et décident l'occupation de l'usine située dans le quartier de Mataderos, à la limite ouest de Buenos Aires. La CGT des 62 organisations décrète une grève de deux jours. En solidarité, les ouvriers des frigorifiques à Berisso, Ensenada et La Plata se mettent en grève ; trois villes qui sont décrétées zones militarisées. Ce sont les péronistes « de la résistance » autour de l'ouvrier Sebastián Borro qui anime la grève. Les organisations de la JP (« *Juventud Peronista* ») du grand Buenos Aires participent à la défense de l'usine (les grilles sont fermées ; des rondes d'auto-défense sont mises en place ; les habitants apportent des victuailles ; les bus

¹⁰³ Ainsi, en 1960, 2 000 personnes, principalement péronistes, seront remis à la Justice militaire en application de ce plan.

¹⁰⁴ Ceux-ci qui contrôlent 19 organisations quittent les « 62 » début 1958 pour former le MUCS (« *Movimiento de Unidad y Coordinación Sindical* »).

¹⁰⁵ Jours de grève :

1956, 5 millions ; 1957, 3,6 millions ; 1958, 6 millions ; 1959, 11 millions ; 1960, 1,5 million ; 1961, 1,5 million ; 1962, 268 000.

transitant dans le quartier sont peints de slogans soutenant la grève ; les commerçants ferment les rideaux en solidarité).

Rapidement, dès le 17 janvier, le gouvernement réagit en mobilisant 3 000 policiers qui, appuyés par les tanks, des auto-mitrailleuses, des véhicules de pompiers, donnent l'assaut aux bâtiments, à 4 heures du matin. Surpris et militairement inférieurs, les ouvriers évacuent l'usine mais se réorganisent à l'extérieur, élèvent des barricades, creusent des fossés et s'affrontent à la police. Les combats acharnés durent deux jours ; les ouvriers continuent la lutte dans les quartiers avoisinants avec l'aide de la population mais le mouvement est défait, malgré la grève générale déclenchée du 19 au 21 janvier par la CGT des 62 organisations, les indépendants et les staliniens, qui est bien suivie.

La répression, confiée au sinistre commissaire Luis Margaride¹⁰⁶, est lourde : 35 blessés graves, 200 arrestations et 5 200 licenciements. Pour nombre de péronistes de « base », cette grève est mise en avant comme symbole de la résistance au « libéralisme » qui démantèle l'industrie « argentine ». L'année 1959, malgré cette défaite, sera marquée par de nombreuses autres grèves comme celles des employés de banque, débutée en mai, qui va durer 70 jours et celles de la métallurgie, débutée en août, qui va durer 60 jours.

LA GREVE CHEZ « DI TELLA »

Le groupe Di Tella est un grand groupe industriel à capitaux à majorité argentine. Fondée dans les années 1920, le groupe a fabriqué les premières automobiles argentines dans les années 1930. Son fondateur, Leonardo Di Tella, a été un soutien patronal à Perón. Incapable de moderniser son usine d'assemblage automobile, Di Tella s'est retiré de ce secteur en 1959¹⁰⁷. Néanmoins, en 1962, il reste important et est organisé en quatre divisions, toutes situées dans la banlieue sud de Buenos Aires¹⁰⁸ :

Division	Production	Site	Effectif ouvrier	Effectif employé
Electro-Domestica	Electro-ménager	Avellaneda	2 000	1 000
Siambretta	Mobyettes, vélomoteurs	Valentin Alsina	500	200
Siar	Construction mécanique	Villa Diamante	400	200
Siam-Di Tella	Pièces automobiles	Monte Chingolo	1 600	600

Durant toute l'année 1962, à cause de la réduction de la demande solvable et des restrictions d'accès au crédit, l'entreprise voit son chiffre d'affaires et ses bénéfices diminués. Une seule solution pour le patron, baisser le salaire ouvrier. Le 3 décembre, la Direction annonce que la paye sera amputée d'1/3 à cause des difficultés financières : les ouvriers recevront 2/3 du salaire en argent ; le 1/3 restant en bons d'achat de produits Di Tella.

La réaction ouvrière se met en place : le 5 décembre dans l'après-midi, les bureaux de l'usine Electro-Domestica sont ravagés par 500 ouvriers déchaînés. Les jours suivants, 6 et 7 décembre, ils réduisent les cadences et font un meeting quotidien où cadres et direction sont pendus en effigie. L'agitation gagne alors les trois autres usines. Le 7 décembre, dans l'usine Siam-Di Tella, les ouvriers quittent la chaîne et occupent les bureaux qu'ils vident de tout. Le même jour, à l'usine Siambretta, les ouvriers arrêtent le travail, détruisent les bureaux et, nouveauté, moleste le directeur financier du groupe.

Ensuite, pour contrer la résistance ouvrière, la Direction arrête la production et lock-oute l'ensemble du personnel, le 8 décembre et envisage une ré-embauche sélective (entendez, avec épuration d'ouvriers les plus combattifs). Le 10 décembre, toutes les usines sont fermées et vidées de leurs ouvriers.

Bien que l'agitation ouvrière ait démarré spontanément, l'UOM contrôle le mouvement d'autant que sa section d'Avellaneda (qui couvre la zone sud de Buenos Aires) est la plus importante et également son siège national. Si tenté que les responsables de sections d'entreprise Di Tella soient débordés, elle pourra toujours faire appel aux nervis de son siège national. L'UOM, sous la houlette du secrétaire régional, Rosendo Garcia, prépare des actions dans les autres usines et organise une manifestation, le 12 décembre, à laquelle participent plusieurs milliers d'ouvriers, pour exiger la levée du lock-out chez Di Tella

¹⁰⁶ Le même qui, en 1974, à la tête de la police fédérale exercera ses talents contre les luttes ouvrières.

¹⁰⁷ L'usine de Monte Chingolo sera définitivement fermée en 1966 ; Di Tella abandonnant le secteur automobile.

¹⁰⁸ In « La classe ouvrière argentine (1929-1969) » Tome 3, Guy Bourdè, L'Harmattan, 1987, pp 1160 et suivantes.

et la démission du ministre du travail, G.Puente, façon de dévoyer la lutte sur des objectifs politiques, ce qui complète toute la campagne auprès des maires, députés et du président pour exiger la réouverture des usines. Vandor lui-même, met la main à la pâte le 13 décembre, en proposant un « plan de lutte » pour l'ensemble des usines Di Tella. Le 18 décembre, l'UOM d'Avellaneda, organise une réunion de ses 750 responsables d'usine de la zone.

Pendant ce temps, les ouvriers expulsés des usines organisent des meetings dans les quartiers mais sont désorientés par manque de perspective et, passée la colère initiale, abandonnent la conduite du mouvement à la direction de l'UOM qui négocie en coulisses, via la médiation gouvernementale de la province de Buenos Aires. Le 19 décembre, l'armistice est signé et les ouvriers reprennent le travail le 21 décembre. Ils obtiennent le paiement du 13^e mois qui était suspendu et le paiement, pas des heures de grève, mais d'une partie du tiers restant en argent. Il n'y a pas de sanctions disciplinaires ; les ouvriers devant s'engager à respecter le matériel et le règlement intérieur.

Vandor et l'UOM ont parfaitement réussi avec maîtrise la limitation du mouvement et su parachever cela en chauffant le chaud et le froid sur le gouvernement et la Direction de Di Tella.

DE FRONDIZI A ILLIA

A côté de ces luttes ouvrières, il se développe des actions de résistance de la part d'une fraction des péronistes qu'on appellera « la gauche péroniste » autour de John William Cooke (1920-1968) ancien député, arrêté en 1955 puis évadé en 1957, qui avait animé la revue « *De frente* » de mars 1954 à octobre 1955, passé à Cuba et revenu pour coordonner l'opposition armée. Entre 1956 et 1957, on dénombre l'explosion de 7 000 bombes contre les symboles de l'Etat¹⁰⁹. Des actions spectaculaires se produiront, par exemple, le 16 février 1960, l'explosion du dépôt de carburant de la Shell-Mex à Córdoba ou l'explosion d'un dépôt de gaz à Mar del Plata, le 12 mars suivant. Même s'il existe une opposition diffuse utilisant la violence, ses actions restent minoritaires, et elle n'arrive pas à s'organiser durablement ; les premières constitutions de « maquis », de « foyers libérés » à l'exemple de Cuba seront des échecs. En réaction, le gouvernement fait voter, le 20 juin 1960, la loi de répression du terrorisme, clairement destinée à faciliter la répression de la résistance péroniste. D'ailleurs, Perón désavoue Cooke, à la fin 1959, pour soutenir l'action de la CGT et surtout, en son sein, celles des « vandoristes »¹¹⁰.

Alors que le gouvernement poursuit sa politique d'investissements, en inaugurant en juillet 1960, à San Nicolás de los arroyos (au sud de Rosario), la nouvelle aciérie Acindar, le retournement de la conjoncture fait qu'il y a déjà six millions de pauvres en Argentine, soit un quart de la population. Face à cette situation, le ministre de l'économie, Arturo Alsagaray, lance « *Ils n'ont qu'à passer l'Hiver!* ». Le début 1961 est marqué d'une succession de pressions et contre-pressions entre les militaires et Frondizi, affaiblissant ainsi l'exécutif. Parmi celles-ci, la réception par Frondizi, le 18 août 1961, de Che Guevara, ministre de l'industrie de Cuba.

En mars 1962, les péronistes sont enfin autorisés à participer aux élections législatives sous le sigle de « *Unión del Pueblo* ». Bien que l'UCRI progresse, les péronistes obtiennent alors 35 % des voix et surtout le gouvernement de la province de Buenos Aires¹¹¹, le 18 mars 1962 où le ticket péroniste Framini-Anglada est élu triomphalement ; plusieurs observateurs anticipent le retour en force du célèbre exilé mais Frondizi annule les élections. Les militaires, le 29 mars, forcent Frondizi à démissionner et mettent à la place José María Guido pour assurer l'intérim jusqu'aux prochaines élections. C'est dans ce contexte qu'un jeune militant ouvrier péroniste de 21 ans, Felipe Vallese, est enlevé par la police, le 23 août, à Buenos Aires, et devient ainsi le premier disparu. Des remous agitent l'Armée si bien qu'en janvier 1963, l'amiral Rojas tente un coup d'Etat qui échoue lamentablement en quelques heures.

DU COTE DE LA CGT

Après négociation avec Frondizi, les dirigeants de la CGT obtiennent, le 16 mars 1961, la restitution des biens et des locaux de la CGT. Vandor va s'affirmer comme le leader pratique de la CGT contre le secrétaire officiel José Alonso, candidat de Perón, élu en janvier 1963. Pour s'affirmer, la CGT va mener des actions nationales, baptisées « plans de luttes », pour mieux résorber les vellétés ouvrières renaissantes (après le repli de 1960-1962), en mai 1963, janvier et mars 1964, et en mai-juin 1964 (où 3 000 000 d'ouvriers occupent plus de 11 000 usines, sans perspectives). Anecdote : lors de la visite de De

¹⁰⁹ Entre 1955 et 1961, il est recensé 1022 explosions, 104 incendies contre des édifices publics et 440 attaques contre la police, les autorités.

¹¹⁰ Bureaucrates syndicaux péronistes regroupés autour de Timoteo Augusto Vandor (1920-1969) dirigeant de l'UOM.

¹¹¹ A noter qu'à ces élections, le PCA et le PS d'avant-garde (scission de « gauche » du PSA) soutiennent les péronistes !

Gaule en Argentine, le 3 octobre 1964, la CGT fait couvrir les murs de Buenos Aires d'affiches soutenant De Gaulle comme le « *Perón française* ». Quant à Cooke, il essaye d'animer une tendance syndicale au sein de la CGT et de lui rallier les premiers mouvements étudiants qui vont constituer la jeunesse péroniste.

Le conflit fait rage entre les bureaucrates de la CGT, José Alonso et Augusto Vandor, avec pour conséquence l'assassinat, par les sbires de Vandor du dirigeant de l'UOM d'Avellaneda, Rosendo Garcia en 1966.

ILLIA ET LE RETOUR DES MILITAIRES

Lors des élections du 7 juillet 1963, les militaires interdisent à nouveau toute expression légale des péronistes aux élections présidentielles. Environ le tiers du corps électoral s'abstient. Illia, le nouveau président de l'UCRP, est élu avec seulement 23 % des suffrages, face à Oscar Alende pour l'UCRI (16 %) et au général Aramburu (13 %) qui s'oppose clairement à Perón. Le reste des suffrages se partage entre les 46 partis participants.

Illia s'installe le 12 octobre, à la Casa Rosada. Son programme est beaucoup moins libéral que celui de Frondizi : il dénonce et annule la participation étrangère dans l'YPF, le 15 novembre. Il met en place un plan de développement s'appuyant sur la relance de la consommation et essaye de remettre de l'ordre dans la politique de la Banque Nationale vis à vis des crédits aux entreprises accordés, sans contrôle de la capacité réelle à rembourser, par les autres banques. Le PIB augmente alors de 8 % par an mais l'inflation croît au rythme de 30 % par an, sans se soucier du contrôle des prix inefficace mis en place par Illia en 1965.

La crise politique permanente (Illia ne bénéficie du soutien direct que d'un tiers des députés) finit par polariser l'armée en deux camps : les anti-péronistes et anti-communistes (« *los colorados* ») et les « *constitutionalistes* » (« *los azules* »¹¹²). Fort de ce succès par défaut, Perón fait une tentative de retour au pays, le 2 décembre 1964, mais il est arrêté à l'aéroport de Rio de Janeiro, par la police brésilienne. Les péronistes vont être pour l'énième fois acceptés en tant que courant politique légal lors des élections législatives de 1965. Le mythe est bien vivant car les justicialistes remportent haut la main la compétition (3 400 000 voix, contre 2 600 000 à l'UCRI). La montée des luttes ouvrières (grève des enseignants, des employés d'ENTEL, des dockers, des salariés de l'aviation, des postes, etc. scandent ainsi l'année 1965 avec des durées et intensités variables) et étudiantes et l'incapacité de régler une fois pour toutes la « *question péroniste* » incitent l'armée à reprendre les rênes du pays le 28 juin 1966.

LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL : L'EXEMPLE DE CORDOBA [*7]

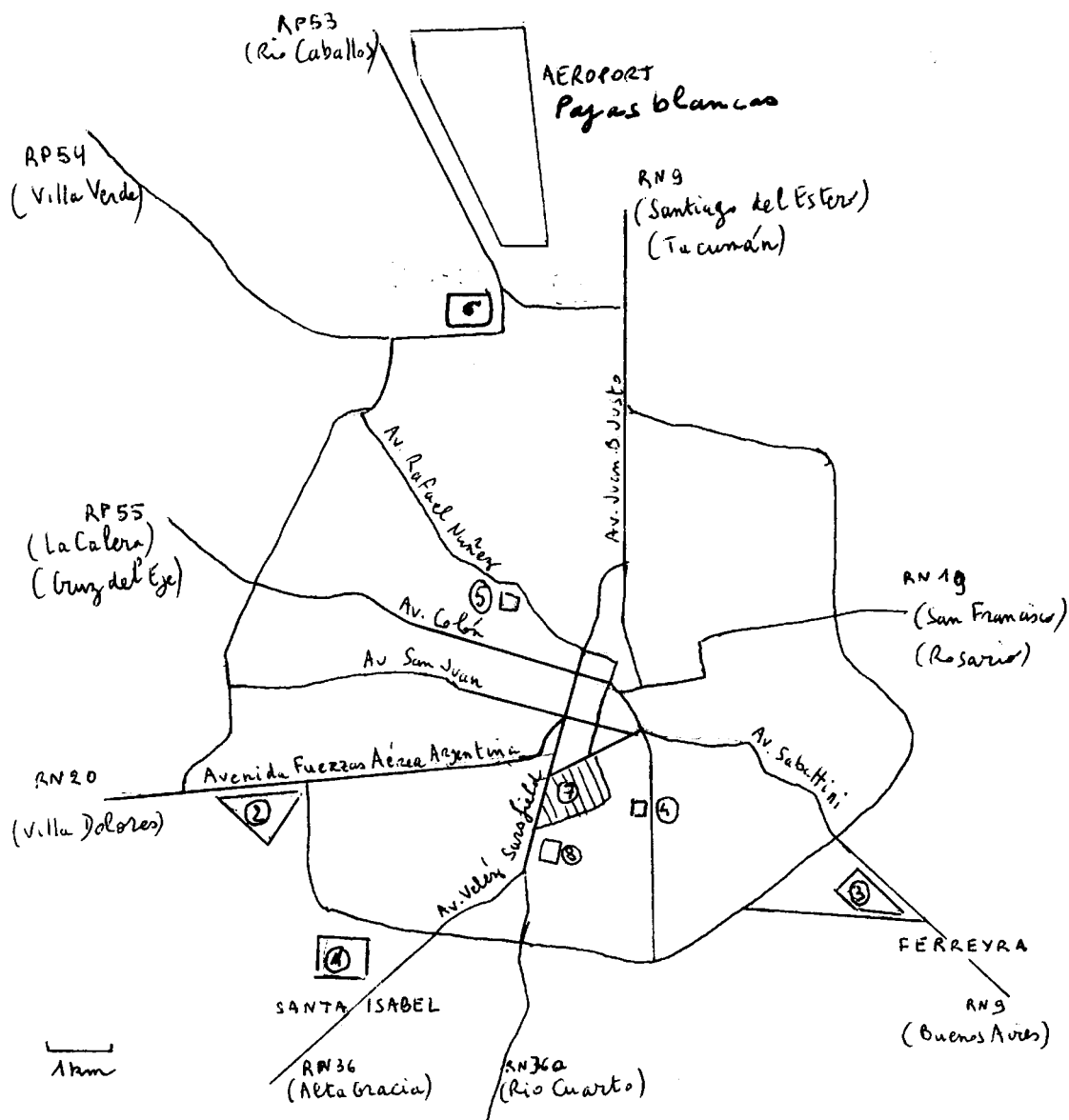
A partir de 1959, la hausse annuelle de la production industrielle se maintient dans une fourchette comprise entre 7% et 9 %. L'industrie pétrolière est à son tour amenée à recourir aux investissements étrangers¹¹³ et aux crédits contractés auprès du FMI pour remettre à niveau l'appareil de production et de distribution. Les investissements européens se dirigent principalement vers la construction mécanique et l'automobile (Fiat, Renault, Chrysler, Peugeot, etc.). Les deux plus grosses usines surgissent à Córdoba, où se développent d'importantes activités de sous-traitance. Ces usines sont à l'image de leurs homologues européennes, avec leur foule d'O.S. trimant sur les chaînes comme à Billancourt, à Turin ou ailleurs.

On ne peut comprendre les luttes ouvrières des années 1968-1975 à Córdoba sans appréhender le tissu productif qui leur a servi de berceau. Depuis le début du XXème siècle, le développement industriel de Córdoba avait été relativement modeste. En 1914, on y comptait 11 708 ouvriers pour une population de la ville de 135 000 habitants. Les principales entreprises étaient les Industries Anglo-argentines de Brasserie et la fabrique de chaussures Farga Hermanos, ainsi que le grand atelier de maintenance des chemins de fer (2 500 ouvriers). En juillet 1927, l'Etat décide de la construction d'une usine militaire de fabrication d'avions sous licences allemandes, la FMA (« *Fábrica Militar de Aviones* »). En 1929, cet établissement emploie 600 ouvriers. Dans la province de Córdoba, d'autres implantations ont lieu : à San Francisco, la FAP (« *Fábrica de Armas Portátiles* ») et, à Villa María, la FMPE (« *Fábrica Militar de Pólvora y Explosivos* »). Sur l'initiative du gouverneur Amadeo Sabattini (1934-1940), la province prend en charge la

¹¹² Parmi lesquels, on trouve Onganía et Lanusse. Ces luttes de fraction au sein de l'Armée font qu' Onganía, nommé commandant en chef à la fin 1962 en est démissionné à la mi 1964 et remplacé par le général Pistarini.

¹¹³ Les investissements américains, de l'ordre de 81 millions de dollars entre 1929 et 1955, atteignent les 196 millions de dollars entre 1955 et 1960, pour culminer à 300 millions de dollars pour la seule année 1961. Part de l'investissement étranger dans l'industrie de 8 à 40 % de 1955 à 1972 (70 % d'investissements US) sur les 25 premières compagnies seulement 8 étaient argentines.

création des infrastructures nécessaires : construction de barrages hydroélectriques (faisant de la province un producteur excédentaire d'électricité) et de routes.



- | | |
|------------------------------------|---|
| 1 : Usines IKA-Renault | 2 : Usines IME |
| 3 : Usines Fiat | 4 : Centrale électrique Villa Revól |
| 5 : Centrale électrique Villa Páez | 6 : Usines Ford-Transax et Ilasa |
| 7 : Cité Universitaire | 8 : Caserne du 3 ^e Corps d'Armée |

PLAN DE LA VILLE DE CORDOBA (1969)

La croissance industrielle s'accélère avec l'essor des industries dites de substitution et des commandes militaires. Pour la province de Córdoba, le nombre d'établissements industriels passe de 2 839, en 1935, (pour 20 189 ouvriers) à 5 319, en 1940, (pour 37 649 ouvriers), soit environ 12 % du total national des établissements industriels (43 613). Sous le règne de Perón, le complexe militaro-industriel corduan est le premier bénéficiaire des investissements étatiques. En 1951, les industries d'armements sont regroupées dans une seule structure, l'IAME (« *Industrias Aeronáuticas y Mecánicas del Estado* »), devenue IME en 1957. La plupart d'entre elles sont concentrées à l'ouest de la ville, mais il existe d'autres usines

appartenant à l'IME, à l'instar de celle de tracteurs « *Pampa* » à Ferreyra (proche banlieue sud est) qui sera rachetée par Fiat.

Au milieu des années 1950, l'IAME emploie 10 000 ouvriers dans 55 usines cordouanes. L'administration civile se métisse avec l'armée et l'encadrement technique est souvent assuré par des ingénieurs et techniciens d'origine allemande débarqués en Argentine après 1945. En 1954, les autres grands employeurs de Córdoba sont les ateliers du réseau « *General Mitre* » des FA (« *Ferrocarriles de Argentina* ») (3 373 ouvriers), les industries alimentaires (21 952 ouvriers) et celles du cuir (1 189 ouvriers).

A court d'argent, l'Etat péroniste se tourne vers les entreprises étrangères pour assurer les flux d'investissements. Perón signe plusieurs accords allant dans ce sens : le 24 septembre 1954, avec Fiat pour vendre l'usine de tracteurs « *Pampa* » de Ferreyra ; le 19 janvier 1955, avec Kaiser pour construire le complexe de Santa Isabel (proche banlieue sud ouest), ce qui représente 10 millions de dollars d'investissements dont l'Etat assure 40 % du total.

Kaiser, 6^{ème} constructeur américain d'automobiles, incapable d'investir aux USA à la hauteur de GM, Ford ou Chrysler, remonte à Córdoba sa vieille usine de Willow Run (près de Detroit). Cela aboutit à la formation d'IKA (« *Industrias Kaiser de Argentina* ») par fusion d'une partie de IAME et de Kaiser Corporation. En 1957, IKA produit des jeeps puis s'accorde avec Alfa Romeo en 1958, Renault en 1959, AMC et Volvo en 1960 pour fabriquer sous licence leurs véhicules respectifs. IKA opte pour une stratégie d'intégration verticale de ses activités, quitte à revendre certaines de ses filiales comme Transax (fabricant des transmissions avant et arrière, occupant 1 200 ouvriers) à Ford, en 1967 ou ILASA (Câbles et carburateurs).

Autour d'IKA puis ensuite de Fiat, le tissu industriel se diversifie, non seulement à partir de petits sous-traitants locaux mais aussi par l'implantation d'équipementiers étrangers tels Thompson Ramco (400 ouvriers), Associated Spring ou encore, en 1960, Perkins (à Ferreyra), fabricant anglais de moteurs tous usages, employant 350 ouvriers en 1963. En 1966, IKA acquit Perdriel (Machines outils de précision). Dès 1961, 72 % des composants des automobiles sont produits sur place. En 1958, IKA emploie déjà 2 709 ouvriers, puis, en 1962, 6 300 ouvriers, 2 400 employés (plus 590 à Buenos Aires) et 313 cadres et dirigeants.

En 1959, le gouvernement provincial construit encore deux nouveaux barrages.

La croissance de Fiat s'accélère en 1959, quand, ayant remporté un important contrat pour la livraison d'autorails aux FA, la firme de Turin décide d'implanter deux autres usines à Ferreyra : Materfer (autorails) et Fiat GMD (Grands Moteurs Diesels ; 432 ouvriers et 120 employés). Ces nouveaux établissements viendront compléter la chaîne ouverte avec l'usine de fabrication de voitures Fiat Concord (ex « *Pampa* »).

En 1960, en vertu de la loi Frondizi (14 780 de 1959) facilitant l'investissement étranger, Fiat crée une usine d'assemblage de voitures à El Palomar (banlieue nord ouest de Buenos Aires). En 1962, une usine sort de terre à Sauce Viejo (près de Santa Fe) pour l'assemblage des camions et tracteurs. A la même époque, Ford (à General Pacheco), GM, Chrysler, Citroën, Mercedes (à Gabriel Catan), suivis par Peugeot (à Berazategui), implantent à leur tour des usines dans le grand Buenos Aires.

La fringale de main d'œuvre de l'industrie automobile fait accroître considérablement la population de Córdoba : de 386 828 habitants en 1947, 421 854 en 1950, 495 142 en 1955, 577 554 en 1960, 666 514 en 1965, 700 000 en 1967, à 800 000 en 1970. En vingt ans, de 1950 à 1970, les deux banlieues, Santa Isabel et Ferreyra, où s'installent IKA et Fiat passent respectivement de 100 à 23 565 habitants et de 50 à 12 503 habitants. A Córdoba, la moitié des 313 000 nouveaux habitants enregistrés entre 1947 et 1967 étaient des immigrants de l'intérieur. En 1969-70, dans toute l'Argentine, et toutes divisions confondues, Fiat employait 18 000 ouvriers¹¹⁴ ; Renault, 14 000 ; General Motors, 10 000.

La politique de sous-traitance de Fiat et IKA était différente. IKA préférait se servir de petits ateliers locaux, tandis que Fiat, encore en 1970, importait directement d'Italie de nombreux sous-ensembles modernes. Les entreprises sous-traitantes argentines de Córdoba étaient de très petite taille et très fragiles financièrement. En 1954, elles étaient au nombre de 452, employant 1 115 ouvriers. En 1964, elles sont 1 555, pour 7 953 ouvriers et, en 1974, 2 043 (employant 8 945 ouvriers)¹¹⁵. Le seul équipementier argentin de taille respectable, Di Carlo (sièges et garnitures), également doté d'une usine à

¹¹⁴ Dont 2 600 à Concord et 1 350 à Materfer et environ 900 à GMD, soit près de 5 000 à Córdoba.

¹¹⁵ Cette faiblesse de l'industrie sous-traitante de l'automobile est également valable pour l'ensemble de l'industrie argentine. Comme l'indique Glèze et Labrousse (op. cit. p 97), en 1963, 26,7 % des ouvriers étaient salariés dans les entreprises de plus de 300 personnes ; 14,5 % dans celles comprises entre 100 et 300 personnes ; 8,8 % dans celles comprises entre 50 et 100 personnes ; 20 % dans celles comprises entre 10 et 50 personnes et 30 % dans celles de moins de 10 personnes. Ceci pour 859 000 ouvriers d'industrie au total. Toutefois, il est à noter qu'entre 1953 et 1963, la part des ouvriers travaillant dans des entreprises de moins de 50 salariés a chuté de 23 %.

Boulogne (près de Buenos Aires), enrôlait alors 500 ouvriers à Córdoba. En 1972, il mettra la clé sous la porte en fermant son usine de Córdoba.

Fiat et IKA s'opposaient aussi au plan de la politique « sociale » vis-à-vis de la main d'œuvre et des syndicats. Le second s'appuie sur le syndicat SMATA (« *Sindicatos de Mecánicos y Afines del Transporte Automotor* »), populaire auprès des travailleurs, tandis que le premier fait preuve d'une fermeté totale à toute négociation en se servant exclusivement des syndicats jaunes, SITRAC (« *Sindicato de Trabajadores Concord* ») et SITRAM (« *Sindicato de Trabajadores Materfer* »).

LES LUTTES ETUDIANTES ET LA NUIT DES LONGS BATONS [*8]

Tout au long de l'année 1966, comme dans d'autres pays, voit le jour une agitation étudiante multiforme allant d'un vague tiers-mondisme aux revendications concrètes visant l'amélioration de leur quotidien (dont la « *libération sexuelle* »). Issus massivement de la moyenne bourgeoisie en majorité anti-péroniste, une partie des étudiants, devient péroniste par opposition au milieu familial d'origine, puis par conviction en allant rencontrer les « ouvriers » ou les pauvres des bidonvilles. Le stalinisme qui conservait le contrôle de syndicats étudiants subit une hémorragie importante de militants qui vont soit vers le Péronisme « de gauche », le guévarisme, le maoïsme (en 1967, la fédération des jeunesses communistes – 10 000 militants – quitte le PCA pour fonder le PCR maoïste¹¹⁶) ou le trotskysme.

Un autre mythe important va servir de toile de fond à la plupart des groupes (excepté pour certains trotskystes) celui de la défense du régime castriste. Déjà, au moment du conflit des missiles russes, en novembre 1962, la résistance péroniste avait fait une intense agitation en faveur de la défense de Cuba. Cuba, devenue la nouvelle Moscou des sud-américains, fournira une importante aide à tous ces groupes et servira de pèlerinage initiatique à des milliers de militants.

C'est de ce ferment, facilité également, par le gauchissement de mouvements catholiques au nom de la « *théologie de la libération* » (Mouvement des prêtres ouvriers et des évêques du tiers monde, à partir de 1967), qui favorisera le développement des groupes de « *guérilla* », évidemment renforcé par la répression que vont exercer les gouvernements militaires successifs ainsi que la crise économique rampante qui frappe en premier la petite bourgeoisie salariée, les classes moyennes libérales et la pléthore de petits patrons.

La critique de l'autorité sous toutes ses formes visait notamment l'armée. En retour, Onganía, se présentant comme partisan de la « *remise en ordre* » du pays et donc de la fin de l'autonomie des universités, met les étudiants dans le collimateur. Lorsque les Etats-Unis envahissent Saint Domingue, en juillet 1966, les étudiants s'opposent à toute intervention de l'Argentine. Ils sont plus de 7 000 à manifester à Buenos Aires. L'intervention brutale des forces de police se solde par un manifestant assassiné. Le 5 août, l'armée évacue les universités. A Buenos Aires, les étudiants sortent de l'athénée sous les coups de crosse des rangées de militaires. Le doyen Ronaldo Garcia est frappé. De nombreuses arrestations s'en suivent. C'est la nuit des « *longs bâtons* ».

A Córdoba, l'agitation étudiante se poursuit en août (le 18, la police intervient à l'hôpital de Clinicas, disperse à coups de fusil un meeting étudiant et blesse plusieurs personnes) et jusqu'en septembre. Une manifestation est convoquée par les différents syndicats et groupes étudiants pour le 7 septembre. Vers 20 heures, plusieurs cortèges convergent vers le centre-ville. La police s'active rapidement : pierres contre gaz. Les manifestants se séparent et contre-attaquent un peu partout par petits groupes. Débordée, la police remplace le gaz par les balles. De sang froid, un policier tua à bout portant, avenue Colón, l'étudiant-ouvrier (chez IKA) Santiago Pampillón. Entre-temps, les étudiants prennent le quartier de Clinicas. Le lendemain, à l'appel de la CGT locale, se tient une nouvelle manifestation associée à une grève. A l'enterrement de Pampillón, à Mendoza, une importante délégation ouvrière, Tosco en tête¹¹⁷ (dirigeant « *indépendant* », c'est à dire non lié à une fraction péroniste, du syndicat « *Luz y Fuerza* » de l'entreprise EPEC de Córdoba). Le nom de Pampillón, à Córdoba, devint le symbole de la lutte contre la dictature et de l'alliance étudiants-ouvriers.

Si le mouvement étudiant est défait, pour autant une graine importante a été semée au moins à Córdoba : celle de l'alliance entre syndicats non vandoristes et mouvements étudiants. A la base, il en va de même entre étudiants et ouvriers. Cette nouvelle unité a été facilitée par le fait qu'un nombre important d'étudiants devait travailler pour vivre. A partir de 1967, les étudiants feront systématiquement grève en soutien aux luttes des travailleurs. L'université sert désormais un lieu de rencontres entre militants ouvriers

¹¹⁶ Alors que l'autre groupe maoïste important, Vanguardia Comunista, a été fondé, en 1965, par scission du PSAV (« Partido Socialista Argentino de Vanguardia »), lui-même scission du PSA, en 1961.

¹¹⁷ Agustin Tosco (22/05/1930-05/11/1975).

et étudiants. En 1968-69, Tosco y tient des réunions régulières pour essayer de rallier les étudiants à la CGTA. Un élément de plus qui favorisera le Córdoba.

L'AGITATION PERONISTE

Les années 1966-68, préalables à l'apparition des groupes guérilleros, marquent, pour le mouvement péroniste, à la fois l'éclatement en de multiples groupes, courants, fractions et un début de regroupement par la constitution d'une fraction organisée dans et autour des entreprises : le « Péronisme révolutionnaire ». Le 18 août 1968, en effet, se tient dans les locaux du syndicat des employés de pharmacie de Buenos Aires, le congrès constitutif de ce courant qui réunit des militants syndicaux, comme Jorge Di Pasquale (du dit syndicat organisateur) et Celestino Blanco du syndicat des téléphonistes, Sabino Navarro délégué de l'entreprise Deutz-Cantabrica¹¹⁸ issu de la JOC (« *Juventud Obrera Católica* »), le groupe « *Cristianismo y Revolución* » animé par Juan Garcia Elorrio, des groupes locaux de Salta, Rosario, Córdoba ou La Plata, divers courants de base, des groupes étudiants et William Cooke qui, atteint d'un cancer, fait figure de patriarche.

L'objectif est de lutter à mort contre la dictature d'Onganía, de préparer le retour de Perón tout en s'opposant à Vandor en promouvant systématiquement des listes oppositionnelles à l'intérieur de la CGT. Ce courant regroupe des jeunes militants ouvriers comme Armando Croatto ou Gonzalez Chavez qu'on retrouvera plus tard chez les Montoneros.

LES GRONDEMENTS OUVRIERS A CORDOBA

A la chute de Perón, le général Aramburu, pour contrer l'UOM, autorise, en 1955, le SMATA (à l'époque syndicat des mécaniciens des stations services) à s'implanter à l'IKA. Lors des premières élections syndicales de janvier 1957, les péronistes mis hors jeu, ce sont les staliniens qui l'emportent au sein du SMATA. Ils obtiennent l'extension de la semaine anglaise (44 heures payées 48), des améliorations de la sécurité du travail et du régime des retraites.

Les péronistes, menés par Elpidio Torres¹¹⁹, parviennent toutefois, deux années après, à ravir aux staliniens d'Álejandro Brizuela la direction du syndicat. Ils choisissent alors de garder leur indépendance vis-à-vis de la hiérarchie CGT de Buenos Aires et de l'UOM. Cette dernière, en réponse, tente de s'implanter à son tour chez IKA. En 1958, la liste Torres obtient 588 voix et les staliniens, divisés en deux listes, 411 et 274 voix¹²⁰.

En 1959, menée par Torres, le SMATA déclenche la grève. Pour éliminer définitivement les staliniens, le syndicat organise démocratiquement – fait rare en Argentine - des assemblées générales hors de l'usine. A l'opposé des grèves traîne-savates, le SMATA met en avant le « *paro activo* », grève assortie d'occupation et manifestations. Grâce au succès de la grève, IKA cède aux revendications et décide, sous la houlette du directeur américain John Mac Cloud, d'établir des relations consensuelles avec le SMATA et avec Torres.

Ce qui n'exclue pas le recours à la grève comme en 1963 (du 11 janvier au 8 février) où les 6 000 ouvriers font grève contre des mesures de chômage partiel nécessitées par la baisse des ventes ainsi que la « promesse » de 1 500 licenciements. Au début, Torres ne voulait pas de la grève, mais les assemblées d'équipe décident de la grève et le SMATA est obligé de suivre. La grève durant, Torres pour faire pression sur la Direction d'IKA demande son soutien à Vandor et à l'UOM.

Au bout de presque un mois de grève, les mesures sont suspendues, il n'y a pas de sanctions, le 13^e mois est conservé et les ouvriers licenciés (environ 750) partent avec une prime substantielle. La Direction de l'entreprise a bien joué son coup (la grève a permis de résorber la surproduction), des licenciements ont été acceptés et la Direction du SMATA s'est offerte un vernis de combativité tout en épuisant celle des ouvriers. Mais elle a dû, un moment, faire allégeance à l'UOM.

Ce dernier peut ainsi agir sans entraves contre la direction centrale du SMATA à Buenos Aires et contrer les tentatives répétées de l'UOM de syndiquer des travailleurs chez IKA. Toujours Torres plaide, à la tête de la CGT, pour Vandor contre l'avis de la direction nationale du SMATA. Entre 1959 et 1967, le SMATA de Córdoba se bureaucratise lentement mais sûrement. Les ouvriers y trouvent leur compte par des salaires parmi les plus élevés de l'automobile et probablement les plus élevés de Córdoba. L'alliance avec la direction va durer jusqu'en 1967. Dès cette époque, à l'instar de Fiat, IKA endure une crise conjoncturelle qui la pousse à rénover l'outil productif. Ainsi, à ce moment, l'entreprise argentine est en

¹¹⁸ Cette entreprise germano-argentine de construction de moteurs et de matériel agricole employait, à cette époque, 5 000 ouvriers, à Mórón, dans la banlieue ouest de Buenos Aires.

¹¹⁹ Elpidio Torres (02/08/1929-06/05/2002)

¹²⁰ Il faut noter que la moitié des 3 000 ouvriers s'est abstenue.

pour parler avec Renault en vue de son rachat. Elle doit donc présenter une usine restructurée et performante. Mais cela a un prix : plus de 1 000 licenciements.

Dans les usines, l'augmentation de la productivité se fait par l'intensification du travail et non au moyen de l'introduction de nouvelles machines. La lutte contre l'augmentation des cadences et l'autorité des chefs a ainsi été le moteur de la révolte des nouvelles générations ouvrières. En même temps, dans les usines plus anciennes, le changement du processus de production menaçait à leur tour les ouvriers qualifiés. Par exemple, à l'usine IKA-Perdriel de Córdoba (Division Matricage) le processus de travail a été transformé par l'introduction du travail en ligne continue (non plus par atelier spécialisé) à l'aide de nouvelles machines. Ceci entraîna une perte de capacités techniques des ouvriers et des reclassements donc un ferment de mécontentement qui permettra d'unifier dans les luttes, les ouvriers qualifiés et les OS.

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, les ouvriers s'affrontent aux patrons et au syndicat CGT. Malgré la répression policière du général Onganía, les grèves se succèdent jusqu'en 1968. On voit descendre dans l'arène tour à tour les dockers (décembre 1966), les ouvriers des sucreries de Tucumán (janvier 1967), ceux des raffineries de pétrole (septembre octobre 1968), les étudiants et, plus généralement, les prolétaires de Tucumán et de Rosario.

LE RETOUR DES LUTTES OUVRIERES (1968-71)

AGITATIONS SYNDICALES

Le contexte explosif de l'Argentine des années 1968-1975 fait de grèves et d'insurrections, les rivalités syndicales, le poids prépondérant du Péronisme politique et syndical, tout cela ne peut se comprendre qu'en partant du cœur des contradictions du mode de production lui-même, l'atelier de la grande industrie, où l'ouvrier collectif s'affronte aux machines. C'est de là que jaillit la révolte contre les conditions de travail et les cadences, l'autoritarisme des chefs et la discipline de fabrique, les syndicats racket, le combat pour un syndicalisme décent et la mise en avant des délégués de base. Et lorsque le mouvement sort de l'usine, l'affrontement permanent avec les forces de répression et l'Etat pose *de facto* la question du pouvoir politique, même si celle-ci se fait sous des flots de Péronisme de toutes tendances.

Le projet d'Onganía par rapport au monde du travail était, pour casser la combativité ouvrière montante, de refaire ce que Perón avait fait en 1943/45, séparer le bon grain de l'ivraie, c'est à dire essayer de disloquer la CGT. Dès août 1966, Onganía interdit virtuellement le droit de grève puis les commissions paritaires, puis les négociations contractuelles, sapant ainsi l'existence même des syndicats. En août 1966, 12 usines (sur 37) de transformation de la canne à sucre de la région de Tucumán sont fermées entraînant le licenciement de 10 000 ouvriers. En octobre 1966, c'est au tour du port de Buenos Aires d'être restructuré entraînant la baisse des salaires des dockers. La grève est un échec, les ouvriers arrêtés ou licenciés et le syndicat (SUPE, « *Sindicato Unificado de Portuarios y Estibadores* ») est « normalisé ».

Par ailleurs, sous la houlette du ministre de l'Economie, Adalbert Krieger Vasena, en mars 1967, le peso fut dévalué de 40 % et les salaires (augmentés de 15 %) gelés pendant 20 mois, l'âge de la retraite est repoussé de 55 à 60 ans, les indemnités de licenciements diminuées ; enfin la restructuration des entreprises publiques allait commencer. Le chômage augmente et atteint le nombre de 600 000, à fin 1966, dont 60 000 à Córdoba.

Ceci est encore accru par le rachat de nombreuses entreprises argentines par des entreprises « étrangères » (ou le rachat de la part « argentine » du capital, par les partenaires « étrangers ») qui restructurent pour mieux se redévelopper. Comme le montre le tableau ci-après, c'est le secteur de l'automobile qui est le plus touché. Ce qui permet au nationalisme argentin péroniste ou d'extrême gauche de dénoncer l'inféodation du gouvernement (qui est coupable d'abandon des entreprises argentines) au grand capital international alors qu'elle n'est que l'expression de la concurrence entre capitalistes et le symptôme de la faiblesse organique des entreprises argentines à accroître leur capital constant pour résister à cette concurrence.

Entreprises vendues	Secteur d'activités	Entreprises achetantes	Pays
Banco Argentino del Atlántico	Banque	City Bank of N.Y.	USA
Banco de Bahía Blanca	Banque	City Bank of N.Y.	USA
Banco Popular Argentino	Banque	Banco Central Madrid	Espagne
Banco Francés y Río de la Plata	Banque	Morgan Trust	USA
Banco Com. Ind. Córdoba	Banque	Banco de Santander	Espagne
Banco Mercantil Rosario	Banque	Banco de Santander	Espagne
Banco Continental	Banque	Banco de Urquijo	Espagne
Banco del Centro Mercedes	Banque	Banque Arménienne	Espagne
Banco Hogar Argentino	Banque	Banco de Santander	Espagne
Massalin y Celasco	Cigarettes	Philip Morris Int	USA
Imparciales Cigarrillos	Cigarettes	Reemtsma Fabriken	RFA
Particulares	Cigarettes	Reemtsma Fabriken	RFA
Piccardo	Cigarettes	Ligget & Myers	USA
Thompson Ranco	Composants	Thompson Products	USA

	automobiles		
Indeco S.A	Composants automobiles	Federal Mogul	USA
Suavegom	Composants automobiles	Dow Chemical	USA
Transax S.A	Composants automobiles	Ford Motor	USA
Acinfer S.A.	Composants automobiles	Ford Motor	USA
Argelite S.A.	Composants automobiles	Holley	USA
Beciu S.A	Composants automobiles	Eaton S.A	USA
Armetal S.A.	Composants automobiles	Budd	USA
Resortes Argentina S.A	Composants automobiles	Associated Spring	USA
Resortes Sachs S.A.	Composants automobiles	Isringhausen GBM	RFA
Agrometal Ingersol	Composants automobiles	Borg Warner	USA
Byron Jackson S.A	Composants automobiles	Borg Warner	USA
Bendix S.A	Composants automobiles	Bandix	USA
Proyectores Argentinos	Composants automobiles	Cibié	France
Salvo	Chauffage	Philips	Pays Bas
Gigler	Chauffage	Philips	Pays Bas
IKA	Automobiles	Renault	France
Química-Hoechst	Chimie	Hoechst	RFA
Duranor Química	Chimie	Dow Chemical	USA
Lepetit Química	Chimie	Dow Chemical	USA
Talleres Coghlan	Machines-outils	Sulzer	Suisse
Papelera Hurlingham	Papier	Kimberley Clark	USA
Fuerte Sancti Spiritu	Produit vétérinaire	Philips	Pays Bas
PHolanda Argafer	Céramiques	Philips	Pays Bas
Hudson Ciovini	Distribution	Seaterm	USA

Entreprises de plus de 100 salariés ayant changé de propriétaires entre 1966 et 1968.
Sources :Primera Plana, N° 297, 3 de septembre de 1968

Les premières réactions des bureaucrates de la CGT, Vandor (UOM - syndicat de la métallurgie, le plus important), Taccone (Electricité), Alonso (Confection), Coria (Bâtiment), Cavalli (Pétrole) à l'instigation de Perón, furent l'attentisme et de laisser un « état de grâce » au nouveau gouvernement. D'ailleurs tous ces dirigeants syndicaux, Vandor en tête, étaient présents, à la Casa Rosada, le jour de l'investiture d'Onganía. Pourtant, le gouvernement montra rapidement qu'il ne laisserait pas les luttes ouvrières se développer sans réagir : le 14 décembre 1966, les grèves des cheminots, des dockers et des ouvriers des sucreries, c'est à dire de tous les secteurs menacés de restructuration par Onganía, furent durement réprimées ; ainsi que la grève générale du 1^{er} mars 1967, appelée par la CGT. En réponse à celle-ci, Onganía suspendit la représentativité des syndicats UF (« *Union Ferroviaria* ») et UOM.

La dévaluation du peso, le gel des salaires, l'augmentation des impôts était l'autre volet de la politique sociale d'Onganía. La CGT se trouva divisée en trois fractions : les participationnistes (autour de Coria qui veulent continuer à collaborer et ne veulent plus de la tutelle de Péron), les vandoristes (qui veulent prendre leur distance tant avec Onganía qu'avec Perón) et ceux qui allaient créer la CGTA (« *Confederación General del Trabajo de los Argentinos* »), lors du congrès de mars 1968, par scission de la CGT.

La CGTA proclama : « *mieux vaut l'honneur sans les syndicats, qu'un syndicat sans honneur* ». Elle essaya de regrouper sur le plan national, les syndicats qui s'opposaient à la mainmise, sur la CGT, de l'UOM dirigé par Augusto Vandor. Créée par des militants de base, des militants de l'appareil intermédiaire péroniste de gauche, elle est le croisement entre la volonté d'une partie des syndicats de récupérer le mouvement et l'expression déformée des mouvements de délégués de base. Pour donner une idée du rapport de force, aux élections internes à la CGT, en juin 1968, à Buenos Aires (ville et province), il y eut 650 000 votants pour Ongaro et 785 000 pour Vandor.

En fait, la réalité est plus complexe. La CGTA réussit à intégrer des militants de plusieurs tendances : péronistes de gauche, catholiques de gauche, les staliniens et divers courants d'extrême gauche. Son dirigeant fut Raimundo Ongaro, du syndicat des imprimeurs, la FATI (« *Federación Argentina de Trabajadores de Imprenta* ».) Ses places fortes étaient les chantiers navals (dirigeant Ricardo De Luca), les télécommunications (dirigeant Julio Guillán), les chemins de fer (dirigeants Antonio Scipione (« *Unión Ferroviaria* ») et Enrique Coronel (« *La Fraternidad* » - syndicat des roulants)), les fonctionnaires (dirigeant Pedro Avellaneda), les ouvriers de l'industrie sucrière (la FOTIA, « *Federación Obrera Tucumana de la Industria Azucarera* », dirigeant Benito Romano), les ouvriers du Gaz (dirigeant Salvador Manganaro), les marins de la marine marchande (dirigeant Alfredo Lettis) et les employés des pharmacies (l'ADEF « *Asociación De Empleados de Farmacia* » dirigeant Jorge di Pasquale), ainsi que les unions locales de Tucumán, Salta et Córdoba. Tous des dirigeants bureaucrates péronistes, à l'exception de Tosco dirigeant régional de Córdoba du syndicat « *Luz y Fuerza* » de l'EPEC, « indépendant ».

Les participationnistes (ceux qui voulaient continuer de discuter avec le gouvernement) et les vandoristes se regroupèrent dans la « CGT de Azopardo » (du nom de la rue de son siège). Au début, Perón soutint la CGTA¹²¹, puis la trouvant trop remuante, se rabibocha avec Vandor en octobre 1968. Ce qui fit que certains syndicats quittèrent la CGTA pour retourner à la CGT, preuve qu'une grande partie de ces syndicalistes « plein d'honneur » ne se trouvèrent dans la CGTA que de façon circonstancielle (uniquement parce que l'Etat les attaquait conjoncturellement) et qu'en aucun cas, ils ne voulaient suivre la base dans une éventuelle rupture avec le Péronisme.

A partir de la mi-mai 1968, les grèves se firent encore plus nombreuses : grève de deux mois des ouvriers de l'YPF (« *Yacimientos Petrolíferos del Estado* », industrie nationalisée du pétrole) qui se termina par un échec début décembre 1968, grève chez Goodyear ; puis dès le 14 février 1969, grève de quatre mois des 3 000 ouvriers de l'imprimerie « *Fábrica Financiera* », à Buenos Aires, enfin grève de 15 jours chez Citroën (mars 1969) contre les licenciements de 12 délégués de la Commission Interne.

A Córdoba, la situation des ouvriers était la suivante : les salaires avaient baissé de 8 %, le chômage était monté à 10 % tandis que la productivité des grandes entreprises avait augmenté de 60 % sur l'année 1968. L'inflation et l'augmentation du prix des transports touchaient aussi la petite bourgeoisie. Le patronat local tentait encore, en décembre 1968, une action pour faire baisser les salaires de 10 % en supprimant un accord régional (concernant le Centre et le Nord de l'Argentine) qui autorisait deux zones de salaires.

LE CORDOBAZO [*9]

LES PREMISES

Précédé par une longue série de luttes multiformes, débute, le 29 mai 1969, le Córdobaazo. Dès juin 1968, les ouvriers de plusieurs usines de (Fiat-GMD, Ford-Transax, Ilsa, etc.) avaient cessé le travail pour rejoindre dans la rue les étudiants et, avec eux, s'opposer aux forces de l'ordre dans le quartier de Clinicas. En août, lors d'une grève syndicale, les travailleurs des mêmes usines se battirent à nouveau avec la police. En octobre 1968, mille ouvriers de plusieurs usines suivirent le mot d'ordre de grève de la coordination « *Vanguardia Obrera Mecánica* », en soutien aux grévistes de l'YPF. Au printemps 1969, on assista à la multiplication de conflits de travail au sein des entreprises de la région. Le 5 mai, les chauffeurs d'autobus se mobilisèrent pour l'ancienneté et les primes. Les bus conduits par les jaunes furent la cible d'attaques répétées.

Mais ce qui mit le feu aux poudres, fut le décret gouvernemental qui abrogeait, le 12 mai, la « *semaine anglaise* » permettant aux ouvriers de travailler 44 heures payées 48¹²². L'exaspération générale suscitée par cette mesure favorisa l'unification des ouvriers des grandes, des petites usines et des ateliers de

¹²¹ Lettre du 5 avril 1968 à Ongaro.

¹²² Cette 'faveur' ne concernait que les provinces de Córdoba, Tucumán, Santiago del Estero et Mendoza.

sous-traitance. Cela faisait suite à l'augmentation des prix de l'essence, du gaz, du lait et des transports, décrétée, le 9 mai, par le gouvernement.

Le 13 mai une première rencontre a lieu entre plusieurs syndicats du MUCS et de la CGTA pour décider d'actions d'ensemble à mener. Le 14 mai, le SMATA convoqua une assemblée générale au stade de boxe « Córdoba Sport Club », avenue Olmos, afin de débattre des moyens de s'opposer au décret gouvernemental. Environ 4 000 ouvriers de l'automobile y participèrent. Vers 15h30, avant la fin du meeting, la police s'invita et tenta de disperser les participants. Sans attendre que le syndicaliste Elpidio Torres proclame la traditionnelle grève de 48 heures, prévue pour les 15 et 16 mai, et appelle au calme, les ouvriers sortirent du stade pour s'affronter avec la police, au coin des rues Lima et Alvear. Police qui fut prise en sandwich par une manifestation ouvrière de 2 000 personnes venant de l'usine Renault-IKA. Les manifestants se répandent alors vers le centre ville par les rues Catamarca, Maipú, 25 de Mayo et San Martín. Après plusieurs heures de combat, avec construction de barricades, incendies, la police dut reculer. Une forte agitation s'en suivit dans plusieurs usines, dont celle de Renault-IKA. La colère montait contre le gouvernement, la police, le syndicat, les grèves rituelles et inutiles : il fallait agir.

Le 15 mai, à l'appel de l'UTA, les conducteurs d'Autobus cessèrent à nouveau le travail pour protester contre une restructuration entraînant la remise en cause des retraites et des assurances sociales. L'ensemble des usines de l'automobile se joignit au mouvement à l'appel de l'UOM et, le lendemain, à l'appel de la CGT.

Pendant ce temps, à Corrientes (nord-ouest de l'Argentine), les étudiants désertèrent les cours en raison de l'augmentation des prix de la cantine de 537%. Un millier d'entre eux participèrent à un défilé, attaqué par la police montée qui tua un manifestant, Juan José Cabral, et en blessa gravement 28 autres. Le lendemain la CGT décréta une grève de 24 heures, à Corrientes, qui sera totale et plus de 12 000 personnes, étudiants et ouvriers, participèrent à une manifestation.

Le 18 mai, à Rosario, se produisit une émeute de cinq heures dans le centre ville (le premier Rosariazo), en conséquence de l'exécution d'un étudiant, Adolfo Bello, par la police, lors d'une manifestation précédente, le 16 mai en protestation de l'assassinat de Cabral à Corrientes. Ceci se passait sur fond de luttes ouvrières, comme celle de l'usine de wagons CID.

Le 19 mai, le gouverneur de Córdoba ferma l'Université. Le 21 mai, à Rosario, lors de l'enterrement de l'étudiant assassiné par les forces de répression, 40 000 personnes descendirent dans la rue. Une fois de plus, des incidents avec la police s'en suivirent qui tournèrent à l'avantage des manifestants. Le 23, à Córdoba, 30 000 étudiants se battirent avec la police dans le quartier de Clínicas le jour de l'enterrement des victimes de Rosario. Le 27, à Tucumán, on joua la même partition. Le 28 mai, le gouvernement déclara les grévistes et les manifestants passibles du conseil de guerre.

Le 21 mai, à l'appel du SMATA, les délégués de l'automobile votèrent une grève active¹²³ de 48 heures pour le 29 mai. Ongaro, délégué par la CGTA pour coordonner le mouvement, fut arrêté dès son arrivée à Córdoba, le 27 mai. Le lendemain, l'ensemble des syndicats - y compris les syndicats étudiants - se rallièrent au mot d'ordre de grève. La pression des délégués de base, eux-mêmes produits des assemblées et réunions se tenant dans les usines, se faisait sentir. Les syndicats SMATA, « Luz y Fuerza », UOM et UTA se partagèrent la tâche de l'organisation des cortèges.

LES 29 ET 30 MAI

Le 29 mai à 11 heures du matin, les premières colonnes ouvrières - équipées de boulons et de cocktails Molotov - s'ébrouent de l'usine Renault IKA de Santa Isabel par la route 36, puis l'avenue Vélez Sarsfield, au moment même où, à Buenos Aires, Onganía inaugure les cérémonies du « jour de l'Armée ». Torrès, lui-même, est venu tenir un meeting le matin au changement d'équipe, mais la situation était tellement mûre que les ouvriers abandonnent en un clin d'œil le travail. Ils sont 4 000 ; en tête les ouvriers du département « Moteurs » précédés par plusieurs dizaines de motards assurant la liaison avec les autres colonnes ouvrières et informant les manifestants du dispositif policier. Les manifestants arrivent non loin du centre-ville, en évitant les barrages policiers, tout en ripostant aux tirs de grenades lacrymogènes. En dépit de la dureté de la réaction policière qui tue un premier ouvrier, Máximo Menas, au coin du boulevard San Juan et de la rue A.Mas, vers midi 30, les manifestants parviennent à dresser des barricades et à refouler les ennemis. La traditionnelle manifestation syndicale cède ainsi la place à l'émeute ouvrière. Les commissariats de quartier sont attaqués et les policiers expulsés ; les bureaux de Xerox (symbole américain) sont incendiés ; le Cercle des sous-officiers de l'armée et le bureau des Douanes sont occupés.

¹²³ Par opposition aux grèves passives où l'on reste chez soi, prônées par les vandoristes.

Au même instant, d'autres colonnes ouvrières¹²⁴ épaulées par les étudiants en grève font face, dans d'autres quartiers, à la police à cheval¹²⁵. Au passage des défilés, les travailleurs des petites usines et ateliers arrêtent le travail et se joignent à eux. A partir de 13 heures, les combats redoublent. Vers 18 heures, les manifestants occupent tout le centre ville. La grande avenue Colón brûle. Tous les bâtiments publics tombent aux mains des travailleurs. Dans les quartiers, des assemblées s'organisent. Certains proclament, un peu vite, la première zone libérée d'Argentine. Mais partout, la population entière se retrouve dans la joie d'avoir vaincu, pour un temps, l'ennemi. On estime qu'au plus fort de l'affrontement, il y avait 50 000 manifestants dans le centre ville.



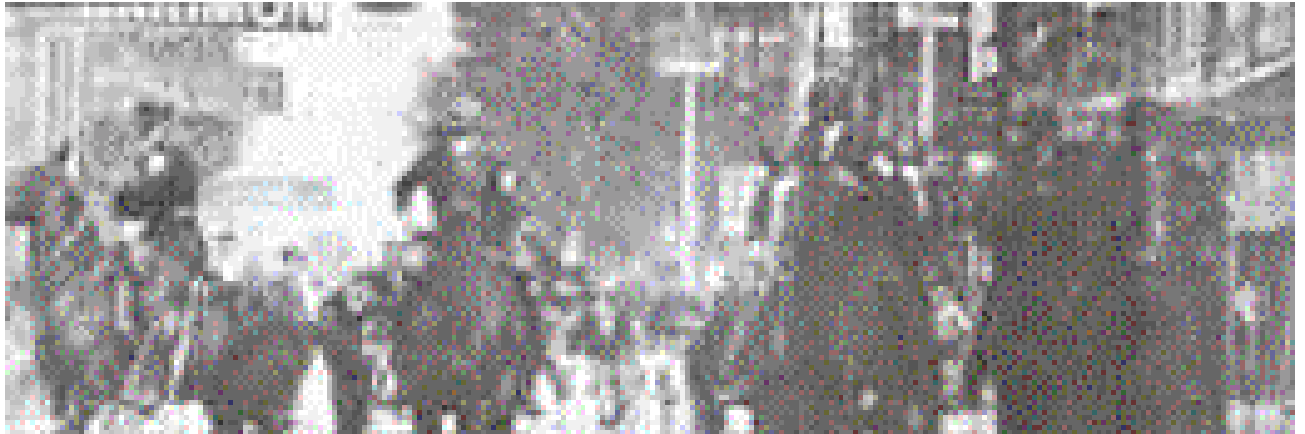
29 mai 1969, le Córdoba : la police va charger les manifestants

¹²⁴ Dont celle partie de Ferreyra, par la route 9 puis l'avenue Sabattini, de Fiat Grand Motores Diesel, Perkins ou celle venue du nord (depuis la zone de l'aéroport de Pajas Blancas) des usines Perdriel, Transax et Ilsa par la route 9. Malgré le fait que les syndicats jaunes SITRAC et SITRAM n'aient pas appelé à la grève dans les usines Fiat Concord et Fiat Materfer, de nombreux jeunes ouvriers ont décidé d'être présents à titre individuel.

¹²⁵ La manifestation de l'IAME ne part qu'au changement d'équipes, à 14 heures. Celle de « Luz y Fuerza » et de l'UTA, renforcée par de nombreux étudiants, s'unit au cortège de Renault-IKA.



29 mai 1969, le Córdobaazo : les manifestants réagissent.



29 mai 1969, le Córdobaazo : les manifestants repoussent la police.





Quelques scènes du 29 mai.



30 mai 1969, le Córdoba : l'armée ratisse les derniers îlots de résistance

Dès 15h 30, des avions survolent la ville. Le gouverneur, Carlos Caballero, décrète l'état de siège. A l'annonce de l'arrivée de colonnes de chars et de 3 000 hommes des troupes d'élite, vers 17 heures, une partie des manifestants investit le quartier de l'Université, tandis que des électriciens de la centrale de Villa Revól coupent le courant, plongeant la ville dans le noir, désorientant l'armée et permettant aux insurgés de garder l'initiative et d'échapper aux rafales de mitraillettes qui pleuvent. Dans cette deuxième phase d'affrontements, les habitants des quartiers bombardent les forces de l'ordre de projectiles, donnent leurs meubles pour construire des barricades y compris dans les quartiers des classes moyennes¹²⁶.

Mais en vue de quoi ? Les syndicats, toutes tendances confondues, ne savaient que faire de la victoire remportée par les ouvriers qui dépassait largement ce qu'ils avaient envisagé¹²⁷. Empêtrés dans leurs discussions, les dirigeants syndicaux (Tosco, Torres, Alberti, Di Tofino¹²⁸, Canelles, etc.) furent cueillis par l'armée au petit matin et condamnés séance tenante à des peines de quatre à huit ans d'emprisonnement (Canelles, 10 ans, Tosco, 8 ans, Elpidio Torres, 7ans).

Toute la nuit, le quartier de l'université résiste. Au petit matin, l'infanterie prête à donner l'assaut est arrêtée par les manifestants. Ce 30 mai, la grève générale décrétée par la CGT et la CGTA est quasi totale dans le pays. La répression militaire est relancée le 31 mai ; le bilan total est lourd : entre 20 et 30

¹²⁶ La participation des classes moyennes aux affrontements, leur sympathie pour les insurgés, s'explique par leur frustration envers un régime militaire leur refusant toute expression politique publique mais aussi par la réaction contre la hausse des impôts fonciers promulguée par le gouverneur, Carlos Caballero, en février 1969.

¹²⁷ Il n'y a pas de place ici pour détailler les discussions et tractations nocturnes entre syndicats. Voir J.P.Brennan « Labor wars in Córdoba. 1955-1976 » pp 157 et suivantes.

¹²⁸ Militant syndical de « Luz y Fuerza », enlevé le 30/11/1976.

morts et 200 blessés graves par balles. Les locaux syndicaux du SMATA, de la CGTA et de « *Luz y Fuerza* » sont dévastés par l'armée et des centaines de militants arrêtés. La zone de Santa Isabel est quadrillée. Ce même 31 mai, Maximo Menas est enterré, accompagné d'un cortège silencieux de plusieurs milliers de personnes. Le 2 juin, le SMATA appelle à la grève pour exiger l'arrêt de la répression et la libération des emprisonnés. La ville, dont les magasins sont restés fermés, sort à peine du silence de la répression.

Ongaro est relâché et la CGTA propose à la CGT un nouveau mot d'ordre de grève pour les 16 et 17 juin. Aussitôt, le gouvernement décrète le 16 juin jour férié. Cela n'empêche pas la tenue de nombreuses manifestations dans les quartiers ouvriers. La grève réussit à Córdoba. Une nouvelle grève est décidée pour le 1^{er} juillet mais la CGT n'y adhère pas. Le 30 juin, Vandor est assassiné au siège de l'UOM à Avellaneda. Le gouvernement impose l'état de siège qui durera jusqu'en mars 1973.

LES CONSEQUENCES

Le Córdoba a existé grâce à la jonction des deux fractions de la classe ouvrière argentine de l'époque. L'une jeune, très présente dans les grandes usines automobiles, réfractaire à la discipline d'entreprise et à l'encadrement syndical. L'autre, plus traditionnelle, plus qualifiée, plus syndiquée, qui avait été le moteur des luttes des années précédentes : les salariés des transports en commun et ceux de l'électricité. Cette fraction ouvrière bénéficiait de l'existence préalable d'un syndicat au fonctionnement démocratique, anti-bureaucratique, combatif et indépendant des fractions péronistes¹²⁹. Lui-même issu des combats précédents, il organisait toutes les catégories d'ouvriers, des moins aux plus qualifiés. Un instant proche des staliniens, puis se rapprochant en prison des positions des gauchistes, son dirigeant Tosco a représenté aussi un facteur favorable aux luttes de l'année 1969.

L'irruption politique des jeunes ouvriers combattifs organisés dans des organismes autonomes comme « *Vanguardia Obrera Mecánica* », « *Vanguardia Metalúrgica* » ou d'autres¹³⁰ constitue l'un des éléments les plus intéressants de la période. Nés de la rencontre avec les groupes d'extrême gauche d'origine étudiante, dépassant les catégories et remettant en cause aussi bien le suivisme vis-à-vis de l'appareil syndical que l'organisation du travail, ces derniers représentent, à ce moment, la pointe la plus avancée du combat politique pour l'autonomie de la classe ouvrière en Argentine. Si le Córdoba fut la conséquence de deux années de lutte des travailleurs - principalement de ceux chez Renault-IKA -, il allait permettre l'éclosion d'énergies bien plus amples, notamment chez Fiat. Dans ce sens, il ne constitue que le premier épisode d'une guerre qui s'annonçait longue.

Un autre fait majeur qui éclaire le Córdoba, c'est l'absence de revendication en faveur du Péronisme ou de Perón, tant dans les slogans que dans les banderoles. Et cela se prolongera encore

¹²⁹ En effet, le syndicat « *Luz y Fuerza* » de l'EPEC dont les effectifs culminaient à 3 000 adhérents n'avait qu'un seul niveau hiérarchique (1 délégué pour 20 ouvriers), n'avait pas de poste de permanent payé et ses dirigeants, Tosco le premier, devait continuer de travailler régulièrement. En fait, la situation de « *Luz y Fuerza* » ne s'explique pas, loin de là, que par la personnalité de Tosco mais plus par la composition de classe à l'EPEC et par la place de l'entreprise dans les rapports de production. En effet, les salariés de l'EPEC se répartissaient comme suit : 15 % de très qualifiés (ingénieurs, techniciens), 70 % de qualifiés (ouvriers d'installation et de maintenance) et 15 % de pas qualifiés (manœuvres) et « *Luz y Fuerza* » avait, depuis 1950, décidé de syndiquer tout le personnel à l'exception de la Direction. Les ingénieurs et techniciens étaient d'ailleurs parmi les éléments les plus combattifs. L'EPEC étant un service public ne subissait pas les aléas du marché, ce qui faisait que les salariés ne subissaient aucune perte d'emploi. Le travail était régulier (et la pression de la Direction était faible comparée aux autres usines de Córdoba) et souvent dans les ateliers, les ouvriers organisaient eux-mêmes la production. De fait (à partir du moment où la Direction de l'EPEC avait obtenu de la province de Córdoba les fonds nécessaires aux paiements des salaires et de leur augmentation), les conflits se limitaient aux demandes, à la Direction, de matériel et d'équipement que les ouvriers et techniciens jugeaient insuffisants, ou les demandes, au gouvernement provincial, d'investissements pour la modernisation du réseau. En effet, les industriels de Córdoba se plaignaient souvent de l'irrégularité de la fourniture d'électricité, et surtout de l'absence de coordination nationale dans la répartition de l'électricité produite. Ces revendications menaient donc « *Luz y Fuerza* » à se conduire naturellement comme un meilleur gestionnaire de l'EPEC que sa Direction. Mais il faut concéder que Tosco s'est toujours opposé à toute tentative d'autogestion arguant que celle-ci ne pouvait exister qu'en cas d'un pouvoir politique favorable aux ouvriers. Les ouvriers de l'EPEC avaient donc le temps de s'intéresser au monde à l'extérieur de leur entreprise et à faire de la politique. Ainsi entre 1966 et 1975, les 2/3 des grèves à l'EPEC le fut pour des motifs « politiques ». Enfin, « *Luz y Fuerza* » avait obtenu de l'EPEC de pouvoir gérer directement les fonds syndicaux de protection sociale, versés par la Direction. Ce qui rendait la fédération de Córdoba peu sensible aux pressions de la direction nationale du syndicat, la FATLyF. Au pire, en cas de conflits, les syndiqués de Córdoba perdraient l'accès aux centres de vacances nationaux. Enfin, « *Luz y Fuerza* » organisait à Córdoba des activités de loisir allant de la crèche pour enfants, aux bibliothèques et aux clubs de sport. Ce qui fait que ses ouvriers membres se sentaient de « *Luz y Fuerza* » tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'entreprise. Une conséquence rare en Argentine à l'époque : aux élections professionnelles, la participation atteignait entre 70 et 75 % des inscrits. A ces mêmes élections, la liste de Tosco recueillait 6 fois plus de voix que celle des péronistes orthodoxes menés par Sixto Ceballos, sauf en 1972, lorsque Tosco était alors emprisonné à Trelew, et où le ratio s'établit à 2 contre 1 en faveur des indépendants.

¹³⁰ Que ces organismes de base aient été constitués autour de groupes trotskystes comme Política Obrera, à l'époque proche des lambertistes, ou des maoïstes de VC ou du PCR, tentant de diriger le mouvement ouvrier vers leurs schémas préétablis (gouvernement ouvrier, etc.) ne change rien à la question. Les jeunes ouvriers de Córdoba en révolte contre les syndicats et la dictature militaire cherchaient à sortir du cadre traditionnel au moyen des soutiens étudiants immédiatement disponibles. Il n'est pas dit que certains travailleurs révoltés n'aient pas dépassé le cadre proposé par les trotskystes. De même, il n'est guère assuré que certains trotskystes (ceux de PO par exemple) n'aient pas modifié leur politique traditionnelle. Si les trotskystes n'étaient pas contre le syndicat en soi, ils s'opposaient tout de même à la bureaucratie de la CGT et se battaient abstraitement pour la démocratie à la base.

l'année suivante dans l'agitation ouvrière classiste des usines Fiat. On mesure alors le recul qu'a constitué le déversement du Péronisme tous azimuts (et aussi de l'extrême gauche trotskyste, guévariste ou maoïste) comme frein à la conscience de classe. Mais les classes dirigeantes ont bien perçu aussi le danger que représentait cette éruption ouvrière qu'il fallait sinon réprimée du moins, dans un premier temps, canalisée à l'aide du Péronisme.

Un autre point à noter est le caractère multi-classiste du Córdoba : si les ouvriers et les étudiants ont été les moteurs de la journée, de nombreux membres des autres classes de la société, dont les classes moyennes, ont participé ensuite activement au combat contre les forces de répression.

Le Córdoba a eu évidemment un impact immense en Argentine de l'époque, il a été magnifié, et a servi de référence pour le mouvement ouvrier comme le mouvement étudiant. Il a surtout symboliquement marqué les consciences et été considéré, en tant que mai 1968 argentin, comme début d'une nouvelle époque. Surtout, il a sonné le glas, après trois années d'exercice du pouvoir, de la dictature d'Onganía. L'armée croira s'en sortir un an après en remplaçant Onganía par Levingston.

Pourtant, malgré sa force symbolique, le Córdoba indique de fortes limites du mouvement. Né des luttes ouvrières continues dans les usines qui voulaient déboucher sur quelque chose de plus, l'affirmation collective sur le terrain public ; luttes souvent contre le syndicat, y compris le SMATA, paradoxalement, il sera organisé par les syndicats.

Militairement, le mouvement ayant vaincu la police se trouvera dans l'impossibilité de vaincre l'armée, ce qui est normal vu l'absence de prise en compte de la question militaire, effectivement prématurée à l'époque. Comme on l'a noté, tous les manifestants semblaient eux-mêmes dépassés par leur propre succès.

LE ROSARIAZO [*10]

En mai 1969, la deuxième ville d'Argentine est traversée par l'agitation étudiante, ce fût le premier « Rosariazo ». En septembre 1969, c'est au tour des ouvriers - les cheminots avant tout - de lancer la semaine d'agitation qu'on appelle Rosariazo. Depuis quelques temps, les cheminots étaient dans le collimateur de leur direction et des généraux. Diverses modifications de contrats, de règlements, des milliers d'amendes pour les motifs les plus divers les frappaient, tandis que le syndicat, la « *Unión Ferroviaria* »¹³¹, tombait sous le coup de la loi 17.401 « *de répression des activités communistes* ». L'application de cette loi permit l'arrestation de plusieurs de ses dirigeants et militants.

Pour protester contre la suspension d'un militant, les syndicats appellent à une grève « *des bras croisés* » le 8 septembre. L'abstention du travail est un succès : y adhèrent les 1 500 ouvriers de maintenance de Rosario, les 2 500 du dépôt de Pérez (proche banlieue ouest), les employés des gares de la banlieue jusqu'aux administratifs. Le soir, les assemblées décident la prolongation de la grève pour 72 heures et l'extension à toute la région. La direction régionale réagit par des suspensions. Les cheminots de Rosario décident alors une grève illimitée à partir du 12 septembre et son élargissement à tout le pays. La Direction centrale fait appel au gouvernement qui applique la « *Loi de défense civile* » permettant de réquisitionner les cheminots et de les placer sous l'autorité militaire.

La CGT réunifiée de Rosario proclame une grève de 36 heures pour le 16 septembre. Dès dix heures du matin, plusieurs colonnes ouvrières s'ébranlent. Quelques 7 000 cheminots partent du siège du syndicat vers les moulins Minetti où ils rencontrent les travailleurs du textile et du bâtiment. Ensemble, ils se rendent au centre ville. De l'ouest, arrivent les électriciens de Luz y Fuerza et d'autres sociétés. Du sud, les ouvriers des entreprises métallurgiques et ceux du grand entrepôt frigorifique Swift. A 14 heures, 50 000 travailleurs rejoints dans la rue par les étudiants des différentes facultés, se rassemblent devant le siège de la CGT, rue de Córdoba, au centre ville.

La police attaque à plusieurs endroits le cortège. Les manifestants, forts de l'expérience de mai, érigent rapidement des barricades et contre-attaquent. Comme à Córdoba, les habitants sont de leur côté. Des taxis collectifs et trolleybus en circulation sont incendiés. Les bâtiments administratifs et les commissariats sont encerclés. Une partie des manifestants revient dans les quartiers populaires pour y dresser d'autres barricades avec l'aide des habitants. Les quartiers nord-ouest d'Empalme Graneros et Arroyitos sont aux mains des insurgés. On a parlé d'une émeute de 200 000 participants (sur 700 000 habitants).

Des bâtiments ferroviaires sont complètement détruits. Parmi eux, la gare de Rosario Oeste, la station d'Empalme Graneros, la halte de Barrio Arroyito, des cabines de gardes-barrière, des signaux, etc.

¹³¹ Ce syndicat organisait toutes les catégories de cheminots sauf les roulants, réunis, eux, dans le syndicat « *La Fraternidad* ».

La police débordée, le gouvernement fait appel, dans la soirée, à l'armée. Les affrontements durent toute la nuit du 16, jusqu'au petit matin du 17. L'armée, commandée par Leopoldo Galtieri, tire à balles réelles avec des tanks et des mitrailleuses. Des tribunaux militaires sont mis sur pieds à la hâte. Les insurgés prisonniers y sont jugés sans délai. Le bilan est lourd : deux ouvriers tués, 25 blessés graves, des centaines d'arrestations.

Tous les témoins ont décrit l'allégresse des manifestants, leur sentiment de puissance d'occuper la rue, de braver l'ordre militaire, de la rage joyeuse d'affronter la police, de bâtir des barricades. Nous pouvons cependant nous interroger sur le bilan de ces deux jours de grève et d'émeutes. A court terme, rien ne change sauf l'arrêt des réquisitions. A moyen terme, les syndicats sont parvenus à faire déverser le trop plein d'énergie ouvrière dans un combat victorieux avec la police, mais défait par l'armée. Enfin, à long terme, les généraux, au pouvoir depuis trois ans, commencent à préparer le remplacement d'Onganía par la mise en place d'une union nationale sans Perón (« *grand accord national* » de Lanusse du 10 avril 1972). Puis on reviendra à l'hypothèse du retour de Perón.

FACE AU CLASSISME, LA REACTION SYNDICALE

LES SYNDICATS CLASSISTES

Si les travailleurs d'IKA-Renault avaient été le fer de lance de l'agitation, de 1967 jusqu'au Córdoba, ce sont les ouvriers de Fiat qui prennent le relais dès décembre 1969. On se souvient qu'à l'exception de l'usine GMD (Grands Moteurs Diesel), les ouvriers des deux autres usines Fiat de Ferreyra, Concord (automobiles) et Materfer (matériel ferroviaire) n'avaient participé au Córdoba qu'à titre individuel. Dans ces deux usines, outre des conditions de travail très pénibles, régnaient le paternalisme de la direction et le collaborationnisme des syndicats jaunes SITRAC et SITRAM. Le contrat signé par ceux-ci en décembre 1969 n'apportait qu'une savonnette et un rouleau de papier toilette supplémentaires par ouvrier et par mois. L'hostilité au syndicat quittait alors le terrain de la rancœur individuelle pour s'exprimer collectivement.

Lors des élections syndicales de janvier 1970, plusieurs ouvriers d'atelier et de chaîne sont élus délégués contre le syndicat, comme Santos Torres, Rafael Clavero ou Carlos Masera. La direction vient à l'aide du syndicat en les déplaçant. La tension monte. Le 23 mars, le leader du SITRAC, Jorge Lozano, est conspué et expulsé d'une assemblée ouvrière. Un flot de parole et d'action ouvrière va emporter l'usine. Jusqu'au 13 mai, dans toute l'usine, des nouvelles assemblées ouvrières élisent leurs délégués. Le gouvernement refuse de les reconnaître¹³². Lozano demande en catastrophe et obtient l'adhésion du SITRAC et du SITRAM à la CGT¹³³.

Face à la politique gouvernementale et patronale de la porte fermée, les travailleurs démarrent une grève totale assortie d'occupation de l'usine et de la séquestration des cadres pendant trois jours. Les rares photos de l'époque montrent la joie des ouvriers occupant l'usine, fiers d'avoir su conquérir leur dignité face au patron et au syndicat. Gouvernement et direction cèdent. A l'exception de Masera¹³⁴, les nouveaux délégués étaient des jeunes sans expérience syndicale et politique. Une nouvelle génération ouvrière s'imposait. Le SITRAC passe sous le contrôle des travailleurs. Un exécutif de 21 membres et de 125 délégués est mis en place, avec comme consigne formelle de continuer à travailler à la production.

A l'usine Materfer, les mêmes causes produisent les mêmes effets : fin mai, une grève avec occupation se produit. Les dirigeants du SITRAM, comme Hugo Cassanova, en font les frais. Florencio Diaz est élu secrétaire du SITRAM par les délégués d'atelier. Le 29 mai, la grève en souvenir du Córdoba est un succès dans les usines Fiat.

L'agitation reprend à l'usine IKA-Renault de Perdriel (usine de fabrication d'outillages et de matrices, où les ouvriers qualifiés sont majoritaires). Cette fois-ci, ce sont les maoïstes du PCR qui mènent la lutte (depuis le début de 1969) contre Elpidio Torres au sein du SMATA. Le 12 mai, la grève éclate pour protester contre le déplacement dans une autre usine de quatre candidats de base, aux élections de délégués, proche de l'extrême gauche. Trente cadres, principalement français, sont retenus par les travailleurs. Renault refuse de céder et menace de licencier de 1 500 ouvriers, dans toutes ses usines de Córdoba. Torrès pousse à la négociation, sentant que la situation peut lui échapper. Renault cède aux revendications qui se sont greffées sur la lutte et fait

¹³² Lors d'une entrevue conduite par l'avocat des ouvriers, Curutchet, le ministre du travail déclarera que « c'était rien ou la porte ! ».

¹³³ Moyennant une « contribution » de 500 000 pesos.

¹³⁴ Qui avait été successivement salarié de l'IAME, puis de IKA et qui avait 37 ans.

réintégrer les quatre candidats délégués. La lutte continue cependant à Perdriel (dans toutes les usines de Córdoba, la grève, les 28 et 29 mai, en souvenir du Córdobaazo est très bien suivie). Se sentant déborder, Torrès annonce la grève avec occupation dans toutes les usines Renault, le 3 juin, qui est un succès. Même la CGT locale appelle à la grève en soutien. A Fiat Concord et Materfer, les ouvriers, le jour même se mettent en grève en solidarité avec ceux de Renault et occupent les usines. Mais le 4 juin, la police investit l'usine de Perdriel et arrête 250 ouvriers. La grève est totale et paralyse alors les autres usines Renault pendant le mois de juin. Torres est débordé et pressé de négocier avec Renault pour mettre un terme à l'agitation. Renault licencie 1 500 ouvriers, dont 600 seront réintégrés début juillet. Parmi les 900 licenciés, se trouvent évidemment



L'occupation de Fiat-Concord



La joie des ouvriers de Fiat Concord après la victoire de la grève les ouvriers combatifs et surtout ceux connus comme étant membres ou sympathisants du PCR et de l'extrême gauche. Pour un temps, l'organisation du PCR à l'usine est décapitée et Torrès, au sein du SMATA, gagne un répit.

Fiat revient au devant de la scène durant l'été 1970. Les syndicats SITRAC et SITRAM tombés aux mains des ouvriers, l'agitation contre la hiérarchie et les conditions de travail est quotidienne, rythmée par de nombreuses assemblées générales. C'est au cours de ces mois de lutte intense que le terme de syndicat classiste devient à la mode. Il résumait la volonté, produite des récents combats, de revivifier les syndicats sans s'opposer, au début, vigoureusement au Péronisme tout en combattant l'appareil syndical de la CGT.

A Córdoba, les ouvriers sans expérience qui avaient pris la tête du SITRAC et du SITRAM se politisent rapidement et deviennent l'épicentre de la révolte. Le même phénomène se vérifie à l'IAME et dans d'autres usines. Les traditionnels courants syndicaux, y compris les « *independants* » de Tosco, commencent à être débordés. A la fin de 1970, les usines Fiat de Córdoba étaient devenues ingérables pour le patron et les directions syndicales. Les revendications fusent. La production est paralysée : contre les conditions de travail aux Forges et à la Peinture, contre les cadences au Montage, etc.

L'affrontement au syndicat jaune, puis à la CGT, à l'Etat et au patron a radicalisé les ouvriers de Fiat regroupés dans le SITRAC et le SITRAM à tel point que, dans un second temps, ceux-ci ont donné comme but à ces syndicats d'excéder la fonction purement syndicale et de s'affirmer comme « parti politique » posant la question du dépassement de la lutte ouvrière dans la lutte pour le communisme comme l'indiquait le slogan, fièrement mis en avant par les ouvriers eux-mêmes, « *¡Ni golpe, ni elección, revolución!* ». Mais, ce radicalisme, clairement exprimé, ne pouvait avoir d'assise réelle que s'il dépassait le cadre qui lui avait donné naissance, la lutte au sein de l'usine Fiat (même si, eu égard aux conditions extrêmes d'exploitation régnant chez Fiat, mettant à nu les rapports capitalistes de production opposant l'ouvrier collectif au despotisme de l'usine, cette lutte dépassait dès le départ le cadre strict de l'usine) pour fusionner avec les luttes des autres usines de Córdoba, puis de l'Argentine.

Or à ce moment (et ce n'est pas dû au manque de volonté des ouvriers de Fiat), ni les autres ouvriers, ni leurs organisations, ne sont complètement sur la même longueur d'onde, comme vont en témoigner les événements du Viborazo. Le radicalisme des ouvriers de Fiat est, conjoncturellement, trop en avance par rapport au reste de la classe ouvrière de Córdoba. Et l'adversaire, le Patron secondé par le syndicat et l'Etat, passée la surprise initiale, va réagir.

LE VIBORAZO

Le 14 janvier 1971, la direction de Fiat lance la contre-offensive. Sept membres de l'exécutif du SITRAC et délégués de base sont licenciés. Les ouvriers occupent immédiatement l'usine Concord et prennent en otage des cadres. Le lendemain, le président Levingston ordonne aux occupants de quitter l'usine sous peine de décréter l'état de siège et la militarisation de Córdoba. Les travailleurs répondent par l'extension de l'occupation aux autres usines Fiat (Materfer et GMD). Perkins et IKA Renault sont bloquées par des grèves. Torres, le leader du SMATA - en perte de vitesse depuis les luttes de mai-juin 1970 en raison de l'opposition « *classiste* » dans le syndicat - décide de se rallier publiquement au mouvement, tout en appelant la CGT et son nouveau dirigeant Rucci, issu de l'UOM, à négocier. Dès le 16, Fiat annule les sept licenciements.

L'occupation de l'usine Thompson-Ramco.



En janvier et février, Córdoba est le théâtre d'agitations multiples dans les usines en vue de la première négociation contractuelle¹³⁵ dans l'automobile prévue pour le mois de mars. Les patrons opèrent plusieurs licenciements individuels et s'adonnent à des mesures vexatoires. Le 1^{er} mars, Levingston nomme le très réactionnaire Uriburu au poste de gouverneur de Córdoba. Ceci sonne comme une provocation. Le 2 mars, une grève générale immobilise Córdoba. Le 5, Tosco propose la création d'un comité central de grève interentreprises. Le 6 mars, Torres démissionne du SMATA. Le 7, lors de son discours d'intronisation, Uriburu déclare vouloir « *couper les têtes des serpents qui empoisonnent la vie de la ville et de ses usines* ». Le 9, un meeting appelé par Tosco réunit pour la première fois les délégués du SITRAC/SITRAM au côté des syndicats traditionnels. Les échanges sont vifs, notamment sur l'utilité d'occupations d'usines et plus sur la publicité maladroite faite aux préparatifs, ce qui ne peut que favoriser la répression policière. Les délégués du SITRAC/SITRAM, Domingo Bizzi et Carlos Maserà, proposent, outre la grève totale, la tenue de manifestations convergeant au centre ville pour le 15 mars. Il s'agit, non plus de s'enfermer dans les usines mais de tenir la rue. Un second Córdoba s'annonçait : le Viborazo¹³⁶.

Le 12 mars, les travailleurs des trois usines Fiat cessent le travail et défilent dans Ferreyra pour assister à un meeting devant l'usine Materfer. La police tire dans le tas. Alfredo Cepeda, ouvrier de l'entreprise Poster-Cement, est assassiné. La ville se couvre de barricades. Les combats se poursuivent jusqu'à la nuit ; c'est ce qu'on a appelé le « *Ferreyrazo* ». Le 14 mars, 10 000 personnes participent en silence à l'enterrement. Les péronistes de gauche de la CGT cordouane critiquent la décision de Rucci de ne pas appeler à une grève générale nationale en soutien aux travailleurs de Fiat. Le lundi 15, ces derniers, épaulés par les salariés de l'IME, investissent, comme prévu, le centre ville. Ils découvrent alors que la centrale électrique de Villa Revól était occupée aux mains des travailleurs, ce qui signifiait que les membres de « *Luz y Fuerza* » n'avaient pas respecté le compromis du 9 mars. Pis, la CGT est absente et il n'y a ni tribunes, ni micros, ni sonorisation. Se tient alors un meeting spontané où s'expriment, outre les militants du SITRAC ceux de plusieurs organisations, PCR, VC, PRT¹³⁷ et, pour la première fois, Vélez pour les montoneros. Les étudiants rallient la manifestation. La police, les bâtiments publics, les banques et des bureaux de sociétés subissent les premiers assauts des insurgés. Contrairement au Córdoba, ces derniers ne s'éternisent pas au centre ville mais se répandent dans les quartiers parsemés de barricades tandis que d'autres retournent à Ferreyra qui se couvre de barricades.

¹³⁵ Fraîchement rétablie depuis sa suppression en 1966 par Onganía.

¹³⁶ Le coup de la vipère, ainsi nommé en réaction aux déclarations provocatrices d'Uriburu.

¹³⁷ Qui à l'époque établit son siège à Córdoba, « cœur rouge de l'Argentine ».

Le 16 mars au matin, des unités spéciales anti-guérillas arrivent de Buenos Aires et ratissent la ville. Ils reprennent rapidement le dessus. Le ministre du travail annonce que SITRAC et SITRAM et autres syndicats sont mis sous le contrôle gouvernemental. Des mandats d'arrêt sont lancés contre Tosco, Masera et plusieurs dizaines de militants. Le 17, Uriburu démissionne et le gouvernement rétablit la peine de mort. Le 18 mars, une grève générale totale se tient à Córdoba. Le gouvernement décrète la ville zone d'urgence. Des milliers de soldats encerclent Santa Isabel et Ferreyra. Les 19 et 20 mars, le congrès national de la CGT de Rosario ignore superbement les événements de Córdoba.

Contrairement au Córdoba, le Viborazo a vu une participation presque exclusivement ouvrière et, pour la première fois, l'apparition des banderoles de l'extrême gauche nationaliste : PCR, PRT, Montoneros, etc. La haine des travailleurs contre le gouvernement et le patronat commençait à dépasser la simple question du changement de l'exécutif ou du retour de Perón. La nécessité d'une révolution sociale est enfin posée, malgré le déploiement de l'extrême gauche nationaliste. Le Viborazo était son premier épisode.



Des ouvriers de Fiat fêtent le Viborazo et la démission d'Uriburu.

DIMENSION POLITIQUE DES LUTTES/ADAPTATION DES SYNDICATS

Pour comprendre les raisons de ces émeutes massives et soudaines, il faut rappeler l'absence d'organes de conciliation tant politique que syndical. Lorsque les ouvriers se mobilisent en dehors des journées d'action et autres grèves générales proclamées par la CGT, ils doivent d'abord affronter le syndicat, très souvent occupé - dès le niveau de l'entreprise - à cogérer la force de travail avec le patron. Jusqu'en 1969, dans de nombreuses usines, les délégués CGT (comme ceux des syndicats jaunes) aux organes de représentation n'étaient pas élus par les ouvriers. Ceci fut à l'origine de nombreuses disputes avec la CGT à partir de 1970.

Ensuite, le moindre rassemblement à l'extérieur est souvent l'occasion de heurts avec la police. Toute manifestation est immédiatement confrontée à la force de l'Etat, à l'époque dirigé par les généraux. Si, de plus, le patron est l'Etat¹³⁸, alors on comprend que les agitations, même les plus simples et limitées, se placent d'emblée sur le terrain de l'affrontement politique.

Or, en Argentine, à cette époque, les aspirants médiateurs politiques du conflit de classe, complètement bloqué à l'échelle institutionnelle, sont nombreux : des différentes variantes de péronistes, en passant par les staliniens du PCA ou des groupes maoïstes, des guévaristes à l'infinité des trotskystes. En se nourrissant du mouvement réel, chacun de ceux-ci essayait de diriger, ou plus exactement de dévier, cette immense énergie ouvrière vers des solutions politiciennes et, au total, réactionnaires.

Cette surdétermination politique se greffe sur le combat pour un « *bon syndicat* », un syndicat contrôlé par la base, opposée à la CGT briseuse de grèves. Les syndicats furent finalement obligés de s'adapter, particulièrement le SMATA. Tandis que les bureaucraties centrales se réorganisaient, le 25 juillet, les vandoristes réunifient la CGT¹³⁹ après l'assassinat de Vandor intervenu le 30 juin 1969¹⁴⁰. En 1970, dans plusieurs entreprises de Buenos Aires (Chrysler, Peugeot et Citroën¹⁴¹), et d'ailleurs (Fiat à Córdoba ; PASA¹⁴² à Rosario), les travailleurs forcent la CGT à entériner l'élection démocratique des délégués de

¹³⁸ C'est le cas des cheminots et de 40 % des ouvriers de la grande industrie. De plus, l'Armée contrôle elle-même, à travers la DGFM (« *Dirección General de Fabricaciones Militares* ») outre la SOMISA (producteur d'acier), quatorze entreprises employant 12 000 ouvriers civils.

¹³⁹ A Córdoba, c'était au tour d'Elpidio Torres d'être élu secrétaire régional.

¹⁴⁰ Vraisemblablement par des péronistes de gauche. José Rucci, de la tendance de droite de la CGT et aux ordres de Perón, lui succéda.

¹⁴¹ Théâtre d'une dure grève en janvier février 1971.

¹⁴² Grande usine pétrochimique.

base. L'usine, et particulièrement l'usine moderne de l'automobile, était le centre d'une révolution dans les rapports des ouvriers au travail et au syndicat.

A l'avantage de la CGT, on doit inscrire la capacité de canaliser la radicalité ouvrière au sein du jeu complexe des intérêts divergents des différentes fractions péronistes¹⁴³ de la confédération. Occasionnellement, l'autonomie de classe parvient tout de même à s'exprimer en filtrant entre ses fines mailles. Même les vandoristes - la fraction de la CGT la plus inclinée à la collaboration avec l'Etat et les patrons - doivent alimenter les luttes de classe pour garder une certaine crédibilité nécessaire au maintien de ses milliers de permanents. Vandor, Rucci¹⁴⁴ et bien d'autres paieront de leur vie leur politique de souffler le chaud et froid sur un mouvement ouvrier qui dépassait leurs problèmes de bureaucrates dans leur relation à l'Etat et aux patrons.



Augusto Vandor, le 3 juin 1969.

QUELQUES ASPECTS DE LA BUREAUCRATIE SYNDICALE [*11]

Bien que ce ne soit qu'un aspect accessoire du fonctionnement de la bureaucratie syndicale, la corruption et l'affairisme n'étant que la conséquence de la place concédée à la bureaucratie par l'Etat, et la bureaucratie ne se comprenant que comme l'autre face de la base et non pas comme un appareil parasite sur un corps sain, il est bon d'en donner quelques exemples¹⁴⁵ :

- Marcelino Mansilla, secrétaire régional du syndicat du bâtiment (UOCRA) de Mar del Plata, possédait, au moment de son assassinat, des boîtes de nuit, une usine textile et un restaurant,
- Les frères Elorza, secrétaire des syndicats de l'hôtellerie, possédaient un grand restaurant,
- Triacca, du syndicat du plastique, possédait un élevage de porcs et une compagnie de transports,
- Lorenzo Miguel, secrétaire de l'UOM, était co-directeur d'une autre compagnie de transports,
- Rosendo Garcia, précédent secrétaire de l'UOM, était dans le commerce de la ferraille,
- Armando March, secrétaire du syndicat des employés de commerce, dirigeait une banque « syndicale »,
- Regelio Coria, dirigeant du syndicat du bâtiment (UOCRA) était co-proprétaire de l'usine TUCON (matériel de construction) et possédait une immense hacienda au Paraguay,
- José Rucci, secrétaire général de la CGT possédait plusieurs appartements, des automobiles et de nombreux comptes en Suisse et au Brésil, etc.

Sans parler des armées de gardes du corps qu'entretenait la plupart des dirigeants syndicaux péronistes¹⁴⁶ tant pour régler leurs comptes entre eux que pour réprimer les ouvriers combattifs. Ni des

¹⁴³ Si, lors du Córdoba, les ouvriers n'avaient jamais mis en avant des mots d'ordre favorables à Perón, pour autant, une majorité des ouvriers restaient attachés à la figure de *Lider* via ses agents de la CGT.

¹⁴⁴ Rucci, parmi d'autres dirigeants de la CGT, poussa très loin la collaboration avec le régime de Lanusse. A la mi-1971, il signe un accord avec le ministre du travail San Sebastian et le président de Fiat Argentine Oberdán Salustro en vue d'éradiquer, dans les usines de Córdoba, les syndicats basistes SITRAC et SITRAM. Cet accord représente le prélude à la mise au pas dans tout le pays des syndicats moins disciplinés de l'électricité, des employés d'Etat, des travailleurs municipaux, etc.

¹⁴⁵ Voir, « Glèze et Labrousse », op.cit. p.158.

¹⁴⁶ Rucci avait 15 gardes du corps permanents dont 2 ayant participé à l'assassinat d'un militant de la JP (« *Juventud Peronista* ») à Mar del Plata, en décembre 1971.

liens qui finissaient par s'établir entre les dirigeants syndicaux et les patrons¹⁴⁷ ou les membres de l'appareil d'Etat, ni du fait que de nombreux membres de la CGT devinrent plusieurs fois ministres, comme Borlenghi en 1946 ou Otero en 1974.

En témoignage, le nombre de dirigeants syndicaux qui, leur carrière syndicale finie, allèrent « pantoufler » dans les conseils d'administration des entreprises : comme José Grioli, dirigeant syndical du textile, qui finit chef du personnel, en 1972, de l'entreprise Italar, ou José Alonso lié à l'entreprise Bunge y Born, etc.

Tout cela repose sur l'important dispositif législatif mis en place depuis Perón, ayant subi des modifications, mais n'ayant jamais été remis en cause même sous les militaires¹⁴⁸ : l'existence d'un syndicat unique (aux niveaux national, régional ou de branches d'industrie), garanti et reconnu par le gouvernement. Conséquence, au niveau de l'entreprise, il ne peut y avoir plusieurs syndicats. Cette reconnaissance par l'Etat du syndicat a une contrepartie : à tout moment, et sous tous les prétextes possibles, le gouvernement peut retirer la représentativité au syndicat et le mettre sous tutelle directe en nommant un délégué « normalisateur ». Un court moment, de mai 1970 à mai 1973, cette capacité a été abrogée. La loi de 1973 a au contraire rétabli la capacité de l'Etat et renforcé le pouvoir des dirigeants syndicaux étendant leurs mandats de deux à quatre ans et renforçant leur pouvoir à dissoudre, exclure et réprimer les sections locales combattives.

En plus de cet arsenal législatif, les syndicats sont quasi garantis de se pérenniser, car si des opposants veulent s'organiser indépendamment de la bureaucratie, long est leur chemin de croix. Les commissions syndicales dirigeantes sont élues sur la base du scrutin uninominal à un tour ; la liste arrivée en tête rafle tous les sièges. Pour qu'une liste concurrente se présente, il faut qu'elle aligne les signatures de 10 à 30 % (suivant les fédérations) des salariés. On imagine sans peine, les pressions que peuvent subir les signataires de la part des hommes de main du syndicat, sans parler du patron. Pour être candidat, il faut être membre du syndicat depuis 4 ans ou avoir déjà exercé des fonctions syndicales : d'une part, cela favorise la bureaucratie syndicale qui s'auto-reproduit ; d'autre part, les militants opposants sont systématiquement déplacés, voire licenciés avant ou après leur élection.

Si par extraordinaire, une liste opposante se constitue, la campagne électorale est marquée par toutes les manœuvres possibles allant des menaces, au bourrage des urnes, jusqu'à l'assassinat pur et simple. La liste opposante ne peut gagner que si elle représente la majorité des ouvriers et si ceux-ci sont mobilisés, comme dans le cas des syndicats classistes. Enfin, si une liste est élue, alors il reste à la bureaucratie syndicale défaite à faire appel à l'Etat.

Mais tout ceci ne serait possible sans le nerf de la guerre, l'argent. Rappelons que les cotisations syndicales sont directement prélevées sur la feuille de paie (en moyenne, 2 % du salaire net et jusqu'à 5 % dans le bâtiment). S'ajoutent ensuite les fonds destinés aux œuvres sociales et de santé publique : les ouvriers apportent 2 % de leurs salaires et les patrons, l'équivalent de 2,5 % du salaire ouvrier. Ces fonds sont gérés par l'INOS (« *Instituto Nacional de Obres Sociales* »), organisme paritaire Etat/Syndicats. La CGT gère ainsi des hôpitaux, des cliniques, des centres de vacances, des crèches, etc. et est donc elle-même un employeur important. Ces fonds qui représentaient, en 1970/73, des centaines de millions de dollars, sont gérés uniquement au niveau national et des fédérations syndicales qui redistribuent ensuite au niveau de l'entreprise, moyen de pression pour calmer les velléités des opposants. La manipulation de tels fonds engendre nécessairement corruption et affairisme.

En fonctionnement « normal », en l'absence de luttes violentes et combattives, la machine syndicale tourne toute seule, les ouvriers considérant la CGT comme un fournisseur de services et de prestations que l'Etat lui a concédés. Cette attitude des ouvriers argentins n'est pas différente de celles des ouvriers des pays occidentaux de la même époque ; comme d'ailleurs le fonctionnement du syndicat et ses liens avec l'appareil d'Etat¹⁴⁹. Seules changent l'intégration poussée au paroxysme des syndicats à l'Etat et la violence des rapports des syndicats avec les ouvriers causée par les faiblesses économiques et politiques de l'Argentine.

¹⁴⁷ Ainsi, lors de l'enterrement de Dirk Kloosterman, dirigeant régional de Buenos Aires du SMATA, en mai 1973, tous les directeurs des grandes entreprises de Buenos Aires, General Motors, Peugeot, Mercedes, etc. étaient présents.

¹⁴⁸ Y compris durant la féroce dictature de 1976 à 1982. Seul le gouvernement Menem commencera à saper une partie des revenus financiers des syndicats.

¹⁴⁹ Que l'on compare avec, par exemple, avec la CGT française de l'EDF qui gère des fonds tels que les employés du CE sont si nombreux qu'ils ont leur propre CE !

LA FIN DES MILITAIRES (1971-1973)

LES ANNEES DE TRANSITION

APRES LE VIBORAZO

Malgré la défaite militaire du Viborazo, l'arrestation de militants classistes de Fiat, l'agitation continue en avril tant chez Fiat que dans d'autres usines. Trois grèves générales remportent un succès, à l'appel de la CGT locale, les 2, 15 et 29 avril 1971. Le 28, Lanusse visita personnellement Córdoba (non sans avoir fait arrêter au préalable Tosco et plusieurs militants de « *Luz y Fierza* »), rien n'y fit.

Les 22 et 23 mai, se tint, à Córdoba, un congrès national des oppositions syndicales de tout le pays, organisé par les indépendants, les péronistes de gauche et les classistes, auquel participent 117 organisations. Là encore, la différence se fait sentir entre les propositions des péronistes et indépendants, d'un côté, et les classistes de l'autre. Les premiers proposent un programme de « gauche » nationalisations, planification, et même contrôle des ouvriers sur certains aspects du procès de production. Les autres parlent encore de révolution et présentent un programme « maximal ». Le fossé se creuse un peu plus entre les classistes et les autres syndicats, ce qui va se révéler dommageable lors de la contre-offensive de Fiat.

En juin 1971, Fiat ouvre les négociations avec le SITRAC et le SITRAM dans le but de noyer les revendications ouvrières (60 % d'augmentation de salaires, la réduction du temps de travail aux Forges, et la fin du salaire aux pièces) et surtout de se débarrasser des classistes dans ses usines en alternant compromis et refus de négocier, sachant qu'en dernière instance, l'Etat fera pencher la balance en sa faveur. Par exemple, Fiat fait mine de vouloir négocier avec l'UOM puis discute avec le SITRAC et le SITRAM, tout en faisant attaquer le local syndical par la police et commanditer le dynamitage de la maison de l'avocat du syndicat, Curutchet. Finalement, Fiat propose seulement une hausse de 20 % des rémunérations. Les grèves, les coupages, les sabotages continuent pendant juillet et août.

Les 28 et 29 août, se tient, encore à Córdoba, une rencontre nationale de tous les syndicats classistes et groupes d'extrême gauche (« *Congreso de Sindicatos Combativos y Agrupaciones Classistas* »), impulsé par le SITRAC et le SITRAM. Malgré les discussions à n'en plus finir entre les groupes d'extrême gauche, un plan de lutte y est élaboré pour contrer la mainmise péroniste sur le mouvement ouvrier. Mais son application s'est soldée, à Córdoba même, par l'isolement des syndicats classistes par rapport aux péronistes de gauche et des indépendants. Entre-temps, Tosco était toujours sous les verrous, comme Ongaro, ce qui explique la campagne d'affichage, menée par tous les groupes d'extrême gauche et une partie des syndicats, à travers tout le pays, pour exiger leur libération.

A ceci s'est ajoutée l'offensive de Rucci contre les indépendants de Córdoba amenant Atilio López, dirigeant local de l'UTA, à démissionner. Le 26 octobre, l'armée occupe les usines Fiat Concord et Materfer et les entoure de chars. La grève est déclenchée sur-le-champ. Le gouvernement suspend SITRAC et SITRAM, saisit leurs fonds et occupe leurs locaux. Le 30 octobre, Fiat licencie 259 militants. La CGT n'appuie pas les travailleurs de Fiat de telle sorte que la grève générale appelée par ceux-ci échoue, le 3 novembre. A la fin de 1971, le licenciement puis l'arrestation de 600 militants du SITRAC et du SITRAM décapite en partie ces syndicats. Une fois relâchés, les ouvriers sont placés sur des listes noires non seulement à Córdoba mais dans tout le pays.



Campagne d'affichage pour la libération de Tosco et Ongaro, 1971.

L'enlèvement, le 10 mars 1972, du PDG de Fiat, Oberdán Salustro, par l'ERP sert de prétexte à la société pour accroître la répression dans les usines. Bien que défait chez Fiat à Córdoba, le courant classiste n'en prospérait pas moins dans tout le pays, soutenu par l'extrême gauche, du PRT au PCR. Ainsi, à Salta, les maoïstes de VC accroissent leur influence. Dans les usines sidérurgiques des environs de Rosario, Villa Constitución, Zarate, San Nicolás, c'était le PRT qui contrôlait les syndicats classistes capables de battre la CGT aux élections. Partout, le rejet de la CGT prenait consistance. A Córdoba, les tendances classistes avaient constitué un MRS (« *Movimiento de Recuperación Sindical* ») anti-CGT. Au printemps 1972, ces derniers s'opposent à la CGT-SMATA lors des élections professionnelles chez Renault, mais aussi chez Thompson Ramco, Ford-Transax, Ilasa et Fiat GMD. A l'instar de José Rodríguez, les dirigeants nationaux du SMATA et ceux de Buenos Aires, comme Dirk Kloosterman, répondent par des campagnes de dénigrement, dans la presse, des courants classistes.

Malgré cela, le 28 avril 1972, les classistes remportent une franche victoire aux élections du SMATA (3 089 voix contre 2 084). La poussée gauchiste rend possible la constitution d'une alliance, limitée à Córdoba, entre les indépendants de « *Luz y Fuerza* » (Tosco) et les péronistes de gauche de l'UTA (López) défiant ouvertement l'appareil central de la CGT. Le représentant chez Renault du classisme du SMATA était René Salamanca (1940-1976)¹⁵⁰, ouvrier chez Perdriel, qui avait affiché son appartenance au PCR maoïste. A Córdoba, l'initiative avait été reprise par les travailleurs de Renault. Ces derniers appellent à la grève pour le 3^{ème} anniversaire du Córdobaazo et déclenchent des grèves générales, pour la libération de Tosco, les 26 août et 7 septembre. Tosco est relâché le 26 septembre. En octobre 1972, les militants classistes encore présents chez Fiat s'affilient au SMATA pour échapper à la répression patronale. Ils gagnent l'adhésion au syndicat de quelque 1 200 travailleurs. Aux élections définitives à Fiat Concord, 1 339 voix sont pour le SMATA et 164 seulement pour l'UOM. Aux aciéries de la SOMISA, à San Nicolás (près de Rosario), les 6 700 salariés démissionnent de l'UOM.

¹⁵⁰ Enlevé et assassiné le 24/03/1976.



Manifestation, le 13 juillet 1974, à Córdoba : le cortège de « *Luz y Fuerza* », Tosco en tête.

Par delà ces luttes « *syndicales* », les grèves se multiplient, à l'instar de celles menées, fin 1972, par le SMATA pour le rétablissement de la semaine anglaise. L'objectif est enfin atteint. Le prestige de l'organisation grandit, en raison également de l'application de la rotation des mandats syndicaux, partiel rempart formel contre la bureaucratisation à la façon de Torres. Ainsi Salamanca revient à la Forge début 1973. Toutefois, dès ce moment, le SMATA présentait des premiers signes de déconnexion avec les travailleurs. Certains de ses militants poussaient à la poursuite des combats en ignorant la volonté majoritaire des ouvriers à la consolidation des acquis. D'autres se refusaient à tout engagement révolutionnaire.

Le seul moment de véritable unification des adhérents du SMATA de Renault a été quand, début janvier 1973, les bonzes centraux de Buenos Aires, escortés de gardes du corps, sont venus aux portes de l'usine distribuer des tracts calomnieux vis à vis des militants classistes. A cette occasion, des coups de feu sont échangés. Les travailleurs ont aussitôt quitté leurs postes de travail pour chasser les fonctionnaires syndicaux venus de la capitale. Les campagnes de la CGT contre le SMATA ne cesseront pas pour autant. Au contraire, elles se renforcent à mesure de l'approche des élections présidentielles de mars 1973. Salamanca appelle à l'abstention. Cette consigne de vote l'éloigne encore davantage des travailleurs péronistes à l'instant où Perón avait choisi finement López, péroniste de gauche et dirigeant du syndicat UTA, comme colistier de Ricardo Obregón Canon (autre péroniste de gauche) aux élections pour le poste de gouverneur de la province de Córdoba.

UN CERTAIN REPLI

Les années qui ont suivi marquent un pas de l'action ouvrière ; pas dans sa combativité (les grèves et les émeutes sont encore nombreuses)¹⁵¹, mais dans sa radicalité. Les syndicats ont évolué dans les secteurs où ils étaient menacés et les ouvriers d'avant-garde choisissent la voie illusoire de consolider les positions acquises en 1969-1970 plutôt que « *d'aller à l'assaut du ciel* ».

Le slogan du SITRAC-SITRAM en 1971 - « *¡Ni golpe, ni elección, revolución!* » - semblait oublié. Compte tenu de la répression exercée contre lui, et de l'impossibilité d'effectuer son dépassement de syndicat ou de « mouvement politique » vers un organe de lutte supérieure à cause de son isolement des autres secteurs ouvriers de Córdoba, le SITRAC-SITRAM, tout en se maintenant comme syndicat de lutte, régressa sur le plan politique en proposant des mesures dignes d'un programme de transition¹⁵² : nationalisation du commerce extérieur, du système bancaire et financier, de tous les monopoles industriels (par expropriation), services publics et grandes entreprises nationales et étrangères, expropriation, sans indemnités, de la terre ; planification intégrale de l'économie ; abolition du secret commercial et contrôle ouvrier sur la production du secteur industriel non nationalisé ; constitution d'un front de libération sociale et nationale sous la direction des ouvriers pour imposer le programme précédent en s'appuyant sur les luttes populaires et les mobilisations de masse ; création d'une Assemblée unique de tout le peuple et soutien à une politique internationale solidaire avec les peuples qui luttent pour leur libération, comme le Vietnam.

Malgré ces limites évidentes, ce programme exprimait une contradiction vivante au sein des ouvriers radicaux de Córdoba, elle-même produite par la stagnation temporaire des luttes qui empêchait de dépasser le cadre local et national.

Deux autres facteurs politiques négatifs pour les travailleurs s'y ajoutaient :

- la transition en douceur effectuée par les généraux¹⁵³ pour le retour de Perón¹⁵⁴ ;
- la lutte armée menée par des dizaines de groupes allant du Péronisme (« *Montoneros* », jeunesse péroniste, etc.) à l'extrême gauche trotskiste (« *Ejército Revolucionario del Pueblo* », etc.).

Les luttes ouvrières sont ainsi noyées dans le flot idéologique du Péronisme¹⁵⁵ ou déviées pour partie dans l'impasse de la guérilla¹⁵⁶. Mais l'organisation de base des travailleurs n'est pas entièrement brisée. Elle réapparaîtra au grand jour en 1975, par la constitution de conseils de zone, regroupant des délégués de dizaines d'usines à Buenos Aires, Córdoba et Rosario.

L'Argentine connaît des cycles économiques aux amples cours, alternant expansion rapide et récession brutale. Les caractéristiques bien connues aujourd'hui étaient déjà présentes : dépréciation du peso par rapport au dollar (-50 %), inflation de 30 % en 1971-72, dette de 4,7 milliards de dollars, service cumulé de la dette de 810 millions de dollars aggravant la crise fiscale de l'Etat, rumeurs de cessations de paiements.

Le début 1970 est marqué par le début des attentats. Le 24 mars 1970, les FAL (« *Fuerzas Armadas de Liberación* ») enlèvent puis relâchent le consul du Paraguay. Le premier acte retentissant, le 29 avril, est celui des Montoneros, qui enlèvent le général Aramburu (auteur principal du renversement de Perón en 1955), le 'jugent' et l'exécutent. Le 1^{er} juillet 1970, toujours les Montoneros se rendent maîtres pendant une journée de la ville de La Calera, siège d'une garnison militaire près de Córdoba. La police organise la traque et les arrestations. Les groupes armés s'organisent dans la clandestinité et éliminent les militaires responsables du massacre de Trelew d'août 1972¹⁵⁷.

L'extrême droite, la tristement célèbre AAA (« *Allianza Anticomunista Argentina* »), aidée par la police réagit en pratiquant le contre-terrorisme. Quelques exemples parmi des milliers :

¹⁵¹ Citons rapidement, outre le Viborazo déjà évoqué en mars 1971, les émeutes de Tucumán en avril 1971, celles de San Juan en mars 1972 et, en avril 1972, le Mendozazo mouvement contre la hausse des tarifs d'électricité qui se solde par 3 morts et 500 blessés et le recul du gouvernement qui annule les hausses.

¹⁵² Ceci est dû à l'influence croissante, à l'usine même, quoiqu'encore minoritaire, des groupes gauchistes du PRT à VC.

¹⁵³ Onganía est évincé par Levingston, en juin 1970, puis, en mars 1971, la place est laissée à Lanusse.

¹⁵⁴ Levingston annonce que les péronistes pourront se présenter aux élections présidentielles de mars 1973. Perón est même autorisé à faire un séjour à Buenos Aires, du 17 novembre au 14 décembre 1972, pour peaufiner les accords avec les militaires et prendre la température des troupes péronistes.

¹⁵⁵ La majorité des ouvriers reste attachée au souvenir de 1945.

¹⁵⁶ Le fait que Che Guevara soit d'origine argentine confère un prestige supplémentaire aux guérillas.

¹⁵⁷ Le 16 août, une action commune des FAR, de l'ERP et des Montoneros permet l'évasion de 110 prisonniers politiques dont Roberto Santucho, Marcos Osatinsky, du pénitencier militaire de Trelew (province de Chubut, au nord de la Patagonie). Dix-neuf autres sont obligés de se rendre, incapables de prendre un avion détourné qui conduit les évadés vers Santiago du Chili. Le 22 août, seize d'entre eux sont assassinés froidement sur ordre des généraux.

- 16 décembre 1970 : enlèvement, à Buenos Aires, de l'avocat de la CGTA, Nestor Martins et d'un de ses clients. Disparus pour toujours.¹⁵⁸
- Année 1971 : enlèvement de plusieurs militants syndicaux, torturés puis relâchés.
- 18 avril 1972 : dénonciation de la torture dans les prisons par l'avocat Silvio Frondizi s'appuyant sur des dizaines de témoignages ;
- 22 avril 1972 : le syndicaliste Juan Carlos Sorbellini dirigeant du syndicat de la Santé de la région de Santa Fe disparaît ;
- 22 avril 1972 : un ouvrier du bâtiment, Michel Rubinich, 37 ans, est enlevé en pleine rue de Rosario par les forces de sécurité puis porté disparu ;
- 26 avril 1972 : l'avocat et syndicaliste Eduardo Jozami enlevé puis torturé pendant trois jours est finalement 'relâché' par ses tortionnaires.

Pour sortir de l'impasse, on fait appel à Perón. Seul le *Lider* peut prétendre avoir une autorité au-dessus des partis et factions de son propre camp. Une première visite est autorisée pour Perón, le 17 novembre 1972, à Olivos (Banlieue Nord de Buenos Aires). Plusieurs centaines de milliers de péronistes font le déplacement de tous les quartiers de Buenos Aires et de sa banlieue. Ceci a été précédé d'une campagne d'agitation, menée principalement par la JP, baptisée « *Luche y Vuelve* ».

LE PRINTEMPS DES ILLUSIONS

L'INTERMEDE CAMPORA

Pour faciliter son retour, on profite de l'élection présidentielle du 30 mars 1973, où le candidat justicialiste Hector Cámpora (dentiste, ancien ministre de 1945 puis président de la Chambre des députés), est élu. La situation est si grave que Cámpora est déclaré élu dès le premier tour alors qu'il n'a pas obtenu la moitié des suffrages¹⁵⁹. Aux élections, le FREJULI¹⁶⁰ (« *Frente Justicialista de Liberación* ») obtint 20 postes de gouverneurs sur 22 (dont 5 gouverneurs sympathisants Montoneros, comme Oscar Bidegain (à Buenos Aires) ou Ricardo Obregón Cano (à Córdoba)), 147 sièges de députés (dont 8 pour les Montoneros¹⁶¹) sur 243 et 47 sièges de sénateurs sur 69.



Le cortège montonero, le 25 mai. 1973

Le programme de Cámpora - préalablement formalisé par un accord entre la CGT, la CGE (« *Confederación General de Empresas* », syndicat patronal) et le gouvernement et connu sous le nom de « *Pacto Social* » - est simple : gel des prix des biens de consommation, hausse de 20 % des salaires, suspension des

¹⁵⁸ Néstor Martins était un des membres fondateurs de l'AGA (Asociación Gremial de Abogados), association d'avocats de gauche (environ 400 sur 20 000 exerçants), en 1968. C'est aussi le premier d'une longue série de membres de l'AGA assassinés (Deleroni avocat de la CGTA, Peña avocat des FAR ou Curutchet avocat des syndicats classistes de Córdoba) ou contraints à l'exil (Duhalde).

¹⁵⁹ Cámpora, associé à Vicente Solano Lima, vieux renard politique, membre du Parti Conservateur Populaire, obtient 49,5 %, Balbín (radical), 21,2 %, Oscar Alende (soutenu par le PCA), 7,4 %, le capitaine Manrique (pour la Droite), 15 %.

¹⁶⁰ Regroupant autour du PJ, plusieurs petites formations de centre et de droite.

négociations salariales pendant deux ans, plan d'austérité pour le secteur public, redéploiement budgétaire, etc. Ce plan, d'une durée annuelle, est appliqué à compter du 8 août.

Le 25 mai, jour de l'investiture de Cámpora, une immense manifestation d'un million de personnes parade devant la Casa Rosada. Outre les péronistes officiels, toutes les fractions de l'extrême gauche armée y sont présentes, de l'ERP aux Montoneros. Ces derniers s'avancent aux cris de « *Dur ! Dur ! Dur ! Voici les Montoneros qui ont tué Aramburu !* » derrière de gigantesques banderoles. Malgré tout, l'ambiance est à la joie même si les tensions (contre la CGT) et la police (tirs et blessés) sont présentes.

¹ Les Montoneros obtiennent également 50 postes dans les gouvernements provinciaux ou municipaux. La plupart de ceux ci furent progressivement éliminés dès le retour de Perón par des méthodes allant de la démission forcée, la suspension ou l'assassinat, voir même l'accident d'avion.

A la tribune, Cámpora est entouré de Osvaldo Dorticos (président cubain) et de Salvador Allende (son homologue chilien) symboles de la caution stalinienne et social-démocrate à ce président de « gauche ». Cámpora promet l'amnistie pour les emprisonnés depuis 1966, mais, dans la soirée, une partie des participants (environ 20 000) au défilé, menés par les jeunesses péronistes vont libérer les militants enfermés dans la prison de Villa Devoto. La prison est gardée par la police qui tire et fait 2 morts et 20 blessés graves. C'est un échec ; mais Cámpora tient sa promesse et proclame l'amnistie. Les jours suivants, plusieurs groupes péronistes déposent les armes. L'ERP, en revanche, campe sur sa stratégie armée.



Les dirigeants de l'ERP-PRT : Santucho, Urteaga_Gorriaran et Molina.

La composition du gouvernement Cámpora (validée par Perón) reflète un équilibre instable entre les fractions péronistes. Un signal est pourtant clair : les Montoneros n'ont que deux postes, celui des Affaires étrangères (Juan Carlos Puig) et celui de l'Intérieur (Esteban Righi)¹⁶².

A côté d'eux, on trouve notamment à l'Economie, José Ber Gelbard (patron de son état) ; au Travail, Ricardo Otero (le dirigeant de l'UOM) et à la Santé et au bien-être social, le tristement célèbre José López Rega.

Toutefois, le nouveau recteur de l'université de Buenos Aires est Rodolfo Puiggrós (ex stalinien passé au Péronisme en 1945). Il rétablit les libertés supprimées en 1966 et ouvre l'Université sur l'extérieur (le nombre d'étudiants passe de 80 000 en 1973 à 237 000 en 1975 !). De même, qu'à Córdoba ou Rosario, des nouveaux recteurs de « gauche » sont nommés et abolissent tout ce qui a été mis en place par Onganía. Les universités redeviennent un foyer d'agitation et servent aussi de lieux de recrutement pour les organisations de la gauche péroniste.

LE PRINTEMPS DES LUTTES

Une intense agitation sociale traverse le pays dans l'attente du retour de Perón. A partir du 25 mai, on recense quelque 176 grèves assorties d'occupations d'usines. A Córdoba, en mai et juin 1973, les chauffeurs de bus syndiqués de l'UTA mènent deux grèves pour les salaires, les retraites et la remunicipalisation des compagnies privatisées. A Salta, le 15 juin, se tient une réunion de la fédération locale, où se règle des divergences entre deux fractions de la bureaucratie ; plusieurs centaines d'ouvriers de la province investissent le local et transforment la réunion en assemblée ouvrière. Ils démettent les bureaucrates et décident d'organiser des élections libres. Rucci dissout alors tous les syndicats locaux, mais ceux à l'origine de l'intervention créent une autre CGT. Pour s'opposer à cette vague de conflits, le 1^{er}

¹⁶² Celui-ci sera obligé de fuir au Mexique dès le début 1974.

juillet, Rucci décide de dissoudre tous les syndicats du pays entier et propose une campagne de réélections sans en fixer la date.

En juillet 1973, les ouvriers de l'usine de pâtes Tampieri de San Francisco (à l'est de la province de Córdoba) occupent l'usine pour exiger le paiement des arriérés de salaires. Le 30, une grève générale de toute la ville est suivie d'une manifestation de 10 000 personnes (dans une ville de 40 000 habitants !) ; les manifestants attaquent et saccagent la maison des patrons, attaquent une armurerie et s'affrontent à la police (un ouvrier est tué). Les patrons cèdent.¹⁶³

L'agitation de ces années n'a pas seulement impliqué les travailleurs des villes. Les paysans et ouvriers agricoles de la filière cotonnière de la région du Chaco¹⁶⁴ se battent pour le partage des terres¹⁶⁵, des augmentations de salaires, des protections sociales et la dignité. Ils créent des ligues agricoles par villages, puis regroupées au niveau provincial. Elles adoptent des moyens de lutte efficaces, menaçant de laisser pourrir les récoltes, se déplaçant rapidement d'un village à l'autre pour se défendre contre la gendarmerie et les nervis patronaux. Les péronistes de gauche, comme Osvaldo Lovey, et les catholiques de gauche, comme le prêtre paysan Rafael Yaccuzzi, en sont les principaux animateurs. Le mouvement était très populaire et reçoit le soutien, outre des salariés des villes de la région, de l'archevêque de Resistencia, Italo Di Stéfano.

Perón revient avec un programme davantage populiste que classiquement fasciste, mais il promet tout à tout le monde, y compris au sein de son propre mouvement. Il encourage à la fois la « *jeunesse révolutionnaire ardente* » des Montoneros et le « *sens des responsabilités* » de la CGT. Pendant ce temps, il couvre les 'excès' de l'extrême droite péroniste, critiquant Cámpora pour ces concessions 'excessives' faites à la gauche péroniste. Il est surtout là parce qu'il est le seul, en s'appuyant sur son prestige passé et le poids de la CGT, à pouvoir faire rentrer le torrent ouvrier qui s'est soulevé depuis le Córdoba dans le lit du nationalisme argentin, de la collaboration de classes au nom de l'anti-impérialisme, contre les intérêts ouvriers, contre leur action autonome.

Sur le front syndical, la guerre pour les affiliations menée par l'UOM vise avant tout le SMATA. A Córdoba, les campagnes de presse dénonçant les classistes du SMATA comme « *bandits et trotskistes* » fusent. En avril 1973, les FAP tuent le nouveau patron de Fiat, Francisco Klecker, puis le 22 mai 1973, Dirk Kloosterman dirigeant de Buenos Aires du SMATA, ex-dirigeant local du syndicat de Peugeot. En avril 1973, également les Montoneros assassinent le Colonel Héctor Irribaren chef du renseignement de la 3^e armée.

APERÇU SUR LA « GUERILLA » [*12]

L'histoire de la lutte armée en Argentine débute à la chute du Péronisme en septembre 1955. Il se crée alors le MRP (« *Movimiento Revolucionario Peronista* »). Dès 1957, cette formation se scinde en deux fractions : la première de 'gauche', le FRP (« *Frente Revolucionario Peronista* ») animé par John Williams Cooke et l'autre de 'droite', le COR (« *Centro Operaciones Resistencia* ») animé par le général Iñiguez. Les actions se limitent à des attentats ou des sabotages. Cooke s'exile à Cuba et, profitant des grèves, revient à la mi-1958 pour organiser la seconde résistance péroniste.

En 1959, se forme la première organisation agissant en zone rurale dans la région de Cochuna (province de Tucumán). Il s'agit du MPL (« *Movimiento Peronista de Liberación* ») dirigé par Manuel Enrique Mena (« commandant Utrunco »). C'est un échec total : début 1960, la guérilla disparaît. En juillet 1961, naît à Santiago del Estero, le FRIP (« *Frente Revolucionario Indoamericano Popular* ») animé par Francisco René Santucho. Ce front, qui se revendique du marxisme, n'est pas lié au Péronisme. La deuxième mouvance des groupes armés voit ainsi le jour. Le FRIP agit parmi les travailleurs des sucreries et des forestiers, adossés au mouvement étudiant de Tucumán¹⁶⁶. Début 1965, le POT (« *Partido Obrero Trotskysta* »), section de la IV^e Internationale (secrétariat unifié) rejoint le Front¹⁶⁷. Ensemble, ces deux composantes vont constituer le PRT (« *Partido Revolucionario de los Trabajadores* »)¹⁶⁸.

¹⁶³ Labrousse et Cèze op.cit. p. 229.

¹⁶⁴ Région naturelle partagée entre l'Argentine, la Bolivie et le Paraguay.

¹⁶⁵ Environ 1 100 000 hectares avaient été donné en concession par le gouvernement à un consortium américano-argentin. Mais cela ne changeait rien à la structure foncière de cette région : en 1970, 50 % des cultivateurs possédaient des exploitations entre 25 et 100 hectares, 43 % possédaient des exploitations de moins de 25 hectares mais 7 % possédaient 60 % des terres dans d'immenses exploitations.

¹⁶⁶ L'ERP identifie la région de Tucumán avec Cuba : culture du sucre, montagnes d'où la théorie du foquisme qui consiste à créer des foyers (« *foco* ») de guérilla. Les fondateurs du FRIP, Santucho, Manuel Carrizo et Luis Sbédico étaient étudiants ensemble à l'université de Tucumán.

¹⁶⁷ Fait exception la tendance PO (« *Palabra Obrera* ») autour de Hugo Bressano et Nahuel Moreno.

¹⁶⁸ Plus tard, en 1968, les « *morenistes* » rompent avec les « *santuchistes* » et la lutte armée pour fonder le PRT-La Verdad, groupe trotskyste « classique » ayant une intervention syndicale qui se transformera, en décembre 1970, après fusion avec les débris du vieux PSA, en PST. C'est à

Mais l'extrême-droite s'agite aussi, notamment le courant issu du rameau traditionnel catholique¹⁶⁹, le « Tacuara » qui réalise, le 29 août 1963, un hold-up spectaculaire à la Polyclinique Bancaire, à Liniers (quartier ouest de Buenos Aires) de 100 mille dollars¹⁷⁰. Sous la pression des événements, de l'admiration pour Cuba, ce mouvement va se scinder et donner naissance à deux fractions, l'une, la GRN (« *Guardia Restauradora Nacionalista* ») dirigée par Alberto Ezcurra, restant à l'extrême-droite ; l'autre, majoritaire, le MNRT (« *Movimiento Nacionalista Revolucionario Tacuara* ») dirigée par Joe Baxter et Amilcar Fidanza, se rapprochant des guérilleros péronistes. C'est de ce courant que sont issus Firmenich, Ramus et Medina qui seront parmi les fondateurs des Montoneros.

W. Cooke et d'autres essayent d'animer un courant dit 'marxiste'¹⁷¹ au sein des structures du Péronisme et de la CGT¹⁷². L'année 1964 voit l'émergence de plusieurs groupes d'orientations diverses. Le 29 février, la police découvre un camp d'entraînement militaire du groupe « *Camilo Cifuegos* » dirigé par Juan Enrique Salerne, proche du PCA. Le 14 mars, à Orán (province de Salta) l'EGP (« *Ejército Guerrillero del Pueblo* »)¹⁷³ fait le coup de feu avec la gendarmerie. Le 21 juillet, une explosion à Buenos Aires est revendiquée par les FARN (« *Fuerzas Armadas de la Revolucion Nacional* »). A cette époque, les groupes armés sont extrêmement minoritaires, grenouillent au sein du nationalisme péroniste, en singeant le vocabulaire militaire. Le développement des luttes étudiantes à partir de 1966, puis des luttes ouvrières dès 1968, l'opposition à la dictature Onganía, le mythe péroniste, le tiers-mondisme, la théologie de la libération (pour les catholiques) vont fournir les bases idéologiques et sociales à plusieurs factions qui apparaîtront en 1970.

Ce sont :

- les péronistes de gauche organisés dans :
 - ◆ les FAP – « *Fuerzas Armadas Peronistas* » - (Envar El Kadri, Horacio Mendizábal, Dardo Cabo, Osvaldo Sicardi) (fondées en avril 1968), étudiants liés, en 1971, au mouvement « *Peronismo de base* » au sein de la CGT, dont certains, comme El Kadri, avaient participé, dès 1959, à la « résistance » péroniste,
 - ◆ les FAR – « *Fuerzas Armadas Revolucionarias* »- (Carlos Olmedo, Marcos Osatinsky, Roberto Quieto, Jorge et Arturo Lewinger) (fondés en 1966) foquistes qui évoluent vers le Péronisme,
 - ◆ les « *Descamisados* » (fondés en 1966) (Horacio Mendizábal, Norberto Habegger et Dardo Cabo (fils d'un dirigeant CGT), Roberto Perdria¹⁷⁴) ;
- les groupes issus d'organisations catholiques comme la JOC (« *Juventud Obrera Católica* »), les chrétiens progressistes, les étudiants catholiques où l'on retrouve déjà les futurs dirigeants Montoneros, comme Firmenich, Ramus et Medina ;
- les guévaristes des FAL (« *Fuerzas Armadas de Liberación* ») ;
- les trotskystes¹⁷⁵ du PRT et leur branche militaire l'ERP (« *Ejército Revolucionario del Pueblo* »)¹⁷⁶ ;
- les maoïstes du PCR (« *Partido Comunista Revolucionario* ») et leur branche militaire l'ELN (« *Ejército de Liberación Nacional* »).

En 1970, apparaissent les *Montoneros*, majoritairement issus des groupes catholiques, avec une devise simple : « *Perón o la muerte* » et « *Viva la Patria* » et une idéologie métissée de Péronisme, tiers-mondisme, et, surtout, de nationalisme socialiste. Le tout est nimbé dans une mystique du sacrifice. Ce groupe (environ 20 éléments à sa fondation) auquel s'est rallié un petit groupe d'ouvriers de Córdoba

son cinquième congrès, en 1969, que le PRT décidera de créer l'ERP, son bras armé, qui prendra de plus en plus d'importance au point, qu'au fil du temps, c'est le PRT qui fera figure de « bras politique » de l'ERP.

¹⁶⁹ Remontant à la fondation, en 1931, de la « *Legión Cívica Argentina* » formation nationaliste, anti-sémite et farouchement catholique et partisane d'une croisade anti-communiste. D'où la participation de certains de ses membres à la guerre d'Espagne du côté de Franco. Les groupes issus de la LCA ont eu pour théoricien et idéologue, le père Julio Meinvielle (1905-1973) fondateur des scouts catholiques argentins en 1930, militant fondateur de l'« *Acción Católica* », en 1934.

¹⁷⁰ Avant cela, cette organisation avait pratiqué l'attaque d'étudiants juifs, l'assassinat d'un militant juif du PCA et plusieurs attentats contre des synagogues.

¹⁷¹ Le « marxisme » de Cooke relève plutôt du simplisme : le monde est divisé en deux sortes de pays, les oppresseurs et les opprimés, dans les rangs desquels se trouve l'Argentine qui subit une domination de type semi-colonial. Pour renverser l'état des choses et lutter contre l'impérialisme, il faut un « front populaire » regroupant, la classe ouvrière, la paysannerie, la petite-bourgeoisie et la bourgeoisie « nationale » sous la direction, bien sûr, de Perón, contre les soutiens de l'impérialisme, l'oligarchie et l'armée.

¹⁷² Avant de devenir en 1973 un dirigeant Montonero, Rodolfo Walsh, compagnon de Cooke aura été rédacteur en chef du journal de la CGTA.

¹⁷³ De sensibilité castriste, dirigé par Jorge Ricardo Massetti, L'EGP est soutenu par le PAR (« *Peronismo de Acción Revolucionaria* ») de W. Cooke.

¹⁷⁴ C'est ce groupe et particulièrement Perdria qui est responsable de l'assassinat de Vandor, en 1969, puis de José Alonso, le 27 août 1970.

¹⁷⁵ Plutôt guévariste que trotskyste. La section officielle de la IV^e internationale est le PST.

¹⁷⁶ L'ERP organisera une guérilla rurale en 1975 dans la région de Monte Chingolo. Santucho sera tué le 19 juin 1976.

organisé par Sabino Navarro (issus du « Péronisme de base », mais isolés des luttes dans les usines)¹⁷⁷, doté de militants étudiants chevronnés tels Firmenich, Medina, Ramus, Vélez, etc., réalise ses premières actions : l'assassinat du général Aramburu (29 mai 1970) puis, avec les FAP, l'occupation d'une journée de la petite ville de garnison de La Calera à 18 Km à l'ouest de Córdoba (1^{er} juillet 1970), l'attaque de banque à Ramos Mejica (banlieue ouest de Buenos Aires) (1^{er} septembre 1970).

Le groupe est en partie décapité, le 7 septembre 1970, par l'arrestation de la colonne de Buenos Aires, lors d'une tentative d'attaque de banque, dans la petite ville de William Morris qui se solde par la mort de Masa, Medina et Ramus¹⁷⁸. Mais il ne capitule pas ; la fin de l'année 1970 se soldant par diverses actions (attaque du jockey club de Córdoba, de bureaux de poste, banques, gares, etc.) ; actions qui se poursuivent en 1971 : désarmement de la police devant l'ambassade d'Allemagne à Buenos Aires (février 1971) ; en soutien aux grèves de Fiat à Córdoba, irruption d'un commando Montonero dans l'usine de El Palomar (banlieue Nord Ouest de Buenos Aires) 38 voitures incendiées (novembre 1971). Et en 1972 : l'assassinat de Roberto Uzal leader du groupe d'extrême droite Nueva Fuerza (lui-même assassin de montoneros) (mars 1972), l'enlèvement de Vincenzo Russo Directeur technique de Standard Electric Argentina (ITT)¹⁷⁹ assorti de l'obtention de 1 millions de dollars de rançon (décembre 1972).

Au contraire, moins de deux ans après, il deviendra la première organisation militaire du pays après avoir incorporé FAP, FAR¹⁸⁰, etc. Seuls resteront à l'écart du processus d'unification 'combattante' avec les Montoneros, l'ERP et l'ELN. Dès le début, indépendamment de leurs divergences politiques, les groupes armés s'adonnent à des actions communes¹⁸¹.

Des exemples :

- 26 juillet 1971 ; attaque de commissariat à Tucumán (FAR et Montoneros),
- 29 juillet 1971 ; assassinat du directeur des prisons, ancien chef de la police de Córdoba, Ricardo Sanmartino (FAR, FAP et Montoneros),
- 10 avril 1972 ; assassinat du général Juan Carlos Sánchez (Montoneros) et du DG de Fiat-Concord, Oberdan Sallustro, enlevé par l'ERP, le 21 mars précédent.

Pendant ce temps, les FAR accomplissent quelques actions d'éclat : le 20 juillet 1969, des explosions secouent 15 supermarchés Minimax appartenant à la famille Rockefeller, avant la visite de celui-ci en Argentine ; le 30 juillet 1970, occupation de la ville de Garín (province de Buenos Aires) par un commando de 40 hommes, puis en 1971 de nombreuses attaques de banques et l'enlèvement suivi de l'assassinat du directeur commercial de Gillette Argentine (juillet 1971).

De même pour l'ERP : le 29 mai 1971, elle enlève Stanley Silvester, consul honoraire anglais à Rosario mais directeur de l'Usine Swift (frigorifiques) où une grève a éclaté (la rançon de 25 millions de pesos est distribuée sous forme d'aliments aux pauvres et les arriérés de salaires sont payés aux grévistes) ; le 21 mars 1972, l'ERP enlève et exécute Oberdan Sallustro (directeur de Fiat Argentine) ; le 18 février 1973, la caserne du bataillon de transmissions de Córdoba est occupée et le 1^{er} avril 1973, l'amiral Aleman est enlevé puis libéré le 7 juin suivant. Le 30 avril, l'ERP-22¹⁸² assassine le contre-amiral Quijada, impliqué dans le massacre de Trelew. Enfin, en décembre 1973, l'ERP enlève Victor Samuelson, directeur d'Esso Argentine, et le libère six mois plus tard contre une rançon de 14 millions de dollars.

¹⁷⁷ Il est compréhensible que Navarro (1930-1972), délégué dans l'usine Deutz-Cantabrica, située à Morón (banlieue ouest de Buenos Aires), membre de plusieurs groupes péronistes de base depuis 1965, se soit retrouvé isolé à Córdoba, car devenu Montonero, il y était clandestin et n'intervenait à l'usine Renault qu'en temps que militant extérieur.

¹⁷⁸ Navarro sera tué lors d'une action en juillet 1972.

¹⁷⁹ L'enlèvement de cadres d'entreprises devient une des principales activités lucratives des groupes : en 1973, on relèvera 170 enlèvements !

¹⁸⁰ La fusion avec les FAR se produit en octobre 1973.

¹⁸¹ Le « voyage à Cuba », pour des raisons de protection vis à vis de la répression ou d'enthousiasme vers la « terre promise » de la révolution, auquel participèrent simultanément des membres de tous les courants de l'extrême gauche nationaliste (des Montoneros à l'ERP), ainsi que les séjours communs en prison comme à Trelew, favorisèrent les contacts, l'absence d'un certain sectarisme et la volonté de faire du « travail en commun ».

¹⁸² Dissidence de l'ERP, proche du péronisme.

REVOLUTION OU CONTRE-REVOLUTION (1973-1976) ?

LE RETOUR DE PERON

L'arrivée de Perón est prévue pour le 20 juin 1973 à l'aéroport d'Ezeiza¹⁸³, à 30 Km au sud-ouest de Buenos Aires, où il doit prononcer un discours et où l'attend près d'un million de personnes depuis la veille. L'extrême droite péroniste, qui s'était rangée près de la tribune, attaque une colonne de Montoneros qui s'approchait de la tribune, pour « renouer les liens entre les masses et le Lider » et en tue 380, en blesse plusieurs centaines, en capture et torture d'autres. Ils expliqueront leur action en propageant la rumeur que les Montoneros avaient programmé un attentat contre Perón¹⁸⁴.



Le service d'ordre de la CGT, fier de lui, après avoir perpétré le massacre d'Ezeiza.

Le 13 juillet, sur la pression de la droite péroniste menée par Raúl Lastiri, président de l'Assemblée Nationale, Cámpora¹⁸⁵, jugé trop à gauche est démissionné après 50 jours de présidence, puis c'est le tour de Puig et de Righi. En réaction, et selon leur théorie de l'encerclement (de Perón par la droite péroniste), la JP et les Montoneros organisent une marche vers la résidence du Lider qui regroupe 80 000 personnes.

Néanmoins la campagne électorale bat son plein et s'organisent de grandes messes péronistes, comme celle du 31 août 1973, à Buenos Aires, qui réunit 300 000 manifestants. Le 23 septembre, Perón est réélu avec 60 % des voix. L'ERP est déclarée hors la loi¹⁸⁶. Le 25, le leader de la CGT José Rucci est exécuté par les Montoneros, en même temps que le dirigeant de la jeunesse péroniste, Enrique Grymberg, est assassiné par l'extrême-droite. Celle-ci, aidée par la police, commet plusieurs dizaines d'assassinats de professeurs, avocats, journalistes, étudiants, prêtres, ouvriers, etc. Les péronistes de gauche sont désorientés. Pourtant, le 12 septembre 1973, toute l'extrême gauche, la gauche et les péronistes se retrouvent pour soutenir le régime Allende contre le coup d'état de Pinochet. Le 12 octobre 1973, les Montoneros fusionnent avec les FAR le jour de l'intronisation de Perón.

La défense de l'industrie argentine est renforcée par la loi 20 545 sur « *la protection de l'industrie nationale* », de décembre 1973, autorisant l'Etat à fixer le prix des marchandises importées et favorisant l'exportation par des subventions aux produits vendus à l'étranger. Pour financer certains investissements, l'Etat fait appel au crédit étranger (Chili, Cuba, Uruguay, Hongrie, etc.). Les prix des matières premières agricoles, première source d'exportation, voient leur fixation par l'Etat encore renforcée. Sur le plan intérieur, Gelbard pousse à la restructuration du tissu industriel argentin des PME de façon plus modérée que ne l'a fait, précédemment, Krieger Vasena. Il favorise la création de la COPYME (« *Confederación General de las Pequeñas y Medianas Empresas del Estado* »), en mai 1974, qui regroupe environ 1,3 million de

¹⁸³ En fait, Perón atterrit sur le champ d'aviation de Morón, ce qui laisse penser qu'il était au courant du piège préparé par l'extrême droite.

¹⁸⁴ En fait, il s'agit bel et bien d'une provocation soigneusement organisée par l'extrême-droite péroniste menée par Lt Col. Jorge Osinde qui prit complètement au dépourvu les Montoneros.

¹⁸⁵ Resté en Argentine après le coup d'état militaire de mars 1976, il ne devra son salut qu'en trouvant refuge à l'ambassade du Mexique à Buenos Aires jusqu'en 1979, d'où il partira finalement pour mourir au Mexique, en 1980.

¹⁸⁶ Mais continue ses actions. Parmi les plus spectaculaires, citons : 6 septembre 1973, l'ERP attaque l'hôpital central de l'armée pendant 5 heures ; 20 janvier 1974, 70 commandos de l'ERP attaque la garnison du 10^e régiment de cavalerie à Azul et occupent la caserne pendant 10 heures (225 km de Buenos Aires). Cette action servira à Perón pour destituer Oscar Bidegain gouverneur de la province de Buenos Aires et sympathisant Montoneros, sous prétexte de collusion avec le « terrorisme », il sera remplacé par Victorio Calabró, dirigeant régional de l'UOM ; 11 août 1974, l'ERP attaque la fabrique d'armes de Villa María (province de Córdoba) et la garnison des parachutistes de Catamarca (16 morts et 19 arrestations).

petites entreprises¹⁸⁷, afin de subventionner les entreprises qui se rationalisent d'elles-mêmes. Tandis que l'UIA (« *Unión Industrial Argentina* ») fusionne avec la CGI (« *Confederación General de la Industria* », branche industrielle de la CGE) pour former Confédération industrielle argentine (CINA, « *Confederación Industrial Nacional de Argentina* »).

Sur le plan social, la « *Ley de Seguridad* » interdisait les grèves avec occupation et la « *Ley de Asociaciones Profesionales* » renforçait le pouvoir de la bureaucratie de la CGT en étendant la durée de mandats syndicaux de deux à quatre ans. Ceci dans le but de renforcer la lutte contre les syndicats récalcitrants, comme le SMATA de Fiat.

A la demande de l'UOM, le gouvernement supprime le droit du SMATA à représenter les ouvriers de Fiat. Lors d'un référendum organisé par le SMATA, fin juin, les ouvriers de Fiat le soutinrent en masse (1 502 voix contre 153 à l'UOM, à Concord ; 652 voix contre 44 à l'UOM, à Materfer). En conséquence, Salamanca annonça, le 11 juillet, que le SMATA ne tiendrait pas compte des injonctions gouvernementales. Le 21 août, les ouvriers de Fiat Concord se mirent en grève et occupèrent l'usine trois jours avec le soutien (grèves, manifestations) des autres ouvriers de la ville. Un front syndical anti-Rucci se constitua entre le SMATA, « *Luz y Fuerza* » (dont le dirigeant indépendant Tosco était systématiquement calomnié comme « *agent des américains et des russes au sein du mouvement ouvrier* ») et l'UTA (dont le dirigeant López, venait d'être élu co-gouverneur de la province de Córdoba et hésitait à s'engager à fond contre Rucci).

Pour Perón, pour son ministre du travail Ricardo Otero (dirigeant de l'UOM) et pour Rucci, il fallait arracher la verrue cordouane. Ici, les classistes continuaient de ronger les positions des péronistes même à l'IME, où le syndicat ATE (dirigé par Héctor Castro) était en perte de vitesse. Les grèves ne se tarissaient guère¹⁸⁸. Les délégués d'atelier et de chaînes regroupés en commissions d'usine combattent avec davantage de succès les structures syndicales officielles. L'offensive contre Córdoba débute le 1^{er} octobre par la nomination d'un nouveau dirigeant régional, Luis Longhi. Celui-ci est choisi par Perón lui-même. Le 4 octobre, cette nomination est relayée par un attentat contre les locaux de la CGT et 250 licenciements à l'IME. Il faudra une grève générale (le 9 octobre) et plusieurs actions de protestation pour faire annuler les licenciements. Le 22 octobre, le gouverneur Cano (élu avec López) est taxé par la CGT et la droite péroniste d'être un fourrier du marxisme. La campagne pour qu'il démissionne n'aboutira qu'en mars 1974.

En dépit de la contre-offensive du parti de l'ordre, le mois de novembre totalisera le plus grand nombre de jours de grève de l'année 1973. Un pic est atteint chez Renault, motivé par le combat contre la dégradation des conditions de travail. Rodriguez, secrétaire national du SMATA, avait décidé d'éliminer Salamanca et les classistes du syndicat et des usines Renault. Le 11 décembre, un attentat contre Salamanca échoue. Le lendemain, Arnaldo Rojas, délégué de base chez Renault et membre du PCR était exécuté, ouvrant la liste de la douzaine de travailleurs éliminés dans le mois. Le 14 décembre, les péronistes de gauche, les indépendants et le SMATA appellent à une grève générale.

1974 : LES LUTTES CONTRE LE PACTE SOCIAL

Le pacte social est perçu par les salariés comme un piège : le blocage des salaires fonctionnait bien, mais les prix renchérisaient toujours. En janvier février 1974, une nouvelle vague de grèves se répand dans tout le pays, forçant la CGT à conseiller Perón de lâcher quelque chose sur les salaires. Le *Lider* consent à des hausses de rémunérations, aussitôt résorbées par l'inflation. De mars à juin, une deuxième vague d'agitations secoue les usines avec, pour seule revendication, des nouvelles augmentations de salaires. Les comités de grève dénoncent de plus en plus ouvertement la CGT, et pas seulement à Córdoba.

La grève la plus notable de cette vague a été celle de Villa Constitución (près de Rosario). Le 8 mars, les 6 000 sidérurgistes d'Acindar, les métallurgistes de Marathom et de Metcon (fonderie, filiale de Ford) adhèrent à la proposition d'Alberto Piccinini, délégué de base d'Acindar, d'une action commune. Les usines sont occupées. Les travailleurs contestent vivement l'UOM. Leur grève devient le centre du combat pour l'ensemble des salariés de la région de Rosario et de Córdoba. Le 17 mars, le gouvernement (propriétaire d'Acindar) fait des concessions. Le 20 avril, Tosco, Salamanca, Piccinini et plusieurs délégués participent à un meeting avec les classistes de Villa Constitución visant la création d'un syndicat classiste national opposé à la CGT et au Péronisme, le MSC (« *Movimiento Sindical Combativo* »).

¹⁸⁷ 160 000 entreprises industrielles, 450 000 exploitations rurales et 700 000 établissements commerciaux.

¹⁸⁸ En octobre 1973, la grève chez GM permet d'obtenir l'annulation du plan de restructuration et la diminution des cadences. En août 1973, se signale également la grève chez Perkins, à Córdoba.

Les élections professionnelles dans l'automobile ravivent, entre mars et mai 1974, la bataille entre la liste classiste et la CGT. Cette dernière espère à la fois bénéficier d'une liste autonome menée par les staliniens et sur l'initiative policière pour arrêter les militants oppositionnels. Peine perdue. Le 2 mai, les résultats tombent : sur l'ensemble des usines de Córdoba (Renault, Ford-Transax, Thompson Ramco, Fiat-GMD), la liste classiste de Salamanca obtient 4 027 voix contre 2 270 aux péronistes de droite et 793 aux staliniens.

Sur le plan politique, les Montoneros, la JP et plus largement la gauche péroniste sont dans l'impasse. Leur politique de participation et de défense du gouvernement les oblige à se couper du mouvement social sans pour autant bénéficier de renvoi d'ascenseur de Perón. Au contraire, s'étant appuyé sur la JP pour organiser sa campagne électorale, ayant salué les guérilleros pour faire pression sur les militaires, Perón, maintenant élu n'a plus besoin d'eux et les considère comme réellement gênants. Il cherche l'affrontement. Les événements s'enchaînent. Les Montoneros n'ont pas compris le message du massacre d'Ezeiza.

Le 24 janvier 1974 les députés Montoneros démissionnent pour protester contre la réforme du code pénal, suite à l'ultimatum de Perón leur adjurant de se soumettre ou de se démettre. Le 11 mars 1974, les Montoneros tiennent meeting au stade Atlanta de Buenos Aires devant 50 000 personnes. Les orateurs, Galimberti et Firmenich, avancent la théorie de l'encerclement du gouvernement « populaire » par les traîtres ; il faut donc défendre le dit gouvernement mais en même temps supprimer le pacte social qui opprime les travailleurs. Malgré ces palinodies, le gouvernement interdit, le 11 avril 1974, le journal « *El Descamisado* »¹⁸⁹.

Le 1^{er} mai 1974, se tient à Buenos Aires, Plaza de Mayo, l'un des derniers rassemblements de Perón. Leur présence n'est pas souhaitée, mais la gauche péroniste et les Montoneros sont là derrière la jeunesse péroniste. Le rapport de force est de 60 000 manifestants pour la JP contre 40 000 pour la CGT. Bien que les banderoles autres que le drapeau argentin et les bannières syndicales soient interdites, les Montoneros et la JTP sortirent les leurs, acclamèrent le *Lider* et la défunte Eva puis, avec des roulements de tambours, listèrent leurs morts dont la foule hurlait « présent ». Ils demandaient à Perón « *Qué pasa, qué pasa, qué pasa general ? Está lleno de gorilas el gobierno popular !* »¹⁹⁰ ce qui énerva évidemment Perón qui prononça, perdant tout self-control, le discours que l'on sait, contre les « *infiltrés, les imberbes et les imbéciles* ». Dépités les Montoneros quittèrent la place. En retour, celui-ci les traita d'« *imberbes, nés de la dernière pluie* », ne valant pas « *les syndicalistes qui depuis vingt ans, sans concession, maintiennent le drapeau du Péronisme* ». Leur rêve brisé, quelque 60 000 participants au meeting officiel plient bagage avec les Montoneros.



Affrontements entre sympathisants montoneros (au fond) et service d'ordre CGT, le 1^{er} mai 1974.

Le lendemain 2 mai, Perón, entouré de 1 000 hommes de troupe, accueillait le général Pinochet sur l'aéroport de Morón. Tout un symbole. Ensuite, le père Carlos Mujica est assassiné le 11 mai ; encore un autre symbole.

¹⁸⁹ Ceci faisait suite à l'interdiction du quotidien « *El Mundo* », proche du PRT en mars ; des hebdomadaires « *Militancia* », proche du péronisme de base, et de « *El Peronista* », en juin, organe de la JP. Même, le parti stalinien qui soutient critiqueusement le gouvernement verra son quotidien « *La Calle* » interdit en décembre 1974. De même, le journal « *Crónica* », premier quotidien du pays (800 000 exemplaires), est interdit en décembre 1974 ; quant à la « *Voz del Interior* », quotidien de Córdoba, il voit ses locaux détruits par un attentat à la dynamite réalisé par l'AAA.

¹⁹⁰ « *Que se passe-t-il général ? Ce gouvernement populaire est plein de gorilles !* »

Le 15 mai, lors d'une conférence de presse, Alberto Molina et Fernando Vaca Narvaja, membres de la direction des Montoneros, annoncèrent la possibilité du retour à la « résistance » toujours au nom de la théorie de l'entourage.

Le 12 juin, Perón fait sa dernière apparition publique. Il a fait savoir que toutes les familles du Péronisme étaient les bienvenues, y compris celle des Montoneros. Ceux-ci s'y précipitent. Sans indiquer qui que ce soit, le *Lider* tance tous ceux qui « menacent l'Argentine et le Péronisme ». Néanmoins, extrême droite et extrême gauche auraient pu se sentir visés. Respectueux du 'père', les Montoneros expliqueront les mots hostiles de Perón par le mauvais ascendant de son entourage. Perón est bon mais sa politique est mauvaise parce qu'il est sous l'influence néfaste du traître López Rega, résumant-ils¹⁹¹. A partir de cet instant, la chasse aux rouges va s'accroître. L'armée est conviée au banquet (massacre de paysans à Catamarca).

L'ESSOR DES MONTONEROS

Malgré la répression, les Montoneros vont devenir, entre 1971 et 1974, la seule force armée péroniste avec 100 000 membres, dont 3 500 à 5 000 cadres militaires. Le succès des Montoneros repose sur :

- une idéologie simpliste qui leur a permis de « phagocytter » les autres groupes péronistes. Le credo se résume à admirer ceux qui ont lutté, quelle qu'a été leur lutte, qui ont employé des moyens illégaux nécessités par la dictature militaire et l'échec depuis 1955 du Péronisme légal et des compromis des « bureaucrates » syndicaux. De même, les Montoneros se concevaient (au début) au côté des autres organisations comme le « bras armé » du peuple engagé dans une lutte de libération nationale contre l'impérialisme et l'oligarchie. Tout cela cimenté par des illusions dans Perón : pour les Montoneros, il n'y avait pas besoin de ligne politique déployée, il suffisait seulement de coller aux illusions des masses sur Perón (ou plutôt sur ce que les Montoneros prêtaient comme illusions aux masses).
- leur infiltration dans la jeunesse péroniste qui leur a permis d'en prendre le contrôle.

La jeunesse péroniste, JP, (« *Juventud Peronista* ») existant sous une foule d'organisations voit le jour réellement lorsqu'elle est consolidée à la mi 1971, quand Perón nomme Francisco Julián Licastro (ex lieutenant ayant démissionné en 1969, en soutien au Córdoba) et Rodolfo Galimberti (dirigeant d'un groupe de jeunes péronistes, la JAEN¹⁹², « *Juventudes Argentinas por la Emancipación Nacional* ») à sa tête et les coopte au conseil supérieur du mouvement justicialiste. La jeunesse péroniste est restructurée en mai 1972 au moment où Galimberti adhère aux Montoneros et se développe vertigineusement en vue de la campagne électorale de 1973.

La JP recrute massivement, dans la seconde partie de l'année 1972, des jeunes, des étudiants, des membres de la petite bourgeoisie radicalisée ; ainsi elle organise plusieurs meetings rassemblant de 5 000 à 100 000 assistants. Lors de la venue éclair de Perón (en novembre 1972), c'est le Service d'Ordre des JP qui « protège » la villa et canalise les 100 000 visiteurs. Forts de leurs succès, les Montoneros ne réalisent pas qu'ils sont utilisés par Perón pour accélérer le départ des militaires et comme bras « séculier » pour régler certains comptes entre fractions péronistes ou CGTistes.

D'autant que Perón joue double jeu de la fin 1971 au début 1973, alternant le chaud et le froid : d'une part, il maintient la voie électorale (ligne Paladino, dirigeant justicialiste démissionné en novembre 1971) ; d'autre part, il utilise et « appuie » les jeunes guérilleros. Conscient que pour gagner, il a besoin des énergies de la jeunesse, il remplace Paladino par Cámpora (plus à gauche) tout s'adjoignant en même temps les services du Lt Col. Jorge Osinde, chef des services secrets avant 1955 et futur responsable du massacre d'Ezeiza.

Les Montoneros ne cessent de se renforcer dans les rangs de la guérilla : à fin 1972, les Descamisados les rejoignent, puis les FAR en octobre 1973, enfin les 2/3 des FAP (la fraction de Carlos Caride) en juin 1974¹⁹³. Ainsi que les CPL (« *Comando Peronista de Liberación* ») issus, en 1973, des FAL.

Dans l'opinion publique, les Montoneros ont une bonne image car ils allient pragmatisme politique et action symbolique, renforçant les succès de leur propagande armée. Ainsi, chaque 26 juillet, pour l'anniversaire de la mort d'Evita, ont lieu des attaques de plus d'une centaine des symboles de la

¹⁹¹ L'aveuglement n'est pas l'apanage des seuls Montoneros. A l'opposé, les maoïstes du PCR soutiendront, début janvier 1975, Isabel Perón et López Rega contre « le coup d'Etat pro-yankee ou pro-soviétique » qui menace. Ceux de VC qui se transformeront en PC-ml en 1976, puis en PL (« *Partido de la Liberación* ») en 1983, soutiendront le PA et les Montoneros.

¹⁹² Où se retrouve également Rodolfo Ortega Peña, futur député péroniste de gauche.

¹⁹³ Ceci faisait suite à une première scission au sein des FAP, en 1973, où s'étaient créés les FAP « Commandement National » et les « FAP du 17 octobre » ; les premiers disparaîtront en 1975 ; les deuxièmes se divisent en juin 1974 une partie passant aux Montoneros, l'autre (autour d'Envar El Kadri) restant indépendante. Tous les FAP se dissolvent en 1975.

richesse (country clubs, terrains de golf, etc.) tout en prenant soin de ne pas tuer les lampistes y compris les simples policiers ou soldats.

Cette croissance fulgurante s'explique aussi et surtout par le travail à l'intérieur de la JP et de ses sous-ensembles. Le minimalisme politique des Montoneros favorise l'accord rapide avec les autres groupes. Trois points sont mis en avant : contre la dictature militaire, pour le retour de Perón et justice sociale. Le tout cimenté par une approche nationaliste solide. Firmenich restant le numéro un de l'organisation montonera, un militant en particulier accroît son influence dans le mouvement : Rodolfo Galimberti¹⁹⁴, intime et favori du *Lider*.

L'organisation des JP repose sur les :

- JP regionales : travail politique général sur la base territoriale,
- JUP, « *Juventud Universitaria Peronista* » : travail parmi les étudiants et les jeunes employés de l'université,
- JTP, « *Juventud Trabajadora Peronista* » : travail parmi les ouvriers,
- MVP, « *Movimiento de Villeros Peronistas* » : travail parmi les habitants des bidonvilles¹⁹⁵,
- UES, « *Unión de Estudiantes Secundarios* » : travail parmi les lycéens,
- AE, « *Agrupación Evita de la Rama Femenina* » : travail parmi les femmes,
- MIP, « *Movimiento de Inquilinos Peronistas* » : travail parmi les locataires des foyers et hôtels.

L'influence de la JP était telle qu'elle fût capable de mobiliser six fois plus de manifestants que la droite péroniste ou les syndicats, comme lors de la manifestation, le 31 août 1973, en soutien à la candidature Perón : 150 000 manifestants derrière ses banderoles (mobilisés en 3 jours seulement) contre 140 000 derrière celles de la CGT, mobilisés depuis 1 mois !

Les Montoneros contrôlait (via Galimberti) les nominations des différents responsables de la JP qui étaient donc non élus par la base. Ceci permettait la sélection de ceux qui seraient intégrés éventuellement aux Montoneros et le contrôle du conglomerat que représentait la jeunesse péroniste¹⁹⁶. A cette époque, le seul ciment théorique des militants des JP sont les liens qui se créent lors les manifestations de masse ou des actions pour la campagne électorale. Il n'y a pas de formation politique sérieuse, pas de discussion interne et pas de cadres intermédiaires. Une autre faiblesse des Montoneros est l'absence de liens forts avec la base des JP, les faibles contacts dans les usines et surtout l'hostilité des syndicats qui empêchera, au début tout du moins, la formation de cellules de la JTP. Cette dernière n'influence que l'ATE, l'UTA, le syndicat des gaziers et surtout le syndicat des employés, ce qui est peu face à l'UOM ou au SMATA.

Des scissions agitent les Montoneros :

- Scission à gauche, de Córdoba (fin 1973) qui critique la militarisation en soi, l'absence de liens avec la classe ouvrière, le suivisme par rapport à l'idéologie et aux besoins de la petite bourgeoisie (tendance animée par Luis Losada et Luis Rodeiro, vieux montoneros de la première époque),
- Scission à droite qui réaffirme la loyauté indéfectible à l'égard de Perón (tendance animée par Jorge Obeid).

Même à cette époque ouverte, les Montoneros ne sont pas une organisation où l'on discute et d'ailleurs comment cela se pourrait-il ? Les milliers de nouveaux militants n'ont aucune formation politique et encore moins théorique. L'action pour elle-même et la fidélité à l'organisation tiennent lieu de vade-mecum. Les Montoneros ne pensent en aucun cas agir en dehors du Péronisme tant et si bien qu'après « l'incartade » de Galimberti appelant à « *constituer des milices ouvrières* » en mars 1973, lors d'un meeting, Perón réagit vertement et fait démissionner Galimberti, en avril 1973, de son poste de délégué de la jeunesse au conseil central péroniste.

Ce renoncement à s'affronter au *Lider* se traduit également par le soutien au pacte social de Cámpora, au nom de l'anti-impérialisme, pendant un an. En conséquence, lors de la vague des occupations d'usine du printemps 1973, la JTP, appliquant les consignes à la lettre, se retira du mouvement, ce qui eût pour effet de distendre des liens déjà ténus avec la classe ouvrière.

¹⁹⁴ Galimberti devient secrétaire des JP. Il compte parmi les invités excellents de Perón dans sa villa d'Olivos en novembre 1972, à l'occasion de son fugace retour en Argentine. Lors d'un meeting en avril 1973, Galimberti menace de la création des « *milices ouvrières* » pour hâter le processus de reconquête de l'exécutif de la part du vieux Chef.

¹⁹⁵ Il faut savoir qu'entre 1970 et 1973, le nombre d'habitants des bidonvilles de Buenos Aires passa de 800 000 à 1 million.

¹⁹⁶ A leur zénith, à mi 1974, l'ensemble des organisations composant la jeunesse péroniste sont crédités de 500 000 adhérents.

L'APRES PERON

Perón meurt le 1^{er} juillet. Avec l'aide occulte de López Rega (ministre du « *bien être social* » et grand protecteur/manipulateur de l'extrême droite) et en l'absence d'autre solution politique de rechange, sa deuxième femme lui succède. L'état de siège est immédiatement proclamé. Aux cérémonies pour la mort de Perón, les principaux dirigeants Montoneros et JP, dont Galimberti, rendirent hommage à celui qui « avait toujours défendu le peuple ». La CGT décrète trois jours de grève en signe de deuil.

Les Montoneros ayant repris l'offensive, le 14 juin 1974, en assassinant, à San Justo (Buenos Aires), le docteur Arturo Mor Roig, ancien ministre de l'intérieur du gouvernement Lanusse, les forces de répression para-légales comme l'AAA, passent à la contre-attaque ; il s'agit d'éradiquer le « terrorisme ».

Ce « blitz » de l'AAA qui, en septembre 1974, va faire plus de 200 morts a été en quelque sorte annoncé, le 31 juillet, par l'assassinat, en plein centre de Buenos Aires, du député péroniste de gauche, Rodolfo Ortega Peña.

En réaction, le 6 septembre 1974, les Montoneros passent à la clandestinité après avoir créé une vitrine légale, le « *Partido Auténtico* » (PA). Tandis que les forces para-policières agissent contre les guérilleros, le gouvernement n'en oublie pas que son principal adversaire reste la classe ouvrière : pour cela, le 27 septembre 1974, la Loi anti-subversion est votée qui punit de trois ans de prison les leaders identifiés des grèves déclarées illégales. C'est une aubaine pour la CGT qui va pouvoir se débarrasser aisément des militants combattifs. Ceci est prolongé par la proclamation de l'Etat de siège, le 6 novembre 1974.

Les actions des Montoneros continuent : le 19 septembre 1974, ils enlèvent et assassinent Alberto Bosch, directeur des « Molinos de Rio de La Plata » ; en novembre 1974, le chef de la police fédérale (et sa femme) Alberto Villar sont tués dans l'explosion de son bateau. Le successeur de Villar, Luis Margaride tout aussi cruel, qui s'était illustré contre les grèves de 1959, évita la mort lorsqu'un camion bourré d'explosifs lancé par l'ERP échoua à quelques mètres de lui.

Mais, au-delà de ces actions, le fait majeur du deuxième semestre 1974, parmi d'autres luttes ouvrières¹⁹⁷, est bien la grève Renault à Córdoba.

LA GRÈVE RENAULT [*13]

Pendant un an et demi, l'inflation et les exécutions politiques s'envolent. Les luttes ouvrières ne cessent pas pour autant. Dans l'automobile, quatre ans de conflits sociaux et les aléas conjoncturels de la demande solvable rendent nécessaire une remise à niveau sensible de l'organisation de la production. Intensification des rythmes de travail, licenciements et nouveaux investissements productifs sont au menu des patrons.

Le 5 juin, l'hyper-inflation et la pression patronale renouvelée poussent les salariés chez Renault à voter une grève des cadences pour 60 % de hausse des salaires et l'amélioration des conditions de travail. La direction suspend 2 000 travailleurs. Le ministre du travail Otero déclare illégale la grève parce que « *politique* ». L'action est la cible de l'hostilité des péronistes de droite et des stalinien. La poursuite de la grève touche l'ensemble de la filière automobile car les forges de Renault - les plus importantes du pays - travaillaient également pour les autres constructeurs. Le 19 juillet, Renault suspend 1 000 salariés supplémentaires, puis 2 800 autres, le 26 juillet. Le 3 août, Renault ferme l'usine.

Comme en octobre 1971 à Ferreyra, le 4 août, l'armée quadrille la zone de Santa Isabel. Le 6 août, Tosco tient un meeting devant 6 000 travailleurs de l'automobile. De leur côté, Renault, le gouvernement et la CGT¹⁹⁸ se concentrent sur la destruction du SMATA et du classisme cordouan. Le directeur de Renault, Jacques Leroy, et le ministre du travail, Otero, sont en contact permanent, ainsi que le dirigeant national du SMATA Rodríguez. Le 8 août, se tient la grève générale appelée par le MSC alors même que Rodríguez dissout le SMATA de Córdoba et expulse Salamanca et 22 autres délégués de la CGT. Entre-temps, la Banque Centrale, sur ordre d'Otero, bloque les fonds du syndicat dissout. Le lendemain, tous les journaux du pays publient un article de Rodríguez contre la grève et les « *traîtres et conspirateurs anti-argentins* ».

¹⁹⁷ Notamment, celle de la PASA (produits chimiques) de Rosario, où 700 ouvriers, en juillet 1974, se mirent en grève contre la mauvaise qualité de la cantine (sous-traitée à une entreprise externe) et pour la réembauche des 18 salariés occupés précédemment. Devant le refus de négocier de la Direction, ils remettent en route l'usine eux-mêmes et assurent la production. Contre le gouvernement, le patron et la CGT, ils tiennent bon. Paradoxalement, ils demandent la nationalisation de l'entreprise. Finalement, après plusieurs semaines, leurs revendications sont satisfaites. Ou encore, celle des 60 000 ouvriers du sucre de Tucumán pour des augmentations de salaires début septembre. Ou aussi, la victoire de la liste classiste, menée par Piccinini, aux usines Acindar de Villa Constitución, par 2 623 voix contre 1 437 à la liste de droite, aux élections de l'UOM.

¹⁹⁸ Direction nationale du SMATA.

Le SMATA n'était pas seul dans le collimateur de la CGT. Au sein de « *Luz y Fuerza* », les péronistes de Sixto Ceballos, pourtant précédemment associés par Tosco à la direction du syndicat, tentent de l'évincer. A l'UTA également, en vue des élections professionnelles du 17 août, López est à son tour menacé par les péronistes de droite.

A Ford-Transax, les travailleurs prennent l'usine et redémarrent les chaînes. Ils décident de réserver leur production aux seules entreprises cordouanes. Le 23 août, les bonzes du SMATA central investissent le local du SMATA local, imités, le lendemain, par la police. Le 25, la riposte prend la forme d'une nouvelle grève générale. Le moral des grévistes était encore bon. La solidarité active de la population (argent, soupes populaires, etc.) ne leur faisait pas défaut.

Mais l'enlèvement, le 27 août, par les FAP du directeur du personnel de Renault, Ricardo Goya, modifie la donne en profondeur. La présence et les contrôles policiers se multiplient exploitant l'isolement politique de l'action de guérilla. Le SMATA central et la CGT désignent comme commanditaires, les classistes. Soutenue par Rodríguez, début septembre, la direction de Renault propose 28 % d'augmentation des salaires, la réintégration des travailleurs suspendus et la satisfaction des revendications sur les conditions de travail. En complétant le dispositif, l'AAA tue, le 11 septembre, l'avocat Curutchet, défenseur des syndicats classistes. Le 16 septembre, López - redevenu chauffeur de bus après sa démission du poste de co-gouverneur en mars et sa défaite aux élections syndicales du 17 août - est enlevé puis abattu à Buenos Aires. Le message était clair : tout ce qui ne s'inscrit pas dans l'orthodoxie péroniste sera éliminé.

Le 23 septembre, les ouvriers de Ford-Transax, Ilsa, Thompson Ramco et Fiat-GMD approuvent la proposition de Salamanca du prolongement de la grève perlée. En revanche, leurs pairs chez Renault votent, à une faible majorité, la reprise temporaire du travail pour dix jours afin de vérifier le respect des engagements pris par la Direction de la société. Le 4 octobre, la grève était terminée. Le lendemain, l'armée occupait les locaux de « *Luz y Fuerza* » et arrêtait plusieurs militants du SMATA, dont le secrétaire Roque Romero. Salamanca - revenu travailler aux Forges - et d'autres délégués plongent dans la clandestinité. Les classistes sont en déroute. Le 10 octobre, le nouveau gouverneur militaire de Córdoba, le général Raúl Lacabanne (sic !), félicite Rodríguez pour avoir purgé le SMATA de Córdoba de la « *vérole marxiste qui ternissait l'image de la ville* ».

Malgré cela, le 6 novembre, les ouvriers de l'automobile cessent le travail pour exiger le départ de Rodríguez et de ses amis ainsi que le retour des classistes. L'armée prend alors une nouvelle fois le contrôle des locaux de « *Luz y Fuerza* ». Plusieurs dirigeants et militants de la tendance Tosco y sont cueillis et emprisonnés. Tosco lui-même choisit la clandestinité. Les biens du syndicat sont saisis, y compris les fonds consacrés à la protection sociale. Raúl Lacabanne rend les clés du syndicat aux péronistes de Ceballos.

1975 : L'IMPASSE POLITIQUE

Après la mort de *Lider*, l'avant-garde ouvrière relève la tête. S'opère un début de rupture avec le Péronisme aidé par le fait que la CGT se range clairement du côté du gouvernement et s'oppose aux grèves. Les travailleurs critiquent ouvertement le syndicat et investissent les Commissions Internes. Ceci surtout dans les usines automobiles en dépit de la défaite de la grève Renault de juin à septembre 1974. Les enlèvements et tueries de salariés se poursuivent en ce début 1975, notamment à Córdoba. Les groupes armés intensifient les représailles contre la droite péroniste et les membres du gouvernement. Cette vague de janvier février 1975 culmine, le 26 février, par l'enlèvement puis l'élimination du consul américain à Córdoba, John P. Egan.

Début 1975, les Montoneros sont déclarés groupement illégal. Désireux de maintenir leur vitrine légale, les Montoneros accélèrent la structuration du « *Partido Auténtico* »¹⁹⁹, le 11 mars 1975. Son journal est « *El Auténtico* ». Il s'agit de rassembler les restes de la Gauche péroniste. Après un échec aux élections provinciales de Misiones (le PA ne recueillent que 5 % des voix), apparaît la tentative de rallier Cámpora, exilé au Mexique, capable selon les Montoneros de fédérer les déçus du Péronisme sans Perón. A mi 1975, le PA organise 40 000 militants ; en décembre 1975, il est crédité de 98 000 militants. Pour se présenter aux élections, le PA, conformément à la législation électorale en vigueur, donne à la police 40 000 noms de signatures !

Le 11 février 1975 débute l'opération « *Indépendance* ». La cinquième brigade d'infanterie ratisse la province de Tucumán afin de débusquer les guérilleros. Pendant ce temps, assassinats et contre-assassinats

¹⁹⁹ Alliance des Montoneros, des gouverneurs de gauche démissionnés en 1974 (Bidegain, Obregón Cano, etc.) et de vieux militants syndicaux de 1955 Sebastian Borro, Armando Cabo, Andrés Framini, Arnaldo Lisazo, Dante Viel, etc.

se succèdent : en février 1975, Hipólito Acuña (député de Santa Fe) et Teodoro Ponce (UOM Rosario) sont tués ; trois policiers sont tués à Buenos Aires.

En avril 1975, le commissaire à la retraite, Ramón Morales, est enlevé puis abattu, mais le point d'orgue de cette année, pour les Montoneros, reste, de février à juin 1975, à Buenos Aires, l'enlèvement des frères Born (Jorge, 40 ans et Juan, 39 ans), grands négociants en blé. Une rançon de 60 millions de dollars est exigée par l'organisation péroniste armée ainsi que la fourniture, pour 3,5 millions de dollars de nourriture et de biens de première nécessité pour les habitants des bidonvilles de Buenos Aires. Pendant les négociations, les Montoneros passeront par les armes quatre cadres de l'entreprise Bunge y Born, tout en libérant, au bout de 6 semaines, l'un des deux frères (Juan, le 23 mars, moyennant 25 millions de dollars) qui souffrait de problèmes de santé. L'autre frère, Jorge, fut libéré après paiement du reste de la rançon, le 25 juin 1975. L'organisation de l'enlèvement avait été parfaitement mise au point par Galimberti²⁰⁰.

Après l'enlèvement des frères Born qui rapporta 60 millions de dollars²⁰¹, financièrement riches²⁰², mieux armés, plus nombreux, les Montoneros devinrent plus ambitieux : ils attaquent l'usine d'armement Halcón, à Banfield (banlieue de Buenos Aires) et récupèrent (avec la complicité du directeur, un de leurs sympathisants), des mitrailleuses, fusils, etc. Ils décident la création d'ateliers de fabrication d'armes (une trentaine répartie dans tout le pays, dont la production, qualitativement et quantitativement rivalisera avec celle des arsenaux de l'Armée).

LE RODRIGAZO

Pendant ce temps, dès mars, l'agitation ouvrière avait redémarré à Villa Constitución dans les usines sidérurgiques Acindar. Les travailleurs cessent le travail pour obtenir des augmentations de salaire, le contrôle sur les cadences et manifester leur soutien aux classistes menés par Alberto Piccinini. Ces derniers doivent faire face aux manœuvres de Lorenzo Miguel, chef de l'UOM nationale, qui leur dénie le droit de représentation syndicale. Le gouvernement vole au secours de l'UOM et fait arrêter 40 militants syndicaux dont Piccinini lui-même. La réponse ne se fait pas attendre. La ville connaît une semaine d'émeutes et de manifestations. Le mouvement des délégués de base prend les rênes de la grève. D'autres usines et même certains syndicats de l'UOM se joignent à l'action. Le 19 mai, le gouvernement cède et libère les travailleurs emprisonnés.

Mai et juin voient fleurir une vague de grèves sauvages pour les salaires et contre l'UOM. Le centre de l'agitation se déplace à Buenos Aires, où les usines GM, Ford et Mercedes²⁰³ sont occupées avec prise en otage des cadres. Presque partout, les grévistes exigent la démission des bureaucrates de l'UOM, mais cessent d'intégrer les structures syndicales pour constituer des comités de base, moins sensibles à la répression.

Chez Renault, le discrédit de l'UOM est tel que, dès avril 1975, la direction privilégie la négociation avec les délégués d'atelier et de chaîne - souvent anciens du SMATA -, pourtant dépourvus d'un mandat officiel. Malgré la défaite de 1974, les ouvriers de Renault ont relevé la tête²⁰⁴. La combativité ouvrière se lit également, ci-après, dans le tableau des heures perdues pour fait de grèves.

Année	Nombre de grèves	Heures perdues	Profits/pertes de Renault en millions de pesos
1967	27	451 498	483
1968	Non disponible	Non disponible	- 2 182
1969	54	882 585	242
1970	132	1 353 924	- 729
1971	46	613 344	84
1972	49	583 061	153
1973	61	670 447	- 2 870
1974	120	947 289	- 11 428

²⁰⁰ Galimberti (1947-2002), décédé le 12 février, est une des personnalités Montonero la plus contestée. Outre l'organisation de la rencontre avec l'amiral Massera, pendant la dictature, il est avéré aujourd'hui qu'il a été honorable correspondant de la CIA à la fin des années 1980.

²⁰¹ Aujourd'hui encore, un des frères Born poursuit activement la recherche de ces fonds perdus - dont à peine 10 % a été récupéré - avec l'aide de Galimberti, l'organisateur de l'enlèvement.

²⁰² L'ensemble des fonds récoltés en 1975 placés, grâce à un banquier sympathisant, David Graiver, aux USA et en Suisse, rapportait mensuellement 196 000 dollars d'intérêt. Graiver mourra dans l'explosion suspecte de son avion privé au dessus du Mexique, le 7 août 1976.

²⁰³ Les Montoneros enlèvent le directeur, Heinrich Metz, et le libèrent contre une rançon de 2,5 millions de dollars.

²⁰⁴ In « *Labor wars in Córdoba* », J.P. Brennan, Harvard University Press, 1994, pp 295 et 307.

1975	219	1 755 596	- 210 020
1976	61	414 249	- 517 980

Sur dix années donc, Renault a perdu 744 milliards de pesos ! Mais en fait, les dévaluations successives du peso depuis mars 1967 à juin 1975 et l'inflation galopante depuis 1974, ramènent ce déficit cumulé à environ 74 milliards de pesos, ce qui n'est pas rien et qui respecte la tendance chez les autres constructeurs automobiles argentins de l'époque²⁰⁵. Aux conflits collectifs, s'ajoutait la résistance individuelle à la dictature du travail. Entre 15 et 20 % des salariés de la société étaient régulièrement absents de leur poste.

On a aussi un indicateur de la désaffection à l'égard du syndicat SMATA dans le tableau ci-après indiquant le nombre de syndiqués par rapport à l'effectif total des usines Renault de Córdoba²⁰⁶. On remarque que l'année 1970 représente un pic au moment où la contestation à l'égard d'Elpidio Torres a été la plus forte de la part des « gauchistes » avant qu'il ne démissionne et que l'année 1975 représente un creux relatif (près de 3/4 des ouvriers restant syndiqués) au moment du Rodrigazo.

Année	Effectif total	Effectif syndiqué	Pourcentage
1966	7 222	6 373	88
1967	6 591	5 949	90
1968	nc	nc	nc
1969	5 976	5 305	89
1970	5 266	5 068	96
1971	nc	nc	nc
1972	nc	nc	nc
1973	6 034	5 315	88
1974	7 350	5 839	79
1975	8 510	6 147	72
1976	7 656	5 845	76

Entre-temps, la conjoncture économique se détériore rapidement. Les exportations –surtout celles de marchandises agricoles - reculent violemment²⁰⁷. La production industrielle plie, entraînant une hausse significative du chômage. L'inflation galope : 21 % en juin, 35 % en juillet.

	1973	1974	1975
Exportations (en milliards de dollars courants)	3266	3931	2961
Importations (en milliards de dollars courants)	2235	3635	3947
Solde (en milliards de dollars courants)	1031	296	- 984

Le nouveau ministre de l'économie, Celestino Rodrigo, décide un paquet de mesures :

- Dévaluation de 66 % du peso ;
- Augmentation de 175 % du prix des combustibles ;
- Augmentation de 200 % du prix de l'essence ;
- Augmentation de 75 % des tarifs de l'électricité et d'autres services publics ;
- Limitation des augmentations de salaires à 38 %.

La CGT est visée à son tour. Contrairement à ses prédécesseurs, Rodrigo ne juge pas utile de consulter les dirigeants confédéraux avant l'adoption de son plan. La CGT réagit en exigeant son retrait et la démission de López Rega. Le conflit entre le gouvernement et la CGT se déroule sur fond de renouvellement du contrat dans la mécanique et l'automobile. La confédération syndicale appelle à une grève générale de 48 heures, les 7 et 8 juillet. Les ouvriers saisissent cette occasion pour poursuivre le

²⁰⁵ Voir Annexes, statistiques industrielles.

²⁰⁶ In « *Labor wars in Córdoba* », J.P. Brennan, Harvard University Press, 1994, pp 309.

²⁰⁷ Les pays membres du Marché commun décidant l'arrêt des achats de viande argentine.

mouvement pendant 20 jours. Le pays se couvre de comités de grève fédérés en conseils de zone : trois à Buenos Aires, un à Rosario et un à Córdoba²⁰⁸.

Le mouvement de l'été 1975 a montré la force de la classe ouvrière. Le gouvernement doit reculer. Les conseils d'usine et les conseils de zone ont joué le premier rôle. Le poids idéologique du Péronisme pèse moins sur la conscience des travailleurs. Toutefois, selon Carlos Masera, animateur des grèves de 1970 chez Fiat puis dirigeant du SITRAC, : « *Au plus fort du mouvement de rébellion ouvrière chez Fiat, 90 % des ouvriers révoltés se définissaient comme péronistes* »²⁰⁹.

Le mouvement n'ira pas plus loin. Il connaîtra une déliquescence accélérée à partir de novembre 1975, marqué malgré tout par des grèves à Córdoba chez Renault, Ford, Thompson Ramco et Fiat. Ou encore, le 24 novembre 1975, après 42 jours de grève des mineurs de Sierra Grande, les mines et les villages sont occupés par l'armée qui procèdent à 300 arrestations et les patrons à 400 licenciements

La forte inflation et les licenciements de masse obscurcissaient l'horizon quotidien des salariés. Agustin Tosco, encore en clandestinité, meurt d'une crise cardiaque le 5 novembre 1975. Son enterrement à Córdoba, dans un cimetière cerné par la police et l'armée, est suivi par 10 000 personnes silencieuses. Il marque symboliquement la fin d'un cycle de luttes. Pourtant, les militants d'extrême gauche de l'époque pensent que le Rodrigazo est la dernière répétition avant la révolution.

Mais malheur à ceux qui dévoilent leur force et qui ne l'utilisent pas jusqu'au bout et, qui plus est, sans organiser le repli. L'immense trouille des classes dominantes qui dure depuis six ans va engendrer l'un des retours de bâton les plus terribles de l'histoire des guerres de classe. Preuve inversée de la puissance de l'assaut prolétarien. Ayant senti passer le boulet tout près de lui, l'appareil syndical adopte, à l'instar du SMATA²¹⁰, une posture davantage contestataire.

GUERRILLA ET CONTRE GUERRILLA [*14]

Pendant ce temps, guérilla et contre-guérilla²¹¹ continuent leurs affrontements. Pour l'année 1975, on recense 500 opérations au crédit des Montoneros (en septembre 1974, il y en avait eu une centaine) ce qui permet d'estimer leurs effectifs militaires, à ce moment, à environ 8 000 cadres militaires. Parmi celles-ci, on peut noter :

- Le 30 août 1975, la destruction de la piste de l'Aéroport militaire de Tucumán accompagnée de la destruction d'un Hercules C 130,
- Les 15 et 16 septembre 1975, le dynamitage de la frégate lance-missiles de 3 500 tonnes, « *Santísima Trinidad* », au chantier naval d'Ensenada (Buenos Aires),
- Le 5 Octobre 1975, l'attaque de la garnison du 29^e régiment de cavalerie à Formosa (bilan : 12 morts de part et d'autre). C'est un succès militaire mais un échec politique car cela ne rencontre aucun écho favorable dans la population.

Dès cette époque, alors que le mouvement ouvrier subit l'échec du Rodrigazo, les Montoneros sont complètement isolés politiquement, coupés du mouvement réel, et déjà, avant que le coup d'état ne révèle leur faiblesse pratique, sur le déclin. Un fait en est déjà symptomatique, l'affaire Quieto.

Le 28 décembre 1975, Roberto Quieto (1938-1976) est arrêté à San Isidro (au Nord de Buenos Aires) au mépris du respect des règles de clandestinité élémentaires²¹². Figure historique du mouvement, ayant rompu avec le PCA, ancien fondateur des FAR en 1966, évadé de Trelew, exilé à Cuba, excellent orateur, organisateur de l'appareil militaire, c'était le n°3 de l'organisation.

Les Montoneros déclenchent alors une campagne internationale pour sa libération. Le 3 janvier 1976, ils organisent une « manifestation » d'un commando en plein centre ville de Buenos Aires : des établissements bancaires et des bureaux, des voitures sont incendiés dans l'étonnement général. Malgré le succès de l'opération, la campagne pour la libération de Quieto est un échec en Argentine. Au contraire, un nouveau « blitz » policier lui succède à Córdoba et Buenos Aires : des centaines d'arrestations ont lieu et un grand nombre d'ateliers clandestins des Montoneros sont découverts. Les Montoneros suspectent Quieto d'avoir parlé. En conséquence, en février 1976, Quieto sera condamné à mort par le tribunal montonero pour « n'avoir pas résisté jusqu'à la mort et enfreint les règles de clandestinité ». Mais l'armée s'était déjà chargé de lui.

²⁰⁸ A Córdoba, toutefois, on enregistre une faible participation des grévistes de base aux comités, au profit des militants politiques et des délégués syndicaux.

²⁰⁹ Cité dans Brennan, op. cit. p 347.

²¹⁰ Par décret gouvernemental, le SMATA sera absorbé par l'UOM en novembre 1975.

²¹¹ 14 août 1975 le commando de libération de l'Amérique (extrême droite) assassine les parents, un frère et une sœur de Mariano Pujadas une des victimes du massacre de Trelew.

²¹² Il avait donné rendez-vous à sa femme sur cette plage fréquentée.

Ou lors de la grève chez Bendix, en janvier 1976, à Munro (Buenos Aires) lorsque seize ouvriers sont enlevés suite à la grève. En représailles, trois bataillons montoneros investissent l'usine, tuèrent deux directeurs et peignirent « *Bendix : patrón que colabore con la represión irá al paredón* »²¹³ sans se soucier des besoins et réactions des ouvriers²¹⁴.

Le personnel politique étant discrédité ou impuissant, les fractions péronistes s'entre-déchirant, le 25 mars 1976, l'armée renverse le gouvernement sans attendre les élections. Le lieutenant général Jorge Rafael Videla, assisté de l'amiral Emilio Eduardo Massera (marine) et du brigadier général Orlando Ramón Agosti (armée de l'air), prend le pouvoir et commence la sale guerre, pudiquement appelé le « *processus* ». Après le coup d'état, les dirigeants Montoneros s'exilent. La répression s'abat.

Mais déjà, au début de 1976, il y avait 4 000 prisonniers politiques. Ce qui prouve largement, par les exemples nombreux depuis le retour de Perón, que le processus répressif tant contre la classe ouvrière que contre la petite-bourgeoisie radicalisée, ou même la suspension progressive des libertés démocratiques, était largement entamé et que l'arrivée de l'Armée au pouvoir ne va que prolonger et systématiser, à une échelle industrielle, ce qui existait depuis trois ans.

C'est autant l'impossibilité de la classe ouvrière à rebondir après le Rodrigazo que l'impéritie de la classe politique déchirée qui ont conduit à et favorisé la venue des militaires.

L'ENIGME DU MOUVEMENT DE 1969-1975

Comment donc expliquer la trajectoire du mouvement ouvrier en Argentine depuis le Córdoba jusqu'au Rodrigazo ?

D'abord on ne peut séparer le mouvement argentin du mouvement prolétarien à l'échelle mondiale dans son assaut contre le Capital mondial, entre 1968 et 1976. Les mêmes causes lui ont donné naissance, les adversaires internes les staliniens (dans le cas de l'Argentine, les péronistes) et externes, le patronat et l'Etat ont su, passées les premières peurs, réagir avec intelligence et fermeté (celle-ci pouvant aller jusqu'aux massacres eux-mêmes proportionnels à la force de l'assaut prolétarien).

Dans le cas de l'Argentine, des conditions particulières s'y ajoutent, causées par la faiblesse du développement d'une classe capitaliste à hauteur des enjeux de la valorisation dans la zone dont elle avait la charge et symétriquement la force du couple péronisme/CGT.

Mais les explications doivent être cherchées au sein du prolétariat argentin lui-même. Ce sont les ouvriers de la grande industrie mécanisée qui ont été le fer de lance des luttes de ces années-là, et particulièrement ceux de l'automobile²¹⁵. C'est la révolte contre le despotisme de fabrique, contre les conditions qui leur étaient faites dans la production qui fut le générateur de la révolte ouvrière pour les OS, mais aussi pour les ouvriers qualifiés contre leur déqualification. La lutte contre l'augmentation des cadences et l'autorité des chefs a ainsi été le moteur de la révolte des nouvelles générations ouvrières. En même temps, dans les usines plus anciennes, le changement du procès de production menaçait à leur tour les ouvriers qualifiés.

Lorsque Carlos Masera, animateur des grèves de 1970 chez Fiat puis dirigeant du SITRAC, déclare : « *Au plus fort du mouvement de rébellion ouvrière chez Fiat, 90 % des ouvriers révoltés se définissaient comme péronistes* », son témoignage n'est pas contestable mais il demande à être éclairé. Pour les ouvriers argentins, le « Péronisme » auquel ils font référence, c'est « l'âge d'or » de la période 1945-1950 qu'ils l'aient vécu, pour les plus de 45 ans ou que leurs parents les en aient bercé. Cette époque où la classe ouvrière est sortie du néant et a, sans révolution, obtenu des avantages uniques. Dont un, en conséquence, celui de s'opposer à toute initiative patronale visant à modifier le procès de production. Il y avait des ouvriers sincèrement péronistes et même, des militants dévoués, amalgamant cause ouvrière et péronisme.

Lorsque le patronat décide, à la fin de l'année 1966, de rationaliser la production pour résister à la concurrence, il va provoquer les luttes que l'on sait. Face à l'absence de processus réglés de gestion des conflits sociaux tant du fait de la CGT que de l'Etat, face à l'intégration de la CGT à l'appareil d'Etat et son éloignement toujours plus grand de la réalité ouvrière, les ouvriers en révolte de 1969-1970 étaient prêts à suivre, à se reconnaître, à soutenir et à se dépasser dans le classisme. Ils étaient prêts dans la période d'avancée et de recul, de ces années-là, à s'opposer au péronisme, si celui-ci ne les soutenait pas dans leur mouvement, parce que dans leur majorité, ils voulaient stabiliser, consolider ce qu'ils avaient obtenu de haute lutte, un contrôle (non officialisé) sur l'organisation de l'usine, la capacité à s'opposer aux augmentations de cadence, à la répression.

²¹³ « *Bendix : le patron qui collabore à la répression finira au mur* »

²¹⁴ Les Montoneros avaient déjà été coutumiers du fait, comme le 30 octobre 1975, quand ils tuèrent, après une grève, Samuel Salas directeur de Fiat à Córdoba, ce qui entraîna en réaction la grève des ouvriers contre eux.

²¹⁵ Soit 60 000 ouvriers chez les constructeurs et les équipementiers de premier niveau concentrés dans deux zones, Córdoba et Buenos Aires.

Il serait faux de réduire le mouvement de ces années-là à la seule capacité de contrer le capitalisme dans l'usine sans vouloir aller plus loin ; mais il serait faux de présenter le classisme uniquement dans son meilleur aspect que l'on réduirait au fameux slogan du SITRAC-SITRAM « ¡Ni golpe, ni elección, revolución ! ». Fiat représente l'exemple unique d'une radicalisation rapide d'une fraction du prolétariat de Córdoba ; radicalisation trop rapide qui l'isolera et facilitera sa répression impitoyable. Mais, ce radicalisme, clairement exprimé, ne pouvait avoir d'assise réelle que s'il dépassait le cadre qui lui avait donné naissance, la lutte au sein de l'usine Fiat (même si, eu égard aux conditions extrêmes d'exploitation régnant chez Fiat, mettant à nu les rapports capitalistes de production opposant l'ouvrier collectif au despotisme de l'usine, cette lutte dépassait dès le départ le cadre strict de l'usine) pour fusionner avec les luttes des autres usines de Córdoba, puis de l'Argentine.

Or à ce moment, le radicalisme des ouvriers de Fiat est, conjoncturellement, trop en avance par rapport au reste de la classe ouvrière de Córdoba, sans parler du reste du pays. Et l'adversaire, le Patron secondé par le syndicat et l'Etat, passée la surprise initiale, va réagir.

On peut dire qu'au même moment, entre 1970 et 1972, se sont superposés, particulièrement à Córdoba, plusieurs temps du mouvement prolétarien. Et qu'à chaque recul du classisme, le péronisme a montré que, faute de mieux peut-être, il était toujours présent chez les ouvriers. En effet, même si les élections syndicales ou de délégués d'entreprise ne représenteront jamais qu'une photographie du rapport de force au sein de la classe, elles indiquent certaines évidences.

Si nous indiquons que dans les moments de crise, « Aux élections définitives à Fiat Concord, 1 339 voix sont pour le SMATA et 164 seulement pour l'UOM. Aux aciéries de la SOMISA, à San Nicolás (près de Rosario), les 6 700 salariés démissionnent de l'UOM », « A la demande de l'UOM, le gouvernement supprime le droit du SMATA à représenter les ouvriers de Fiat. Lors d'un référendum organisé par le SMATA, fin juin, les ouvriers de Fiat le soutinrent en masse (1 502 voix contre 153 à l'UOM, à Concord ; 652 voix contre 44 à l'UOM, à Materfer). » ce qui montre un réel et profond attachement au classisme ; en revanche, quand nous notons que « Malgré cela, le 28 avril 1972, les classistes remportent une franche victoire aux élections du SMATA (3 089 voix contre 2 084). ». Cela veut dire que le rapport classisme versus péronisme s'établit à 55 % contre 45 %. Le bloc péroniste n'est bien sûr pas homogène, et c'est dans les grèves que cela se vérifie, mais cela montre qu'une forte minorité d'ouvriers n'est pas pour aller plus loin que ce qu'ils comprennent du péronisme, sans parler de révolution.

Et encore, « Le 2 mai 1974, les résultats tombent : sur l'ensemble des usines de Córdoba (Renault, Ford-Transax, Thompson Ramco, Fiat-GMD), la liste classiste de Salamanca obtient 4 027 voix contre 2 270 aux péronistes de droite et 793 aux staliniens. », le ratio s'améliore mais très lentement et la différence n'est pas tranchée en faveur du classisme.

Quelle est la situation entre Prolétariat et Capital, à la mi-1975 ?

A Córdoba, depuis la défaite de la grève Renault de septembre-octobre 1974, le classisme est en déroute. Il n'a plus d'expression publique organisée ; les militants principaux ont plongé dans la clandestinité ou sont en prison. Ce qui ne veut pas dire que les ouvriers ont abandonné toute lutte, au contraire, le niveau d'absentéisme que nous avons indiqué ou le fait que la direction Renault préfère discuter avec les anciens délégués du SMATA plutôt qu'avec l'UOM indique la permanence de l'agitation ouvrière. Simplement celle-ci n'apparaît pas publiquement et est purement défensive ; les ouvriers n'ont plus l'initiative.

A Rosario, et dans la zone de Villa Constitución, le classisme n'est pas défait, au contraire. Au printemps, une vague d'agitation et de grèves à secouer la région lorsque le gouvernement, en soutien de l'UOM, a voulu arrêter 40 délégués. A Buenos Aires non plus, mais dans cette importante région c'est plus le syndicalisme de base (dans lequel se regroupent les gauchistes et les péronistes de base) qui a l'initiative. A notre connaissance, il n'y a pas d'expression classiste à hauteur de celle de Córdoba. Néanmoins, lors des luttes de mai et juin 1975, dans l'Automobile (GM et Mercedes Benz), on a constaté que les grèves pour les salaires démarraient systématiquement en dehors de quelques consignes syndicales que ce soient et s'affrontaient rapidement au syndicat. Mais, ces luttes ne se donnent pas d'expression politique directe.

Du côté du Capital, la victoire acquise contre le classisme cordouan est un avantage certain. De l'autre, le fait qu'aucun plan de restructuration de l'automobile ne puisse être mis en place à cause de la résistance ouvrière est un gros inconvénient. Sur le front des usines, rien n'est encore joué même si, depuis longtemps, l'initiative a changé de camp. En revanche, l'exécutif politique est plus qu'instable et la débilité du gouvernement d'Isabelita est chaque jour plus probante. Alors, la fraction CGT (Ricardo Otero, Lorenzo Miguel et la plupart des bureaucrates de haut niveau) pense pouvoir tenter sa chance de créer un « Etat-syndicat ». Cette solution, qui aurait au moins le mérite de la clarté et de la cohérence, est inacceptable pour le Patronat : d'une part le niveau de l'Economie ne permet pas de s'offrir un surcoût

qu'entraînerait l'envahissement de l'Etat par les fonctionnaires syndicaux ; d'autre part, ceux-ci commencent à apparaître comme inutiles car ils semblent incapables (sans l'intervention de l'Armée, comme à Córdoba) par eux-mêmes, de faire rentrer dans le rang le « troupeau » ouvrier.

C'est dans ce contexte d'affrontements au sein du péronisme que le ministre Rodrigo prend l'initiative de ne pas consulter les dirigeants de la CGT et particulièrement ceux de l'UOM, avant de présenter son plan, contrairement à l'usage, comme l'avait fait Campóra pour le Pacte Social.

Les dirigeants de la CGT sont donc obligés de jouer leur va-tout pour rester crédibles et ouvrent les vannes du torrent ouvrier en proposant deux jours de grève générale, les 7 et 8 juillet 1975. Evidemment, les ouvriers, et parmi eux tous les péronistes enfin libérés se lancent dans la lutte. Les péronistes de « base » sont souvent les animateurs de la création des comités de base puis de zone, comme par exemple à La Plata. Mais ce mouvement, ayant vaincu (les mesures de Rodrigo sont abandonnées) ne saura, et notamment à cause du péronisme non résorbé, se dépasser.

Dorénavant, la lutte héroïque des ouvriers argentins ne pourra plus être qu'une lutte défensive souvent déterminée, extraordinaire mais l'assaut du ciel n'est plus à l'ordre du jour.

VINGT-CINQ ANS DE REcul SOCIAL

DE LA DICTATURE A LA DEMOCRATIE

LES MILITAIRES AU POUVOIR

Les premières mesures sont prises rapidement (dès le 25 mars) : dissolution de tous les organes élus (loi 21.258), saisie des fonds syndicaux et nomination de militaires à la tête des syndicats (loi 21.263), déclaration de l'illégalité des grèves (loi 21.261), autorisation des licenciements massifs pour raison de « sécurité » (loi 21.260), mise hors la loi des partis d'extrême gauche (sauf le PCA²¹⁶) (loi 21.269), etc. L'armée retourne littéralement le pays : épuration de la presse, des universités, du spectacle et, surtout, arrestations, tortures et assassinats systématiques des militants ou sympathisants des groupes d'extrême gauche ou des militants syndicaux²¹⁷. Les principaux dirigeants péronistes (politiques et syndicaux) sont emprisonnés ou s'exilent et les 62 organisations sont dissoutes.

Une deuxième fournée de mesures sort le 29 mars : autorisation de licenciements massifs dans les organismes de l'Etat pour « raison de service » (loi 21.274), mise en place de dispositifs d'urgence dans les universités (loi 21.276), suppression des subventions aux partis politiques (loi 21.277), suppression du statut des enseignants (loi 21.278).

En un an, on recense 6 000 exécutions et 15 000 emprisonnés. Au total, la répression aura fait 30 000 morts ou disparus²¹⁸. A l'exception près de la Chine, aucun autre pays capitaliste dit développé n'a connu une telle offensive contre toute expression de contestation sociale en général et le mouvement ouvrier en particulier.

Des grèves éclatent malgré la répression : 361 ont lieu entre avril 1976 et décembre 1980²¹⁹. Comme le 15 avril 1976, la grève chez GM contre la diminution des pauses. Malgré l'intervention de l'armée et l'arrestation d'ouvriers (finalement libérés), la grève est victorieuse. Comme le 8 septembre 1976, la grève dans l'automobile (chez Ford, GM et Chrysler) contre les baisses de salaires, les licenciements et la semaine de trois jours qui conduisirent à l'occupation par l'armée de l'usine Ford de General Pacheco (Buenos Aires) et la création de la loi 21 400 punissant de un à dix ans d'emprisonnement l'incitation à la grève. Où encore, le 23 novembre, la grève des 4 000 ouvriers de l'usine Fiat d'El Palomar pour les salaires et les améliorations des conditions de travail, grève victorieuse.

Où aussi, en septembre puis octobre 1976 et janvier 1977, la grève des ouvriers de l'électricité contre l'augmentation de la semaine de 36 à 42 heures qui se traduit par l'arrestation de plus de 100 ouvriers, lors d'une manifestation en plein centre de Buenos Aires, et l'enlèvement du leader syndical de « *Luz y Fuerza* », Oscar Smith, le 11 septembre.

Egalement, en novembre 1977, la grève victorieuse des cheminots pour les salaires puis la grève générale du 27 avril 1979 à Buenos Aires et dans sa banlieue, quand 70 % des ouvriers entrèrent en lutte.

A ces exemples, on voit donc que le 24 mars 1976 ne constitue pas une frontière infranchissable entre deux époques bien distinctes, l'une où tout aurait été merveilleux, l'autre un véritable enfer. Comme nous l'avons vu plus haut, la répression avait largement commencé avant l'arrivée au pouvoir des militaires ; comme nous venons de le voir, les luttes ouvrières continuent, certes avec plus de difficultés quand elles émergent, sous une des plus féroces dictatures.

*Un exemple de répression contre les ouvriers de l'Automobile à Buenos Aires [*15]*

L'usine d'assemblage Mercedes Benz était située à González Catán dans la grande banlieue sud-ouest de Buenos Aires. En 1973, elle employait 3 000 ouvriers. Les premières luttes avaient abouti à la création d'une commission interne gauchiste opposée au syndicat CGT de l'automobile, le SMATA. A la fin de 1975, 119 ouvriers (dont les dirigeants de la CI, Esteban Reimer et Hugo Ventura) sont licenciés avec l'accord du SMATA. Une grève de 24 jours s'ensuit, marquée par de nombreuses manifestations et blocages de rues. La direction européenne cède lorsque les Montoneros enlèvent le directeur général en

²¹⁶ L'ordure stalinienne est ainsi remerciée pour sa déclaration du 29 mars 1976, où le PCA annonce « comprendre le coup d'état, bien que ce ne soit pas la meilleure méthode et saluer les militaires qui ne sont pas des « pinochetistes » ».

²¹⁷ Comme, entre autres, Jorge Di Pasquale, dirigeant du syndicat des employés de pharmacie, assassiné en 1977.

²¹⁸ Selon les organisations actuelles qui s'occupent des disparus (www.desaparecidos.org.com), et bien que les données soient incomplètes, 32 % des disparus étaient ouvriers, 12 % employés, 7 % étudiants-ouvriers, 14 % étudiants, soit 51 % de salariés.

²¹⁹ 1976 : 89 grèves et 176 000 grévistes ; 1977 : 100 grèves et 514 000 grévistes ; 1978 : 40 grèves et 212 000 grévistes ; 1979 : 188 grèves et 1 820 000 grévistes.

Argentine Heinrich Metz. Elle paye la rançon et s'excuse pour sa « *politique contraire aux intérêts des travailleurs* ». En février 1977, après une entrevue avec la direction de Mercedes Benz, les deux dirigeants de la CI sont enfermés, puis disparaissent définitivement²²⁰. Des licenciements suivent, accompagnés par une centaine d'arrestations et d'autres disparitions de travailleurs tout au long de l'année 1977²²¹. Au total, une génération d'ouvriers combattifs de 25-30 ans est envoyée à l'abattoir. Le directeur Kasselkraut est toujours en vie et s'occupe de l'usine de camions.... Chez Ford, des membres de la CI sont torturés dans l'enceinte de l'usine, avant d'être emmenés et de disparaître. Ils seront licenciés pour « *absentéisme injustifié* ». Des centaines de travailleurs disparaîtront également chez Fiat et dans les usines de sous-traitance. Les premiers visés étaient, bien sur, les militants ouvriers connus²²². La répression frappait les activistes politiques et syndicaux. Elle était méthodique, pour autant elle n'épargnait pas de simples travailleurs accroissant ainsi la sensation de terreur et d'impuissance des autres²²³.

Au bout de quatre ans, les généraux ont éradiqué les guérillas. L'accumulation de capital ne s'est cependant pas redressée malgré la bienveillance des organes intentionaux du capitalisme²²⁴. La première mesure économique du gouvernement Videla, Martínez de Hoz étant ministre de l'économie, la dévaluation du peso, est suivie de la baisse des salaires et de la suppression du contrôle des prix. Les militaires n'ont pas privatisé ni réduit les dépenses de l'État. L'économie est rongée par une inflation à trois chiffres. Les faillites se succèdent. Le Banco de Intercambio Regional dépose le bilan le 25 mai 1980.

Les généraux tentent l'aventure des Malouines (mars-juin 1982), déclarant la guerre à la Grande-Bretagne au nom du nationalisme argentin, pour récupérer ces îles perdues dans l'océan atlantique sud. Les Montoneros, toutes tendances confondues, et la quasi-totalité de l'extrême-gauche soutiennent l'engagement militaire au nom de l'anti-impérialisme !

Cela va de l'offre de service pure et simple pour combattre aux côtés de l'armée (faite par les Montoneros ; torturés et bourreaux, côte à côte !), aux diverses variantes de subtilité trotskyste dont la pointe extrême est la position de « *Politica Obrera* » : « L'invasion des Malouines par l'armée argentine est un coup porté contre la classe ouvrière ; mais, si les Anglais tentaient de récupérer les Malouines, alors il faudrait soutenir le gouvernement argentin contre l'impérialisme »²²⁵. Seuls les anarchistes et quelques petits groupes maintiendront l'attitude correcte de défaitisme dans les deux camps.

Le régime et ses alliés anciens et nouveaux subissent cependant un cuisant échec. L'armée, qui depuis 112 ans²²⁶ n'avait bataillé que contre des grévistes et des émeutiers, se déconsidère définitivement en étant incapable de se battre. Le retour des cercueils des marins et soldats tués sonne le glas du régime.

Malgré la tentative (répétition tragique de la transition Onganía-Levingston-Lanusse de 1970-1973) de changer de tête (transition de Videla à Galtieri puis Bignone, respectivement en 1979, 1980 et 1982) tout en gardant quasiment les mêmes ministres et surtout la même politique économique, les militaires devront céder la place aux civils en 1983.

L'IMPASSE TRAGIQUE DU NATIONALISME[*16]

Les Montoneros, comme le PC allemand en 1933 qui souhaitait la venue au pouvoir des nazis comme préalable à la révolution, pensaient que le coup d'état militaire radicaliserait les « masses » argentines, tout en pensant exploiter les divergences au sein des trois armes²²⁷ ! En avril 1976, ils se transforment en « *Partido Montonero* » dont les dirigeants sont Firmenich, Perdría et Carlos Hobert²²⁸. C'est

²²⁰ Pourtant la direction de Mercedes Benz verse, pendant dix ans, aux familles les salaires des deux disparus.

²²¹ Ricardo Hoffmann, membre du PRT, est arrêté à son domicile le 18 mai 1977. Il vit encore. Plus tôt, M. Martin, simple ouvrier, est arrêté dans l'usine. Ses camarades cessent le travail pour défiler devant la prison où il était enfermé. Cette solidarité lui sauvera la vie. Héctor Ratto est cueilli dans l'usine le 12 août, avec l'accord du directeur Kasselkraut « *pour éviter les troubles* ». Il est libéré en mars 1979, mais ses bras sont paralysés à vie. Diego Núñez est arrêté et assassiné au Campo de Mayo.

²²² Arturo Apaza, délégué de l'usine Del Carlo (sous-traitant de l'automobile) à Boulogne (banlieue nord de Buenos Aires), membre de la direction du Conseil de zone Nord de Buenos Aires, militant du PST, est arrêté en juin 1976, torturé et porté disparu.

²²³ En cette époque présente de « *politiquement correct* » où les grandes entreprises allemandes examinent leur culpabilité dans l'utilisation du travail forcé pendant la seconde guerre mondiale, Daimler-Chrysler s'est illustrée particulièrement en confiant à Gaby Weber la direction d'une commission d'enquête chargée d'examiner sa « *culpabilité* » dans son soutien à la répression des militaires contre les ouvriers de ses usines argentines, en vue d'envisager des « *réparations* ».

²²⁴ Dès le 27 mars 1976, le FMI accorde un premier prêt de 127,6 millions de dollars au gouvernement dirigé par les militaires.

²²⁵ Voir le livre « *El Argentinazo* » de Jorge Altamira (dirigeant du PO), Ediciones Rumbos, Buenos Aires, 2002, page 11.

²²⁶ Guerre du Chaco contre le Paraguay.

²²⁷ Il est avéré aujourd'hui que la direction des Montoneros entama des discussions secrètes avec l'amiral Massera lorsque celui-ci démissionna du gouvernement.

²²⁸ Hobert (décédé en début 1977) sera remplacé par Julio Roqué (décédé en mai 1977), lui-même remplacé par Horacio Mandizábal.

ce noyau dirigeant inamovible (sauf à cause des décès) qui va mener l'organisation centralisée et clandestine à sa perte.

L'été 1976 voit se développer une nouvelle offensive montonera. Quelques exemples :

- Le 18 juin 1976, le chef de la police fédérale, le Général Cesáero Cardozo, meurt victime d'un attentat à l'explosif à son domicile,
- Le 2 juillet 1976, le restaurant du quartier général de la Police fédérale à Buenos Aires est explosé : 30 morts 60 blessés,
- Le 12 septembre 1976, un bus transportant des policiers est explosé à l'aide d'une voiture piégée : 11 policiers et deux passants tués,
- Le 9 novembre 1976, explosion du quartier général de la police de La Plata : 1 mort et 11 blessés.

Les Montoneros commettent une grande erreur d'appréciation sur l'écho de leurs actions : l'ensemble des médias contrôlés par la police ne relayait plus les événements ou seulement ceux (en cas de mort d'innocents) défavorables aux Montoneros. Privés ainsi d'écho, les actions des Montoneros tournent à vide et cela les pousse à en faire toujours plus dans le spectaculaire en espérant sinon de réveiller les masses, du moins d'avoir l'écho des médias.

D'autant que les forces policières ont l'initiative et ne se gênent plus : c'est l'époque des massacres en série, des détenus extraits des prisons et retrouvés assassinés, des prêtres assassinés en église, des charniers comme celui des 55 corps découverts après l'explosion de La Plata, etc. Plusieurs dirigeants Montoneros en prison sont assassinés (Dardo Cabo, Hugo Vaca Narvaja, etc.).

Le bilan de 1976 est de 400 opérations des Montoneros qui ont tué 300 patrons et membres de la police ou de l'armée. Les Montoneros essayent, pour gagner les masses ouvrières, de lancer, le 14 août, la « CGT dans la résistance » : c'est un échec cuisant qui ne rencontre que peu d'écho bien qu'un certain nombre de militants péronistes connus y participent comme Armando Croatto²²⁹, Gonzalo Chavez, Raúl Barrionuevo, etc. Beaucoup d'entre eux tomberont dans les filets policiers et disparaîtront.

Pour tenter de se sortir de l'impasse où ils se fourvoient, les Montoneros procèdent à une autocritique de leur ligne passée : le Péronisme est mort ; il a échoué en 1973-74 contre les militaires, la bureaucratie syndicale, l'extrême droite. Les ouvriers ne doivent plus partager le pouvoir avec les patrons etc. etc. Il ne faut plus envisager un gradualisme, mais le socialisme tout de suite !

Ces changements de ligne subits et décidés par la direction créés quelques remous : en octobre 1976, les colonnes du Nord du Grand Buenos Aires (900 militants) et de La Plata (200 militants) demandent la tenue d'un congrès comme promis, en avril 1976, par la direction. Mais l'attachement irraisonné au culte de l'organisation l'emporte : les dissidents se soumettent. « *Quoique mauvaise, la maison reste ma maison* » tient lieu de raisonnement surtout lorsque la « maison » est attaquée, comme lors du démantèlement des structures clandestines, par exemple, en septembre 1976, lors de l'arrestation des Walsh et de 5 membres de la direction nationale, à Floresta (quartier ouest de Buenos Aires), lors d'un assaut musclé de la Police, qui se solde par la mort de cinq militants.

Entre temps, l'ERP est décapitée, le 19 juillet 1976, par la mort, lors d'affrontements avec l'armée, de Mario Roberto Santucho, José Benito Urteaga et Domingo Menna. La déroute (redditions, abandons, etc.) de l'ERP suit quelques temps après.

Sous ces coups de boutoir, l'organisation Montonero toujours plus isolée vacille, d'autant que les militants se font capturer à la pelle²³⁰. Toujours dans la recherche désespérée de liens avec les masses, les Montoneros créent, le 20 avril 1977, le MPM (« *Movimiento Peronista Montonero* ») calqué sur les structures du parti justicialiste. Leur organisation est désormais constituée :

- D'un parti révolutionnaire de cadres, le PM (« *Partido Montonero* »),
- D'une armée révolutionnaire l'ERM (« *Ejército Revolucionario Montonero* »),
- D'un parti de « masse », le MPM ; Firmenich cumulant les fonctions de premier secrétaire du PM, de commandant en chef de l'EM et de secrétaire général du MPM.

Plus encore que la faillite théorique, ce qui caractérise les Montoneros, c'est leur incapacité à comprendre le fonctionnement et l'organisation de l'adversaire : les méthodes « illégales » des militaires : enlèvements, prisons et camps de détention clandestins, tortures systématiques et surtout leur isolement complet du reste de la société. Lors des enlèvements et des arrestations, aucune limite n'est posée à l'utilisation de moyens militaires (jusqu'au char) ou à la destruction des maisons.

²²⁹ Militant de la JP d'Avellaneda, délégué de la CGTA des employés communaux d'Avellaneda, député montonero de juin 1973 à janvier 1974.

²³⁰ Ainsi, en février 1977, successivement les 9 et 15, deux membres importants de la direction sont arrêtés par la police à Buenos Aires, Juan Gasparini (responsable financier de l'organisation) et Ignacio Torrès.

Mais surtout la démoralisation fait que les militants parlent rapidement et donnent d'autres membres. « *Sans les Montoneros, l'armée n'aurait pas démantelé les Montoneros* », comme le déclarèrent de nombreux militaires. Les militants avaient comme consigne de tenir jusqu'à la mort, indépendamment de l'utilité d'une telle attitude pour protéger ceux qui étaient encore au dehors ; ceci au nom du mythe du sacrifice pour la cause. Mais cela ne résistait pas à la réalité que vivaient ceux qui étaient arrêtés. D'une part la direction avait fui à l'étranger (Firmenich, Galimberti, etc.) ; d'autre part les structures clandestines avaient gardé une organisation large, peu cloisonnée, qui tombait donc facilement. Au-delà du courage individuel, l'arrestation agissait comme révélateur de la décomposition préalable de l'organisation et de ses militants.

Les morts successifs faisaient disparaître les vieux militants remplacés, au fur et à mesure, par des « militaristes » complètement coupés du réel, pour qui seuls comptaient les beaux uniformes²³¹ et le maniement des armes. Dans de telles conditions ne pouvait que se développer la paranoïa contre l'infiltration et l'existence des traîtres. La clandestinité permettait toutes les manipulations de récalcitrants. On a suggéré²³² même que ce ne fût pas un hasard si tous les anciens dirigeants des FAR trouvèrent la mort pendant les années 1976/77. Plus, les mêmes tares initiales qui perdurent depuis 1972, l'absence de vie interne et le faible niveau politique des militants contribuent à l'absence de recul ou de regard critique.

La fonte des effectifs due à la répression et à la démoralisation est estimée à 60 % entre 1975 et 1978. L'émigration concerne 1 000 Montoneros. Les chefs Mario Firmenich, Roberto Perdía, Horacio Mendizábal et Fernando Varca Narvaja mènent sinon grande vie, du moins celle de représentants en exil d'un mouvement qui cherche à se faire reconnaître par certains gouvernements ou oppositions (Partis Socialistes, etc.) et donc qui voyagent entre Cuba, Mexico, Rome et Paris publiant de belles revues, montant même une « *Casa Montonera* » à Mexico et créant une radio « *Radio Liberación* » se coupant ainsi de la base restée au pays ou même de celle dont la survie en exil dépendait des miettes que laissaient les dits chefs. Préserver les chefs était bon pour le moral de ceux de l'intérieur mais était surtout bon pour le moral des chefs.

LA FIN DES GUERILLEROS [*17]

En 1977, un nouveau changement de ligne apparaît : il faut en finir avec le « gauchisme » de 1976. Les Montoneros publient, le 20 avril, les « 8 points de Rome », un programme minimal de retour à la démocratie. En septembre 1977, se tient à Mexico, un conseil national auquel participent de nombreux militants venus d'Argentine. La plupart viennent présenter l'état réel du mouvement : annihilation progressive des forces, revigoration du Péronisme officiel, etc. et demandent une plus grande décentralisation pour éviter la répression et réagir plus vite ainsi que l'abandon d'un certain triomphalisme²³³. La direction en exil dénonce l'influence démobilisatrice de tels propos facilités par les arrestations, la mauvaise appréciation du rapport de forces, le prochain soulèvement des masses, etc. Les militants de l'intérieur subissent le refus de leurs propositions mais ne songent à rompre.

L'évolution de la ligne officielle continue : en juin 1978, place à la réconciliation des familles du Péronisme, et, enfin en 1980, plus de trace de « socialisme » ! Ces changements de ligne sont bien staliniens dans leur rythme et dans leurs virages à 180°, mais tous également sans succès. Le nationalisme restait présent ; ainsi pendant la coupe du monde de football en 1978, le slogan des Montoneros fut « L'Argentine victorieuse, les militaires au mur ».

1978 commence par l'affaire Tucho Valenzuela, vieux militant, responsable de la colonne de Rosario et de l'assassinat, le 3 décembre 1975, du général Cáceres Monié et de son épouse. Recherché, il est arrêté le 2 janvier, torturé puis relâché le 14 janvier, envoyé au Mexique avec un repentant Carlos Nacho Laluf, escortés par la police ; sa femme enceinte et son fils sont retenus en otage. Il se disculpe lors d'une conférence de presse à Mexico. Au début mars, le tribunal montonero présidé par Mario Firmenich²³⁴, Roberto Perdía et Raúl Yager le condamne à la dégradation, pour « trahison, délation et complot ». Démoralisé, il décide de rentrer au pays, le 17 mars 1978, en passant par le Paraguay à Puerto Iguazú (province de Misiones). En fait, il est attendu (certainement dénoncé, selon R.Gillespie) à la frontière par les militaires et se suicide.

²³¹ Les Montoneros avaient imaginé, outre l'adoption des grades calqués sur ceux de l'Armée, de se fabriquer des uniformes (chemises bleues) avec lesquels ils devaient militer publiquement !

²³² Comme le pensent certains militants rescapés qu'a interviewé R. Gillespie en 1982.

²³³ G.L.Chavez/J.O. Lewinger « los del 73. Memoria montonera » p 221.

²³⁴ Pourtant, quelques années auparavant, le même Firmenich avait échappé à l'arrestation et à la mort grâce à Tucho Valenzuela.

Ensuite en mars, l'Etat massacre 200 prisonniers à la prison de Villa Devoto (Buenos Aires) sous prétexte d'une émeute. Un vent de grèves souffle légèrement et, en juillet, 4 000 personnes osent manifester pour l'anniversaire de la mort de Perón. Plusieurs offensives sont lancées en juin et octobre 1978 par l'organisation péroniste armée. Elles se soldent par un échec complet et une centaine de morts supplémentaires. L'organisation intérieure est décapitée. S'ouvre une période de scissions et ruptures²³⁵.

La grève générale du 27 avril 1979 lors de laquelle 70 % des ouvriers de Buenos Aires et du Grand Buenos Aires se mettent en grève réveillent l'enthousiasme des Montoneros qui se mettent à penser à un nouveau Córdoba à l'échelle de l'Argentine et espèrent enflammer les ouvriers. Ils décident alors de mener la campagne de contre-offensive de 1979 qui va se révéler encore plus désastreuse que les précédentes.

Les chefs revenus se font cueillir ainsi que les militants de base de même que ceux qui étaient restés à l'intérieur et qui sortent pour l'occasion. Des milliers furent arrêtés ; des centaines se font tuer. La direction elle, restée à l'abri et paradant avec les sandinistes, affirma (Firmenich) que l'offensive avait été juste et opportune et aurait été victorieuse si les ouvriers avaient rejoint la lutte. C'est un fiasco complet qui révèle l'aveuglement total de la direction des Montoneros à se remettre en cause et le suivisme tout aussi aveugle des militants de base. Il n'y a de toute façon plus d'issue ni redressement possible : l'organisation coupée de la réalité ne peut que dévorer ses propres membres.

D'autres attentats se produiront encore en 1979 : contre la maison de Guillermo Walter Klein, le 27 septembre 1979, (secrétaire à l'économie et à la planification) tuant sa famille et deux policiers, contre Juan Aleman, le 7 novembre 1979, secrétaire au trésor (deux gardes blessés) et contre Francesco Soldati, industriel, et son garde du corps, le 14 novembre 1979, qui sont assassinés. Ces attentats suscitent la réprobation générale y compris chez les syndicalistes clandestins du CUTA (« *Coordinacion Unitaria de los Trabajadores de Argentina* »). Au total, environ 5 000 Montoneros moururent pendant les quatre premières années de la dictature militaire.

LE GOUVERNEMENT ALFONSIN

En conséquence de l'échec de la campagne des Malouines, Galtieri est remplacé par Bignone qui promet des élections et le retour à la démocratie. Le 30 octobre 1983, le candidat radical Raul Alfonsin est élu triomphalement. Derrière des mots durs contre les quelque 3 000 militaires tortionnaires, il choisit une politique conciliante de pardon, de réconciliation et d'oubli²³⁶. Seuls sont condamnés, lors du « *procès du siècle* » en août 1985, les généraux Videla et Viola, puis, en 1986, le général Camps. La même année, Alfonsin proclame l'amnistie. Ce qui n'a pas empêché des anciens montoneros de rester en prison ou d'être contraints à l'exil, jusqu'à l'élection de Menem, voire même d'être assassinés comme deux dirigeants montoneros Raúl Yäger (assassiné le 30 avril 1983) ou encore Eduardo Pereyra Rossi (assassiné le 14 mai 1983).

Sur le plan économique, les années Alfonsin sont marquées par la poursuite du recul de la production et l'inflation galopante²³⁷. Les couches moyennes, surtout celles traditionnelles non salariées, en font notamment les frais.

Variation du PIB en Argentine :

Année	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Variation	- 8,4	- 7,2	1,1	0,9	- 5,9	4,4	0,5	- 4,4	- 6,7

En 1985, le gouvernement lance le plan Austral consistant en le gel des prix et des salaires et en l'introduction d'une nouvelle monnaie, l'Austral, dévaluée de 40 % par rapport au peso. Entre-temps, plusieurs pays sud-américains dont l'Argentine tentent de renégocier leurs dettes extérieures²³⁸. Entre 1983 et 1989, le déficit budgétaire représente environ 20 % du PIB. Ceci est dû, à la fois, au faible rendement de l'impôt et taxes diverses et aux dépenses en soutien aux industries privées (8 % du PIB) et publiques (5 % du PIB), ainsi qu'aux déficits des administrations provinciales (7 % du PIB).

²³⁵ Le 27 février 1979, scission du MPMA – *Movimiento Peronista Montonero Auténtico* – autour de Galimberti et Juan Gelman. En avril 1980, scission du *M-17*, autour de Miguel Bonasso et Daniel Vaca Narvaja.

²³⁶ A partir de 1995, dans le sillage des « *folles de mai* », naquit un mouvement contre le pardon et l'oubli. Après de patientes recherches, il divulguait par voie d'affiches noms et adresses des anciens tortionnaires. Ce mouvement fut connu - tant au Chili, qu'en Uruguay et en Argentine - comme celui de « *l'Escrache* ». En Argentine, l'association HIJOS était et est toujours en pointe de ce combat.

²³⁷ Indice de prix à la consommation : 1982, 210 ; 1983, 434 ; 1984, 688 ; 1986, 82 ; 1988, 774 ; 1989, 1023.

²³⁸ Conférence de Carthagène, juin 1984 ; conférence d'Acapulco, décembre 1987.

Alfonsín finance son budget en faisant fonctionner la planche à billets et en réduisant le salaires des employés de l'Etat (-65 % entre 1983 et 1989). Cette perte sèche de pouvoir d'achat couplée à de fréquents retards dans le paiement des salaires a souvent été à l'origine d'agitations. Entre janvier 1984 et mai 1989, sur un échantillon de 1 468 des 2 503 grèves enregistrées, 944 ont lieu dans les services publics ou parapublics, dont 56 % pour des hausses de salaire et 12 % pour des problèmes liés à leur paiement. En mai 1988, se distinguent les grèves des cheminots. En novembre 1986, mars 1987 et août 1988 s'enchaînent celles des 2 000 employés de la justice de la province de Santa Fe.

L'économie entre en crise et l'inflation continue de croître de façon vertigineuse. Le gouvernement refuse de réduire la voilure de l'état et d'attaquer de front la classe ouvrière. Entre 1980 et 1990, l'inflation est en moyenne de 45 % par an, le PIB baisse de 20 % et les investissements tombent de 23 % du PIB à 8 %. Ils ne restent que 100 millions de dollars de réserves officielles. La dette extérieure atteint les 60 milliards de dollars.

L'état de siège proclamé ne peut plus contenir émeutes et pillages. Balayé aux élections, Alfonsín quitte son siège avec cinq mois d'avance. Il cède la place au péroniste Menem, élu sur des propos populistes.

L'ERE MENEM

LE 'VRAI' PROGRAMME MENEM

Jouant de l'attachement des Argentins à la belle époque de Perón, le péroniste Carlos Menem parvient à se faire élire président en juillet 1989. Mais son action sera à l'opposé de la doctrine péroniste traditionnelle. Elle sera marquée par l'austérité budgétaire, la baisse des barrières douanières, les privatisations, la révision du code des impôts, ainsi que la congélation des comptes bancaires.

- Pour pallier la crise fiscale croissante de l'Etat, il décide d'un plan de réduction de ses coûts de fonctionnement en licenciant, entre autres, en 1991-92, plus de 110 000 fonctionnaires fédéraux et 107 000 provinciaux. Il transfère aux budgets provinciaux plus de 200 000 enseignants, ayant auparavant un statut de fonctionnaires de l'Etat fédéral. La manœuvre ne réussit que très partiellement. La nécessité, pour les gouverneurs provinciaux péronistes, de garder leurs vastes clientèles électorales, les poussera à contrecarrer ces mesures. Dans la seule province de Buenos Aires, dont le gouverneur fut Duhalde, le nombre de fonctionnaires passe de 280 000 en 1991 à plus de 400 000 en 1999.
- Pour contrer la baisse des recettes fiscales dues aux exportations clandestines de capitaux, Menem va accroître les pouvoirs de la Dirección General Impositiva (DGI) et met en place dès 1989 une TVA. Il supprime les taxes à l'exportation tout en augmentant celles à l'importation. Non sans résultat. En 1991, l'Etat collecte 24,4 milliards de dollars, contre 13,7 deux ans plus tôt.
- Pour desserrer la contrainte budgétaire d'un secteur industriel peu ou pas rentable, Menem lance un plan de privatisations en plusieurs étapes (chemins de fer, téléphones, aciéries, postes, etc.) qui se traduit par des centaines de milliers de licenciements. Ce plan aurait apporté à l'Etat quelque 65 milliards de dollars.

Un seul exemple, les chemins de fer. Les salariés des *Ferrocarriles de Argentinas* (FA) sont passés de 152 813, en 1973 ; à 140 199, en 1976 ; 94 139, en 1982 ; à 108 866, en 1988 ; à 15 000, en 1995 après l'octroi des concessions d'exploitation. A cette époque, les travailleurs des chemins de fer sont répartis en huit compagnies de fret employant à peine 5 000 salariés ; cinq compagnies de banlieue et le métro de Buenos Aires, employant environ 10 000 salariés²³⁹. La diminution des effectifs se fait suivant trois axes :

- L'adoption d'un système de sécurité de circulation utilisant les liaisons sol/train à la place de l'ancien système électromécanique nécessitant un personnel nombreux. Conséquence : la quasi-totalité du personnel des gares utilisée à cette fonction disparaît.
- L'équipe de conduite des trains passe de trois à deux conducteurs. Le tiers des postes de mécanicien est supprimé.
- Le nombre de trains baissant, le personnel des ateliers de maintenance chute d'autant. De nombreux centres sont alors fermés. Deux d'entre eux, dont celui de Pérez, près de Rosario, sont maintenant des coopératives gérées par le syndicat *Union Ferroviaria*.

²³⁹ Sources : « *La vie du Rail* », n°1949, 21/06/1984 et « *Realidad Ferroviaria* », annuaire 1999.

- Pour stopper la dépréciation galopante du peso, Menem supprime l'Austral (il fallait alors 10 000 australs pour 1 dollar). Sur les conseils de son ministre des finances Cavallo, il impose, dès 1991, la parité peso/dollar. Il supprime les contrôles des changes et l'indexation des salaires. Le déficit budgétaire tombe à 1,8 % du PIB en 1991, contre 5 % en 1990 et une moyenne de 9 % pendant les années 1980.
- Sur le modèle de l'Aléna, l'Argentine s'engage - avec le Brésil, l'Uruguay et le Paraguay - dans la création d'un marché commun continental, le Mercosur.

LE BILAN MENEM

Tant décriée aujourd'hui, la parité peso/dollar - rendue possible aussi par le niveau relativement bas du billet vert au sortir de la crise économique des Etats-Unis de 1991 - a permis d'attirer à nouveau les investisseurs étrangers, assurés d'une traduction monétaire intégrale de la valeur produite en Argentine parce que réalisée au travers d'une monnaie stable et corrélée à la monnaie internationale par excellence. En outre, le pays offrait aux sociétés étrangères une denrée rare dans les pays de la périphérie du capitalisme : une main d'œuvre qualifiée.

L'engagement en Argentine des entreprises étrangères s'est fait avec beaucoup de prudence. Les patrons avaient en mémoire l'instabilité politique et sociale du pays. Dans un premier temps, au lieu d'investir massivement, elles préférèrent dégraisser franchement les effectifs pour accroître la productivité du travail. En plongeant des centaines de milliers de travailleurs dans la précarité et le chômage, les entreprises étrangères ont contribué au rétrécissement du marché intérieur des marchandises vouées à la consommation privée.

Au total, l'ère Menem a été, sous divers aspects, positive pour le capital. Le réseau téléphonique a commencé à fonctionner à peu près correctement. Les transports de Buenos Aires (métro et trains de banlieue) ont retrouvé une clientèle solvable, de même que les principaux services marchands autrefois publics (gaz, électricité, eau, autoroutes). Les banques ont profité de taux d'intérêt élevés et de comptes très majoritairement libellés en dollars. Enfin, en 1995, l'arrimage du peso au billet vert lui a permis d'échapper à la contagion de la crise fiscale de l'Etat mexicain qui s'était soldée par la dévaluation de 40% de la monnaie locale. En 1997 et en 1998, le peso argentin est également sorti indemne des dévaluations des monnaies de nombreux pays de la périphérie du capital (Thaïlande, Brésil, Russie, Malaisie, Corée du sud, etc.).

En vertu de ce nouveau climat de confiance des milieux des affaires, les détenteurs de capitaux ont rapatrié une bonne partie des 50 milliards de dollars qu'ils avaient placés auparavant sur les marchés financiers extérieurs. En 1991, les importations²⁴⁰ doublent tandis que les exportations stagnent. Le marché argentin des biens de consommation est le deuxième d'Amérique latine par sa surface solvable. Il correspondait alors à 15 millions de personnes sur un total de 36²⁴¹. Mais, peu à peu, le périmètre du marché solvable se contracte, du fait de l'appauvrissement progressif des couches moyennes, des fonctionnaires et, bien entendu, des classes exploitées.

Pendant ce temps, les conflits du travail chutent d'un tiers et de plus de moitié dans la seule industrie²⁴². C'est l'un des résultats les plus remarquables des quatre premières années de la présidence de Menem. Ceci s'explique par quatre ordres de raisons :

- Le soutien complet de la CGT, Péronisme oblige, à Menem. Alors que la confédération syndicale avait appelé à plus de treize grèves générales contre Alfonsín, elle s'est limitée à une journée de lutte contre Menem. Et ce en dépit des licenciements et des privatisations décidés par l'exécutif menemiste, ainsi que de la suppression des négociations collectives centralisées.
- Le nombre de grèves 'ordinaires' a également diminué indépendamment de l'action de sabotage de la CGT. Le succès remporté par le plan de convertibilité peso/dollar de mars 1991 se traduit par une baisse brutale des grèves dès le second trimestre de 1991 alors que le décret d'octobre 1990 interdisant le droit de grève dans le secteur public n'aura que peu d'importance. Durant les cinq premiers trimestres de règne de Menem, le nombre de grèves est de 99, contre 115 sous Alfonsín. Mais le nombre de grévistes s'élève à 2 737 632, contre 1 984 708 sous Alfonsín.

²⁴⁰ En 1996, les moyens de production représentent 25 % des importations, les biens intermédiaires 38 % et les biens de consommation seulement 16 %. La part de ceux-ci augmente jusqu'en 1998.

²⁴¹ Dans le cas du Brésil, celui-ci recouvrait 30 millions de personnes (sur 150 millions d'habitants).

²⁴² Voir Annexes, statistiques ouvrières.

- Plus important fut l'impact négatif sur l'ensemble des travailleurs de la défaite, intervenue en septembre 1990, des salariés du téléphone de Buenos Aires contre la privatisation d'ENTel.

Sur fond d'envol du dollar (donc du peso) et de rétrécissement des échanges au sein du Mercosur, les marchandises argentines – déjà traditionnellement peu exportées (seulement 9% du PIB relève des exportations) et composées principalement des marchandises agricoles – deviennent trop chères et donc de moins en moins demandées. Dès lors, en dépit de l'adoption de nombreux dispositifs de rigueur budgétaire destinés à contenir la crise économique, Menem est conduit à autoriser l'endettement des banques régionales. La dette fédérale a augmenté d'un tiers en quatre ans et celle des provinces a doublé²⁴³. En dix ans, les dépenses publiques totales ont été multipliées par deux. En 2001, la crise ne peut plus être repoussée. Pour la première fois depuis l'ascension de Menem aux commandes de l'Etat, les investissements étrangers s'effondrent. L'heure des comptes a sonné.

La crise de 1998 entraînant la dévaluation du real brésilien sonne le glas des exportations argentines au sein du Mercosur. Les marchandises argentines deviennent non compétitives par le double effet de la hausse du dollar et de la dégringolade de la devise brésilienne. Les principales familles de produits exportés demeurent celles des hydrocarbures, des céréales et du soja. La dévaluation du réal ferme notamment la porte des exportations argentines au Brésil, premier marché extérieur de l'Argentine. Toutefois, étant donné le faible poids des exportations dans le PIB argentin (10 %), le renchérissement des marchandises argentines ne produit pas un effet désastreux dans tous les secteurs d'activité. En revanche, les exportations d'automobiles s'effondrent de 60 %. Particulièrement compétitive, l'industrie agroalimentaire (hors céréales, frappées par des cours chroniquement déprimés) s'en sort en revanche par une réduction des ventes à l'étranger contenue à 3 %. Les exportations de viande sont frappées par l'épidémie de fièvre aphteuse et pas par le renchérissement du peso.

L'endettement de l'Etat progresse. Cinq ans plus tôt, le gouvernement dépensait 2,7% du PIB pour payer le service de la dette. Ce chiffre bondit désormais à 4,5%. La dette fédérale a augmenté d'un tiers en quatre ans et celle des provinces a doublé. Celles-ci sont virtuellement en faillite et ne peuvent rémunérer leurs salariés et leurs fournisseurs qu'au moyen de l'émission de titres circulants avec une escompte, puis la formation de monnaies locales (Lecop, Patagon, etc.). Pour continuer à assurer le financement d'une partie de l'économie locale, Menem autorise l'endettement des banques régionales. Le problème n'est cependant pas, en soi, le poids relatif de la dette dans le PIB (60 %), mais bien l'incapacité ponctuelle d'observer les échéances de remboursement. La dépense publique a doublé en dix ans. Un tiers de l'augmentation de la dépense publique en cinq ans relève du niveau provincial.

Eléments du bilan de la politique Menem en 1993

24,5 milliards d'investissements étrangers entre 1990 et 1993.

L'Etat encaisse 24 milliards de dollars grâce aux privatisations.

Le prix de l'électricité a baissé de 30 % depuis les privatisations.

L'industrie souffre d'un manque de capitaux. Le taux d'épargne n'est que de 17 %. Les investissements ont augmenté de 115 % depuis 1990 mais ne représentent que 20 % du PIB. De même, les prêts bancaires ne sont que 20 % du PIB. Enfin, la capitalisation boursière a été multipliée par sept grâce à l'arrivée de capitaux étrangers mais n'atteint que 17 % du PIB.

La hausse du budget fédéral n'a été que de 11 %, alors que celui des provinces a crû de 71 %.

Les exportations, principalement vers les pays voisins, augmentent mais demeurent insuffisantes. Les importations de moyens de production sont conséquentes : 8 milliards dollars en 1994, autant que pendant les années '80.

La productivité du travail bondit de 56 % dans l'industrie entre 1989 et 1994.

YPF, l'entreprise nationale du pétrole, qui avait perdu 6 milliards de dollars entre 1981 et 1989, affiche un profit net de 700 millions en 1993. Le nombre de ses salariés chute de 52 000 à 6000. Autre exemple, Ciadea qui produit des voitures Renault sous licence, devient profitable. Quelque 650 voitures au lieu de 80 sortent de l'usine sans augmentation du nombre des ouvriers.

Dans les banques, un employé coûte 31 000 dollars, 5 000 de moins qu'aux Etats Unis. Mais sa productivité n'est que 19 % de celle de son collègue nord américain.

Les salaires sont bloqués et le secteur public licencie massivement.

²⁴³ En huit ans, la dette de la province de Buenos Aires, gouvernée par Duhalde, a triplé pour atteindre 1,7 milliards de dollars.

Les plus touchés par la réforme économique sont les couches moyennes de l'Etat et les travailleurs des secteurs protégés auparavant. Diminuer les coûts de production des entreprises privatisées se révèle plus facile que prévu. Auparavant, les salaires étaient souvent versés à des personnels fantômes.

L'arrivée au pouvoir des militaires se justifia par la nécessité pour le capital à la fois de terrasser agitations ouvrières et organisations d'extrême gauche ainsi que de mettre un terme à l'impérite et à la gabegie péroniste. Mais elle marque aussi la faillite du modèle de développement du capitalisme en Argentine, né après 1930, basé sur la création directement par l'Etat ou avec son soutien indirect mais actif d'industries nationales dites de substitution. La crise fiscale de l'Etat doublée par la dépréciation de la monnaie locale détermine des fuites grandissantes de capitaux et donc accélère le recours de plus en plus massif à l'emprunt extérieur²⁴⁴. Le renforcement du poids des entreprises étrangères dans l'économie argentine n'en sort qu'accélééré avec l'arrivée de Menem aux commandes, à l'aide de la privatisation de la quasi-totalité des entreprises étatiques, rendue nécessaire par le piètre état des caisses publiques.

Le nouveau modèle de développement argentin ébauché sous le règne de Menem voit la part de l'industrie manufacturière traditionnelle dans le PIB fondre d'environ 30 % en 1975 à 16 % en 2000. Cela s'est traduit par la fonte des effectifs salariés de ce secteur d'activité : de 1 551 221 en 1974, à 1 381 805 en 1985, à 1 061 528 en 1993 et moins d'un million en 2001. Soit une disparition de plus d'un tiers des travailleurs d'industrie en 25 ans! Les salariés ont vu leur pouvoir d'achat s'étioler, alors que la productivité du travail s'envolait.

Il est évident que ce processus n'a pas investi l'ensemble des activités industrielles traditionnelles de façon homogène. Les petites et moyennes entreprises ont davantage souffert que les grandes. Leur part dans la production industrielle ne dépassait pas les 30 % en 2000, contre 50 % en 1975. Le nombre total des entreprises industrielles a baissé de 126 388 en 1974, à 109 376 en 1985 et 93 156 en 1993. Le déficit de création d'entreprises, par rapport à la disparition, est de 30 000 sur les 25 ans, ce qui représente 25 % du total des PME.

Jusqu'à Menem, l'industrie nationale avait été préservée des importations extérieures. Un dense tissu d'entreprises sous-traitantes des grands groupes de l'automobile et plus généralement de l'industrie mécanique s'était ainsi créé dans les interstices du protectionnisme péroniste. La suppression de ces défenses, opérée timidement sous le gouvernement Alfonsín puis franchement sous celui de Menem, fait voler en éclats un tissu industriel peu rentable et incapable de résister à la concurrence étrangère.

Seuls certains secteurs échappent à la déconfiture de la libéralisation de l'économie, dont la sidérurgie, le pétrole, la pétrochimie et les industries des matières plastiques. Ceux-ci présentaient des caractéristiques communes : une composition en capital élevée, une taille critique significative et le maintien du soutien direct ou indirect de l'Etat. Fournisseurs de biens intermédiaires, ces secteurs ont pu compenser le rétrécissement du marché intérieur par des exportations supplémentaires. Dans les années 1991-1996, les industries agro-alimentaires et l'automobile enregistrent également des bonnes performances bénéficiaires.

Depuis 1999, l'Argentine s'est enfoncée dans la crise économique. Si certains secteurs y échappent (matières plastiques de base : +40 %, chimie : + 20 %, Raffinage du Pétrole : + 5 %), la plupart perdent pied (moyenne générale - 10 %, matières plastiques transformées : - 18 %, verre : - 19 %, mécanique : - 19 %, ciment : - 20 %, textiles : - 26 % et surtout automobiles : - 40 %).

LUTTE DE CLASSE ET REcul INDUSTRIEL

POLARISATION CROISSANTE DES CLASSES

Le fait saillant de ces vingt-cinq années a été l'érosion significative de la part des salaires dans le PIB argentin qui passe de 43 % en 1975 (près de 50 % sous Perón) à seulement 20 % en 2000. Ce transfert de 'richesse' - correspondant, en gros, à 52 milliards de dollars entre 1976 et 1980, à 80 milliards de dollars entre 1980 et 1989 et à 132 milliards entre 1989 et 2000 - a bénéficié notamment aux grandes entreprises. La part des rémunérations des plus pauvres a chuté, entre 1974 et 1999²⁴⁵, de 19,5% à 13,1 %. La portion relative aux revenus dits intermédiaires s'est contractée de 41,0% à 34,6 %. En revanche, celle des revenus supérieurs a grimpé de 39,7% à 52,3 % et de 57% sur la seule période 1991-1999. Au total, sur le dernier quart de siècle, le pourcentage des salaires des plus pauvres sur le PIB a reculé de près de 33%,

²⁴⁴ Dette extérieure : En 1975 : 8,085 milliards de dollars. En 2000 : 177,211 milliards de dollars. Service de la dette : En 1975 : 4,3 milliards de dollars. En 2000 : 81,7 milliards de dollars. Evasion fiscale : En 1975 : 10,7 milliards de dollars. En 2000 : 115,2 milliards de dollars.

²⁴⁵ Chiffres basés sur l'institut argentin des statistiques, l'INDEC

celui des rémunérations des travailleurs dépendants à revenus intermédiaires s'est repliée de près de 16% et celui correspondant aux couches supérieures a bondi de près de 32%.

A cet approfondissement de la polarisation sociale, s'est ajoutée une disparité géographique croissante. L'écart entre les revenus des 10% les plus pauvres et les 10% les plus riches s'il est en moyenne nationale de 23,7% monte à 89 % dans la seule ville de Buenos Aires²⁴⁶. Quant au salaire réel, son évolution a été la suivante (base 100 en 1975) :

1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
100	66,4	51,3	53,9	57,7	66,3	61,9	53,6
1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
63,6	76,5	68,8	64,1	58,7	59,6	54,5	49,3
1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
46,8	48,7	49,1	46,5	41,0	40,6	40,4	39,5

Source : Ministère du travail argentin.

En 1999, l'indice s'est établi à 38,5. Depuis 2001, l'INDEC a pris une nouvelle base 100, en 2002 et début 2003, l'indice est « remonté » entre 102 et 103. Mais, il faut savoir que la correspondance s'établit ainsi : le « 100 » de 2001 équivaut à « 35 » de 1975 !

Ces chiffres, qui ne recèlent pas entièrement la rude réalité des conditions de vie des prolétaires argentins, permettent néanmoins de définir une périodisation liée à leur évolution :

- De 1976 à 1979, suite à l'arrivée des généraux au pouvoir et conséquence directe de la répression, les salaires glissent brutalement de 30% à 40 %.
- De 1980 à 1983, les salaires remontent suite au regain d'agitations ouvrières et la fin de l'emprise des généraux. Ce mouvement ascensionnel s'accélère durant les premières années du gouvernement Alfonsín, jusqu'à 1986.
- De 1986 à 1991, les salaires décroissent à cause de l'hyper-inflation pour atteindre la moitié de leur niveau de 1975.
- De 1991 à 1994, les salaires se stabilisent.
- De 1995 à aujourd'hui, la décroissance des salaires s'accroît puis s'accélère à partir de 1998.

En vingt cinq ans, les travailleurs salariés ont perdu les 2/3 de leur pouvoir d'achat.

Si l'on observe maintenant la productivité du travail des 500 plus grandes entreprises industrielles, elle monte de la base 100 en 1993 jusqu'à 153,3 en 1997. Puis, elle régresse légèrement à 149,2 en 1998, dernier indice connu. Cette contraction s'est vraisemblablement accentuée dans les années les plus récentes, conséquence de la crise cyclique en cours entraînant un grave recul des investissements productifs. Entre-temps, les salaires réels des mêmes 500 principales sociétés du pays n'ont crû que de la base 100 en 1993 à 119,6 en 1998, alors que leurs profits se sont envolés de 65%. Si le pouvoir d'achat des travailleurs salariés a baissé de façon significative, la précarité de leurs emplois s'est considérablement accrue. Toujours selon les statistiques de l'INDEC, entre 1991 et 1999 :

- Le taux de chômage officiel est passé de 6% à 13,8% ;
- Le taux du sous-emploi est passé de 7,9% à 14,3% ;
- La part des pauvres sur la population totale est passée de 25,2% à 26,9 % ;
- Le part de la population vivant en dessous du seuil de la pauvreté est passée de 4,1% à 7,2 %.

Le PIB (quelle que soit la pertinence de cet indicateur) culmine à 137 points en 1999, contre 100 points de base en 1991. Entre 1991 et 1994, l'économie croît de 23 %, alors que le taux de chômage augmente de 30 %. Ainsi, entre 1995 et 1998, la croissance économique argentine est de 18 %. Le chômage diminue faiblement mais le travail partiel augmente de moitié. A compter de 1999, avec le glissement de l'économie argentine dans la crise, le taux de chômage ne cesse de progresser de même que la précarité. Aujourd'hui, près de 40 % de la population serait au chômage ou victime de la précarité du travail.

LES GREVES [*18]

Le tableau ci-dessous donne les indications, par secteurs d'activité, du nombre de grévistes entre 1984 et 1993, des jours perdus pour grève²⁴⁷ et du nombre d'entreprises ou d'administration touchés par

²⁴⁶ L'écart le plus bas de 10,9 % est constaté dans la banlieue de Buenos Aires.

²⁴⁷ Grèves d'au moins un jour et avec au moins 100 salariés impliqués.

les abstentions du travail. Entre 1984 et 1993, les employés du secteur public et des administrations - au nombre d'environ deux millions en 1984 - ont à eux seuls compté pour 66 % des grèves, 69 % des grévistes et 81 % des jours de travail perdus pour cette raison. La palme des agitations revient aux enseignants et employés du secteur public (national, provincial, et municipal). Ensemble, ces derniers représentent 32 % des grèves, 47 % des grévistes et 65 % des jours perdus. Sur la même période, les ouvriers de l'industrie – au nombre d'environ 1,13 million en 1984 – n'assurent que 21 % des grèves, 22 % des grévistes et 14 % des jours perdus.

	Jours perdus	Grévistes	Secteurs en grève
Enseignants	65 769 791	15 573 966	421
Administration	42 169 129	12 953 641	496
Métallurgistes	15 443 684	9 482 034	199
Travailleurs municipaux	6 262 618	1 871 270	186
Hôpitaux privés	5 788 993	2 874 110	181
Employés juridiques	5 513 278	2 158 800	128
Employés de banque	3 931 880	3 994 320	133
Universitaires	3 497 985	877 010	43
Cheminots	3 387 344	1 987 550	76
Construction	2 263 417	1 865 948	92
Alimentation	2 117 410	883 205	28
Téléphone	1 891 963	1 181 900	39
Bus	1 698 020	930 240	113
Marins	1 351 637	354 896	57
Industries du secteur Public (a)	1 072 348	318 040	77
Postiers	1 034 652	592 800	26
Docteurs	904 145	327 116	83
Services Publics (b)	851 788	434 270	47
ouvriers du sucre	778 590	187 730	50
ouvriers du Papier	764 442	436 796	55
Conducteurs de Locomotive	671 325	262 650	25
Ouvriers des frigorifiques	658 793	217 589	56
Ouvriers du Textile	601 570	761 812	37
Electricité	576 150	389 820	21
Pétrole	515 915	277 540	32
Total des 25 secteurs	169 516 861	61 195 053	2 701
Total ²⁴⁸	175 601 288	64 828 080	3 401

a Inclus les charbonnages, les chantiers navals, les arsenaux et les centrales nucléaires.

b Inclus les hôpitaux publics, les gardiens de prisons, les employés des parcs et musées nationaux.

Conséquence de la restructuration de l'appareil productif, depuis 1983, les mouvements de grève ont davantage été le fait des enseignants, des employés de l'Etat et des services publics que des ouvriers d'industrie de Buenos Aires, Córdoba et Rosario. Dans les dix provinces les plus touchées par les grèves, les enseignants et les fonctionnaires ont assuré 51 % des grèves, 90 % de grévistes et 93 % des jours perdus²⁴⁹. Ces agitations ont été motivées par les baisses de salaires et les retards dans leur paiement.

²⁴⁸ Chiffres se référant aux 88 secteurs d'activité avec une grève ou plus.

²⁴⁹ La province de La Rioja enregistre le plus fort taux de grève. Parmi les 43 grèves constatées entre 1984 et 1993, le quart ont été lancées par les enseignants, 15% par les employés municipaux, 2% par la police (2%) et 1% par les employés de la justice. Les restantes 57 % correspondent aux journées d'action multi-catégorielles des fonctionnaires. Lorsque Menem a été le gouverneur de la pauvre province de La Rioja, de 1983 à 1989, le nombre de fonctionnaires s'est envolé de 12 000 à 40 000, pour une population active chiffrée à 67 370 personnes et une population totale de 250 000 habitants. Certaines écoles avaient plus d'enseignants que d'élèves ! Après le départ de Menem, le nombre de fonctionnaires se rétracte à 26 000. Le déficit budgétaire de la province s'élevait à 108 millions de dollars, soit 31 % de son PIB ou le tiers du déficit de la seule province Buenos Aires, 57 fois plus peuplée ! Dans la province voisine, également très pauvre, de Catamarca (290 000 habitants), les salaires de fonctionnaires absorbaient 80 % du budget local.

LE SANTIAGUEÑAZO [*19]

Ce soulèvement a été provoqué par la réduction de 10 000 unités de nombre des employés publics locaux et la compression des salaires des restants décidés par le gouvernement provincial de Santa Fe. Le ministre de l'économie avait préalablement diminué de moitié les salaires de novembre et suspendu le règlement de ceux de septembre et octobre. Ces mesures correspondaient à l'application de la « *ley omnibus* » votée par les péronistes et les radicaux.

Le 16 décembre 1993, des employés de la province, les étudiants, ainsi que des retraités se rassemblent devant le siège du gouvernement local pour l'abrogation de la « *ley omnibus* ». Les autorités envoient la police. Les dirigeants syndicaux quittent la place, la réaction des manifestants fait reculer les forces de l'ordre. Les insurgés s'en prennent alors aux bâtiments officiels, qui sont systématiquement détruits, et aux habitations des dirigeants politiques. Ils se répandent dans toute la ville et dans celle voisine de La Banda. Le combat par petits groupes s'organise. La population se rallie progressivement aux émeutiers.

L'adversaire c'est tous les autres, le pouvoir sous toutes ses formes. Les bâtiments officiels ne sont pas occupés mais détruits ; une organisation spontanée se crée par petits groupes, les militants ou les plus déterminés désignent des objectifs, les manifestants les suivent, en chemin la population se rallie et ainsi de suite. Lorsque les maisons des dirigeants sont prises d'assaut, les manifestants ne font que sortir les objets de luxe et les détruire ou prendre des vivres ; aucune personne n'est frappée.

Le 17 décembre, les défilés se poursuivent et les assemblées se multiplient. Le gouvernement fait alors appel à la gendarmerie. Le 19 décembre, les autorités provinciales fixent le salaire de la fonction publique à 3 500 pesos et débloquent un fond d'urgence de 500 pesos pour les 60 000 salariés moins bien payés et les retraités. Les actions durent quelques jours encore puis se délitent. Premier mouvement d'opposition aux mesures de Cavallo, il s'est également distingué par le rejet intégral des partis politiques.

LA RECESSION INDUSTRIELLE

Comme vu précédemment, depuis 1999, l'Argentine est entrée en récession. En septembre 2001, le cumul annuel provisoire de la production industrielle atteignait - 3,8 %. Si certains secteurs restent en croissance (matières plastiques de base : +40 %, chimie : + 20 %, Raffinage du Pétrole : + 5 %), la plupart des autres plongent (moyenne générale - 10 %, matières plastiques transformées : - 18 %, verre : - 19 %, mécanique : - 19 %, ciment : - 20 %, textiles : - 26 % et surtout automobiles : - 40 %).

Mais plus encore le recul de la production elle-même, ce qui caractérise la crise argentine, c'est la faible productivité du capital. Par exemple, entre 1993 et 1998, sur l'ensemble des entreprises, 70 % d'entre elles (les plus importantes), alors qu'elles présentent des profits opérationnels pour 15 milliards de dollars, ont détruit (consommé) 5 milliards de dollars, ce qui représente 20 % du capital investi. Les plus grandes entreprises d'Argentine ont détruit 3 fois plus de capital que le Chili, par exemple. Pendant le même temps, les entreprises américaines génèrent 7 % du capital investi.

Ceci vaut pour tous les secteurs de l'économie à l'exception des supermarchés qui ont généré 11 %. Ceci est dû au coût d'obtention d'argent sous forme de crédit auprès des organismes bancaires du fait du mauvais indice de confiance attribué à l'Argentine ; ensuite, à l'investissement nécessaire pour simplement mettre à niveau l'outil de production laissé en déshérence pendant de nombreuses années. Enfin, comme le signale les études ses analystes de McKinsey & co du 22 juin 2000, « l'absence de culture des dirigeants des entreprises à créer de la valeur, l'absence d'incitation, etc. » est « une cause de la non-performance des entreprises en Argentine ».

Pour finir, il existe des groupes argentins de taille significative comme Pecom, le groupe dirigé par Gregorio Perez Campanc, contrôlant des entreprises dans le négoce du gaz, le raffinage du pétrole, la pétrochimie ou l'agro-alimentaire ; Techint, dirigé par Roberto Rocca, grand groupe de travaux publics (sorte de Bouygues argentin) ; ou enfin les ciments Loma Negra, dirigés par Amalia Lacroze de Fortabat, qui produisent 55 % du ciment argentin. Il faut toutefois noter plusieurs choses : ces groupes existent dans les secteurs fonctionnant encore bien en Argentine, ils ont prospéré à l'abri des commandes étatiques (tant depuis Perón en 1945 que sous Menem en 1991, en passant par les militaires entre 1976 et 1982) ou ont bénéficié des privatisations ; ce sont des groupes qui, grâce à leur position privilégiée, ont pu grossir en achetant des entreprises dans d'autres secteurs (ce qui fait partie du développement normal des entreprises capitalistes mais qui montre qu'en dehors de ces groupes, il n'existe pas d'entreprises argentines de taille significative dans le secteur industriel).

Quoi qu'il en soit, cela ne change rien pour la situation concrète des prolétaires en Argentine, qu'ils soient « argentins de souche » ou immigrés, d'avoir un patron argentin ou un patron salarié des

« méchantes multinationales venues spolier le pays de ses richesses » comme le serinent à longueur de temps les gauchistes d'Argentine ou d'ailleurs. S'intéresser aux différentes façons dont le capitalisme s'est développé dans différents pays pour comprendre les forces ou les faiblesses particulières des différentes bourgeoisies est une chose ; constater dans le cas de l'Argentine l'incapacité de la bourgeoisie à assurer un développement industriel « autochtone » et donc la nécessité de faire appel aux capitalistes étrangers pour pallier cette incapacité en est une autre ; mais, en conclure que les prolétaires argentins devraient en conséquence de la présence de capitalistes étrangers, dédouaner et donc soutenir leur bourgeoisie est non seulement idiot parce que cela ne résiste ni à l'analyse, ni à ce qu'est l'exploitation capitaliste mais surtout est criminel : c'est vouloir faire retomber les prolétaires argentins dans ce nationalisme fardé des atours du Péronisme dont ils doivent se débarrasser parce qu'ils en ont déjà payé lourdement le prix dans le passé.

LA COHESION SOCIALE VOLE EN ECLATS

ACTIONS INSURRECTIONNELLES EN SERIE

Les prolétaires argentins ont payé cher le fait de faire tomber le gouvernement honni de De la Rúa et de faire la une des médias mondiaux : 33 morts (dont 24 à Buenos Aires, 5 à Santa Fe, 1 à Córdoba, 1 à Tucumán, 1 à Corrientes, 1 à Rio Negro), plusieurs centaines de blessés graves (dont 185 à Buenos Aires) et des milliers d'emprisonnés (dont 2 400 à Buenos Aires). Les forces de répression (Police fédérale dans la Capitale, Gendarmerie et polices régionales, dans le reste du pays) s'en sont donnés à cœur joie, y compris lors des attaques de super-marchés.

Pourtant, ce n'est pas la première fois qu'ils se mettent en lutte contre la situation qui est la leur. Depuis 1993, les grèves, manifestations, blocages de routes, émeutes n'ont pas manqué. Au contraire, les affrontements du 19 et 20 décembre constituent l'aboutissement de ces années de combats, de misère et de répression.

Si cette fois, ils ont pu obtenir un premier résultat, leur situation catastrophique n'en change pas pour autant. Plus de 40 % de la population vit dans des conditions exécrables (22% de chômeurs et 20% de sous-employés) ; plus de dix millions d'Argentins vivent en dessous de ce que les bourgeois appellent pudiquement « *le seuil de pauvreté* » ; environ 40 % d'entre eux sont obligés de travailler au noir, etc. C'est tout autant la poussée d'en bas contre les dernières mesures de De la Rúa, que le pourrissement par la tête de la classe dirigeante qui ont permis ce premier succès qui a été de plonger les classes dominantes en une crise politique et institutionnelle aiguë.

Les médias et les analystes financiers internationaux ne cessaient d'écrire, début décembre, que l'Argentine était « *à bout de souffle* », « *au bord du gouffre* ». Ils enregistraient la litanie des catastrophes économiques et des grèves générales s'inquiétant avec commisération de la lutte des « *piqueteros* ». Mais ils n'imaginaient pas que derrière les chiffres de la souffrance des exploités, il y avait des prolétaires capables de passer à l'action collective la plus radicale. Ce n'est pas la misère qui gêne les chroniqueurs, c'est la révolte quand elle devient massive.

En dépit d'une longue série de répressions sanglantes, ce n'est pas la première fois que les prolétaires argentins se révoltent contre leur condition. De 1993 à aujourd'hui, les grèves (12 grèves générales en 2000 et 2001), les manifestations, les blocages de routes (depuis 1996) et les émeutes n'ont pas manqué.

Avant les 19 et 20 décembre 2001

Décembre 1993 : Le « *Santiagoñazo* »²⁵⁰

Pendant plusieurs jours, des manifestants détruisent les bâtiments de l'administration provinciale et les maisons des politiciens locaux. Ceci faisait suite aux grèves et aux manifestations des employés de l'administration. Ce sont les premières actions contre les mesures Cavallo.

Juin 1996 : Le « *Cutralcazo* »

Pendant une semaine, la route fédérale 22 est coupée par les « *piqueteros* » de Cutral C6 et Plaza Huincul. Affrontements avec la gendarmerie. Le gouverneur doit procéder à des distributions de nourriture.

8 août 1996 : Grève générale

Grève générale appelée par la CGT, le MTA et la CTA contre les mesures économiques du gouvernement Menem. La grève a été suivie à 70 % dans les usines et les hôpitaux. De nombreuses manifestations ont eu lieu à Córdoba, Neuquén, Salta. A Rosario, les manifestants ont bloqué les routes. Des blocages de route se sont également produits à Buenos Aires.

Septembre/Décembre 1996 : Grèves à Córdoba

Grève avec occupation chez Fiat du 22 au 25 septembre pour les salaires et l'affiliation syndicale (les ouvriers ne voulant plus appartenir à l'UOM), puis grève générale les 26 et 27 septembre contre la

²⁵⁰ En Argentine, on a créé un mot pour désigner un mouvement social à partir du nom de ville où l'événement a eu lieu en ajoutant le suffixe « *azo* ». Exemple : Córdoba donne Córdobaazo pour l'insurrection de mai 1969.

flexibilité du travail. Grèves en décembre contre la privatisation de l'EPEC²⁵¹ et la suppression des conventions collectives.

Avril 1997 : Deuxième « *Cutralcazo* »

Suite à la mort d'une manifestante, Teresa Rodríguez, le 12 avril, les manifestants attaquent la police et la gendarmerie, les mettent en déroute et occupent la ville érigeant des barricades.

Mai à juillet 1997 : *Cutral Có*, Tartagal, Jujuy, Cruz del Eje

Pendant 45 jours, des milliers de « *piqueteros* » bloquent les routes de plusieurs provinces pour exiger des mesures d'aide financière, de la nourriture, l'arrêt des coupures d'eau et de courant aux chômeurs. Fin mai, à Jujuy, les ouvriers de sucrerie sont en grève contre les licenciements (dans une industrie qui avait déjà perdu 4 000 emplois depuis un an). Affrontements avec la police, le 29 mai, lors du dégagement d'une route bloquée.

15 août 1997 : Grève générale

Grève, non appelée par la CGT, pour protester contre les mesures gouvernementales sur les conventions collectives et les transports. Echec de l'agitation dans le commerce (peu de magasins fermés), demi-succès dans les transports. A Buenos Aires, les grévistes ont attaqué et brûlé les bus conduits par les jaunes

1998 : Corrientes

A la suite des luttes précédentes et lors de la chute de Menem, une grève des employés de cette ville se transforme en blocus des ponts au-dessus du fleuve Paraña, reliant la ville à la province du Chaco. Les « *piqueteros* » ne manquent pas le rendez-vous, L'Alliance de De la Ruá, fraîchement installée au pouvoir, fait tirer sur les manifestants : dix morts. S'en suit une semaine d'agitations.

1998 : Córdoba

Grève générale de l'enseignement.

Décembre 1999 et Mai 2000 : Tartagal et Mosconi

Par deux fois, les habitants de Tartagal et de Mosconi (Nord de la province de Salta) occupent les deux villes pendant plusieurs jours. Les revendications concernent aussi bien les ouvriers que les chômeurs et d'autres catégories de travailleurs. Suite à l'assassinat d'un ouvrier lors d'une manifestation, en mai 2000, les habitants de Mosconi expulsent les gendarmes de la ville.

5 mai 2000 : Grève générale

A l'appel de la CGT (« *H. Moyano* ») pour s'opposer aux réformes contre les « *rigidités* » du droit du travail.

9 juin 2000 : Grève générale

A l'appel de la CTA pour protester contre les mesures d'austérité et la « *dictature du FMI* ».

28 juin 2000 : La Matanza

Environ 1500 ouvriers et chômeurs ont coupé pour la première fois la route n°3 (qui relie Buenos Aires à la Patagonie) pour exiger des emplois, 650 000 kilos de viande fraîche, 70 000 kilos de légumes secs et des antennes médicales gratuites.

1^{er}-4 Octobre 2000 : Grève des routiers

A l'appel des syndicats patronaux (CNTA, « *Confederación Nacional del Transporte Automovil* ») et ouvriers (CGT « *H. Moyano* ») pour exiger la baisse du carburant. Le gouvernement cède.

Novembre 2000 : les « *piqueteros* » de La Matanza

Dans cette banlieue industrielle en déshérence de Buenos Aires, des milliers de chômeurs ont bloqué les routes et les voies ferrées et se sont constitués en Assemblée de chômeurs dont le rayon d'action s'est étendu à d'autres banlieues de Buenos Aires.

10 Novembre 2000 : Emeute à Tartagal

La mort d'un chauffeur de bus de 37 ans (sans salaire depuis huit mois), Anibal Verón lors d'une manifestation, au cours de laquelle 400 policiers essayaient de déloger 100 piqueteros, déclenche une émeute. Les manifestants incendient les bâtiments publics et prennent des policiers en otage. A Mosconi, les barrages sur la route 34 se poursuivent où reprennent les combats entre « *piqueteros* » et policiers.

15 Novembre 2000 : Plusieurs grèves dans la banlieue de Buenos Aires

Notamment à l'entreprise Cidrec (à Morón), où les ouvriers arrêtent le travail pour protester contre les baisses de salaires et les licenciements. Pendant cette grève, les travailleurs rejoignent le centre de Buenos Aires et s'unissent aux « *piqueteros* » de La Matanza.

23 Novembre 2000 : grève générale de protestation de 3 jours

Les deux syndicats CGT et la CTA appellent à la grève pour protester contre la mort du manifestant de Tartagal.

²⁵¹ EPEC : « *Empresa Publica de Energía de Córdoba* ». Entreprise publique provinciale de production et de distribution d'électricité.

22 Mars 2001 : Grève générale

Convoquée par deux centrales syndicales - la Centrale des travailleurs argentins (CTA) et la CGT (H. Moyano) -, elle a été largement suivie dans les grandes villes du pays. Pas d'écoles, pas de transports en commun.

Juin 2001 : Mosconi

Grève des ouvriers du Bâtiment pour des augmentations de salaires (2,50 pesos de l'heure au lieu de 0,90 de la convention contractuelle). De nombreux chômeurs participent au mouvement. Des dirigeants des « piqueteros » sont arrêtés. Ce qui a entraîné de nouvelles manifestations pour obtenir leur libération.

19 Juillet 2001 : Grève générale

Appelée par la CGT et la CTA, pour protester contre les mesures « d'ajustement économique » a touché les ouvriers, employés et fonctionnaires à 90 %.

25 Juillet 2001 : Grève des fonctionnaires

Appelée par les deux syndicats de fonctionnaires (l'ATE, « *Asociación de Trabajadores del Estado* » et l'UPCN, « *Unión del Personal Civil de la Nación* »²⁵²) et suivie à 60%, la mobilisation vise les mesures « d'ajustement économique » particulièrement nuisibles aux fonctionnaires.

2 Août 2001 : Grève des fonctionnaires de la Province de Buenos Aires

Appelée par l'UPCN, l'abstention du travail est encore motivée par les mesures « d'ajustement économique » mais surtout par le non-paiement des salaires de juillet. La province de Buenos Aires (la plus importante du pays avec 13 millions d'habitants sur 36), dirigée par les péronistes, est au bord de la faillite.

8 Août 2001 : Grèves et blocages de route

Nouvelle grève des fonctionnaires et des enseignants dans tout le pays. Manifestations de plusieurs milliers de chômeurs à Buenos Aires et plusieurs dizaines de barrages dans tout le pays.

17 Août 2001 : Grèves et blocages de route

Depuis le 14 août, des fonctionnaires et des enseignants étaient en grève dans tout le pays. Une importante manifestation a eu lieu devant la « *Casa Rosada* » à Buenos Aires. Les barrages mis en place depuis le 8 août tiennent toujours.

30 Août 2001 : Grèves et manifestations

A l'appel des deux CGT²⁵³, réconciliées pour l'occasion, grèves et manifestations à Buenos Aires et Córdoba. Les syndicats ont appelé à donner une leçon au gouvernement lors des prochaines élections du 14 octobre 2001.

7 Septembre 2001 : Grèves et manifestations

Nouvelle grève des fonctionnaires dans tout le pays. Manifestations de plusieurs milliers de chômeurs à Buenos Aires et plusieurs centaines de barrages dans tout le pays.

13 Décembre 2001 : Grève générale et manifestations

A Buenos Aires, grève totale des transports et des banques. Nouveau blocage de routes des « piqueteros ». A Córdoba, manifestations avec heurts violents avec la Police.

LES 19 ET 20 DECEMBRE

Les journées des 19 et 20 décembre ne sont donc pas tombées comme un éclair dans un ciel serein. Depuis plusieurs semaines, l'agitation s'était emparée de tout le pays de Córdoba à Neuquén, de La Plata à Rosario, contre les pouvoirs locaux, les politiciens et la politique en général. La colère populaire visait plusieurs gouverneurs (Sobisch à Neuquén, De la Sota à Córdoba, Ruckauf à La Plata) et s'exprimait en soutien à la fois aux luttes des enseignants, des employés de banque, contre les mesures prises par le gouvernement pour diminuer les salaires des fonctionnaires et aux grévistes du secteur privé, comme ceux de l'entreprise Zanón à Neuquén. A des degrés divers de mobilisation, les manifestations des 19 et 20 ont touché quasiment toutes les grandes villes, dont Buenos Aires, Córdoba, Santa Fe et Tucumán.

²⁵² L'ATE est affiliée à la CTA ; l'UPCN à la CGT « Daer ».

²⁵³ Les deux CGT ont pris les noms de leurs dirigeants respectifs, Rodolfo Daer (« droite ») et Hugo Moyano (« gauche »).

A BUENOS AIRES

Le 19, plusieurs manifestations de cent à deux mille personnes ont quitté les banlieues avec deux objectifs précis. D'une part, satisfaire les besoins pressants de nourriture, médicaments et habits par des attaques de supermarchés, de pharmacies et de nombreux petits commerces²⁵⁴. D'autre part, frapper certains des principaux responsables directs de l'appauvrissement (banques, compagnie du téléphone, etc.). Mais les défilés ne se sont pas arrêtés là. Le centre de Buenos Aires, en direction de la place de Mai et de la Casa Rosada (le palais gouvernemental), a été investi à son tour. Les manifestants ont exigé la démission du gouvernement. L'approche des lieux du pouvoir ne s'est pas faite sans difficulté. A plusieurs reprises, des milliers de policiers à pied et à cheval ont tenté de stopper l'avancée des travailleurs en révolte. De nombreuses voitures ont été incendiées et des barricades dressées. Malgré l'état de siège proclamé à la hâte par De la Rúa, les manifestations n'ont pas été dispersées. Il y avait un parfum de mai '68 et de printemps de Pékin. Outre les prolétaires, on comptait notamment parmi les participants des manifestations des fonctionnaires et des gens issus des couches moyennes de la société, sérieusement touchés par les dernières décisions gouvernementales. A l'exclusion des classes dirigeantes, pratiquement toutes les classes de la société se sont engagées activement dans le combat.

Les images de la répression féroce des défilés, largement rediffusées par les chaînes de télévision, ont eu un effet amplificateur. Le lendemain, 20 décembre, dès 9 heures du matin, des dizaines de milliers de manifestants se sont rassemblés dans les avenues environnant la place de Mai. Les affrontements avec la police ont repris, toujours avec l'intention déclarée de faire chuter le gouvernement.

« ¡Qué boludos / qué boludos!, el estado de sitio / se lo meten en el culo! » et « ¡Que se vayan, que se vayan! »²⁵⁵.

Nouvelles charges de police à cheval, gaz lacrymogènes, avancées et reculs des manifestants. Jets de pierres, pavés. Tir à balles en caoutchouc, puis tirs à balles réelles. Les habitants du quartier se rangent du côté des insurgés. Pendant les affrontements, les attaques se poursuivent contre les institutions financières et des entreprises jugées responsables de la dégradation de la condition populaire (Citibank, Fiat, HSBC Bank, Banco Comafi, Banco Provincia, Mc Donald's, etc.). Vers 13 heures, l'affrontement atteint son paroxysme. Des voitures et des édifices sont à nouveau incendiés. Les manifestants ne montrent aucun signe de faiblesse face au durcissement de la répression. Vers 17 heures, des jeunes livreurs, les « *motoqueros* », organisés en cortège de plusieurs centaines de motos chargent la police par le nord de la place. Le choc est brutal. Les flics tirent à balles réelles : deux morts. Après neuf heures de combat, à partir de 18 heures, la plupart des manifestants commence à refluer. Des escarmouches sporadiques continueront jusqu'à la nuit.

A CORDOBA²⁵⁶

Le mardi 18 décembre, le syndicat des employés municipaux rompt les négociations salariales avec le maire de Córdoba Kammerath. Le 19 au matin, à la mairie, une assemblée des employés se fait déloger par la police. En retour, les travailleurs tentent d'incendier le bâtiment public. Puis, ils se répandent dans les rues où, aidés par la population, ils dressent des barricades. Alertés des événements, les ouvriers de plusieurs usines se mettent aussitôt en grève. La police tire des balles en caoutchouc sur les travailleurs du syndicat « *Luz y Fuerza* » (de l'entreprise EPEC, l'EDF locale).

Les affrontements se sont poursuivis pendant quatre heures. Des supermarchés ont été pillés. A 17 heures, une assemblée comprenant les représentants des employés municipaux et d'autres entreprises de l'Etat, les syndicalistes de la CTA et de la CGT « *Hugo Moyano* », ainsi que des militants de base se réunissent en assemblée et décident d'appeler pour le lendemain à 10 heures, à une manifestation contre l'état de siège, la répression policière et pour la démission de De la Rúa.

A 18 heures, à Nueva Córdoba - quartier de classes moyennes et siège de l'université - débute un concert de casseroles qui se transforme en un défilé de 20 000 personnes. Sa destination ? Le parlement régional, aux cris de « *Que se vayan* » et « *El estado de sitio se lo meten en el culo* ».

Le 20 décembre, 3 000 ouvriers manifestent sur les avenues Colón et General Paz à l'appel des assemblées d'usine. A Córdoba, les manifestants se déplacent vers les banlieues, où, prétextant des attaques de supermarchés, la police tire à nouveau à balles réelles. Un adolescent de 13 ans s'étant emparé d'un morceau de viande dans un supermarché est abattu à Villa 9 de Julio. Les villes de Villa El Libertador

²⁵⁴ Conséquence d'une insurrection spontanée, donc sans liaison préalable entre différentes composantes du prolétariat, des affrontements ont eu lieu entre émeutiers et employés d'un marché de Buenos Aires, lors d'un pillage. Il n'y a pas à condamner ces phénomènes abstraitement : les événements des 19 et 20 décembre étaient aussi des émeutes de la faim. Seuls peuvent en être indignés ceux qui ont le ventre plein en permanence.

²⁵⁵ Traduction : « *Connards ! Connards ! L'état de siège qu'ils se le foutent au cul ! Qu'ils se barrent ! Qu'ils se barrent !* »

²⁵⁶ Deuxième ville du pays. Ville de l'industrie automobile sinistrée, lieu principal des luttes ouvrières de 1968-69.

et Ituzaingó sont déclarées zones militaires et placées sous contrôle de la gendarmerie. Les combats réunissent ouvriers d'usine et « *piqueteros* » des assemblées de chômeurs.

LA POLITIQUE MONETAIRE RESPONSABLE ?

Tous, des médias aux gauchistes, ont été prompts à dénoncer la dollarisation de l'économie (l'alignement du peso sur le dollar) et le poids de la dette vis-à-vis du FMI comme cause des malheurs de l'Argentine.

Il est vrai que le fait de garder l'alignement du peso argentin sur le dollar alors que celui-ci est au plus haut et que le real brésilien²⁵⁷ a été dévalué en janvier 1999, renchérit le prix des exportations argentines et les rend donc moins compétitives. Mais ceci n'a que très peu d'incidence sur la croissance économique du pays tant les exportations jouent un rôle mineur (moins de 9% du PIB). Ainsi, la baisse du real rend mécaniquement moins chères les importations brésiliennes.

Il est également vrai que l'ampleur de l'évasion fiscale²⁵⁸ et les fuites de capitaux endogènes ont indirectement affaibli l'économie. Toutefois, ces phénomènes clairs de défiance d'épargnants et d'investisseurs potentiels n'ont pas asséché le circuit du crédit aux entreprises. Jusqu'à l'éclatement de la crise, ce dernier n'a jamais cessé d'être abondamment irrigué par des grands groupes financiers, industriels et commerciaux étrangers.

Il est encore vrai que l'endettement extérieur de l'Argentine n'est pas négligeable. L'ensemble cumulé de la dette externe (ce qui a été emprunté) et de son service (les intérêts), soit 230 milliards de dollars, correspond à environ la moitié du PIB (476 milliards de dollars, en 2000). Mais le remboursement de la dette et le règlement des intérêts afférents n'ont pas été rédhibitoires pour le développement économique jusqu'à l'entrée dans la phase de crise. Plusieurs pays capitalistes de premier rang, Etats-Unis et Japon en tête, affichent un niveau d'endettement de l'ensemble des agents économiques et des consommateurs privés moult fois supérieur à celui de leurs correspondants argentins.

Ainsi, à l'instar de la Belgique ou de l'Italie, la dette publique rapportée au PIB d'autres grands pays capitalistes dépasse largement celle de l'Argentine. Le rapport dette/PIB n'est nullement, en soi, un facteur déclenchant de la crise. Au contraire, un niveau élevé d'endettement peut tout à fait exprimer la bonne santé de la formation économique et sociale déterminée si celui-ci contribue au développement de la productivité du travail social. On ne rappellera jamais assez, le crédit - donc la dette - est la lymphe vitale de la reproduction élargie du capital.

Mais, voilà le problème, le retournement du cycle économique argentin en l'an 2000²⁵⁹, s'est produit au pire moment de la conjoncture internationale, quand, en raison en particulier de l'entrée en crise des Etats-Unis, la concurrence mondiale s'est singulièrement exacerbée, les investissements directs à l'étranger en provenance des pays forts du capitalisme vers l'Argentine se sont raréfiés et l'accès au crédit s'est fait plus difficile. Pendant ce temps, contrairement à ce qui s'est passé lors de la crise de 1990-1991, le taux de change du dollar n'a pas cessé de croître. Ceci, couplé aux dépréciations du peso mexicain et du real brésilien, ont mécaniquement rendu plus chers les coûts de production en Argentine (main d'œuvre, services aux entreprises, sous-traitance, biens intermédiaires et matières premières non importés, etc.) relativement aux pays voisins. Conséquence, les flux du crédit et des investissements directs se sont progressivement détournés du marché argentin²⁶⁰.

²⁵⁷ Jusqu'en 1999, le Brésil absorbait 40 % des exportations argentines.

²⁵⁸ A partir de 1996, cette évasion fiscale (interne par non déclaration, externe par transfert de fonds à l'étranger) qui tournait à environ 40 milliards de dollars annuels, augmente pour passer de 68 milliards de dollars à 130 milliards de dollars en 2000. Quant au service cumulé de la dette, il atteindrait 80 milliards de dollars à fin 2000. [sources : « Instituto de la CTA e IDEP »].

²⁵⁹ Le 15 octobre 2000, le ministre de l'économie J. L. Machinea anticipe une hausse de seulement 0,5% du PIB pour l'année courante.

²⁶⁰ En 2001, les investissements étrangers ont diminué de 50 % (- 6,1 milliards de dollars). *Investissements directs étrangers en Argentine (1991-2001)*

Par pays (milliards de dollars)	Par principale entreprise américaine (millions de dollars)	Par entreprise d'autres pays (millions de dollars)
USA : 31 070	Liberty Media International : 417	Petrobras : 1 105
Espagne : 25 716	AES Corp. : 391	Carrefour : 963
France : 10 823	Hicks, Muse, Tate & Furst : 293	Electricité de France : 895
Italie : 5 440	Philip Morris Group : 255	Liberty Media International : 417
Chili : 5 242	Verizon : 117	Total Fina ELF : 255
Grande Bretagne : 4 589	Nextel International : 98	Philip Morris Group : 255
Brésil : 2 585	Madison Dearborn Cap. Partners : 92	Royal Dutch/Shell Group : 186
Pays Bas : 2 551	Ford Corp. : 76	Dragados & Construcciones : 181
Canada : 1 677	AT&T Latin America : 75	
Australie : 1 293	McDonald's : 72	
Suisse : 1 039		

A la différence de celles de 1995 (Mexique, Asie) et de 1998 (Russie), la crise monétaire argentine ne devrait pas s'étendre aux pays des pays dits émergents. Brésil et Mexique ont pu lever des emprunts sans problème. Les Etats Unis et l'Europe, qui détiennent la majeure partie de la dette argentine, ne devraient pas être affectés. Les entreprises ayant investi dans le pays ont eu le temps de provisionner les pertes dues à la dévaluation du peso et aux défauts de paiement.

Aucun progrès sensible de la productivité du travail social n'était ainsi à l'ordre du jour. Seules des nouvelles économies sur le prix de la marchandise force de travail étaient encore possibles et la réduction des coûts de reproduction élargie de la formation économique et sociale, c'est-à-dire les dépenses étatiques. Dans ces conditions, le pays latino-américain n'avait aucune chance d'échapper à son tour à une sévère et brutale dévalorisation du capital social agissant sur son territoire. Si, dès lors, les entreprises réduisent franchement leur voilure, l'Etat tente de faire face à sa crise fiscale avec les pauvres moyens du bord. Il doit alors prendre le risque de déstabiliser encore davantage le rapport entre les classes du pays en renonçant à plusieurs de ses typiques fonctions de compensation sociale.

DEUX ANS DE MESURES IMPUISSANTES

Le 10 novembre 2000, De la Ruá annonce un plan d'économies sur cinq ans : abolition de la sécurité sociale, révision du système de retraites des fonctionnaires, âge de la retraite repoussé pour les femmes de 60 à 65 ans. Cela fait suite aux troubles financiers qui agitent l'Argentine depuis un mois (hausse des taux d'intérêt de 20 %). Ce plan n'est pas le premier : déjà début 2000, les salaires des fonctionnaires gagnant plus de 1000 pesos ont été réduits de 8 % et les impôts augmentés de 10 %.

Le 17 décembre 2000, le gouvernement reçoit un prêt de 39,7 milliards de dollars du FMI, de la Banque Mondiale et de la Banque Interaméricaine de développement. Ceci devrait permettre de couvrir les intérêts de la dette à rembourser en 2001 (15 milliards de dollars) et le déficit budgétaire prévu (6,5 milliards de dollars). Ce prêt « jumbo » est validé le 15 janvier 2001.

Le 4 mars 2001, De la Ruá nomme Ricardo López Murphy ministre de l'économie. Devant le refus de son plan de réduction des dépenses publiques, le 19 mars, ce dernier démissionne. De la Ruá rappelle Domingo Cavallo.

Le FMI avait ouvert une ligne de crédit 13,4 milliards de dollars devant être débloquée en plusieurs tranches, dans le cadre du prêt « jumbo ». Le 23 mai 2001, De la Ruá et son ministre de l'économie Domingo Cavallo obtiennent une tranche de 1,2 milliard de dollars. Goutte d'eau face à la dette de plus de 150 milliards de dollars ; goutte d'eau face à une crise fiscale d'un Etat dont la collecte budgétaire a encore diminué de 9 % en avril par rapport à la même période de 2000 en raison de la contraction de l'activité mais également d'une évasion fiscale qui grandit à mesure du progrès de la crise. Les réserves de changes ont baissé de 7 milliards de dollars pour atteindre 28 milliards début mai. Le déficit budgétaire du premier trimestre 2001 dépasse déjà les 2 milliards de dollars (objectif du FMI : 1 milliard de dollars).

En échange de l'ouverture de la nouvelle ligne de crédit garantie par le FMI, le gouvernement s'est engagé à réduire le déficit budgétaire, augmenter les taxes et maintenir sans faille la convertibilité fixe du peso en dollar sur la base d'un pour un. Autant de mesures douloureuses pour la population. A cet instant, la parité peso dollar, qui a permis lors de son instauration en 1991 par le même Domingo Cavallo d'éradiquer une inflation à trois chiffres, ne peut pas être abandonnée sans passer par une aggravation transitoire de la crise. C'est pourquoi les classes dominantes argentines repoussent le plus possible l'échéance du changement radical de politique monétaire. Entre-temps, la banque centrale est obligée de relever ses taux d'intérêt pour défendre la parité avec un billet vert de plus en plus cher.

Le 16 juin 2001, Cavallo présente un nouveau plan de relance. Un différentiel de 8 % est créé entre le dollar et le peso pour les exportations et les importations (toute marchandise exportée bénéficie d'un bonus de 8 %, toute marchandise importée est taxée à 8 %) ; la TVA doit baisser de 21 à 16 % ; les impôts sur les revenus compris entre 1500 et 4000 pesos par mois sont diminués de 10 % ; la taxe sur l'essence pour les professionnels baisse.

Le 24 Août 2001, le FMI débloque un nouveau prêt de 8 milliards de dollars. L'option « déficit zéro » proposée par Cavallo en échange de nouveaux prêts entraînerait, selon certains spécialistes, une chute de 120 % des revenus des fonctionnaires. Autrement dit, ces derniers devraient rendre de l'argent déjà perçu ! La crise de valorisation s'aggrave. Plusieurs sociétés importantes ont enregistré, au premier

Mexique : 1 030		
Total : 93 055	Total : 1 886	Total : 4 257

Source : Fundacion Invertir

semestre 2001, des baisses importantes de leur chiffre d'affaires (Telecom Argentina : - 59 %, Telefonica Argentina : - 23 %, Banco Rio : - 26 %, etc.).

Le 19 Septembre 2001, Correo Argentina dépose son bilan. Cette société née de la privatisation, en 1997, de la Poste argentine est en cessation de paiement. Son déficit s'élève à 250 millions de dollars. L'Etat, qui doit 112 millions de dollars à Correo Argentina, figure au nombre des grands clients non solvables.

Selon l'Indec (INSEE argentine), quasiment tous les secteurs industriels ont déjà enregistré pour les trois premiers trimestres 2001 des reculs importants de leur production : Automobile, - 37,5 % ; Métallurgie, - 30 % ; Bâtiment, - 11,2 %. D'après la Banque centrale, la baisse des dépôts en pesos atteint 10 milliards sur 2000. L'évasion des capitaux a représenté 10,7 % du PIB sur 2000, soit environ 50 milliards de pesos.

Le 18 Octobre 2001, les premières mesures du nouveau gouvernement nommé par De la Ruá sont rendues publiques. On prévoit une nouvelle baisse comprise entre 13 et 20 % des retraites et des salaires des travailleurs de la fonction publique. On envisage aussi la suppression du paiement aux fonctionnaires de la moitié du 13^e mois (l'« *aguinaldo* » introduit par Perón en 1945).

Le 5 Novembre 2001, Cavallo propose aux banques argentines un rééchelonnement de la dette en gageant la réduction de 12 % à 7 % des taux d'intérêt sur les recettes fiscales à venir. Le gouvernement central conditionne le versement des recettes aux gouvernements provinciaux (1,260 milliard de dollars) à la présentation de budgets locaux 2002 à l'enseigne du « *zéro déficit* ». La majorité des provinces étant aux mains des péronistes, la situation reste bloquée.

Le 1^{er} Décembre 2001, afin d'endiguer la fuite des capitaux (400 millions de dollars pour la seule journée du 30 novembre), le gouvernement interdit, pour 90 jours, les retraits sur les comptes supérieurs à 1000 dollars par mois.

Le 6 Décembre 2001, pour renflouer les caisses de l'Etat et échapper à la cessation de paiement, l'exécutif met les mains sur les fonds de retraite pour un montant de 3,5 milliards de dollars.

Cette dévaluation du peso favorise la concentration et la restructuration du système financier argentin²⁶¹. Mais ceci se fait dans les pires conditions, déterminant la remise en cause de l'existence de plusieurs établissements de crédit, dont notamment ceux non affiliés à des grands groupes financiers internationaux (cf. les caisses d'épargne locales).

L'industrie automobile est sinistrée. Fiat a annoncé la fermeture de son usine de moteurs de Córdoba et le transfert de la production à son usine Iveco du Brésil. Renault a fermé son usine de Córdoba jusqu'au printemps 2002. En 2001, les grands constructeurs automobiles présents en Argentine (Ford Motor Co., Fiat, PSA Peugeot-Citroën, Renault SA, Volkswagen AG et General Motors Corp.) représentaient encore 10% de la production industrielle du pays et fournissait 18 000 emplois directs.

La réalité économique de l'Argentine d'aujourd'hui est désormais celle d'un pays incapable d'exporter des produits industriels compétitifs²⁶², avec un marché intérieur solvable en régression permanente.

L'effort entrepris entre 1991 et 1994 pour mettre à niveau un appareil productif vieillissant n'a pas pleinement abouti. Bien qu'en forte hausse durant les années '90, la productivité du travail social n'est pas parvenue à atteindre durablement les standards mondiaux, donc à dégager des extra profits en quantité suffisante et pendant assez longtemps. Outre celui-ci, qui est à l'origine de toute crise de l'accumulation du capital, plusieurs facteurs propres au développement du mode de production capitaliste en Argentine ont contribué à déterminer la physionomie concrète de la dépression actuelle.

LE TANGO DES PRESIDENTS

RODRIGUEZ SAA

Rodríguez Saá, le gouverneur péroniste de la province de San Juan, à peine installé, promettait la création d'un million d'emplois²⁶³, le non-paiement de la dette, l'augmentation du salaire minimum à 450 pesos (contre 200 en 1991), essayant de redorer le blason du Péronisme de 1945 pour contenir le mouvement populaire, jusqu'aux élections prévues le 14 septembre 2003. Au même moment, le président

²⁶¹ Comme en juillet 2001, où la banque Bilbao Vizcaya Argentina (filiale de la banque espagnole BBV) a perdu 50 % de sa valeur.

²⁶² Ceci s'est traduit, depuis 1992, par un déficit de la balance des paiements courants d'en moyenne 4 milliards de dollars par an. Soit 32 milliards cumulés en 2001.

²⁶³ Les argentins ne pouvaient croire une telle baliverne : déjà en août 2000, le ministre de l'économie, J.L.Machinea, du gouvernement De la Ruá, leur en avait promis 400 000 !

de l'UIA (le syndicat patronal), De Mendiguren, déclarait s'opposer au « *travail subventionné* » et réclamait un salaire contractuel de seulement 160 pesos.

Puis, comme la marionnette, après trois petits tours il s'en est allé laissant la caste politique dans le désarroi et les déchirements. Pour la première fois depuis 25 ans, l'alternance politique entre l'UCR (les radicaux) et le Péronisme ne fonctionne plus. D'autant que les péronistes sont eux-mêmes divisés entre pro et anti « *ménémistes* »²⁶⁴ et divisés sur le choix à tenir face aux syndicats.

Saá avait toutefois gagné l'appui de certains secteurs syndicaux, de formations politiques de gauche et d'extrême gauche. Parmi ses supporteurs on retrouve Hugo Moyano, le dirigeant d'une des CGT (proche du nouveau ministre des affaires sociales, l'avocat du travail Recalde), Rodolfo Daer celui de l'autre CGT, l'exécutif de la CTA (le troisième syndicat argentin très présent notamment parmi les travailleurs du secteur public, dont les enseignants et les employés), le MST (« *Movimiento Socialista de los Trabajadores* », trotskyste)²⁶⁵ et le CCC (« *Corriente Clase Combativa* »).

LE 28 DECEMBRE

Un mouvement de l'ampleur de celui qui a abouti aux insurrections du 19 et 20 décembre ne retombe pas comme un soufflé, ne se contente pas d'un gouvernement comme celui de Saá. Dès le 22 décembre, des comités de quartier interclassistes se créent dans plusieurs quartiers de la capitale (San Cristóbal, Almagro, etc.) réunissant de 50 à 100 personnes dont beaucoup de militants d'extrême gauche. La paix sociale n'a pas été restaurée aussitôt nommé le nouveau président « *proche du peuple* ». Les employés de la Banco Ciudad se mettent en grève dès le 22 décembre contre le non-paiement des heures supplémentaires. En même temps, une journée d'action a lieu dans toutes les compagnies de chemin de fer.

Les couches moyennes de la capitale se mobilisent à leur tour dans la soirée du 28 décembre avec leur traditionnel concert de casseroles contre l'arrêt de la Cour Suprême interdisant les retraits bancaires. Ces drôles de concerts démarrent aux carrefours des rues importantes puis se transforment en défilé. Les habitants « *réveillés* » par les bruits de casseroles sont invités à s'y joindre. Ces dizaines de cortèges rassemblant des milliers de manifestants convergent vers la place de Mai. Des organisations de gauche, des syndicats, des groupes d'étudiants, la confédération des locataires participent au cortège. Les couches moyennes y occupent une place de tout premier ordre. L'objectif prioritaire de la « *libération* » des comptes bancaires en témoigne.

Mais les manifestants réclament également la libération des emprisonnés des 19 et 20 et le passage en jugement des policiers coupables d'assassinats de manifestants. Contrairement aux journées du 19 et 20 décembre, l'affrontement avec les forces de répression n'est pas engagé. Le défilé reflue vers l'Assemblée Nationale désertée par la police. L'établissement est temporairement occupé. Au retour de la manifestation, trois jeunes du quartier de Floresta (ouest de Buenos Aires) sont tués froidement par un policier. Le lendemain matin, ses habitants prennent d'assaut le commissariat. Le policier responsable de la tuerie ayant opportunément disparu, ils déclenchent un concert de casseroles. Une assemblée se tient l'après-midi.

Vers 17 heures, alors que les quelques milliers de manifestants retournent au commissariat, les policiers les chargent avec des gaz lacrymogènes et des balles en caoutchouc. Les manifestants ripostent par des jets de pierres alors que, des habitations, on les asperge d'eau pour diminuer l'effet des gaz lacrymogènes. 2 000 personnes se battent jusqu'à 21 heures. La manifestation achevée, des groupes de jeunes harcèlent la police toute la nuit. Le dimanche a lieu l'enterrement. Le commissaire du quartier est muté ainsi que le policier assassin. Le lundi 31, se tient une nouvelle manifestation recueillant 4 000 personnes. Les agitations du 28 ne n'ont pas investi uniquement la capitale. Des cortèges d'ouvriers et de « *piqueteros* » ont traversé Córdoba, Salta et Tartagal où 4 000 chômeurs y ont participé.

EDUARDO DUHALDE

Désavoué par les manifestations interclassistes du 28 décembre, vivement contesté par les milieux patronaux nationaux et internationaux, le 30 décembre, Saá est lâché aussi par ses pairs. Ce jour-là, une partie des principaux gouverneurs de province (De la Sota, Reutemann, Ruckauf, etc.) refusèrent d'assister à une réunion avec lui en prétextant qu'il entendait occuper sa nouvelle fonction jusqu'en décembre 2003

²⁶⁴ Partisans de Menem, l'ancien président corrompu sorti de prison, le 22 novembre 2001, après 167 jours de détention préventive pour trafic d'armes.

²⁶⁵ Ceux-ci parce qu'en annonçant son intention de suspendre la dette, Saá satisfaisait « une partie des revendications populaires »

sans tenir compte des élections prévues pour le 14 septembre 2003. La dernière carte disponible, c'est l'union nationale, la réconciliation des deux principaux partis dominant la vie politique du pays depuis 1945 : les péronistes et les radicaux. Les partisans de l'Alliance (le parti de De la Ruá), ceux de Cavallo et d'une partie de la gauche (le Polo Social) adhèrent à cette perspective.

Le 2 janvier, Eduardo Duhalde (péroniste²⁶⁶) est élu. Il déclare immédiatement le pays en faillite. Sur le ton de la douche écossaise, il rappelle que « nous n'avons plus un peso pour payer salaires et retraites ». Il annonce l'abandon de la parité peso dollar et la suspension du remboursement d'une partie de la dette extérieure. D'emblée, bon nombre d'Argentins lui refusent la confiance. Les milieux d'affaires internationaux font preuve d'une grande discrétion. Les luttes de couloir entre factions péronistes - notamment au niveau provincial - ne lui laissent pas beaucoup de marge de manœuvre.

Le 6 janvier, le ministre des finances Remes Lenicov décide de dévaluer le peso de 29 % par rapport au dollar uniquement pour les exportations et les importations. Le premier but recherché est de restaurer la compétitivité des marchandises argentines sur les marchés extérieurs. Les 80 entreprises les plus endettées (à hauteur de 28 milliards de dollars), dont Telefónica, Repsol et Edesur, voient automatiquement diminuer le montant de leurs créances du même pourcentage.

Dernier avatar de la pleine convertibilité entre peso et dollar en Argentine, un prêt contracté en dollars peut être remboursé en pesos sur la base de la parité préétablie. Cela va contribuer à éponger une portion variable des pertes induites par le règlement en pesos des factures (ex. : Telefónica), ou par les nouveaux impôts sur les exportations, (ex. : YPF-Repsol).

Parallèlement, les entreprises vont devoir emprunter des dollars à un taux supérieur de 30 % au nouveau taux d'après dévaluation²⁶⁷. Le coût du crédit augmente par effet convergent d'un taux de change défavorable au peso, de taux d'intérêt de plus en plus élevés et de la réticence croissante des établissements bancaires à octroyer des nouveaux prêts (le dit « *credit crunch* »). A coup sûr, les dépôts de bilan et les faillites vont se multiplier²⁶⁸. Facteur aggravant, la plupart des sociétés ont refusé de souscrire des assurances contre les risques liés à la dévaluation. « *Tout cela parce que certains dirigeants pensaient que cela donnerait une mauvaise image de leur entreprise, s'ils souscrivaient de telles assurances. Cela repose sur une vision à court terme très optimiste et non sur une analyse réaliste de la situation* » a déclaré P. Darrow, consultant américain de Mayer, Brown et Platt auprès de l'organisme argentin des détenteurs de titres. Les secteurs les plus touchés sont ceux qui dépendent de la consommation intérieure (automobile, construction). Une remontée de la demande de ces catégories de marchandises n'est pas prévue avant 2003. Et nombre d'entreprises vont devoir faire face à des échéances au second semestre 2002²⁶⁹.

Si les agents économiques peuvent profiter de mécanismes de compensation de leur addition, il va de soi que pour les travailleurs, les chômeurs et les retraités la dévaluation va se traduire invariablement par une nouvelle diminution de leurs revenus.

Dernière mesure de Duhalde adoptée dès son accession au pouvoir, le non-paiement de 4 des 11 milliards dus pour le service de la dette en 2002 ainsi que le retour au déficit budgétaire.

Liste des principales nouvelles mesures adoptées au 4 février 2002 :

Banques

Une décision de la Cour Suprême déclare inconstitutionnelle l'interdiction de retraits d'argent supérieurs à 1500 pesos par mois, sur l'ensemble des comptes, entrée en vigueur depuis décembre. Cette interdiction

²⁶⁶ Ancien avocat « péroniste de gauche », ayant fui la répression en 1975 et ci-devant gouverneur péroniste de la province de Buenos Aires.

²⁶⁷ Un troisième taux de change, librement déterminé par le marché des devises, servira pour le tourisme.

²⁶⁸ Selon « *Market News International* » du 01/02/2002. Quelques exemples : déjà en 2000, l'entreprise de télévision câblée Multivision se déclara incapable de payer sa dette de 54 millions de dollars, mais refusa de reconnaître la Bank of New York comme représentant des créanciers. En retour, les créanciers intentèrent une action en justice. Le sidérurgiste IMPSA et l'opérateur téléphonique longue-distance IMPSAT ont demandé le rééchelonnement de leurs dettes. ACINDAR, le géant de l'acier, se trouve dans la même configuration. La Scotiabank Quilmes (dans la banlieue de Buenos Aires) a « oublié » de payer 55 millions de dollars sur une créance de 550 millions.

²⁶⁹ Dettes remboursables dès 2002 :

Secteurs	Montant de la dette due en 2002 en dollars
Banques privées	3,242 milliards
Télécommunications	1,02 milliards
Electricité	934 millions
Pétrole	644 millions
Gaz Naturel	462 millions
Sidérurgie	698 millions
Reste	1 milliard
TOTAL	8 milliards

est levée en ce qui concerne les salaires, les indemnités de licenciement et les retraites. Le gouvernement permet aux banques d'émettre des traites négociables en place de cash pour faire face aux retraits effectués. Cette quasi-monnaie permettra de régler emprunts, factures et impôts, préservant la liquidité du système bancaire en dollars et en pesos tout en limitant la quantité de vraie monnaie en circulation. Les magasins, pour garder une clientèle ayant moins accès aux pesos et dollars, à l'instar de Mc Donald's, commencent à les encaisser.

'Pesification' des comptes bancaires en dollars sur la base de 1 dollar pour 1,40 pesos. Ils seront indexés sur l'inflation et sur l'évolution des taux des marchés monétaires. Conversion sur la base de 1 dollar pour 1 peso de l'ensemble des dettes libellées en dollars. Tout ceci pour permettre au gouvernement de mettre la main sur les dollars, les banques devant livrer leurs dollars à la Banque Centrale sur la base de 1 dollar pour 1,40 pesos.

Services publics

Les factures de télécommunications, énergie, eau, seront dorénavant tarifées en pesos (et non plus en dollars). Gelées pendant six mois, elles évolueront ensuite en fonction des variations de l'indice des prix.

Fiscalité

L'Etat compte lever un impôt exceptionnel sur les exportations des compagnies pétrolières. On s'achemine vers un paiement anticipé en dollars à valoir sur les royalties dues au gouvernement. Le revenu de l'impôt a baissé de 30 % en 2001 et encore de 20% en janvier 2002, soit 60 % si l'on compte en dollars. Malgré l'austérité budgétaire (baisse des dépenses de 3,5 milliards de dollars), le déficit de l'Etat aura du mal à rester sous les 3 milliards de dollars comme annoncé. En 2001, le déficit était de 10 milliards de dollars.

Changes

Le gouvernement supprime le double système de changes. La parité fixe d'un dollar pour 1,40 peso utilisée pour le commerce extérieur est abolie. Le peso flottera 'librement'. Le dollar s'échangeait à plus de 2 pesos début février. La capacité de la Banque Centrale à défendre sa monnaie est limitée par le niveau des réserves, 14 milliards de dollars contre 33 fin 2000. Il compte sur le plan d'austérité budgétaire et sur l'appauvrissement des Argentins qui devrait entraîner la chute des importations et rétablir une balance commerciale largement bénéficiaire (12 milliards de dollars annoncés).

Quelques conséquences pour les principaux agents économiques :

Entreprises

Les entreprises qui produisent des marchandises en Argentine en vue de les exporter verront leurs coûts de production diminuer, alors que leurs recettes seront toujours libellées en devises fortes. En revanche, les sociétés qui ne sauront pas exporter seront pénalisées par la nouvelle et brutale réduction de la solvabilité des différents agents économiques et des consommateurs privés.

Banques

Si plus de la moitié des transactions se fait en liquide, les dépôts en dollars représentent 70 % du total des dépôts bancaires. Les actifs des banques totalisant 165 milliards de dollars, leurs pertes potentielles pourraient s'élever à une cinquantaine de milliards de dollars. Rien que la conversion des emprunts de moins de 100 000 dollars devrait leur coûter 7 milliards de dollars. Les faillites des créiteurs vont se multiplier, minant d'autant les résultats des banques affectés par l'apparition de nombreux cas d'insolvabilité. A titre de compensation, les banques devraient recevoir le produit d'une taxe prélevée sur les revenus de l'exportation de pétrole (6,2 milliards de dollars). Cette nouvelle taxe est supposée rapporter 800 millions de dollars par an.

La tâche du dernier occupant en date de la Casa Rosada n'est cependant pas simple. Il doit regagner la confiance d'une large partie de la population argentine envers l'Etat et, peut-être, faire face à des combats renouvelés de la part du prolétariat du pays. Ainsi, les farouches luttes de couloir entre factions péronistes, notamment chez les gouverneurs des provinces, ne lui laissent-elles pas une grande marge de manœuvre. Une réaction mitigée ou carrément négative des milieux d'affaires internationaux affaiblirait son plan. Celui-ci a toutefois bénéficié de l'accueil enthousiaste de l'Union industrielle argentine, le syndicat patronal, qui s'est félicité des nouvelles mesures.

ENTRE CRISE FINANCIERE ET CATACLYSME SOCIAL

Même si les caisses de l'Etat argentin devaient être renflouées grâce à de nouveaux prêts internationaux²⁷⁰, il n'est guère exclu, à ce stade de la crise financière, qu'une partie des prêteurs actuels

²⁷⁰ En 2001, l'Argentine est le pays qui a reçu le plus d'argent de la part du Fond Monétaire International et d'autres banques.

refuse de remettre de l'argent dans le pot en préférant perdre ce qui a été engagé plutôt que courir le risque de nouvelles pertes. En 2001, l'Argentine est le pays qui a reçu le plus d'argent de la part du Fond Monétaire International et d'autres banques. Au total, le FMI et la Banque mondiale et d'autres organismes prêteurs internationaux ont versé à l'Etat argentin environ 90 milliards de dollars entre 1991 et 2001. Les mises en garde répétées envers une politique économique jugée dangereuse par les grands argentiers mondiaux n'ont pas (ou très peu) été écoutées par les autorités argentines²⁷¹.

L'entêtement de l'équipe Cavallo à défendre coûte que coûte la parité peso/dollar alors que les investissements productifs s'effondraient et, avec eux, la production de marchandises a déterminé :

- La division par deux des réserves de l'Etat. En deux mois (décembre et janvier), environ 15 milliards de dollars ont été utilisés pour soutenir le cours du peso sur les marchés des changes ;
- Le défaut de paiement, depuis décembre 2001, de la dette publique (141 milliards de dollars) ;
- L'accélération de la fuite de capitaux vers des places financières plus sûres. En 2001, plus de 50 milliards de dollars ont été exportés illégalement ;
- L'amplification de la chute de la production de marchandises industrielles et agricoles (en 2001, - 10 % en moyenne pour la première, dont - 40 % pour l'automobile).

Les établissements financiers internationaux chapeautés par le FMI et la Banque mondiale vont malgré tout remettre la main au portefeuille, poussés par la crainte d'une propagation de la crise financière à certains pays européens (Espagne et Italie) et de la crise financière et sociale à d'autres pays d'Amérique du Sud.

Le projet économique esquissé par Duhalde ne manque pas d'attrait pour la bourgeoisie mondiale. Premièrement, au travers notamment de la dévaluation du peso, il vise à restaurer la compétitivité des marchandises exportées et à restreindre les importations devenues trop chères.

Deuxièmement, il compte assurer aux établissements de crédit les liquidités nécessaires à l'exercice de leur fonction d'organismes prêteurs en transformant d'autorité les dollars en pesos dépréciés.

Troisièmement, par la lutte contre l'évasion fiscale et en s'attaquant à la prolifération des emplois fictifs des fonctionnaires, il poursuit sur la voie de la réduction du budget de l'Etat.

Quatrièmement, grâce au moratoire temporaire et partiel du remboursement de la dette extérieure²⁷² et à l'obtention d'une nouvelle ligne de crédit auprès des grandes banques étrangères (le déblocage de crédits déjà accordés et une nouvelle aide de 15 à 20 milliards de dollars), il pourra se donner les moyens budgétaires d'une politique économique.

Enfin, Duhalde entend s'assurer la paix sociale en lançant une politique de grands travaux (le demi-million d'emplois promis et vraisemblablement rémunérés grâce aux prochains prêts du FMI).

Au total, le plan prévoit pour 2002 un déficit fiscal de près de 3 milliards de pesos (1,5 milliard de dollars), avec une inflation annuelle de 15% et une chute du Produit intérieur brut d'environ 5%.

Cela suffira-t-il à calmer le jeu sur le long terme ? Pas si sûr. L'acuité permanente de la lutte des classes en Argentine et les défaillances chroniques de la bourgeoisie locale, en tant que classe dominante digne de ses pairs des pays capitalistes les plus forts, sont deux facteurs chroniques de crise qui ne sont pas prêts de disparaître. Aussi, à plus courte échéance, la cartouche Duhalde pourrait s'avérer un pétard mouillé de plus. Une grande majorité d'Argentins considère les élections et le jeu démocratique comme un leurre supplémentaire.

A ce propos, le soutien de la CGT, seule force de masse capable d'assurer la paix sociale, s'annonce une fois de plus comme essentiel. Son association directe au gouvernement (sur fond, peut-être, de recomposition et de réunification syndicale) est une hypothèse envisageable en fonction du progrès de la lutte de classe indépendante. C'est pourquoi, Duhalde va tenter de faire payer une bonne partie de la facture de la crise fiscale de l'Etat aux classes moyennes, aux petits patrons (seuls à posséder des dépôts bancaires²⁷³) et aux travailleurs de la fonction publique.

Il trace ainsi une nouvelle « *alliance des producteurs* » (cf. « *l'Argentine productive* » appelée de tous ses vœux le 26 janvier, lors de son premier message radiodiffusé), composée par les patrons de la grande industrie, les ouvriers ayant un emploi et organisés dans la CGT et les chômeurs rachetés par l'octroi de

²⁷¹ P. Artus, « *Quelle issue à la crise en Argentine ?* », Flash CDC Ixis du 05 octobre 2001.

²⁷² L'Argentine paiera seulement sa dette envers les organismes internationaux et les bons d'échange de la dette de décembre dernier, soit six milliards de dollars. Ce montant correspond à la moitié des versements prévus pour 2002, avant le moratoire unilatéral temporaire sur les 40 milliards de la dette privée décrété fin décembre 2001.

²⁷³ A peine 10% de la population argentine a de l'argent placé en banque et 93% des comptes bancaires ne dépasse pas les 30 000 dollars. D'après une étude de l'institut patronal d'études économique *Fundacion Mercada*, seulement 1,8% du total des ménages a généré de l'épargne en janvier.

quelques centaines de milliers d'emplois précaires dans l'administration de l'Etat. Pour redorer le blason du Péronisme historique, le nouveau maître de l'Argentine n'a pas hésité à promettre au secrétaire général de la CGT « *Rodolfo Daer* » de lever les restrictions concernant les comptes bancaires alimentés par les salaires. Après le jugement d'inconstitutionnalité des mesures de restriction des prélèvements bancaires émis fin janvier par la Cour suprême, Duhalde n'a pas perdu de temps pour livrer cet organe de l'Etat à la vindicte populaire et prédire l'apocalypse.

« J'ai peur de ce qui peut arriver quand les banques ne pourront payer et seront mises en faillite par la Banque centrale. (...) Des millions de gens seront frustrés et auront perdu leur épargne. (...) L'Argentine est au bord de l'anarchie. (...) La première priorité est de préserver la paix sociale. Notre préoccupation porte sur les millions d'Argentins dont les droits élémentaires à la vie, à la nourriture, au travail ne sont pas assurés. (...) Nous devons sortir de cette alliance financière, spéculative, rentière usurière de ceux qui ont confisqué l'argent des Argentins et qui devront rendre des comptes à la justice ici-bas », a tonné à chaud le démagogue Duhalde. Pendant ce temps, plus sobrement mais non moins efficacement, la Banque centrale décrétait la fermeture pendant deux jours des banques et des marchés des changes pour empêcher les retraits d'argent.

Si ce dispositif ne parvenait pas à se mettre en place dans les moindres détails et (ou) si le retour aux commandes du Péronisme tournait court, il ne resterait plus alors que le traditionnel recours à l'Armée²⁷⁴. Celle-ci, bien que son rôle politique de premier plan a été considérablement réduit depuis la défaite des Malouines en 1982, pourrait à nouveau se proposer en sauveur ultime de la bourgeoisie et de l'Etat. Le bain de sang serait alors la seule solution pratique en mesure de régler la question sociale.

²⁷⁴ Ses effectifs sont de 40 200 hommes pour l'armée de terre, 11 000 pour la marine, 8 800 pour l'armée de l'air ; auxquels s'ajoutent 18 000 gendarmes.

DEUX PILIERS DE LA SOCIÉTÉ : LES SYNDICATS ET LE PERONISME

LES SYNDICATS : SCISSIONNER POUR MIEUX RECUPERER

GENERALITES

Comme en 1968, quand les rapports sociaux s'enveniment, le syndicalisme argentin est capable de se diviser pour mieux assurer l'encadrement des travailleurs. C'est encore le cas aujourd'hui. Actuellement, nous sommes en présence de trois confédérations principales auxquelles s'ajoutent les CCC, syndicat influencé par le PCR (« *Partido Comunista Revolucionario* ») maoïste.

La CGT officielle dite « *Rodolfo Daer* » du nom de son secrétaire général. Elle représente la continuité historique de la CGT. C'est la centrale la plus suiviste vis-à-vis de la politique de Menem qui a accepté une érosion progressive de ses privilèges et prérogatives. Elle a été la première confédération à proposer ses services tant à Saá qu'à Duhalde. La CGT « *Rodolfo Daer* » a gardé le contrôle de l'UOM, en dépit du départ de certaines de ses sections à la CTA.

En réaction à la stratégie collaborationniste totale de la CGT officielle, deux composantes se sont singularisées :

- la CGT dite « *Hubert Moyano* » du nom de son secrétaire général, ancien dirigeant du syndicat des camionneurs et à l'origine du MTA (« *Movimiento de Trabajadores Argentinos* »), tendance d'abord interne à la CGT, puis autonome de celle-ci depuis le 26 décembre 1996 ;
- la CTA (« *Central de los Trabajadores Argentinos* »), fondée autour de l'ATE (« *Asociación de Trabajadores del Estado* »), ancienne fédération des travailleurs de l'Etat. L'importance de la CTA chez les enseignants, les fonctionnaires et les agents hospitaliers vient de là. Cette centrale revendique 845 000 membres.

Les deux confédérations CGT sont créditées de deux millions de membres sur treize millions d'actifs²⁷⁵ mais avec moins de 900 000 travailleurs de l'industrie manufacturière. En 1965, on attribuait à la CGT unie 1 800 000 adhérents répartis en 502 fédérations de catégorie.

LA CGT « DISSIDENTE »

C'est l'autre nom de la CGT « *Hubert Moyano* ». Apparue d'emblée comme MTA, elle regroupait alors la fédération des camionneurs (celle de Hubert Moyano), des chauffeurs de bus (ex-UTA, « *Unión Tranviarios Automotor* ») des navigants et pilotes de ligne et celle des travailleurs des brasseries. Ferme opposée à la décentralisation des négociations collectives, cette CGT s'est enracinée dans d'autres secteurs tels la mécanique, la métallurgie, etc. aux dépens de la CGT officielle. La confédération veut renouer avec l'âge d'or de la CGT du premier Péronisme tout en refusant d'établir un lien organique avec le parti justicialiste²⁷⁶ ou toute autre formation politique. Cette CGT prône le retour de l'exécutif à des politiques plus attentives des intérêts des salariés et moins influencées par ceux des patrons. Sa radicalité de façade s'est, bien sûr, pleinement exprimée sous le gouvernement de De la Rúa par d'innombrables journées d'action et grèves nationales de 8, 24 et 36 heures. Lorsque les autorités centrales ont augmenté le prix du carburant diesel, le syndicat des camionneurs affilié à la CGT dissidente s'est joint aux patrons (la CNTA) pour bloquer les routes (du 1^{er} au 4 octobre 2000). L'exécutif a fait machine arrière.

Autrement, sur le terrain de la pratique en entreprise, elle ne se distingue guère de la CGT « officielle ».

LA CTA

Le « *Congreso de los trabajadores argentinos* » naît en 1992 autour de l'ATE, syndicat des employés de l'Etat, du regroupement de fédérations catégorielles issues de la CGT. Il se mue en confédération deux ans plus tard, en mars 1994. La CTA se veut indépendante « *des partis politiques, du gouvernement et des employeurs* ». En 1997, la représentativité de la CTA est officiellement reconnue. Le deuxième congrès a lieu en 1999 à Mar del Plata. On compte 8 352 délégués. On y invoque « *du travail pour tous* ».

²⁷⁵ Néanmoins, obtenir des chiffres fiables sur les effectifs syndicaux relève, hier comme aujourd'hui, de la gageure. Aussi, certaines fédérations, à l'instar de l'Union Ferroviaria, comptent davantage de retraités que d'actifs.

²⁷⁶ Pourtant, bon nombre de ses membres et dirigeants, dont Moyano, sont des vieux routiers du péronisme.

La CTA est surtout présente chez les employés de l'Etat (ATE), les enseignants (CTERA, « *Confederación de Trabajadores de la Educación de la Republica Argentina* »), les employés de justice (FJA, « *Federación Judicial Argentina* »), l'aéronautique (APA, « *Asociación de Personal Aeronautica* »). Elle contrôle également des fédérations locales dont les syndicats nationaux demeurent affiliés à la CGT²⁷⁷. La confédération du logement (FTV, « *Federación de Tierra, Vivienda y Hábitat* »), des groupements de retraités et un syndicat de chômeurs (UTD – « *Unión de trabajadores desocupados* ») complètent les rangs de la CTA qui revendique aujourd'hui 845 000 membres organisés sur la base de la fédération d'industrie et des adhésions individuelles.

Toutes choses égales par ailleurs, on peut la comparer à SUD. La CTA manie bien son rapport aux médias et manifeste une grande capacité d'adaptation aux thèmes et aux échéances à la mode comme, par exemple, son soutien aux ONG et sa présence au rassemblement *No Global* de Porto Alegre.

Nouveauté pour l'Argentine, à l'instar d'Attac, elle s'appuie sur un cercle d'experts et d'intellectuels issus de la '*société civile*'. La CTA s'adresse aux travailleurs au travail ou pas en tant que citoyens en empruntant un verbiage anti-capitaliste dur. Pour autant, elle signe tout autant d'accord dans les secteurs où elle est en position dominante et elle ne demeure pas moins alignée sur la traditionnelle politique péroniste 'de gauche'. Professionnelle de l'épuisement de la combativité ouvrière dans de nombreuses journées nationales d'action, la CTA s'est faite très discrète lors de la deuxième grève de Fiat en 1997. Son implication dans les assemblées « piquetera » n'a d'autre but que de ratisser large et d'intégrer les velléités de ces mouvements au sein du syndicat.

LES RELATIONS ETAT/SYNDICAT

Le rôle et la nature des syndicats d'Etat reposent sur l'acceptation par les ouvriers de l'horizon de l'entreprise et plus largement du capitalisme. Dans les phases de prospérité du capitalisme, le coût d'entretien des syndicats de collaboration de classe ne constitue pas problème pour le système. Il en va autrement dans les phases de crise du cycle économique. Dans les deux cas, les classes dominantes espèrent un maximum d'efficacité de ces structures dans l'embrigadement des luttes des travailleurs. La vie des syndicats repose partout sur l'institutionnalisation dans un cadre juridique déterminé des différents niveaux de négociations contractuelles. En Argentine, dès la fin des années 1930, puis avec le Péronisme, l'Etat développe pleinement cette dimension des rapports sociaux normalisés en dépit d'aléas ponctuels²⁷⁸. Paradoxalement, c'est sous le gouvernement Menem que la CGT a subi les coups les plus durs se soldant par la réduction de son pouvoir contractuel, surtout dans le domaine de la flexibilité accrue du travail²⁷⁹.

Citons-en quelques exemples :

- Avril 1991, dans la foulée de la loi de convertibilité peso/dollar, l'indice du coût de la vie ne peut plus être utilisé pour les réajustements des salaires lors des négociations de branches ;
- Juin 1991, les augmentations de salaires doivent être basées sur les hausses de la productivité ;
- Avril 1993, suppression des accords de branche et décentralisation des négociations au niveau de l'entreprise²⁸⁰ ;
- Avril 1993, abolition de l'adhésion obligatoire des salariés aux systèmes de santé et aux mutuelles gérés par les syndicats (représentant les 2/3 de ces organismes de protection sociale). En 2000, l'affiliation aux mutuelles devient complètement libre. Les établissements contrôlés par les syndicats doivent désormais faire face à la concurrence de ceux du privé²⁸¹ ;
- Juillet 1994, un paquet de mesures proposé par le gouvernement est entériné par la CGT en vue de « *défendre la compétitivité de l'industrie argentine* ». Parmi celles-ci on compte la négociation des critères de la flexibilité (lieux de travail, horaires, salaires, etc.) selon les impératifs de la production et l'attribution aux syndicats de la gestion des nouveaux fonds de pension. Cette dernière mesure a approfondi encore davantage l'intégration des organes syndicaux en les transformant en actionnaires - parfois principaux - des entreprises.

²⁷⁷ Deux exemples : « *Luz y Fuerza* » de Mar del Plata et l'UOM de Villa Constitución.

²⁷⁸ Suspension des conventions collectives sous Onganía de 1966 à 1972, puis, de 1976 à 1982, sous la dictature. Pour autant, la CGT n'est pas dissoute. La répression épargnera toujours l'essentiel de l'appareil CGT. La confédération garde même dans ces moments l'essentiel de ses capacités d'encadrement des ouvriers. Que l'on rappelle l'aide apportée, de 1971 à 1973, par le gouvernement Lanusse à l'UOM pour mater les syndicats classistes SITRAC, SITRAM et SMATA Renault.

²⁷⁹ Les salariés non couverts par une convention collective représentent 30 % du total en 1980, mais 45 % en 1999.

²⁸⁰ De 1993 à 1999, les accords d'entreprises passent de 27,5% à 76,6%. Les accords de branche ont pris le chemin inverse (de 62,5% à 23,4%). Quelque 75% de la totalité des accords signés contiennent des clauses de flexibilité.

²⁸¹ Ceci a déterminé la fermeture de nombreux hôpitaux ou de centres de repos gérés auparavant par la CGT.

Au total²⁸², entre 1995 et 2001, les deux CGT ont signé 941 accords d'entreprise avec clauses de flexibilité :

- 474 permirent au patron de prolonger la journée de travail et de diminuer le prix des heures supplémentaires,
- 365 permirent aux entreprises d'affecter les ouvriers à d'autres postes que ceux de leur qualification,
- 319 permirent aux entreprises d'étendre la période d'essai jusqu'à 6 mois,
- 307 empêchèrent les ouvriers de prendre leurs congés à loisir en fonction des vacances scolaires,
- 392 concédèrent des limitations du droit de grève,
- 287 allouèrent aux seuls patrons le droit de changer de qualification les ouvriers.

EN GUISE DE CONCLUSION PROVISOIRE

Comme on vient de le voir, le syndicalisme argentin fait preuve de grandes capacités à offrir un panel de solutions pour maintenir le capitalisme en Argentine, en suivant au plus près les besoins des entreprises et de l'Etat.

La CGT officielle ébauche ainsi une évolution des plus 'modernes' dans les relations capital/travail et syndicat/Etat. Elle a accompagné toutes les restrictions du droit du travail pour se muer en un syndicat cogérant (il est vrai quand les patrons les tolèrent, ce qui, selon les situations concrètes, n'est pas toujours le cas) de la force de travail²⁸³, grand actionnaire et, dans certains cas, patron de coopératives ouvrières (cf. l'« *Union Feroviaria* » qui gère deux ateliers de maintenance de chemins de fer).

La CTA, derrière son opportunisme moderniste et sa profession de foi basiste, (produits par son implantation, principalement située en dehors de lieux de production et plus dans les lieux de reproduction de la force de travail) assure un cadre plus souple, qui joue à fond la carte de la décentralisation, selon le même projet que la CGT classique de conquête de fractions de classe travailleuse aux raisons de l'Etat et de l'entreprise. Ce travail de récupération des énergies prolétariennes s'est particulièrement déployé dans le cas des « *piqueteros* ». Proche de la gauche institutionnelle et opposée au parti justicialiste, la CTA garde toutefois, comme la CGT, le liant commun au Péronisme.

Enfin, la CGT dissidente, adepte du verbiage radical et des actions coup de poing, n'aspire qu'à revenir à la belle époque de la CGT seule à bord des négociations contractuelles par branches. Tous ces syndicats ont deux autres points en commun : la frénésie à signer le maximum d'accords et le nationalisme argentin corrélé à celui d'entreprise.

LE PERONISME : UN ETRANGE OBJET POLITIQUE [*20]

L'EXAMEN DU PHENOMENE

Le premier parti politique du pays revenu aux commandes avec Duhalde, après l'intermède De la Rúa, a un effectif de près de 4 millions de membres après 56 ans d'existence, trois exercices du pouvoir (1946-1955), (1973-1976) et (1989-1999) et deux époques de dures répressions (1955-1973) et (1976-1982).

Comment un tel phénomène est-il possible ? Il faut d'abord éviter de le comparer avec les partis de masses centralisés des pays occidentaux existants ou ayant existé (comme les SPD allemand ou scandinaves ou les PC italien ou français) car l'originalité du parti péroniste, en tout cas après 1955, c'est qu'il a été et est toujours un parti où la direction contrôle très peu les échelons intermédiaires et où les groupes de base conservent une très large autonomie, non seulement politique, mais aussi financière. C'est cette diffusion/dilution dans la structure sociale argentine, surtout dans les classes populaires, y compris dans la classe ouvrière, qui a permis au mouvement péroniste de survivre en s'éclatant, se diluant pour échapper à la répression, pour à chaque fois ressurgir en se coagulant très rapidement, en 1973 et 1983.

Cette capacité lui a permis également de survivre à la mort de son Lider charismatique, en juillet 1974, et au complet revirement de son programme social par Menem en 1991. Si le parti présente une structure officielle hiérarchisée, identifiée jusqu'au niveau local, ensuite les groupes locaux, vaste structure informelle, échappent, en partie au contrôle central, tout en faisant pression dessus, notamment au

²⁸² Selon « *Organización Obrera* », n°55, journal anarchiste.

²⁸³ Ce n'est pas un fait nouveau en Argentine : déjà en 1975, le syndicat *Luz y Fuerza* de Buenos Aires, dirigé par Tacconne (l'adversaire acharné de Tosco, le dirigeant indépendant de Córdoba du même syndicat) avait cogéré le SEGBA (« *Servicios Electricos del Gran Buenos Aires* »). Voir J.P. Brennan « *Latin America research Review* » n° de janvier 1995, pp. 39 et suivantes.

moment des élections qu'elles soient locales, provinciales ou nationales. C'est cette structure de base, complexe et diffuse, qui assure les liens entre le parti péroniste et la société. Et qui n'en fait, ni un parti purement électoral, ni un parti attrape-tout.

1946-1955

Une fois les différentes composantes (notamment le parti travailliste²⁸⁴) qui avaient soutenu Perón aux élections de 1946, dissoutes de force par le même Perón et intégrées dans le parti justicialiste, ce dernier a présenté la structure d'un parti centralisé, formellement démocratique, et reposant pour ses choix essentiels et le règlement des conflits sur l'intervention de Perón. Tout en étant donc une machine aux ordres, il n'était pas le pilier essentiel du Péronisme (c'était la CGT). Mais ce n'était pas non plus une coquille vide uniquement réactivée au moment des élections ; c'était le relais du pouvoir dans la société (hors les entreprises).

1955-1973

Paradoxalement, après le coup d'Etat des militaires²⁸⁵, c'est son interdiction et la disparition de ses structures verticales, l'éclatement complet de toute centralisation, le surgissement de structures indépendantes les unes des autres (et reflétant les divergences entre « l'extrême-gauche » et « l'extrême-droite » péroniste) agissant localement qui lui a permis de survivre ; la CGT restant le seul pilier centralisé du Péronisme.

Seule la figure charismatique du Lider en exil assurait la cohésion, ou plus exactement, servait de référence au moment des conflits. Chaque groupe pouvant ainsi se rassurer, le reste du temps, qu'il était bien dans la ligne du Lider hors duquel, il n'y a point de salut. Mais, même les grandes décisions prises par Perón n'étaient pas toujours suivies d'effet, y compris au sein de la CGT, lorsque apparurent plusieurs tendances opposées ; Perón jouant plus la bascule entre celles-ci qu'imposant sa « loi » (Il est vrai qu'elles restaient peu ou prou sur le terrain de la collaboration de classes avec l'Etat et le Patronat).

Quant aux organismes dirigeants du parti, créés sur l'initiative de Perón, « le conseil supérieur de coordination » et « le commandement tactique », ils restèrent inefficaces (y compris lors des expulsions de militants qui restaient, souvent, lettre morte). Si les groupes de base, les « agrupaciones », pouvaient parfois s'unir, il n'émergeât jamais quelque structure que ce soit avant 1972. Même les groupes de luttes armées échappaient complètement au contrôle central, ce qui ne les empêchât pas, jusqu'en 1966/68 (lorsqu'ils captèrent les énergies des mouvements étudiants) d'être régulièrement démantelé par la police. Même au plan purement politique, il existait une foule de « partis péronistes » provinciaux.

Tout cela explique la nécessité du retour préalable de Perón en Argentine, en novembre 1972, avec l'accord des militaires, pour mettre de l'ordre entre les différentes composantes du mouvement péroniste (CGT, parti justicialiste, Jeunesse péroniste, groupes guérilleros, groupes para-militaires, etc.). Compte-tenu de la situation explosive de l'époque, les assassinats entre fractions étaient monnaie courante et indiquaient clairement que les massacres de masse devenaient à l'ordre du jour²⁸⁶.

1973-1976

Malgré le retour de Perón, rien ne changea de l'entre-déchirement du Péronisme. Au contraire et malgré les succès électoraux à tous les niveaux et la pénétration conséquente dans les rouages de l'appareil d'Etat (sauf l'Armée), l'incapacité du Péronisme à mettre en œuvre une politique conséquente de répression des luttes ouvrières, d'éradication de la guérilla et de résorption des problèmes économiques entraîna le coup d'état des militaires en mars 1976 et le passage du Péronisme dans une nouvelle clandestinité.

1976-1982

Dissoutes officiellement, les structures péronistes se perpétuèrent sous d'autres formes. Les militants (ceux qui n'étaient pas arrêtés) s'immergèrent, outre dans la CGT, dans d'innombrables « sociétés », groupes de quartiers, de charité (soupes populaires, etc.) et même au sein de l'église. Tant et si

²⁸⁴ Voir, partie historique.

²⁸⁵ Voir, partie historique.

²⁸⁶ Comme celui de l'aéroport d'Ezeiza, le 20 juin 1973, jour du retour de Perón, où l'extrême droite péroniste massacra plusieurs centaines de Montoneros.

bien que le mouvement et les militants survécurent²⁸⁷. Il est vrai que ce sont, sans parler des groupes de guérillas (les « *Montoneros* ») ou d'extrême gauche, les péronistes de gauche (surtout quand ils étaient des militants ouvriers en vue) qui furent la cible principale de la répression²⁸⁸. A la chute des militaires, les structures clandestines réapparurent très rapidement et se multiplièrent comme des champignons, à tel point que, début 1983, le « parti » justicialiste se revendiquait déjà de trois millions de militants, soit plus que tous les autres partis réunis.

1983-1991

Il est vrai qu'en vue des élections, une première tentative de « centralisation » du parti apparut, portée par les composantes péronistes elles-mêmes (syndicats, jeunesse péroniste, etc.). Exceptée la CGT, à la fin de 1983, toutes les composantes du Péronisme avaient disparues en tant qu'entités autonomes et réintégrées le bercail du parti, tout en conservant une partie de leurs structures, réseaux d'influence et capacité de financement ; ce qui finalement ne changea pas grand chose : surtout au niveau provincial, où les dirigeants (souvent les gouverneurs) restent indépendants dans leurs « fiefs ». Ce phénomène ne s'accompagna nullement d'une bureaucratisation. Au contraire, les structures de base continuèrent leur existence et leurs actions souvent sans en informer la hiérarchie.

Néanmoins, à partir de 1987, se constitua un courant, les « *Renovadores* », qui voulait formaliser la structure du parti (rendre la hiérarchie plus capable de contrôler la base) tout en donnant à la base des moyens comme l'élection directe des dirigeants et des candidats ! Le Conseil National commença à se réunir régulièrement et enregistrer des rapports d'activité des échelons intermédiaires ; mais malgré l'élection directe de certains dirigeants, la tentative des « *Renovadores* » se révéla un échec et ils jetèrent l'éponge en 1989. Il n'en resta qu'une structure plus formelle.

AUJOURD'HUI

Crédité, en 1993, de 3,850 millions de membres (plus de 10 % de la population), le parti justicialiste reste un parti de masse, même si cela ne signifie pas la même chose qu'en Europe, par exemple. Cela entraîne, au niveau local, une extrême densité des organisations locales²⁸⁹. A cela s'ajoute, avec l'accroissement de la crise économique, le désengagement de l'Etat dans le domaine de la santé ou des services publics, le fait que ces besoins soient pris en compte et tentés d'être résolus par des délégués de quartiers qui sont souvent des péronistes. Ces mêmes solveurs de problèmes locaux complètent lors des élections la machine électorale péroniste ou lors des manifestations organisent le rabattage.

Bien que la puissance et l'influence de la CGT décline (ce qui est accru par les scissions récentes : CTA, CGT « *Moyano* ») globalement tout en restant la seule force capable d'emprise sur la société, 92 % des syndicats locaux participent au parti justicialiste²⁹⁰. Enfin, les organisations des bidonvilles sont dirigées au ¾ par des militants péronistes et à La Matanza, par exemple, ¼ des organisations de bidonvilles participent au parti justicialiste²⁹¹.

De même, dans le Grand Buenos Aires, 120 des 150 soupes populaires régulières sont organisées par les péronistes. A un autre niveau, les péronistes participent à énormément de clubs locaux (comme ceux des supporters de clubs de football, qui sont utilisés comme masse de manœuvre dans les manifestations ou contre les opposants dans les meetings électoraux). Par exemple, le club des supporters du club de Chacarita (quartier de Buenos Aires) est dirigé par Luis Barrionuevo dirigeant syndical et député péroniste de l'arrondissement. A Tucumán, les deux clubs locaux sont dirigés par des péronistes. Même les organisations catholiques ne sont pas imperméables à l'influence des péronistes.

L'ORGANISATION INTERNE

Selon les statuts du parti, celui-ci est structuré de bas en haut selon les principes suivants.

²⁸⁷ Selon Levitsky, 58 % des activistes des groupes de base péronistes qu'il a interviewé, en 1997, étaient déjà militants sous la dictature, 20 ans avant.

²⁸⁸ Comme Jorge Di Pasquale, dirigeant du syndicat des employés de pharmacie.

²⁸⁹ Dans Buenos Aires et son agglomération, on a ainsi une unité de base péroniste pour 2 000 habitants et deux unités par kilomètre carré (cité par Levitsky, op.cit.).

²⁹⁰ D'ailleurs Moyano, Gennaro ou D'Ellia sont toujours péronistes !

²⁹¹ Selon l'enquête de Levitsky.

D'abord les unités de base (UB), dirigées par un conseil élu tous les deux ans. En pratique, la plupart des conseils n'est pas élue mais, au contraire, dirigée perpétuellement par le même groupe de militants ou le leader local de quartier (souvent secondé par sa famille)²⁹²

Ensuite, les conseils locaux qui contrôlent les UB. Mais en fait, les UB se créent toutes seules indépendamment de la structure locale, souvent sur l'initiative de militants locaux. En conséquence, ceux-ci ne rendent que très peu de compte aux instances supérieures.²⁹³ Non seulement, le conseil local ne contrôle pas les UB sous sa juridiction mais souvent, il en ignore jusqu'à l'existence.²⁹⁴ A chaque tentative, de régler cette question, les dirigeants se sont trouvés confrontés au fait que beaucoup d'UB n'avaient pas de siège, de local mais se réunissaient chez les militants.

De plus, nombre d'UB agissent au sein d'autres organisations (soupes populaires, associations de quartier, etc.) sans s'attacher au formalisme du parti. Ceci aboutit, à Quilmes, par exemple, à ce que la fraction péroniste majoritaire s'appuie sur un groupe religieux, une association de mères de famille, un groupe de soutien à l'enfance et plusieurs centres communautaires, tandis que l'opposition (MOVIP, « *Movimiento por la Vida y la Paz* ») s'appuie sur un centre de soins pour les enfants, une soupe populaire, un foyer pour femmes et plusieurs groupes d'usine.

Les UB sont souvent regroupées au niveau communal au sein d'« *agrupaciones* » qui combattent aux élections locales²⁹⁵ pour la désignation des candidats²⁹⁶.

Dans ces courses aux « postes », des alliances subtiles se nouent entre les « *agrupaciones* » et les « *punteros* » (dirigeants des UB) : les « *punteros* », en échange de leur soutien, cherchent à obtenir des moyens de financement, des ressources alimentaires, des médicaments ou des biens matériels à distribuer auprès de leurs membres et surtout des emplois dans l'administration.

Dans la réponse à ces demandes, ceux qui sont déjà au pouvoir, ou qui ont le contrôle sur l'argent de l'Etat sont les mieux placés pour satisfaire les demandes des « *punteros* », grâce aux détournements des fonds et des budgets dont ils disposent. Ce qui explique, encore aujourd'hui, qu'au niveau provincial ou municipal, les dirigeants péronistes en place ont toujours répugné à tailler dans le vif des emplois fictifs dépendant de leur juridiction de crainte de scier la branche sur laquelle ils s'étaient hissés.

Les « *agrupaciones* », pourtant plus structurées que les UB, sont relativement indépendantes des instances supérieures du parti justicialiste. Ceci est la conséquence de l'absence de frontières nettes délimitant le parti lui-même. Ceci est justifié par la longue tradition péroniste qui veut que le mouvement péroniste excède le parti justicialiste. Toutefois, dans les secteurs de Buenos Aires, étudiés par Levitsky, 50 % des membres des « *agrupaciones* » cotisent entre 5 et 10 % de leurs revenus au parti justicialiste.

Au niveau municipal puis provincial, les « *agrupaciones* » se regroupent au sein de fractions opposées (ou « *lineas internas* ») dirigées par des maires, des députés ou des gouverneurs. Le lien entre les « *agrupaciones* » et les fractions repose uniquement sur le clientélisme, quoique certaines fractions soient plus organisées que le parti lui-même, et plus cohérentes politiquement comme, par exemple, la « *Rénovation péroniste* » à Santa Cruz, la « *Liste Orange* » à Mendoza, la « *Convergence péroniste* » à La Plata qui existent depuis 1983. Mais certaines ne portent que le nom du dirigeant.....

Tout ce clientélisme et cette faiblesse constitutive conduisent à ce que les structures officielles nationales ou provinciales soient faibles. Ainsi, la fédération de la province de Buenos Aires (celle de Duhalde), pourtant forte d'un million de membres (sur 13 millions d'habitants), n'ouvre ses locaux que trois jours par an et n'a pas d'employé permanent. Le conseil provincial se réunit rarement contrairement aux deux fractions principales, la « *Ligue Fédérale* » et la « *Ligue péroniste* » qui elles organisent et enregistrent de nombreuses réunions des différentes instances locales, financent les activités locales et les campagnes politiques.

Quant au niveau national, la bureaucratie dirigeante est faible numériquement et inefficace pratiquement ; elle est incapable de prendre la mesure des gouverneurs provinciaux qui se sont taillés des fiefs.

Ce petit tour d'horizon des structures du parti justicialiste montre que celui-ci est tout sauf un parti « vertical », centralisé, mais, au contraire, un parti reposant sur les compromis et le clientélisme entre

²⁹² Selon Levitsky, parmi les UB du Grand Buenos Aires étudiées, seules 4,8 % tiennent des élections régulières ; 22,1 % tiennent des élections où les dirigeants sont reconduits systématiquement et 73,1 % n'en tiennent jamais.

²⁹³ Toujours selon Levitsky, parmi les UB du Grand Buenos Aires étudiées, 67,6 % furent créées à l'initiative de militants de base ; 11,7 % par scission d'UB existantes ; 12,6 % par des groupes locaux et 8 % par les syndicats.

²⁹⁴ Encore selon Levitsky, à Quilmes et La Matanza, les responsables locaux du parti admettent ignorer jusqu'au 2/3 des UB.

²⁹⁵ Si, en moyenne, les « *agrupaciones* » comprennent entre 10 et 30 UB, cela va de 4 à 5 jusqu'à 100.

²⁹⁶ Au delà de l'aspect indépendant des UB, leurs sources de financement limitent leur possibilité : selon Levitsky, 85,6 % des UB reçoivent leur argent des « *agrupaciones* » et 14,4 % sont autonomes.

chaque niveau de la structure. D'un côté, l'absence de liens horizontaux empêche les sous-ensembles du parti de contrôler les dirigeants centraux, ce qui leur confère une indépendance des rangs inférieurs ; de l'autre, les instances supérieures sont incapables d'imposer quelque discipline que ce soit.

L'IMPACT MENEM

Les mesures prises par le gouvernement Menem d'abord contre l'inflation puis, ensuite, en faveur du démantèlement des structures sociales de l'état, l'augmentation du chômage et de la précarité n'ont pas détruit le parti justicialiste, au contraire. Les UB ont été le relais au niveau local des mesures prises par le gouvernement et ont pallié la faiblesse de l'Etat lui-même en assurant les services sociaux que celui-ci n'assuraient plus. Ainsi, les UB ont empêché que le fossé se creuse entre les plus pauvres et l'Etat ; et le parti justicialiste a pu ainsi « limiter la casse ». C'est ainsi que les activités se sont multipliées : soupes populaires, « *asaldos* » pour chômeurs, activités pour enfants, distribution gratuite de médicaments, centre de soins populaires, activités sportives, etc.²⁹⁷.

Les plans mis en place par le gouvernement pour assurer la distribution de nourriture de base (lait, œufs, etc.) comme le « Plan de Survie » qui devait assurer la distribution quotidienne à plus de 400 000 habitants de la banlieue de Buenos Aires, était assuré par 10 000 volontaires (« *manzanas* ») dont les 3/4 étaient membres des UB²⁹⁸. Ou encore, lors de la mise en place de la loi Pierri, qui permet l'accession à la propriété de plusieurs dizaines de milliers d'habitants, ce sont les UB qui prirent en charge les démarches administratives pour les habitants.

Mais au-delà de leur participation à ces activités palliatives de l'absence de l'Etat, les UB agissent également dans la défense des quartiers, par exemple, en empêchant les services d'eau, d'électricité et de gaz de couper les lignes aux habitants ayant des impayés ou d'obliger les compagnies à rétablir les lignes coupées, comme à Quilmes ou La Matanza. Les moyens employés vont de la pression sur les « camarades élus » jusqu'aux manifestations, y compris avec affrontement avec la police (ce qui est le cas seulement lorsque les municipalités concernées ne sont pas justicialistes).

Finalement, toutes ces activités ont permis que, au-delà du formalisme d'appartenance au parti justicialiste, l'esprit « mouvementiste » du Péronisme survive malgré les coups que lui a portés le gouvernement Menem lui-même. Bien que, les 2/3 des UB aient été hostiles aux mesures du gouvernement Menem et que 40 % d'entre elles aient trouvé que la politique Menem soit trop favorable aux patrons, le « parti » a tenu le choc. Les quelques scissions qu'il a connues au niveau national (« Groupe des huit » en 1990²⁹⁹, Tendance du sénateur Jose Octavio Bordon en 1994, puis émergence du FREPASO³⁰⁰, en décembre 1995, ont très peu emporté des militants de base ou des UB. Toutefois, les années 1999-2001 ont vu un début d'hémorragie des militants.

Cependant, la majorité reste au sein du Péronisme. Pourquoi ?

LES RAISONS D'UN MAINTIEN

La première raison en est évidemment le clientélisme. Près des 2/3 des dirigeants d'UB ou d'« *agrupaciones* » ont des emplois dans les administrations à tous les niveaux, jusqu'aux gouvernements municipaux, locaux ou provinciaux. Mais cela n'explique pas tout. D'une part, 1/3 des UB ne sont pas concernées par le clientélisme et dans celles qui le sont, un à deux personnes seulement en bénéficient directement.

La deuxième reste la souplesse de l'organisation, sa faible centralisation ce qui permet à des UB, des « *agrupaciones* » de ne pas subir de pression comme dans les partis centralisés, ni d'avoir à faire des choix en cas de conflits, puisque toute latitude leur est laissée de faire et d'écrire le contraire de ce que fait la direction du parti ou, même, le gouvernement. Ce qui explique que, tant l'extrême droite comme le « *Comando de Organizacion* » que l'extrême gauche continue de prospérer au sein du parti justicialiste³⁰¹.

²⁹⁷ Selon Levitsky, les 2/3 des UB de Buenos Aires pratiquent régulièrement ces activités.

²⁹⁸ Selon Levitsky, 59,1 % des UB de Buenos Aires se sont impliquées dans ce plan.

²⁹⁹ Carlos "Chacho" Alvarez, Germán Abdala, Juan Pablo Cafiero, Dario Alessandro (p), Luis Brunatti, Franco Caviglia, Moisés Fontela et José "Conde" Ramos.

³⁰⁰ Le FREPASO est né du rassemblement de plusieurs courants, essayant de créer un parti en dehors des deux principaux, le PJ et l'UCR, dont le FG (« *Frente Grande* »), le PAIS (« *Política Abierta para la Integridad Social* »), l'US (« *Unidad Socialista* »), la DC (« *Democracia Cristiana* »), regroupant plusieurs scissions successives du PJ (dont le groupe des huit) et de l'UCR. Aux élections présidentielles de mai 1995, le FREPASO obtint 28,8 % des suffrages et devint le 2^e parti électoral d'Argentine, derrière le PJ et devant l'UCR. En octobre 1995, aux élections sénatoriales, le FREPASO obtint à Buenos Aires 45,7 % des suffrages. A partir de 1997, le FREPASO s'est allié à l'UCR pour soutenir, dans l'Alliance, la candidature de De la Rúa.

³⁰¹ Levitsky cite le cas de « l'agrupacion Marzo II » de Quilmes formée par d'anciens gauchistes et Montoneros, en 1985, qui a prospéré jusqu'à regrouper plus de 300 militants qui mènent une politique indépendante allant jusqu'à soutenir les grèves contre le gouvernement Menem.

L'incapacité de la bureaucratie centrale à contrôler les organisations du parti aboutit à un « laisser faire, laissez dire » : le centre laisse les organisations locales, les organisations locales restent dans le parti. Plus exactement, on laisse les « patrons locaux » faire parce qu'ils sont dans la même logique de contrôle sur la société³⁰².

La troisième reste le poids historique à ce qui s'appelle le Péronisme d'autant qu'il reste (pour ceux qui ne veulent ni réfléchir, ni comprendre) auréolé d'un prestige avec lequel Menem ne peut s'identifier. Et si le Péronisme mythifié reste si fort, c'est que la classe ouvrière argentine ne l'a pas éradiqué par ses luttes tant hier qu'aujourd'hui.

³⁰² Ainsi, au plus haut niveau du parti, Duhalde, lorsqu'il était gouverneur de Buenos Aires, s'opposa au programme de Menem lors de sa deuxième réélection (1994) et ordonna une « déménémisation » du parti de la province. De même aux élections législatives, Duhalde, Reuteman (gouverneur de la province de Santa Fe), Marin (gouverneur de la province de La Pampa) et bien d'autres s'opposèrent avec succès aux candidats proposés par Menem.

LA BOURGEOISIE ROULE PLUS VITE QUE LE PROLETARIAT

Où en est l'Argentine à un an des émeutes du 19 et 20 décembre 2001 ? Où en sont les rapports de force entre les classes ? L'Etat a-t-il réussi son pari ou bien est-il encore en prise des mêmes dangers qu'il y a un an ? Qu'en est-il des luttes ouvrières, que représentent les luttes de Brukman et Zanon, sortes de Lip argentines ? Alors que des pans entiers du tissu social traditionnel partent en lambeaux, que s'accroît sans cesse la précarité de la vie, de l'insécurité à la malnutrition, comment le prolétariat peut-il éviter de disparaître en tant que classe distincte de la société civile ? Face à une misère généralisée, comment s'organisent-ils pour survivre et lutter les « piqueteros », les sans-travail, les travailleurs précaires du secteur gris et les manifestants qui coupent les routes ? En somme, le mouvement ouvrier indépendant peut-il s'opposer à l'ennemi de classe en dépassant ses propres limites ?

Si plusieurs problèmes demeurent irrésolus, Duhalde a déjà enregistré plusieurs succès. Qu'on en juge.

- Il est parvenu à garder le pouvoir contre les divisions de son camp et en dépit de la défiance dont a fait preuve la population ;
- Il garde le soutien de la CGT, de loin le principal syndicat du pays ;
- Il reste le représentant légitime de l'Argentine aux yeux des cénacles capitalistes internationaux ;
- Il a obtenu le soutien des très puissants gouverneurs péronistes des provinces³⁰³ ;
- Il est parvenu à repousser les échéances des problématiques les plus aiguës, dont le dégraissage des effectifs des fonctionnaires des provinces et la restauration de l'autorité économique et financière de l'Etat fédéral.

Mais surtout, il n'a pas eu de mal à repousser les échéances de remboursement des dettes dues au FMI ou à la Banque mondiale. Ses refus d'obtempérer - abondamment mis en scène - face à ces institutions créditrices occupent toujours les premières pages des journaux argentins. Ainsi, la décision de ne pas contrer la dévaluation du peso (depuis janvier 2002, il faut maintenant 3,5 pesos pour faire un dollar) tout en endiguant la circulation de la devise américaine a permis à l'économie de surnager. La production industrielle de l'Argentine a augmenté de 2% en novembre par rapport au même mois de l'année précédente, ce qui représente la première hausse après vingt-sept mois consécutifs de chute, a annoncé dernièrement l'Institut national des Statistiques (INDEC)³⁰⁴. Les dépôts bancaires ont crû de 16 milliards de dollars en juin à 16,7 milliards en octobre. L'inflation n'a pas dépassé les 41% en 2002.

En revanche, le système bancaire ne sort toujours pas du tunnel, accablé, comme le relève le dernier rapport de l'agence de notation financière Moody's, par le couple infernal dévaluation/inflation et, surtout, la multiplication des défauts de paiement³⁰⁵. Les pseudo monnaies (Lecop, Patacon, etc.) ayant cours dans les provinces existent toujours et leur extinction n'est pas à l'ordre du jour.

Le mérite de Duhalde est d'avoir empêché à la fois l'explosion sociale et l'implosion économique sans, pour autant, être obligé (pour l'instant ?) d'entamer le bloc social et politique dont il émane.

LES HESITATIONS DE DUHALDE

Les problèmes de Duhalde, après 6 mois d'exercice du pouvoir, ne viennent pas tant des prolétaires, tant qu'il bénéficie peu ou prou de l'appui de la CGT, mais du problème du manque de crédibilité de l'Etat vis à vis des gouverneurs de province, problème qui se traduit également par l'existence de plusieurs monnaies.

³⁰³ Toutefois, la population lui donne moins sa confiance qu'au terne Saá, au fringant Menem sur le retour ou même à des candidats nouveaux « issus de la société civile ». Autrement dit, la corruption demeure une qualité dans la vie politique bourgeoise en Argentine.

³⁰⁴ Sortie de crise oblige, les fermetures d'usine et les licenciements continuent comme à Whirlpool qui a annoncé le 30 décembre, la fermeture de son usine de San Luis et le transfert de la production dans son usine de Joinville au Brésil.

³⁰⁵ Le 14 avril, la banque Quilmes Scotia Bank, filiale de la Bank of Nova Scotia, est fermée pour 30 jours par manque de liquidité. Le gouvernement veut ainsi adresser un signal à toutes les banques étrangères pour qu'elles prennent en compte les problèmes de leurs filiales argentines. Finalement, la banque est suspendue définitivement par la Banque Centrale, le 15 août. En juin, le Crédit Agricole renonce à poursuivre ses activités en Argentine pour cause de trop grand risque. En effet, le gouvernement refuse toujours d'approvisionner les banques étrangères en nouvelles liquidités tant qu'elles ne renflouent pas leurs filiales. Ayant estimé avoir déjà perdu 324 millions d'euros pour contrer la dévaluation du peso, la dite banque verte a jeté l'éponge et abandonné ses 345 succursales, 6 100 salariés et 200 000 clients.

Pour éviter l'inflation et restreindre les débordements budgétaires, le gouvernement fédéral avait restreint l'émission des pesos (alignés sur le dollar). Pour commencer à purger l'appareil d'Etat de ses fonctionnaires surnuméraires (dont les emplois fictifs ne servent qu'à satisfaire le clientélisme local et acheter la paix sociale), les gouvernements successifs avaient commencé à licencier.

Face au danger d'explosion sociale, les gouverneurs de Province avaient eux au contraire augmenté le nombre de fonctionnaires provinciaux (et Duhalde le premier lorsqu'il était gouverneur de la Province de Buenos Aires), certes moins payés qu'avant, avec des avantages annexes réduits et souvent rétribués avec de trois à six mois de retard. Ils ont aussi créé leurs propres « quasi-monnaies » locales (Lecop, Patagon, Cospel, etc.)³⁰⁶ qui ont commencé à être prises en compte à la place de la monnaie fédérale. Aujourd'hui, on estime que près de 10 milliards (d'équivalents pesos) de ces quasi-monnaies sont en circulation. Il est évidemment impossible, que les banques locales puissent convertir ces monnaies en pesos, même considérablement dévalué par rapport au dollar. C'est pourtant l'une des exigences du FMI.

Face à cette situation (le peso a perdu, au mois de mai, 70 % de sa valeur par rapport au dollar depuis l'arrêt de l'alignement peso/dollar) qui semble se refermer inexorablement sur son gouvernement, Duhalde doit en plus subir les aléas de la situation interne et le manque d'engouement international à croire en ses chances de s'en sortir. Il faut dire que les deux derniers mois ont été fertiles en événements. Citons les principaux :

14 avril : la banque Quilmes Scotia Bank, filiale de la Bank of Nova Scotia, est fermée pour 30 jours par manque de liquidité. Le gouvernement veut ainsi adresser un signal à toutes les banques étrangères pour qu'elles prennent en compte les problèmes de leurs filiales argentines ;

22 avril : fermeture des banques pour une semaine ;

27 avril : nomination d'un nouveau ministre de l'économie, Roberto Lavagna³⁰⁷, en remplacement de Jorge Remes Lenicov. Cela fait suite aux pressions des gouverneurs péronistes de province qui voulaient que Duhalde accepte les nouvelles propositions du FMI (un plan en 14 points en échange d'un nouveau prêt de 9 milliards de dollars et de la libération d'une échéance d'un prêt déjà accordé en 2001, de 6,8 milliards de dollars, mais suspendu depuis décembre dernier) alors que celui-ci, sur les conseils de Lenicov, voulait refuser (après avoir jusqu'au 15 avril, été partisan d'accepter les conditions dont la principale était de régler le problème de l'hypertrophie de l'Etat - pas tant au niveau fédéral, mais surtout au niveau des provinces-, problème toujours repoussé).

Une deuxième demande du FMI au gouvernement argentin est de diminuer le déficit de l'état de 40 % par rapport à 2001. Selon le gouvernement argentin, accepter les règles de rigueur demandées par le FMI reviendrait à supprimer 450 000 postes de fonctionnaires, principalement dans les provinces. Lenicov avait également échoué à convaincre le Congrès de transformer les dépôts gelés depuis décembre dernier en obligations. Lavagna va tenter de le faire par décret ;

13 mai : l'Argentine obtient un prêt de 694 millions de dollars de la BID (Banque Interaméricaine de Développement) qui lui permettra de faire face aux dépenses sociales d'urgence ;

15 mai : l'Argentine rembourse à la Banque mondiale une échéance de 680 millions de dollars ;

16 mai : Lavagna demande à l'Union Européenne une aide et un soutien en vue de la conférence entre l'UE et les pays du Cône sud, des 19 et 20 mai. Tant qu'il s'agit de soutien tout va bien, mais l'UE refuse d'allonger des prêts tant que l'Argentine n'aura pas fait d'effort pour suivre les recommandations du FMI.

Pour enrayer la diminution prévisible des réserves fédérales (il ne reste plus que 11,7 milliards de dollars en caisse, soit déjà 2,8 milliards évaporés depuis janvier 2002, pour soutenir le peso désaccroché du dollar et assurer les mesures sociales d'urgence), le gouvernement, à très court terme, ne peut que continuer à bloquer les avoirs des particuliers, déposés dans les banques en dollars, en leur promettant, en échange, des obligations d'Etat récupérables en dollars à partir de février 2005 pour celles garanties à 2 % d'intérêt ou celles remboursables à partir de février 2012, garanties à 1 % d'intérêt. De plus, pour ceux qui ont des dépôts en pesos, ceux-ci seraient convertis en obligations d'Etat remboursables en février 2007 et garanties à 3 % d'intérêt.

³⁰⁶ Sans parler du système des « *creditos* », non-monnaie, utilisé par les plus pauvres qui permettent d'échanger vêtements, nourritures, objets de toutes sortes et services sous forme de bons, les « *creditos* ». Dans des usines désaffectées ou des hangars, du grand Buenos Aires, se tiennent ainsi ces immenses bourses d'échange, seul moyen de pouvoir vendre et acheter pour les plus pauvres. Pas tout à fait : il existe une partie de la population, les « *cartoneros* », réduite à fouiller dans les décharges, recycler les pneus et produits toxiques, exclue de facto de ce système. La plupart étant d'anciens ouvriers au chômage depuis de nombreuses années. Dernière étape avant la mendicité et la faim. On estimait, à fin juin 2002, que 51,7 % de la population vit en dessous du « seuil de pauvreté » et que la malnutrition frappe 6 millions de personnes.

³⁰⁷ Précédemment ambassadeur aux USA et représentant de l'Argentine à l'OMC.

De toute façon, Duhalde ne peut pour l'instant que colmater les brèches : l'Economie est en récession et l'on prévoit une chute de 15 % du PIB³⁰⁸ pour 2002 ; le second semestre va voir de nombreuses entreprises incapables de faire face à leurs échéances de remboursement ; en conséquence, les banques déjà fragilisées, notamment les banques provinciales, risquent de faire faillite, et ainsi de proche en proche propager l'effet. D'autant que certaines banques ont été condamnées, à cause du blocage des avoirs de leurs clients, par la justice fédérale, à des amendes quotidiennes de 50 millions de dollars !

Les principales exportations de l'Argentine (Céréales, Viande) dont la production a diminué à cause des inondations (dans l'ouest de la pampa) et de la fièvre aphteuse, se voient maintenant tarées parce que les agriculteurs refusent de vendre, ne voulant pas être payés en « monnaie de singe ». Le 17 avril, le gouvernement a décidé que les nouvelles taxes à l'exportation qu'il mettait en place seraient appliquées rétroactivement pour toutes les transactions effectuées depuis février 2002. Ces taxes, en moyenne de 5 % auparavant, ont grimpé jusqu'à 20 % ! Le gouvernement justifiant cela par le fait que les exportateurs³⁰⁹, ayant bénéficié de la dévaluation de fait du peso depuis février, doivent faire un effort de « contribution nationale ».

Quant au reste de l'activité industrielle, outre une industrie automobile en voie de disparition, seuls quelques secteurs fonctionnent encore (pétrole, chimie, etc.) mais ne peuvent assurer seuls un redémarrage de l'Economie et encore moins permettre de résoudre le problème récurrent de l'industrie argentine : une trop faible productivité du travail, comparée aux standards internationaux. Et le gouvernement est en train de perdre la confiance des patrons : 70 % d'entre eux expriment leur défiance au gouvernement et pensent que les mesures prises depuis janvier ont envenimé les choses.

En ce qui concerne les indicateurs économiques, ceux de mai sont bien sûr désastreux : augmentation des prix de 4 % (23 % depuis le début de l'année), baisse des exportations de 10 % et des importations de 68 %, recul de la production industrielle de 12,3 % et de la construction de 35,6 %, recul de l'activité commerciale de 22 %.

A cela s'ajoute le renoncement, en mai, du Crédit Agricole à poursuivre ses activités en Argentine pour cause de trop grand risque. En effet, le gouvernement argentin refuse de fournir de nouvelles liquidités aux banques étrangères tant qu'elles ne recapitalisent pas leurs filiales argentines. Ayant estimé avoir perdu déjà 324 millions d'euros pour couvrir les conséquences de la dévaluation du peso, le Crédit Agricole a décidé de jeter l'éponge et d'abandonner ses 345 succursales, ses 6 100 salariés et ses 200 000 clients. Le problème est que la banque française était très implantée auprès des producteurs de viande et de céréales et leur assurait ainsi des facilités à l'exportation. Déjà refroidis par les dernières mesures de Duhalde, les exportateurs agricoles risquent de faire la grève des exportations et ainsi d'accroître le déséquilibre de la balance argentine.

Le 26 juin, une manifestation de piqueteros, venant d'Avellaneda, et voulant se rendre dans le centre de Buenos Aires, en empruntant le pont Puerreydon, au-dessus du Ria Chuelo, est brutalement stoppée par la police qui ouvre le feu, à balles réelles, sans sommation : 2 morts, 90 blessés et 50 arrestations. Bavure policière, volonté délibérée du gouvernement ou tentative de se servir du danger d'émeutes³¹⁰ pour faire pression sur le FMI (au moment où Lavagna est de nouveau à Washington pour négocier avec le FMI) « *c'est nous ou le chaos, alors aidez-nous et soyez indulgents* » ?

Quoi qu'il en soit, l'Argentine, pour les pauvres, s'enfonce un peu plus chaque jour dans le chaos ressemblant ainsi à la Russie d'il y a 10 ans.

DELITEMENT DE LA SOCIETE CIVILE

Le bilan pour les prolétaires est tout autre : paupérisation croissante (début de malnutrition dans le nord-est du pays ; quelque 3 000 enfants sont d'ores et déjà malnutris sur l'ensemble du pays), baisse des salaires pour ceux qui travaillent, précarisation accrue (environ 40 % de la population est au chômage ou vit du travail au noir), augmentations des prix des denrées courantes, etc. Le taux de chômage (21,5% de la population active en mai) et de pauvreté officiels sont à des niveaux records. Quelque 49,7% des habitants de la province de Buenos Aires - où vit le tiers des 36 millions d'Argentins - ont glissé sous le seuil de pauvreté. Environ 22,7% d'entre eux (soit 2,7 millions d'individus) touchent un revenu mensuel inférieur à 300 pesos (84 dollars), selon les chiffres officiels.

³⁰⁸ Pour le seul mois de mars 2002, par rapport à mars 2001, le PIB est en recul de 18 %

³⁰⁹ Les exportations agricoles ont représenté, en 2001, environ 14 milliards de dollars, soit la moitié des exportations totales de l'Argentine.

³¹⁰ Les manifestations de protestations et grèves appelées pour le 27 juin ont été un relatif échec.

A l'échelle du pays, l'Institut de la statistique et du recensement (INDEC) dénombrait en mai 18 millions de pauvres. Une famille-type d'un couple avec deux enfants est considérée pauvre quand ses revenus mensuels se situent en dessous de 598 pesos (166 dollars). Les plus nécessiteux, en état de grande misère, représentent les familles qui ne disposent pas de ressources supérieures aux 252 pesos (70 dollars). Une étude réalisée par le Système d'information, de contrôle et d'évaluation des programmes sociaux (Siempro) assure que 53,8% de la population vivent dans la pauvreté, dont 8,6 millions de personnes de moins de 18 ans (30% des Argentins). La même source certifie que 8,4 millions d'Argentins sans ressources connaissent actuellement la faim.

On constate les taux de pauvreté les plus élevés dans toutes les provinces du nord et du nord-est, précise la revue « *3 puntos* », avec un pic de 71% à Corrientes (nord-est), suivi de Formosa (70,5%) et du Chaco (70%). Dans le Chaco, 36,1% de la population ne dispose pas du minimum vital. Ils sont 31,2% du total à Formosa et 30,5% à Misiones, la province du nord-est qui jouxte le Brésil et le Paraguay. La moitié des pauvres recensés par les instituts officiels réside dans la province de Buenos Aires, où l'insécurité y est également la plus importante.

Depuis le début de la crise, la pauvreté a augmenté de 74,8%, le nombre de nécessiteux de 303% et le chômage de 74,2%, a détaillé « *3 puntos* ». Si la tendance ne s'inversait pas, selon des projections officielles, les pauvres atteindront les 23 millions l'an prochain, soit 63% de la population du pays, dont 10,5 millions de moins de 18 ans. Les sans ressources représenteront alors environ 30% du total des habitants, soit 10,8 millions de personnes. La reprise de l'accumulation de capital est à ce prix.

Si Buenos Aires ne ressemble pas à Calcutta, depuis le début 2002, le nombre de personnes réduites à l'état de mendiants a fait un bond spectaculaire. L'augmentation de la petite délinquance et de la criminalité organisée a suivi un chemin parallèle. Sans crier à l'insécurité permanente - ce terme très en vogue dans les médias permet d'occulter qu'à Buenos Aires, la police est une des premières fomentatrices directes du crime organisé -, le vol à la tire dans les rues et les transports, ainsi que dans les voitures à l'arrêt des feux de circulation sont devenus des réalités terriblement concrètes et obsédantes pour une très large partie de la population, toutes classes confondues.

La plupart du temps, la criminalité s'en prend surtout aux pauvres gens. En centre-ville, on est rarement agressé. En revanche, si l'on est étranger au coin, dans les bidonvilles et les quartiers pauvres de la banlieue, il vaut mieux être accompagné par quelqu'un de connu. Et ce y compris parce que les habitants de ces zones ont développé des réflexes de prudence vis-à-vis de la police. La criminalité a doublé en un an. En 2002, 35 policiers ont été assassinés dans l'agglomération de Buenos Aires, dont une bonne partie exécutée dans le cadre de règlements de compte au sein même de la police.

L'un des sujets chéris des médias depuis juin/juillet 2002 est celui des 'séquestres expresses' (lire kidnapping de personnes adultes et, surtout, d'enfants). Qui est kidnappé ? Toutes les classes en sont victimes, bien que dans des proportions différentes. Cela va du chef de la petite entreprise, à des membres de la classe moyenne, aux gens les plus pauvres. Comme au Brésil, la pègre a adapté ses tarifs de rançon aux revenus des familles d'enlevés.

Où les kidnappings ont-ils lieu ? La plus part d'entre eux se font à Buenos Aires et dans sa périphérie. Qui sont les kidnappeurs ? D'après les médias, on aurait deux catégories d'enlèvements. La plupart seraient organisés dans les milieux policiers du grand Buenos Aires. Un premier objectif visé est, évidemment, celui de l'argent. Mais ces crimes servent aussi à entretenir le climat d'insécurité et d'instabilité, toujours profitable aux forces de répression. Les autres kidnappings sont le fait de sans réserves en déshérence. Il est arrivé qu'un oncle fasse enlever ses neveux. Le plus fréquemment, le rapt se solde par la libération du séquestré en échange d'argent. Mais on compte aussi plusieurs épilogues tragiques avec l'exécution de la personne enlevée.

Le grand battage autour de ce phénomène regrettable se traduit par la revendication de plus de sécurité et de protection, ainsi que par la relance du débat sur la peine de mort. Buenos Aires a été le théâtre de plusieurs « *cacérolazos* » (concerts de casseroles) organisés par les commerçants demandant davantage de police. Autre conséquence, le commerce des armes ne s'est jamais aussi bien porté dans la capitale. Les plus fortunés s'entourent de gardes du corps et de milices privées.

Ce regain de violence criminelle n'est que l'un des symptômes les plus éclatants de la misère générale et du délitement progressif des relations sociales. Heureusement, même au milieu de cette spirale de désagrégation, des prolétaires résistent et se rassemblent, à l'image de ceux regroupés au sein de la CTD « *Aníbal Verón* »³¹¹ (voir plus loin).

³¹¹ La CTD ne représente qu'une des organisations piqueteros, parmi lesquelles le « *Bloque piquetero nacional* », le « *Polo Obrero* », les chômeurs organisés par la CTA, etc..

Comme en Russie après 1991, on est en présence d'une augmentation considérable du commerce ambulants. On vend de tout et partout : des biscuits, des hot-dogs (« *pancho* »), des rasoirs, des cartes religieuses, toutes sortes d'objets neufs, usagés ou volés. Depuis décembre 2002, les supermarchés du grand Buenos Aires sont protégés par des milices privées pour empêcher d'éventuels pillages. Les étagères sont généralement bien achalandées. On y trouve de tout, comme en Europe. Les prix, par contre, sont désormais hors d'atteinte pour des secteurs croissants de la population. Fin août 2002, le litre de la bière locale était devenu meilleur marché que le litre de lait.

Les déplacements avec les transports collectifs sont relativement aisés, mais, depuis longtemps, les plus pauvres n'y accèdent pas, faute de moyens. Même avant 2001, le trafic stagnait. Dans le grand Buenos Aires, les déplacements se font principalement en train, essentiellement à partir et vers le centre ville. Trois compagnies privées se partagent le trafic : TBA au nord et à l'ouest (« l'*Electrico* »), dont la plupart des rames sont récentes. La circulation y est souvent perturbée par des grèves contre les licenciements et pour le maintien de certaines primes ; Metropolitano, au sud, et Ferrovias, qui exploite des lignes anciennes à voie étroite. Le prix moyen du billet est de l'ordre de 1,4 peso, en fonction de la distance du centre de la ville. Les contrôles des tickets sont assidus et efficaces. Mais une fois qu'on s'éloigne du centre, il est possible de ne pas payer. Ces dernières années, la compagnie de chemins de fer a fait installer des composteurs puis des contrôleurs épaulés par la police ferroviaire. Le ticket de métro (avec correspondance), le « *subte* », coûte 70 centimes. Le prix du ticket de bus (hors correspondance) dans la ville de Buenos Aires coûte 80 centimes de peso. Ce sont des compagnies privées qui assurent ce service de surface.

LA QUESTION IMMIGREE

Depuis les années 50, l'immigration a été un phénomène constant en Argentine³¹². La prospérité de ce pays par rapport à ses voisins a toujours attiré les prolétaires du Pérou, de Bolivie ou du Paraguay. Aujourd'hui, ils sont près de 3 millions (sur 36 millions d'habitants). La plupart vivent à Buenos Aires et dans sa banlieue. Ils travaillent comme employés de maison, sur les chantiers de construction (bâtiment et travaux publics), dans le textile, comme coursier et chauffeurs-livreurs, vendeurs à la sauvette, mais également dans l'agriculture maraîchère où ils produisent 85 % des fruits et légumes consommés dans l'agglomération.

Un employé de maison gagne environ 40 dollars par semaine ; l'ouvrier du bâtiment de 30 à 50 dollars ; le coursier, 20 dollars. Ces salaires faibles sont mirifiques comparés à ceux de leur pays d'origine : ainsi, en Bolivie, le salaire mensuel n'est que de 80 dollars ! A cela s'ajoute, pour ceux venus en famille, des frais de scolarité minimes et un accès aux services de santé, malgré les privatisations, bien supérieur (à ceux des pays d'origine) qui explique que cette immigration ne se soit jamais tarie.

Bien sûr, la plupart des immigrés, comme dans les pays occidentaux, sont en situation irrégulière et donc soumis à une grande précarité (travail, logement, etc.). L'économie « parallèle » concerne 40 % des argentins dont 8 % sont des immigrés. Jusque là guère de choses différentes de ce que pouvait vivre les immigrés en Europe.

Mais à la fin de 1998, le gouvernement a commencé à vouloir contrôler l'immigration, la « criminaliser », à établir des critères d'entrée et à envisager les expulsions de ceux ne répondant pas aux critères établis.

En conséquence de ces mesures, l'exemple du commissariat du quartier Once de Buenos Aires (près de la gare de l'Ouest), 52 immigrants illégaux furent arrêtés par jour³¹³, contrôlés, mis à l'amende, en prison et pour certains expulsés. L'ampleur de la crise économique qui a frappé l'Argentine en 2001 a, évidemment, accéléré la cadence et le racisme quotidien³¹⁴, la concurrence se faisant plus âpre entre les prolétaires, pour les postes de travail « au noir ».

Le gouvernement a perfectionné ses moyens de contrôle informatique et de fichage³¹⁵, tout en laissant aux patrons locaux toute latitude pour continuer d'utiliser de la main d'œuvre « au noir » qu'elle soit d'Argentine ou d'ailleurs, tout en taxant régulièrement les prolétaires malchanceux qui se font contrôler.

A notre connaissance, peu de luttes associent prolétaires argentins et non-argentins, à l'exception de la participation individuelle à des coupages de route. L'unité, en vue de dépasser les conditions initiales,

³¹² Le texte de ce chapitre est une adaptation de l'article paru dans Wildcat, n°64, juillet 2002, « Beilage » pp. 6 et 7.

³¹³ Ce qui fait au total, environ 12 500 personnes par an. Dès janvier 1999, la cadence était montée, dans le même commissariat à 5 000 par mois !

³¹⁴ Qui rappelle celui dont étaient victimes, dans les années 1940 au moment du boom industriel, les immigrants de l'intérieur à Buenos Aires.

³¹⁵ Siemens a obtenu, à la mi-1998, un contrat pour la mise en place de systèmes informatiques dans 175 points frontière et d'un système centralisé de gestion des entrants. Côté sortant, c'est l'armée elle-même qui a été glorieusement chargée, fin 2001, du contrôle de l'évasion fiscale !

« argentins-immigrés » semble un luxe que ne peut s'offrir le mouvement ouvrier en Argentine, aujourd'hui.

LES «PIQUETEROS» [*21]

ESSAI DE DEFINITION

Les « *piqueteros* » sont des gens qui coupent les routes par des barrages dans le cadre d'une grève ou de la riposte à un lock-out. Cette forme de lutte a souvent été utilisée à Cutral-Có, en 1996 et 1997, à Tartagal et à Cruz del Eje, en 1997. Les barrages deviennent le lieu privilégié de discussion. Chaque piquet rassemble de 100 à 1 000 personnes. Plusieurs actions insurrectionnelles, toujours à Cutral-Có, Tartagal et Cruz del Eje, viennent compléter le portrait des luttes. Elles reflètent cependant des intérêts de classe fréquemment divergents. Y participent, tantôt ensemble tantôt séparément, plusieurs catégories, dont les chômeurs, les étudiants et les ouvriers, mais aussi les petits patrons, les agriculteurs et les commerçants.

L'apparition de ce mouvement multiforme avait été précédée par la création de petites associations de chômeurs, à l'instar de celle de San Fernando (banlieue de Buenos Aires). Ici, de septembre à novembre 1999, s'est déroulée une lutte victorieuse pour l'obtention de postes de travail et de nourriture gratuite. Autre exemple, en octobre de la même année, celui des travailleurs licenciés de l'usine Plottier à Neuquén. Après 30 jours de combats, ils obtiennent la prolongation de leurs indemnités de chômage au-delà de la fermeture de l'usine. Dans les premières années (jusqu'en 1999), les assemblées de barrages se dissolvaient dès la fin de l'agitation. A partir de 2000, leur organisation tend à devenir permanente et à se fédérer au niveau provincial puis national.

Quelque 685 blocages de routes ont été recensés³¹⁶ entre décembre 1993 et décembre 1999.

Répartition géographique : Buenos Aires ville, 23,4 % ; Santa Fe 14 % ; Jujuy, Córdoba, Neuquén, Grand Buenos Aires et Tucumán entre 5 et 8 % ; divers 2 %.

Composition sociologique des barrages : chômeurs seuls 47,6 % ; salariés seuls 36,8 % ; chômeurs et salariés ensemble 3,8 % ; divers (étudiants, paysans, petits patrons) 11,8 %.

Aussi, 31,7 % des piquets ont une origine d'entreprise ; 24,8 % sont organisés par des syndicats ; 11,2 % sont spontanés ; 11,1 % démarrent d'étudiants ; 9,1 % sont multisectoriels et 12,1 % n'ont pas une détermination précise.

On peut ainsi observer que :

- Au plan géographique, Buenos Aires et sa banlieue ne compte que pour 30 % des barrages. Les provinces jouent les premiers rôles. Les blocages ont lieu d'abord dans des villes moyennes (50 000 habitants). La province de Santa Fe tient est aux avant-postes (à cause de l'importance du « *Santiagoñazo* »).
- Les chômeurs sont omniprésents mais, à partir de 1997, d'autres catégories participent avec un poids grandissant aux piquets, dont les agriculteurs et les petits patrons. Parmi les salariés, comme pour les grèves en général, les employés de la fonction publique et notamment les enseignants tiennent la première place (34 %), suivis par les ouvriers de l'industrie privée et des transports (32,9 %), des piquets d'origine mixte (13,1 %) et divers (20,2 %).
- Les luttes contre les privatisations et les fermetures d'usine débouchent systématiquement en barrages de routes. Ce fut le cas à Cutral-Có et Plaza Huinul, lors de la cession de YPF à Repsol, à Sierre Grande, à l'occasion de la privatisation de HIPASAM, à Tartagal, au moment de la privatisation de l'entreprise Petroquímica Gl. Mosconi et à Gl San Martin, en coïncidence avec la reconversion de l'entreprise Ing. Ledesma.

LES COORDINATIONS

Les premières coordinations issues des barrages sont apparues en mai juin 1997 à Cutral-Có, puis à Jujuy. Ici, les chômeurs -composante active centrale de l'action- se sont d'abord organisés pour assurer leur survie, ensuite pour obtenir du travail, de la nourriture et des soins médicaux gratuits.

La stabilisation des structures de chômeurs démarre à Tartagal, à l'extrême nord, pour s'étendre à l'ensemble du pays. Non seulement, ils revendiquent, ils manifestent (principalement en bloquant les routes) ils attaquent les dépôts de vivre et les édifices politiques ou bancaires, mais ils participent aux

³¹⁶ Les données statistiques sont tirées de « *Clase obrera y protesta social en la Argentina de los '90* » de N.I. Carrera y M.C. Cotarella, article de « *Revista America Libre* », novembre 1999.

grèves des ouvriers en allant aux manifestations et en aidant aux piquets. En retour, les ouvriers assistent les «*piqueteros*» lors des blocages.

Le saut vers la formalisation d'une organisation de participants aux barrages a été réalisé en 2000, avec l'apparition des «*piqueteros*» à La Matanza même (banlieue ouvrière de Buenos Aires). C'était le point de départ de son extension à toute la région de Buenos Aires³¹⁷.

En atteignant la capitale, les barrages deviennent plus massifs. Le barrage de La Matanza, comme celui de La Plata, a rassemblé entre 4 et 6 000 personnes pendant dix jours. Le 3 décembre 2000, les «*piqueteros*» de Tartagal convoquent les assemblées locales pour la tenue d'une assemblée nationale provisoire.

A partir de la fin 1999, à mesure que l'organisation «*piquetera*» se déploie du niveau local au niveau régional, on constate à la fois un recul du nombre de barrages spontanés et l'accroissement en son sein du poids des formations politiques et syndicales. La présence des groupes politiques et syndicaux de la gauche réformiste dans l'organisation «*piquetera*» a dilué les revendications initiales (aliments, soins, argent) dans un océan d'objectifs qui lui étaient étrangers (amnistie et libération des emprisonnés, droit légal aux barrages, etc.).

«*Je préférerais ne pas être ici. Avoir un travail. Récupérer ma dignité. Mais je n'ai pas le choix. On m'a coupé l'électricité, le gaz et le téléphone. Je n'ai pas d'argent pour payer les factures ni pour nourrir mes enfants. Au moins ici, on partage tout. La tristesse, la lutte et la soupe populaire.*» Un piquetero de La Matanza (banlieue limitrophe de Buenos Aires à 20 km du centre ville), «*Le Monde*» du 23/05/2001.

Ces milliers de chômeurs ont coupé depuis deux semaines la voie ferrée et la stratégique route nationale numéro 3, qui relie la capitale à Ushuaia (3200 kilomètres au sud de Buenos Aires). Ils réclament des indemnités de chômage et la création de postes de travail promis depuis de longs mois.

X a perdu la sécurité sociale et n'a touché des indemnités de chômage que pendant quelques mois. «*La plupart de mes compagnons n'ont rien touché, explique-t-il, car ils étaient employés au noir*», comme un grand nombre d'ouvriers en Argentine. Il occupe ses journées à regarder la ribambelle d'enfants qui ne vont plus à l'école et courent parmi les braseros, les femmes qui se relaient pour nettoyer les deux seules toilettes et les adolescents qui déambulent, des bâtons à la main, «*pour assurer la sécurité*» du campement de misère.

Les grandes usines, Mercedes Benz, Volkswagen, la fabrique sidérurgique d'Acindar, les entrepôts frigorifiques et des centaines de petites entreprises ont fermé leurs portes ou tournent au ralenti. Selon des chiffres officiels, près de 40% des habitants de La Matanza vivent en dessous du seuil de pauvreté. Parmi eux, 60% sont des "nouveaux pauvres" qui proviennent d'une classe moyenne qui par le passé faisait l'orgueil de l'Argentine mais qui, au cours des dix dernières années, a perdu son pouvoir économique sous le coup du chômage et des réductions de salaires.

LES ASSEMBLEES NATIONALES

Les «*piqueteros*», qu'ils soient chômeurs, à temps partiel ou salariés à plein temps, s'organisent sur la base de l'assemblée locale souvent née autour d'un blocage, d'une lutte de quartier, de ville ou d'usine. Chaque assemblée élit des délégués révocables au niveau provincial. Enfin, il existe l'assemblée nationale.

Tous les groupes de gauche (le *Polo Social*) et d'extrême gauche participent aux assemblées de «*piqueteros*» comme les CCC (*courant classe combative*, syndicat ouvrier du PCR maoïste) à La Matanza, ou le PO (*Partido Obrero*) à Salta. Le MTD (*Movimiento de Trabajadores Desocupados*), mais surtout la CTA, le syndicat qui regroupe plus de 40 % des participants. Outre l'exécution du traditionnel travail de rackets politique typique de ce type d'organisations opportunistes, la CTA a été très active dans la mouvance «*piquetera*» pour la réduire au rang d'un super «*syndicat de chômeurs*» ou plutôt de chômeurs contrôlés par les syndicats..

La première assemblée fut convoquée le 24 juillet 2001 à La Matanza regroupant les organisations syndicales, les groupes locaux et les comités de chômeurs. A cette assemblée, Victor De Gennaro (dirigeant de la CTA) et Hugo Moyano (dirigeant de la CGT dissidente) avaient été invités, ainsi que les représentants des différentes organisations politiques et tous les délégués des groupes locaux. Les orateurs n'ont eu droit qu'à trois minutes de temps de parole.

³¹⁷ Il existait déjà à plus petite échelle des associations de chômeurs comme celle de San Fernando où ce déroula, de septembre à novembre 1999, une lutte victorieuse pour obtenir des postes de travail et de la nourriture gratuite. Ou encore celui des licenciés de l'usine Plottier à Neuquén, en octobre, qui obtinrent après 30 jours le maintien et la prolongation de leurs indemnités suite à la fermeture de l'entreprise.

L'assemblée a établi un « *plan de lutte* » fondé sur le blocage simultané des cinquante plus grandes agglomérations du pays pendant 24, 48 ou 72 heures, éventuellement associée à une grève générale appelée par la CTA et la CGT dissidente sur les revendications suivantes : libération des emprisonnés 'sociaux' ; arrêt des procédures judiciaires en cours contre les 2 500 « *piqueteros* » ; arrêt des réductions ou retards du paiement des salaires, des pensions et des indemnités de chômage. Une tendance a émergé pour promouvoir le blocage de la distribution des marchandises, meilleure façon de « *frapper le capitalisme* », ... à défaut d'être capables d'en empêcher la production. Un débat a eu lieu entre ceux qui pensaient que les blocages devaient être pacifiques et concerner uniquement les marchandises et ceux qui savaient que « *couper une route, c'est comme couper une artère humaine* », mais qu'il ne fallait pas émousser la seule arme efficace dont disposait les « *piqueteros* ».

La deuxième assemblée s'est réunie le 14 octobre 2001, à La Matanza. Elle a rassemblé 1 500 délégués. Plus de 3 500 personnes ont assisté aux discussions. Les consignes votées ont été « *Dehors le gouvernement De la Ruá/Cavallo* », « *A bas les mesures d'ajustement !* » et « *Pour la grève générale !* ». Un long débat s'est produit sur le partage du travail et l'obtention de vrais postes de travail pour les chômeurs.

La troisième assemblée devait se tenir fin décembre 2001, mais les insurrections et les luttes de fraction en son sein l'ont repoussée. Pourtant, lors des consultations du 16 décembre, un courant proposait la participation à un mouvement de rue (appel à une manifestation le 20 décembre), tandis que la direction de la CTA temporisait et D'Elia (dirigeant du syndicat des employés ATE de la CTA) envisageait des alliances tactiques avec les successeurs de De la Ruá.

Les « *piqueteros* » qu'ils soient chômeurs, à temps partiel ou salariés à plein temps s'organisent sur la base de l'assemblée locale souvent née autour d'un blocage d'une lutte de quartier de ville ou d'usine. Chaque assemblée élit des délégués révocables au niveau supérieur, la Province. Enfin, il existe l'assemblée nationale. Il y aurait 2 000 000 participants au niveau local aux assemblées « *piqueteros* » ! En fait, il est plus vraisemblable que dans les participants soient comptés tous les membres d'un syndicat ou d'un groupe qui adhère. La CTA compte donc pour près de 850 000 membres.

LA TROISIEME ASSEMBLEE

La troisième assemblée nationale s'est tenue à Buenos Aires, les 17 et 18 février 2002, le premier jour en plein air, sur la Plaza de Mayo, avec participation du public ; le second en local fermé, réservé aux seuls délégués.

Sur la tribune (dos à la Casa Rosada), derrière un grand panneau « *Asemblea Nacional* », une vingtaine de responsables gèrent les ordres d'accès et les temps de paroles. En face d'eux, le carré des délégués (matérialisé par des barrières) qui regroupe environ un millier de personnes ; ensuite, en un arc de cercle informel, les militants des organisations (partis politiques, fédérations et groupes syndicaux, organisations de chômeurs, etc.), enfin derrière les précédents, le public (soit au total entre 8 000 et 10 000 personnes) et tout autour un dispositif policier discret (une barrière métallique de trois mètres de hauteur bloque l'accès à la Casa Rosada) mais développé dans les avenues menant à la place et dans toutes les rues adjacentes dans un rayon d'un kilomètre autour de la place (escadrons à moto, car de polices, et autopompes devant les commerces d'alimentation).

La première journée, les interventions durèrent de midi à 22 heures, soit dix heures pendant lesquelles s'exprimèrent une soixantaine environ de délégués en commençant d'abord par ceux représentant les groupes locaux de « *piqueteros* » ou ceux d'ouvriers en lutte, comme ceux de Zanón et de Bruckman³¹⁸, puis ceux des groupes et fédérations syndicaux³¹⁹, ceux des associations de quartier de Buenos Aires et enfin ceux des groupes politiques³²⁰.

Géographiquement, les délégués venaient de toute l'Argentine (du Nord, Jujuy, Salta, Tartagal, Tucumán ; du Sud, Neuquén, Rio Negro) mais principalement de Buenos Aires et, dans une moindre mesure, de Córdoba³²¹.

³¹⁸ Entreprise de l'habillement, fermée, dont les ouvriers occupent les locaux à Buenos Aires, continuent à produire et vendent les stocks.

³¹⁹ Principalement, les secteurs de l'enseignement, des hôpitaux et des employés municipaux ou des provinces, ou des fonctionnaires. Massivement des membres de la CTA avec quelques sections de la CGT et des organisations comme le MTR (« *Movimiento Teresa Rodríguez* »), le MTL, la CGT San Lorenzo, la CTA Santa Cruz, l'UNTER (« *Unión de Trabajadores de la Educación de Río Negro* »), le Syndicat des céramistes de Neuquén, l'« *Unión Ferroviaria* » de Haedo (banlieue de Buenos Aires) et le Syndicat Ouvrier des pêcheurs. Les CCC étant absents.

³²⁰ Des PO et Polo Obrero - ce dernier crédité de 323 délégués de chômeurs et de 200 délégués d'entreprises ou de syndicats locaux -, en passant par le MST, le PST, la LIT, le PL, etc. à l'exception du PCR. Egalement, les « *mères de la place de la mai* » dont l'oratrice fit une intervention remarquée.

³²¹ Ces deux villes fournissant les principaux contingents d'étudiants et d'enseignants.

Chaque intervention commençait, après présentation de l'intervenant, par un exposé de la situation suivi de propositions ou de perspectives. La répétitivité des interventions n'était troublée que par quelques éclairs de lucidité lorsque certains orateurs analysaient les faiblesses du mouvement et son absence de liens avec les secteurs ouvriers dont les entreprises fonctionnent encore³²², ou, lorsque les ouvriers de Zanón soulevèrent l'enthousiasme en proposant de ne plus payer les factures de gaz, d'électricité et d'eau. Les groupes politiques, principalement trotskystes, rabâchèrent leurs propositions de nationalisation de l'économie et d'assemblée constituante souveraine. Néanmoins, des dizaines de discussions eurent lieu parmi le public avec des groupes informels allant et venant et commentant les discours des orateurs.

Le deuxième jour, seuls participèrent les délégués à l'assemblée décisionnelle pour l'élaboration d'un plan de luttes.

Comment sont désignés les délégués ? Visiblement sur la base de la participation à l'assemblée précédente après vérification auprès de la commission de contrôle. En fait, si un groupe (par exemple, le PTS de Córdoba s'est vu attribué dix délégués, mais n'en a présenté que huit, indépendamment de la réalité de participants à Córdoba même) manque de délégués présents, il peut toujours coopter qui que ce soit dans la limite du nombre de ses mandants.

Il faut donc voir, derrière la démocratie formelle du temps de parole égal pour tous, la réalité d'accord préétabli entre les différents groupes organisateurs qui de toute façon ne reflète en rien la réalité locale. Toutefois, le fait que des ouvriers d'entreprises en lutte comme ceux de Zanón ou les chômeurs de Salta ou de Jujuy, fassent plus de 1 500 km pour assister à de telles assemblées, aussi décevantes à nos yeux soient-elles, montre que la flamme des 19 et 20 décembre brûle encore.

Il faut également noter un clivage entre les groupes politiques au sujet de l'attitude à avoir vis à vis des CCC et de la FTV de la CTA. En effet, un certain nombre d'organisations (comme le PTS (« *Partido de Trabajadores Socialistas* »), le MAS (« *Movimiento Al Socialismo* »), etc.) refusaient de lancer un appel aux absents à la raison qu'ils étaient des aspirants bureaucrates traîtres au mouvement (parce qu'ils refusaient de critiquer le gouvernement « dévaluateur » avec lequel ils menaient des négociations) tandis que le PO poussait à l'appel en dénonçant les précédents comme sectaires incorrigibles ignorant la réalité d'un mouvement de masse.

Le deuxième jour l'assemblée prit les résolutions suivantes :

- Le gouvernement Duhalde est un ennemi de la classe ouvrière et qu'il faut exiger sa démission,
- Il faut renoncer à discuter avec lui et dénoncer ceux qui le font (comme le PJ, l'UCR, le FREPASO (« *Frente Pais Solidario* »), l'ARI (« *Alternativa por una Republica de Iguales* »), le Polo Social et le FRENAPPO (« *Frente Nacional Contra la Pobreza, por el Trabajo y la Producción* »),
- Les organes mis en place par le gouvernement (conseils de crise, conseils consultatifs, etc.) sont des organes capitalistes destinés à brader, en échange de l'aide octroyée, le prix de la force de travail pour 50 dollars par jour ; ils doivent être boycottés,
- La participation au mouvement des ouvriers de l'industrie et des grands services publics privatisés est une nécessité vitale,
- Les CCC et la FTV de la CTA doivent cesser de discuter avec le gouvernement et rejoindre le mouvement,
- Face à ces problèmes l'assemblée élabore un plan de mesures (allant de la libération de militants emprisonnés, le jugement des assassins des 19 et 20 décembre, à la nationalisation des grandes banques, des principales entreprises industrielles et des services publics privatisés, etc.),
- Et elle lance un plan de luttes (grèves, coupage de routes, etc.) et convoque une quatrième assemblée nationale.

Cette quatrième assemblée doit se tenir, à Buenos Aires, les 22 et 23 juin 2002.

QUELLE POSSIBILITE D'EVOLUTION ?

A partir de la fin 1999, à mesure que l'organisation « *piquetera* » se déploie du niveau local au niveau régional, on constate à la fois un recul du nombre de barrages spontanés et l'accroissement en son sein du poids des formations politiques et syndicales. La présence des groupes politiques et syndicaux de la

³²² Appel à la classe ouvrière industrielle.

gauche réformiste dans l'organisation « *piquetera* » a dilué les revendications initiales (aliments, soins, argent) dans un océan d'objectifs qui lui étaient étrangers (amnistie et libération des emprisonnés, droit légal aux barrages, etc.).

Par conséquent, la réalité « *piquetera* » n'est plus à porter au pinacle. Son évolution est désormais largement inscrite dans un tracé d'intégration complète aux syndicats officiels et donc à l'Etat. Le foisonnement de groupes locaux indépendants desdits syndicats, ayant pour but la satisfaction de besoins immédiats, pratiquant une forme de lutte simple et efficace - les barrages des routes - ne donne plus l'impression que ces embryons d'organes autonomes de la classe puissent se développer et centraliser au sein de l'organisation actuelle.

Si les « *piqueteros* » se sont invariablement mobilisés en faveur des autres secteurs du prolétariat - y compris les travailleurs ayant un emploi -, ils n'ont malheureusement pas été avares de leur solidarité active envers d'autres classes de la société argentine telles les couches moyennes. Or, ces couches ne partagent pas les intérêts de la classe exploitée. L'absence d'une composante réellement révolutionnaire, capable de consolider l'autonomie politique du mouvement « *piquetero* », se fait cruellement sentir. A ce titre, il n'est donc pas étonnant qu'aucune assemblée « *piquetera* » officielle n'ait appelé à participer aux journées des 19 et 20 décembre. Quelques groupes de base seulement étaient présents. Ce qui explique qu'aujourd'hui, le combat politique au sein de la mouvance fasse rage entre les différentes composantes politiques et syndicales³²³. Un élément de plus qui contribue à la démoralisation et œuvre à la transformation de la mouvance « *piquetera* » en un syndicat de chômeurs classique.

L'unité de toute la société civile contre le gouvernement, fût-elle réalisée au moyen des barrages les plus durs, constitue un danger majeur pour l'autonomie politique de la classe ouvrière. Faiblesse des luttes ouvrières des années '60 et '70, cette vieille casserole de l'interclassisme menace à nouveau la révolte prolétarienne. Ironie de l'histoire, c'est au nom de l'unité entre « *Cacerolazos* » et « *Piqueteros* » que s'avance aujourd'hui, la dite vieille casserole.

Il faut néanmoins saluer ce phénomène unique au monde où des chômeurs, en nombre importants et à l'échelle de tout un pays, s'organisent non seulement entre eux pour obtenir, y compris et surtout par la force, satisfaction à leurs besoins minimums. Par dessus tout, où ils s'organisent avec leurs frères ayant encore la « chance » d'avoir un emploi en les aidant lors de leurs grèves, et où en retour ceux-ci les aident dans leurs luttes principales : les blocages de route.

LES « LUTTES » D'AVRIL ET DE MAI

Depuis les événements de décembre et les soubresauts de janvier, la lutte de classes a repris, en Argentine, un cours « normal » ou, plus exactement, un cours identique à celui qui précédait les événements des 19 et 20 décembre dernier. C'est à dire principalement, les luttes des ouvriers contre les licenciements ou les fermetures d'usines ; les luttes des enseignants et employés de l'Etat pour le paiement des salaires en retard ; les luttes des chômeurs pour obtenir des moyens de survie (nourriture, vêtements, médicaments, etc.). Les grèves générales ont beaucoup diminué (grâce au soutien des deux CGT à Duhalde) ou sont circonscrites au secteur enseignant ou des employés de l'Etat.

Mais, malheureusement aucune lutte, par exemple, pour les salaires, dans les entreprises industrielles ou les services qui fonctionnent encore, à l'exception de la grève chez Repsol, en février, vite enterrée par les syndicats, et celle des marins-pêcheurs en mai. Toutefois, les blocages de route restent, plus encore que les manifestations, le lieu de rencontre des exploités en lutte.

Citons quelques exemples :

17 avril : la police tire avec des balles en caoutchouc sur 400 employés provinciaux qui manifestaient à La Plata. Même scénario à Córdoba avec grèves des personnels municipaux et des hôpitaux.

18 avril : affrontements entre la police et 4 000 employés de l'Etat à Jujuy. Même scénario à Rawson.

19 avril : les employés de la province de San Juan sont en grève depuis plusieurs semaines pour cause de salaires impayés ; de nombreux affrontements ont lieu avec la police qui utilise des gaz lacrymogènes.

27 avril : grève et manifestations des fonctionnaires et employés de l'Etat à San Juan et Tucumán.

29 avril : grève des enseignants et fonctionnaires à San Lorenzo.

³²³ Les CCC et la fédération FTV de la CTA ont refusé d'appeler à une troisième assemblée et préparent leur retrait du mouvement. Saá, et maintenant Duhalde, ont reçu toutes sortes de soutien, du plus ou moins critique au franchement participationniste de la part des groupes de gauche (comme le *Polo Social*) ou d'extrême gauche (CCC, MAS, etc.). Toutes ces organisations ont déversé leurs gammes disparates d'opportunisme sans bornes dans le fragile récipient des « *piqueteros* » en contribuant franchement à l'affaiblir encore davantage.

1^{er} mai : manifestations dans tous le pays. 25 000, seulement, à Buenos Aires.

22 mai : jour de grève nationale des marins-pêcheurs, à l'appel du SOIP (« *Sindicato Obrero de la Industria Pescadora* »). Ils obtiennent 30 % d'augmentation de salaires.

23 mai : manifestation de 20 000 enseignants à La Plata.

29 mai : grève dans la fonction publique largement suivie. Un millier de barrages routiers dans toute l'Argentine et Buenos Aires complètement isolé. Nombreux affrontements avec la Police. Manifestation organisée par la CTA à Buenos Aires. Pour la première fois des agriculteurs se sont joints aux cortèges, en Province, à plus de 4 000.

Il reste également notable que, depuis décembre, les manifestations et blocages de route, pour spectaculaires qu'ils soient rassemblent relativement peu de participants.

Un phénomène nouveau est également apparu, celui du redémarrage de la production (une fois l'usine en liquidation ou abandonnée par les patrons) par les ouvriers eux-mêmes, ce qui concerne environ 4 000 postes de travail dans 60 entreprises, comme dans les cas de : Waserman, Impa, Panificación 5, Baskonia, Peñas Duras de Olavarría et surtout Bruckman et Zanón.

BRUCKMAN ET ZANON

Deux luttes attirent l'attention aujourd'hui : celles des usines de Céramique Zanón de la province de Neuquén, où les ouvriers occupent, depuis le 2 octobre 2001, l'usine, et celle, depuis le 18 décembre 2001, de l'entreprise textile Bruckman, à Buenos Aires. Dans les deux cas les causes en sont les mêmes : les entreprises sont au bord de la faillite et les propriétaires les abandonnent sans même attendre un repreneur putatif³²⁴.

Chez Bruckman, une usine de confection de prêt à porter masculin, au centre de Buenos Aires (avenue Jujuy, dans le quartier de la gare de l'Ouest), étaient employées 115 personnes, en majorité des femmes. Déjà depuis des semaines, les salaires n'étaient plus versés qu'en partie. Parfois 50 pesos (à l'époque encore 50 dollars, aujourd'hui environ un tiers), parfois aussi seulement 5 Pesos par semaine. Alors les ouvrières se dirent qu'il était inutile de venir puisqu'il n'y avait plus de travail. Elles organisèrent un meeting qui décida d'occuper l'usine afin de sauver leur emploi.

Les patrons réapparurent et déclarèrent qu'ils n'avaient plus d'argent, remirent les clefs aux ouvrières tournèrent les talons, dirigeants et contremaîtres ensemble, pour ne laisser derrière eux que la poussière de pieds. Pendant dix jours, les ouvrières ont cherché par voix de presse ou via le ministère à retrouver leur exploités qui avait disparu.

Alors elles organisèrent le premier piquet de protection et commencèrent à prendre en main, elles-mêmes la production et la vente. D'un côté, elles livrent leurs anciens clients et d'un autre, elles vendent dans leur propre magasin, à l'usine, à des prix beaucoup plus bas qu'auparavant. Elles tiennent trois à quatre fois par semaine une assemblée durant lesquelles les tâches sont réparties et les décisions prises et pendant laquelle six personnes sont élues pour former une commission qui représentera les ouvriers à l'extérieur. Cinquante-quatre ouvrières participent à l'occupation. Toutes gagnent alors un équivalent de salaire de 150 Pesos par semaine. Elles disent qu'elles sont moins qu'avant pour faire tout le travail et toutes les autres activités. Elles essaient de convaincre leurs anciennes collègues, sur lesquelles elles ne peuvent plus compter, de participer pour gagner. Il est possible, en utilisant à plein l'outil de production, de faire travailler jusqu'à 400 personnes.

Pour élargir la gamme de produits, elles fabriquent des choses courantes et utiles comme des draps pour les hôpitaux ou des blouses pour les écoles. Elles ne veulent pas prendre en charge l'entreprise (avec ses dettes) toute seules comme une coopérative, au contraire elles demandent à l'État d'acheter l'entreprise sous le contrôle des ouvriers et même si l'État ne veut pas, elles exigent de pouvoir continuer à travailler dedans.

L'occupation tomba au moment de l'« *Argentinazo* »³²⁵ et des assemblées qui en résultèrent. Les ouvrières de Bruckman ont depuis le début été soutenu par les habitants et les assemblées de quartier. Les gens apportent des aliments. Devant l'usine, sous une bâche, une soupe populaire a été organisée. Les ouvrières s'organisèrent pour faire des rondes à l'intérieur de l'usine, avec le renfort de sympathisants devant le portail de l'usine. Le samedi 16 mars, la police expulse avec violence les quelques ouvriers qui travaillaient dans l'usine, et procèdent ensuite au contrôle des inventaires. 200 sympathisants venus de différentes assemblées se dirigent vers l'usine en provoquant un « *cacerolazo* » et en bloquant les rues

³²⁴ Ce chapitre est une adaptation de l'article paru dans Wildcat, n°64, juillet 2002, « Beilage » pp. 9 à 11.

³²⁵ C'est ainsi qu'on désigne maintenant les événements des 19 et 20 décembre 2001.

pendant plusieurs heures, réussirent à obtenir l'annulation de l'expulsion. Ainsi le jour suivant, ils vinrent protéger les occupants devant l'usine.

Quoique la plupart des travailleuses n'aient eu jusqu'à ce moment aucune sorte d'expérience politique, elles ont organisé l'occupation de manière autonome sans l'intervention d'un syndicat ou d'un parti politique. Un des six représentant élu était auparavant délégué syndical dans l'usine. Les travailleuses ont souhaité qu'il abandonne sa fonction dans le syndicat, qui d'ailleurs n'a pas soutenu les occupants, pour se libérer et se consacrer à sa nouvelle tâche.

D'abord, lors d'un rassemblement des travailleuses devant le ministère, en février, les syndicats apparurent pour affirmer qu'ils étaient de leur côté et bien entendu qu'ils l'avaient toujours été. Mais la ficelle est beaucoup trop grosse et cette tentative hostile de prendre le contrôle échoue. Les ouvrières de Bruckman ne veulent plus rien savoir du syndicat. A la place, elles prennent contact avec les travailleurs de l'usine occupée Zanón à Neuquén. Elle ne veulent plus se limiter à faire fonctionner leur usine et sauver leur propre emploi, mais elles essaient de mener ce combat sur la base de l'union des ouvriers en lutte.

Mais le ministère du travail, appuyé en cela par le SOIVA (« *Sindicato Obrero de la Industria del Vestido y Afines* », le syndicat du vêtement)³²⁶, a posé comme préalable à l'ouverture des négociations, début avril, que les ouvrières quittent l'usine. En tentant cela, le gouvernement fait coup double : d'une part, si les ouvrières acceptent d'arrêter l'occupation et la production, elles perdent leur seul moyen de pression ; d'autre part, si elles refusent (comme c'est jusqu'à maintenant le cas), elles seront tôt ou tard « asphyxiées » dans leur usine, le gouvernement, une fois les stocks épuisés, pouvant facilement empêcher le réapprovisionnement.

Chez Zanón, la lutte a commencé depuis plus longtemps. Elle concerne les 330 ouvriers de l'usine de Neuquén³²⁷. Face à la fermeture de l'usine³²⁸, les travailleurs décident de l'occuper début octobre 2001. Cette occupation dure 60 jours pendant lesquels les ouvriers redémarrent la production. Les ouvriers ne se contentent pas de cela et participent aux actions des « *Piqueteros* » de la région, des ouvriers en grève puis systématiquement à toutes les actions au niveau national, notamment les assemblées nationales. Plusieurs seront blessés lors des affrontements avec la police et une vingtaine (le 30 novembre) puis une soixantaine (en décembre) sont emprisonnés pendant quelques temps. Comme chez Bruckman, les ouvriers de Zanón (enfin surtout, les représentants syndicaux du SOECN - « *Sindicato de Obreros y Empleados Ceramicas de Neuquén* ».) mettent en avant la nationalisation de l'entreprise, sous contrôle des ouvriers, sans perte d'emplois et de salaires.

Comme dans le cas de Bruckman, les patrons le gouvernement local (celui du gouverneur Sobisch) et le syndicat national (la FOECRA, « *Federación de Obreros y Empleados Ceramistas de la Republica Argentina* ») travaillent la main dans la main³²⁹ contre les ouvriers et aussi le syndicat local, le SOECN. Ce qui renforce également le penchant à la revendication de la démocratie syndicale contre les mauvais bureaucrates. D'autant que, lors des dernières élections syndicales, le 12 décembre, la liste « *marrón* » des opposants à la bureaucratie, menée par Godoy, obtint 212 voix contre 115. Les ouvriers ont ouvert leur usine occupée, comme le 2 décembre, à d'autres travailleurs et chômeurs pour la tenue d'assemblée de lutte locale.

Il ne s'agit évidemment pas pour nous de critiquer dédaigneusement les luttes ci-dessus. Dans les conditions qui sont les leurs, ces ouvriers et ouvrières se débrouillent avec les moyens du bord pour tenter au moins de survivre en luttant collectivement dans les conditions de l'Argentine d'aujourd'hui, en l'absence de luttes générales offensives. La lutte de Bruckman qui pourrait rappeler celle de Lip, il y a bientôt 30 ans, en a toutes les limites dont celle, évidente et affichée, de continuer en appelant à l'Etat. Car, en l'absence d'échanges directs avec ces ouvrières, nous nous garderons bien de leur prêter plus d'illusions qu'elles ne pourraient en avoir. Les seules questions que l'on peut se poser légitimement est pourquoi seulement 1/3 des ouvrières, précédemment employées, participent à l'action et que font les autres ?

En revanche, il faut critiquer impitoyablement tous ceux qui essaient de récupérer cette lutte en la limitant à son niveau actuel ; tous ceux qui mettent en avant l'autogestion, le contrôle ouvrier sans que ni le pouvoir de l'Etat, ni les rapports sociaux capitalistes ne soient transformés. En effet, si des travailleurs dans les secteurs des biens de consommation peuvent, dans un premier temps, vendre les stocks ou même

³²⁶ A la grande surprise du délégué du syndicat dans l'usine, Yuri Fernández, lui-même (voir « *La Verdad* », organe du PTS du 10/04/2002).

³²⁷ La lutte concerne, en fait, quatre entreprises du secteur : « *Cerámica Zanón* » (330 ouvriers), « *Cerámica Estefani* » (65 ouvriers), « *Cerámica Del Valle* » (23 ouvriers) et « *Cerámica Neuquén* » (50 ouvriers). Zanón, première entreprise d'Amérique latine de ce secteur produisait, en 2000, 600 000 mètres carré de porcelaine pour une valeur de 120 millions de dollars.

³²⁸ En fait, le plan patronal était de redémarrer la production avec dix fois moins d'ouvriers.

³²⁹ Ainsi le 5 mai, un ouvrier dirigeant de la grève, Acuña Juan Carlos, a failli être victime d'une tentative d'enlèvement à son domicile par des pseudo-policiers. Ceci faisait suite à une série de menaces de morts contre le dirigeant local, Raul Godoy.

redémarrer la production pour survivre, il n'en est pas de même pour les travailleurs, par exemple, des secteurs des biens de production, de l'acier, etc. Ensuite, que les ouvriers se passent des patrons et des chefs pour produire avec les mêmes outils, les mêmes marchandises, même dans une meilleure ambiance collective, ne change rien aux conditions d'exploitation. Tôt ou tard³³⁰, si l'expérience continue la division du travail va réapparaître au sein des ouvriers, la différenciation des salaires et va se recréer une nouvelle couche de dirigeants qui remplaceront les anciens patrons ; l'entreprise aura changé de propriétaires, mais pas de nature.

LA CTD « ANIBAL VERON », OU LES LIMITES DU CULTES DE LA BASE

La CTD (« *Coordinadora de Trabajadores Desocupados* ») Aníbal Verón³³¹ est une organisation de base regroupant plus de 7 000 personnes principalement dans la zone méridionale du grand Buenos Aires (villes de Lanús, Solano, Almirante Brown, etc.).

Elle s'est formée officiellement à la fin décembre 2001, en rupture avec l'ancienne coordination *MTD Teresa Rodriguez* (fondée en mai 1997), suite à la création du *Movimiento Teresa Rodriguez* (MTR) en 2001. La CTD (nom national) se veut 'basiste' (démocratie à la base avec le minimum de hiérarchie dans l'organisation³³²) et dit refuser l'électorisme, le syndicalisme et les partis politiques, y compris ceux de gauche³³³. Elle regroupe quatorze MTD (*Movimiento de Trabajadores Desocupados*) de villes.

La CTD s'est fixée l'objectif de faire face aux problèmes quotidiens des chômeurs, des travailleurs au noir et/ou occasionnels. Depuis l'été 2000³³⁴, elle a créé et organisé un réseau d'ateliers, de boulangeries, de cantines, de cordonneries, construit des habitations, des bibliothèques, des locaux de réunion et se livre à la culture de jardins ouvriers. Il existe même une pharmacie communautaire. Le chômage frappant de plus en plus de prolétaires d'Argentine, la CTD se prévaut d'un nombre croissant de compétences professionnelles (électriciens, plombiers, gaziers, mécaniciens, etc.). Elle a monté une briqueterie à La Fe (quartier de Lanús), où 30 salariés y produisent 3 000 pièces par jour. Dans la boulangerie de Solano, 20 ouvriers tournent 24h/24h sur quatre équipes, on livre 200 kilos de pain à 150 enfants en accompagnement d'un verre de lait. La nécessité d'acheter la farine implique aussi de vendre le produit au 'public' au prix d'un peso le kilo. Les revenus supplémentaires engrangés ne sont pas reversés aux boulangers mais placés sur un compte servant au financement d'autres projets.

Outre ces activités de resocialisation de prolétaires de plus en plus isolés, la CTD organise des coupures de route pour obtenir des différentes autorités (municipalités, gouvernements provinciaux) des aliments (notamment de la viande et des légumes secs), des soins et des médicaments gratuits, ainsi que de l'argent liquide. Cet argent peut être conquis soit directement, en échange de la levée des barrages de routes, ou bien dans le cadre des Plans de développement. Ces derniers, appelés « *Jefas y jefes de hogar desocupados* », ont été mis en place par De la Rúa et maintenus par Duhalde. Ils prévoient l'échange d'un travail d'intérêt général (TIG) de quatre heures contre le versement de 150 Lecops (1 Lecop = 0,8 peso = 0,2 dollar). Lors des pourparlers avec les autorités, les groupes de MTD imposent systématiquement la discussion collective pour éviter la délégation. Dernière particularité, l'organisation refuse d'effectuer des TIG imposés, arguant que ce n'est pas à l'Etat de décider de l'affectation des subsides mais aux piqueteros eux-mêmes.

Les autorités réagissent en créditant ces sommes sur des comptes bancaires, avec la finalité de balader les destinataires d'une agence bancaire à l'autre. On prend ainsi du temps et on épuise leurs énergies de lutte. Ce n'est pas le seul moyen utilisé pour saper le moral des piqueteros. L'Etat a mis en place des « *punteros* », soit des leaders officiels de quartier, également chargés de décision sur les plans sociaux. Ces derniers utilisent les subsides dont ils disposent pour court-circuiter les actions revendicatives collectives.

A l'exemple de la ville de Florencio Varela³³⁵, le MTD est organisé en onze assemblées de quartier qui se réunissent chaque semaine. Compte tenu de sa force dans cette ville, l'organisation a été obligé de créer une structure municipale réduite de représentants des onze assemblées de quartier. Ceux-ci étant,

³³⁰ Voir l'exemple de ces mineurs gallois de « Towers Colliery » qui ont redémarré depuis 7 ans, eux-mêmes, l'exploitation d'une mine de charbon.

³³¹ Du nom d'un chômeur, de 37 ans, tué par la police à Tartagal (province de Salta) en novembre 2000.

³³² Un long débat a agité le MTD sur cette question. Pour éviter l'apparition de 'spécialistes', on a convenu de discuter toute action éventuelle au niveau local et de ne la réaliser qu'en cas d'accord explicite. Une initiative décidée peut toujours être remise en cause et rediscutée. Les militants du MTD avouent l'existence de problèmes récurrents d'individualisme et de localisme, de sorte que certains groupes ne tiennent pas compte des projets d'autres.

³³³ Toutefois, la CTD participe à des actions communes, locales et nationales, avec d'autres organisations piquetera et de l'extrême gauche, telles PO, PTS, MAS, PCR, etc. Néanmoins, le 28 août dernier, elle a refusé de s'associer aux manifestations organisées autour de la CTA, en les qualifiant de tremplin électoraliste.

³³⁴ Le premier atelier a été construit en 1999. A l'époque, le MTD ne comptait que 60 membres.

³³⁵ Ville de 360 000 habitants au sud de Buenos Aires, où la municipalité dispense des subventions à 31 000 habitants.

bien sûr, révocables à tout moment. Au dessus de ces structures d'assemblées de villes, il existe une structure nationale établie selon les mêmes critères.

La CTD diffuse un bulletin national ronéoté de quatre pages. Chaque assemblée de ville diffuse un recto verso mensuel. La fréquence de parution de ces publications varie en fonction des événements. Quelles que soient les critiques qu'on pourrait leur adresser, il ne faut pas sous estimer l'impact de ces feuilles et le travail qu'elles représentent, quand on sait que l'analphabétisme a beaucoup progressé en Argentine, et, évidemment, chez les plus pauvres.

En dépit des nombreuses initiatives allant dans ce sens, il ne faut concevoir la CTD comme une simple organisation de survie, d'assistance et de resocialisation, à l'instar des différentes institutions caritatives. La réflexion politique y est permanente et la volonté d'action autonome aussi. Au mois d'août 2002, lorsque le MTD de Almirante Brown a décidé de récupérer un terrain pour y établir un centre associatif et des jardins, la mairie fit appel à la police pour évacuer les 300 occupants. En moins d'une demi-heure, plus de 1 000 personnes du voisinage, puis 6 000 personnes venues d'ailleurs, se sont rendues sur les lieux encerclés pour déloger les forces de répression. Depuis, un fourgon de gendarmerie stationne en permanence à proximité. La CTD participe aussi aux manifestations nationales, tout en préservant son indépendance nourrie d'une saine méfiance tant vis-à-vis des syndicats que des organisations politiques de la gauche et de l'extrême gauche. La CTD a également adhéré aux initiatives de solidarité avec les ouvrières de Brukman. Diego Santillan et Maximiliano Kostas, les deux manifestants exécutés par la police le 26 juin 2002 près du pont Pueyreddon, militaient dans l'organisation.

Les limites de la CTD sont celles des émeutes des 19 et 20 décembre 2001. Le souci de l'expression de la base dépasse largement l'exigence de la centralisation politique du mouvement au travers de quelques combats à la fois emblématiques et dont les perspectives de généralisation seraient élevés. Si l'on croit qu'il est peu probable d'assister à la fixation et à la radicalisation de la lutte des classes autour des occupations d'usines, il reste à explorer le chemin des occupations des logements vides et du non paiement généralisé des services collectifs. Sous d'autres cieux et à d'autres époques (en Italie dans les premières années soixante-dix par exemple), des actions de masse engagées sur ces thèmes ont su compléter la chaîne des luttes ouvrières et des combats de rue. En Argentine, à ce stade de délitement de la société civile et alors que des pans entiers du tissu productif sont en lambeaux, la lutte pour la survie, quand elle se rend indépendante du capital, passe nécessairement par des revendications et des mouvements de masse liés à la gratuité de la reproduction de la force de travail.

Or, nous craignons que la CTD, à l'instar des quelques organisations prolétariennes qui s'emploient non sans difficultés et incohérences à incarner l'autonomie politique de la classe exploitée, fasse preuve d'atermoiements dans l'utilisation de la force collective de résistance appliquée notamment à la question du logement. A Buenos Aires, de nombreux logements sont vides pendant que les bidonvilles prolifèrent. Pourtant, très peu d'occupations ont lieu. Pour l'instant, on se restreint à maintenir les conditions sanitaires dans les vieux HLM délabrés datant de l'époque péroniste. Souvent, on construit même sa nouvelle habitation. En revanche, et pas seulement la CTD, les organisations de chômeurs prennent très au sérieux les questions d'autodéfense, tant vis-à-vis de la police que des dealers et plus généralement du crime organisé. A juste titre, ils tiennent absolument à maintenir leurs lieux de vie à l'abri d'ultérieures dégradations. Dans le quartier prolétarien de La Matanza, les habitants ont organisé une ronde qui a chassé les vendeurs de mort chimique sans faire appel à la police. Enfin, on peut constater un certain repli sur soi, un localisme qui se manifeste déjà par l'absence de curiosité pour ce qui se passe dans d'autres parties du monde. Seules semblent intéresser réellement ces camarades, les situations des voisins Uruguay et Brésil.

Malheureusement, ce défaut grave d'internationalisme conséquent n'est pas limité à l'Argentine....

Les dernières évolutions de la vie sociale et politique en Argentine, lors de l'année 2003, et l'absence prolongée de luttes ouvrières dans les usines qui fonctionnent, conduisent la CTD à adopter une politique de repli sur soi et de théorisation de l'isolement. En effet, la CTD, partant du fait avéré qu'il n'y a pas de luttes dans les usines qui fonctionnent, postule qu'il est vain de chercher une alliance avec ces secteurs ouvriers et, qu'au contraire, il faut que les chômeurs s'organisent définitivement pour et par eux-mêmes³³⁶. A partir d'un constat juste, l'absence de luttes dans les usines, cette théorisation du repli sur soi

³³⁶ En tout cas, c'est ce que déclarait une représentante de la CTD, à Bruxelles, en avril dernier, lors de meetings en soutien au mouvement argentin.

ne peut que contribuer à l'isolement et favoriser la politique de la bourgeoisie de toujours diviser les mouvements prolétariens.

QUELLES PERSPECTIVES POUR LE PROLETARIAT ?

Après plus de trois ans de rudes combats, par leur courage et leur détermination, les prolétaires argentins sont parvenus à chasser l'exécutif de l'Etat et à plonger les classes dominantes dans une profonde crise politique. Ce n'est malheureusement pas suffisant. Le mode de production capitaliste et l'Etat, dans la plénitude de ses fonctions, sont bel et bien vivants. L'absence de grèves massives significatives dans les usines, dans le commerce et dans les bureaux du secteur privé pourrait peser lourdement sur l'issue de la lutte.

Cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas de grèves dans les usines, mais celles-ci, d'après les informations dont nous disposons, n'ont lieu que dans les entreprises récemment privatisées ou vouées à la fermeture, comme l'imprimerie Quebecor à Buenos Aires, l'usine Scania de Tucumán (une centaine de licenciements), la compagnie Ferrovias (ligne de banlieue nord de Buenos Aires) contre 50 licenciements, la TBA³³⁷ (contre le paiement en retard du ½ 13^e mois et des suspensions) ou encore Infifax/Infosic à Buenos Aires (contre 60 licenciements). En revanche, on ne trouve pas de traces de grèves dans plusieurs secteurs majeurs, dont la chimie, la pétrochimie, le pétrole, les services marchands (gaz, électricité, télécommunications, etc.), la distribution ou encore la finance.

Outre la crainte de perdre l'emploi, il faut peut-être en voir l'une des causes dans la défaite de la seconde occupation de l'usine Fiat à Ferreyra aujourd'hui fermée. La première grève avec occupation de cette usine (du 22 au 25 septembre 1996) avait été victorieuse. Les ouvriers avaient réussi à la fois à s'opposer à l'affiliation forcée à l'UOM, tout en rejetant la politique de compromis du SMATA, à maintenir leur syndicat autonome fraîchement créé (le SITRAMF, « *Sindicato de Trabajadores MetalMecánicos de Ferreyra* »), à repousser l'échéance de la mise en application du plan de restructuration. En revanche, la seconde grève avec occupation commencée le 22 janvier 1997 fut un échec se traduisant par le licenciement de 42 militants et délégués et l'intégration à l'UOM, dont le dirigeant, Lorenzo Miguel, était bien content de marcher sur les plates bandes du SMATA.

La politique de la CTA peut certes être mise en cause, et son comportement ne nous étonne pas, (faible soutien confédéral aux grévistes, refus d'appeler à l'extension), ainsi que le rôle de Carlos Gallo (militant du PCA, dirigeant du SITRAMF et membre de la CTA) qui mit tout son poids pour faire accepter, faute de mieux, l'accord signé entre Fiat et le SMATA qui prévoyait des baisses de salaires de « seulement » 30 % (au lieu des 50 % proposé par la direction) ; mais le fait demeure que ni à Córdoba, ni ailleurs la grève chez Fiat n'a reçu de soutien actif. Même le 9 avril, lorsque les ouvriers de Fiat décidèrent à nouveau la grève, pour s'opposer à l'accord Fiat-SMATA (qui régentait désormais les accords des autres entreprises de l'automobile de Córdoba) et exiger la réintégration des 42 licenciés, le mouvement ne put s'étendre et une nouvelle vague de licenciements eut lieu le 23 mai, suivie d'une nouvelle grève, sans succès, le 7 juin³³⁸.

Enfin, il faut aussi prendre en compte, depuis 2000, la disparition réelle, à Córdoba, et symbolique, dans le reste du pays, du prolétariat de l'automobile. Entre 1997³³⁹ et 2000, le nombre d'ouvriers y travaillant est passé de 8 000 à 3 000, chez les constructeurs et de 6 000 à 3 000 chez les équipementiers³⁴⁰.

Il en va de même de l'incapacité du prolétariat constatée jusqu'ici de se doter d'organes défensifs et politiques centralisés indépendants des autres classes de la société. L'élément quantitatif a fait la force des manifestations insurrectionnelles des 19 et 20 décembre. Mais cet élément n'est rien si le prolétariat ne prend pas la direction, grâce à ses associations autonomes propres qu'il aura su se donner au fil de la guerre de classes, du mouvement de protestation tout entier. Qu'advient-il du prolétariat si les couches moyennes se hissaient aux premières lignes du front de la lutte de classes avec leur revendication prioritaire de l'accès libre aux comptes bancaires ?

³³⁷ Lignes de banlieue nord-ouest et ouest de Buenos Aires.

³³⁸ De même, le 12 novembre, les 3 500 ouvriers de Renault, malgré leur grève massive, ne purent empêcher que leurs 500 collègues de la Maintenance ne soient filialisés chez Polymont, avec pertes d'avantages.

³³⁹ Cette année, à Córdoba, on était encore en plein boom de l'automobile : Chrysler venait d'ouvrir, en avril, une nouvelle usine pour produire des Jeep Cherokee et Fiat venait d'inaugurer une nouvelle usine moderne (à côté de l'ancienne qui employait encore 1 700 ouvriers) et d'embaucher 1 500 ouvriers très jeunes.

³⁴⁰ Les saignées les plus significatives ont eu lieu chez Thompson Ramco (racheté par Dana) de 1 000 à 40, chez Renault de 3 400 à 700 et chez Fiat de 1 400 à 500. Quant on se souvient que dans les années 1970, à Córdoba, Fiat et Renault employaient 22 000 ouvriers, les équipementiers de premier rang (Transax, ILASA, Perkins, Thompson Ramco, etc.) employaient 10 000 ouvriers et les sous-traitants environ 20 000, on mesure la désagrégation du secteur le plus combatif de la classe ouvrière en Argentine. Ces licenciements avaient pourtant été précédé d'accords signés par le SMATA échangeant des réductions de salaires de 25 à 50 %, contre la garantie de l'emploi.

L'histoire a enseigné que les exploités n'ont pas grand chose à attendre de ces secteurs de la société, toujours prêts, en dernière instance, à sauver leur peau en s'alliant aux classes dominantes et au détriment de la classe ouvrière.

La complexité même de la géographie des luttes ne contribue pas à leur unification sur des bases prolétariennes. A Buenos Aires, ce sont les comités de quartier composés presque exclusivement de membres des couches moyennes qui ont l'initiative, tandis qu'en banlieue ce sont les chômeurs qui sont en pointe. A Córdoba aussi, le mouvement se veut résolument interclassiste. Le dernier défilé du 9 février 2002 était précédé par la banderole « *Piqueteros y Cacerolazos juntos* ». Par contre, dans plusieurs villes de province comme Salta, Tartagal, etc., les chômeurs « *piqueteros* » et les ouvriers occupent le devant de la scène.

Aussi, la dimension « *quantitative* » actuelle du combat n'a plus grand-chose à voir avec les insurrections du 19 et 20 décembre. On comptait à peine 10 000 personnes lors de la « *grande* » manifestation « *piquetera* » à Buenos Aires du 26 janvier. Seulement 700 à Córdoba, le 9 février, ou encore 200 à Rosario, le 4 février, etc.

Au total, au chapitre des victoires partielles – donc par essence éphémères – des prolétaires argentins, on doit sans doute inscrire la crise l'exécutif politique obtenue grâce aux actions insurrectionnelles menées en décembre 2001 et précédées par plus de trois ans de combats défensifs. Comme on peut le constater dès maintenant, cela n'est cependant pas suffisant. Il faut que les prolétaires trouvent en eux-mêmes les ressources pour dépasser le cadre de la démocratie bourgeoise, fût-elle organisée « *à la base* » au moyen de comités de quartier réunissant toutes les classes de la société civile.

Les exploités d'Argentine et d'ailleurs ont plus que jamais l'exigence de se séparer des classes dominantes et de s'opposer à la direction politique des couches moyennes. C'est seulement sous la direction de la classe ouvrière, au nom de ses objectifs politiques propres et au travers de son organisation indépendante, que des secteurs des couches intermédiaires – c'est-à-dire placées entre les classes fondamentales de la société capitaliste que sont les patrons et les rentiers d'un côté et le prolétariat de l'autre – peuvent rejoindre le camp de la révolution communiste. Or, à l'heure actuelle, la situation est inversée. Les exploités n'affichent pas un programme révolutionnaire propre, leur organisation autonome n'existe pas et les couches moyennes jouent le beau rôle.

DEPASSER L'ARGENTINAZO

L'« *Argentinazo* » des 19 et 20 décembre n'était pas tombé dans un ciel serein. Comme nous l'avons expliqué dans la première lettre de *Mouvement Communiste*, il était au contraire l'aboutissement de longues années de luttes, grèves, coupages de routes et émeutes dont le début se situe en 1993, avec le « *Santiaguénazo* ». L'intensité et la fréquence de ces mouvements a considérablement augmenté en 2001. Mais l'« *Argentinazo* » a bel et bien représenté un saut qualitatif tant par son extension simultanée à tout le pays que par la masse de personnes impliquées, issues de toutes les classes sociales du pays. Devant l'ampleur du mouvement et son caractère incontrôlable – il y eut, rappelons-le, 35 morts, des centaines de blessés et des milliers d'arrestations –, le pouvoir a su réagir rapidement en démissionnant De La Rúa au bout de deux jours pour le jeter en pâture aux émeutiers, puis en faisant valser un peu plus tard Saá pour enfin introniser Duhalde.

Depuis, un certain nombre d'interprétations ont tenté de présenter l'« *Argentinazo* » comme un gigantesque complot de la fraction Duhalde du péronisme, alimenté par des provocations policières. Un des principaux représentants de ces interprétations est Miguel Bonasso³⁴¹. Si les preuves de certaines provocations policières que donne Bonasso ne sont pas contestables ; ces provocations ne peuvent ni avoir déclenché le mouvement, ni s'y être substitué. Les millions de personnes descendues dans la rue, à Buenos Aires, et dans toute l'Argentine, n'ont pas attendu les provocations policières, dans les environs de la Casa Rosada, pour avoir envie d'en découdre. La police en Argentine est particulièrement corrompue (que ce soit à Buenos Aires ou à Córdoba, les pages des quotidiens en sont remplis d'exemples), ses liens tant avec la pègre qu'avec les fractions du péronisme sont avérés, mais, objectivement, ses effectifs ne lui permettent vraiment pas d'être le « *Deus ex machina* » de l'Histoire.

En revanche, le fait qu'à Buenos Aires et dans sa banlieue³⁴², certaines sections du péronisme aient pris l'initiative des manifestations³⁴³, ne peut être écarté d'un revers de la main. Opposées tant à Menem qu'à De la Rúa, les dirigeants intermédiaires du péronisme ont certainement saisi l'opportunité et

³⁴¹ « *El palacio y la calle* », Miguel Bonasso, Planeta, Buenos Aires, 2002.

³⁴² Duhalde était gouverneur de la province de Buenos Aires et avait toujours, en s'appuyant sur le mouvement péroniste local, mener sa propre politique contre la politique de Menem, par exemple.

³⁴³ Bonasso donne l'exemple de la ville de banlieue de Mórón.

certainement sur consignes de Duhalde. Là encore, les péronistes ont profité intelligemment de l'occasion mais ils ne l'ont pas créé.

Autrement dit, le pouvoir a simulé une crise de régime en présentant à la population en colère un sommet de l'Etat ébranlé par les émeutes, alors que l'essentiel de l'appareil administratif civil et militaire tenait bon. Avec en plus le luxe de satisfaire le mot d'ordre des manifestants, le devenu trop célèbre « *¡Que se vayan, que se vayan! Todas!* » qui, de fédérateur au début, est devenu (comme le toujours trop entendu en France, « tous des pourris ! ») le révélateur de l'impuissance du mouvement à se dépasser de la critique des politiciens à celle de la Politique.

Toutefois, ce fait seul ne peut expliquer le reflux progressif du mouvement, s'achevant en janvier 2002 avec l'intronisation de Duhalde. Le repli a des causes qu'il faut aller chercher en son sein.

D'abord, le caractère interclassiste n'a pas été démenti par la constitution, dans le feu de l'action, d'une direction ouvrière solidement incarnée par les secteurs les plus combattifs du prolétariat d'Argentine. Les classes moyennes, notamment dans la capitale, sont parvenues à ravir la vedette des protestations en les dévoyant sur les terrains typiquement interclassistes de la récupération de l'argent bloqué³⁴⁴ dans les banques, et de la protestation contre la corruption et la criminalité. Même empreintes d'une plus grande sympathie que précédemment envers les pauvres et les chômeurs, les classes moyennes se battent pour le retour à leur âge d'or, celui des belles années du Ménémisme.

D'aucuns pourraient objecter que la profondeur de la crise a rapidement plongé dans le prolétariat une portion conséquente de ces secteurs intermédiaires de la société civile. Cette observation est à la fois vraie et fautive. Il est vrai que les conditions de vie de l'ensemble de la société se sont brutalement détériorées. Mais il est faux de penser que ceci s'est traduit par la disparition pure et simple de ces couches. La plupart de ses membres ont conservé leur place dans la division du travail social, même si les doubles ou triples emplois sont devenus la règle, y compris chez eux. Leurs consciences n'ont pas évolué dans le sens de l'adhésion au combat historique de la classe ouvrière, pas plus, du reste, que celles des travailleurs eux-mêmes.

Les couches moyennes – fussent-elles ébranlées sur le plan économique et en proie à la plus grande colère - ne peuvent pas évoluer dans le sens du communisme en l'absence d'une solide direction pratique du mouvement général assurée par les fractions les plus déterminées de la classe exploitée.

Les « *cacerolazos* » n'ont eu que l'objectif de la libération des comptes bancaires, même si certains d'entre eux y ont ajouté la réprobation des violences policières. Les tant vantées assemblées de quartier de Buenos Aires ont fondu. Leur existence est restreinte aux quartiers des classes moyennes et ne regroupent désormais plus qu'une cinquantaine de personnes en moyenne, dont la moitié de militants gauchistes. Conséquence de la fin du « *corralito* », les classes moyennes argentines se sont tenues à l'écart des manifestations organisées pour commémorer le premier anniversaire de l'« *Argentinazo* ».

Pour leur part, les ouvriers sont confrontés à une situation inédite, celle de l'effondrement d'une grande partie du système de production. Il en découle une fracture profonde entre les ouvriers qui ont un travail dans des entreprises encore debout et ceux victimes de faillites. Puis, il y a la séparation traditionnelle entre salariés et chômeurs. Les grèves qui ont eu lieu en 2002 n'ont touché que les entreprises menacées de fermeture ou déjà enterrées. C'est, peut-être, l'une des conséquences majeures de la défaite de la seconde occupation de l'usine Fiat à Ferreyra, en 1997. Aujourd'hui, ce site de production n'existe plus. L'échec de ce symbole des luttes de la classe ouvrière des années '60 et '70 a certainement contribué à déprimer des volontés combattives. Ensuite, des conditions de vie épouvantables mobilisent chaque jour davantage les meilleures énergies prolétariennes dans l'organisation de la simple reproduction.

Enfin, il y a l'énorme poids d'innombrables confusions et erreurs politiques, dont le principal est sans doute le patriotisme teinté de tiers-mondisme de la quasi-totalité de l'extrême gauche du pays. Aussi, faut-il compter avec la peur – tout à fait légitime au demeurant – d'encourir une nouvelle fois une répression du type de celles de 1976 et 1982. Chacun garde en mémoire que celles-ci s'étaient soldées par plus de 30.000 victimes dans le camp prolétarien.

³⁴⁴ Le 22 novembre, Lavagna annonce la libéralisation totale des retraits sur les dépôts supérieurs à 7 000 pesos. La mesure est effective depuis le 2 décembre. C'est la fin du « *corralito* ». Les dépôts en dollars, effectués il y a un an, seront remboursés en pesos, donc dépréciés d'environ 71 %. Outre de favoriser la relance de la consommation, cette mesure a pour but de désamorcer la colère des dites classes moyennes. Les quelque 400 000 détenteurs de comptes à terme, en revanche, ne récupéreront une partie de leurs fonds qu'en 2003, dont le total atteint 15 milliards de pesos (4,3 mds US\$).

La crainte, compréhensible, de la confrontation avec un appareil répressif non disloqué et à l'efficacité confirmée est omniprésente dans les discussions que nos camarades ont eues avec plusieurs militants révolutionnaires en Argentine. Même une organisation combative comme la CTD adopte dans les faits une tactique d'autolimitation de l'initiative illégale de masse, craignant de perdre ce qui a été si difficilement acquis jusqu'ici.

ENTERREMENT DE PREMIERE CLASSE SUR FOND DE COMMEMORATION

Pour commémorer l' « *Argentinazo* », toutes les organisations piquetera (« *Polo Obrero* », « *Bloque Piquetero Nacional* », « *MIJD* », « *Barríos de Pie* » et « *CTD Aníbal Verón* ») et d'extrême gauche avaient organisé une manifestation nationale à Buenos Aires, précédée par une marche depuis les principales villes de province. Résultat : le jeudi 19 décembre 2002, la manifestation la plus importante - celle du mouvement piquetero « *Federacion Tierra y Vivienda* » (FTV, affiliée à la CTA) - n'a réuni qu'environ 10 000 personnes. Le lendemain, le vendredi 20 décembre, s'est tenu un nouveau défilé rassemblant au moins 50 000 manifestants³⁴⁵.

Cet anniversaire relève davantage d'une échéance à usage interne aux organisations politiques ou syndicales qu'à un vrai produit du mouvement³⁴⁶. Les manifestations locales du 7 novembre, avaient rassemblé autant de manifestants que lors des 19 et 20 décembre 2002. Son déroulement montre également l'impasse que constitue le slogan à valeur de programme de « *¡Que se vayan todos!* ». En l'absence de fortes luttes prolétariennes indépendantes, le rejet des politiciens corrompus fait tout naturellement la place à l'émergence de nouveaux politiciens, issus des vieux partis ou nouvellement forgés dans le creuset de ladite société civile.

En couronnement provisoire d'une situation qui tourne de plus en plus au désavantage de ce qui reste du mouvement prolétarien indépendant successif à l' « *Argentinazo* », le gouvernement vient d'obtenir du 'méchant' FMI des moratoires sur les remboursements de plusieurs dettes³⁴⁷. Pressé aujourd'hui de signer un accord d'ensemble avec l'institution financière internationale³⁴⁸, l'exécutif vient d'annoncer que la Banque Centrale n'interviendrait plus en faveur du peso, réalisant ainsi un pas supplémentaire vers la libéralisation totale du marché des changes réclamée par le FMI.

³⁴⁵ Les plus irréalistes, à l'instar du PO, ont annoncé jusqu'à 100 000 manifestants. Comme si le gonflage des chiffres pouvaient combler la faiblesse politique de ce genre d'anniversaire....

³⁴⁶ En guise d'exemple de l'œuvre de récupération, la CTA envisage, depuis son congrès du 19 décembre 2002 (date fatidique...) et dans la foulée de la victoire de Lula au Brésil, la création du « *Movimiento Social y Político* » (MSP).. Cette formation ne se limiterait pas à être un simple parti politique mais incarnerait plus pleinement les aspirations sociales en présentant son secrétaire général De Gennaro, aux élections de mars 2003.

³⁴⁷

<i>Mois</i>	<i>Capital emprunté à rembourser (tous prêteurs et hors intérêts) (millions de dollars)</i>
Novembre 2002	979
Décembre 2002	1 339
Janvier 2003	1 167
Février 2003	1 198
Mars 2003	3 635
Avril 2003	1 103
Mai 2003	982
Juin 2003	2 129
TOTAL	12 532

³⁴⁸ Chacun comprendra que ce changement de cap, cette sagesse retrouvée de l'équipe au pouvoir ne sont que de la façade. Les virulentes critiques au FMI exprimées auparavant par l'équipe Duhalde ont en effet servi à préparer le terrain politique intérieur pour l'imminent épilogue. L'emploi passé de propos foncièrement patriotiques et tiers-mondistes a permis de rallier à sa cause le péronisme de base et bon nombre des formations politiques et syndicales du pays. Aussi, les tons relevés ont facilité l'assouplissement des organismes étrangers prêteurs.

LA STABILISATION ?

Comme l'indique plusieurs sources, l'Economie argentine semble sortir du tunnel ; la crise est passée et l'on se trouve dans la phase de marasme qui suit, caractérisée par un redémarrage de l'activité industrielle (mais sans nouvel investissement) et la poursuite vigoureuse des licenciements. Les derniers indicateurs montrent que le pire est passé pour le Capital. Les trois derniers trimestres de 2002 ont enregistré une croissance, certes très modeste, de l'activité économique. La production industrielle a augmenté de 21,4% en mars 2003 (venant après les 17,4% en février, par rapport au même mois de 2002) par rapport au même mois de l'an dernier, tirée par le textile redevenu du jour au lendemain compétitif après la dévaluation massive du peso (- 70%). Il s'agit plus d'un rattrapage que d'une véritable reprise quoique les patrons fassent davantage tourner leurs machines pour remplacer les biens importés, désormais inabordable pour les consommateurs argentins.

Le gouvernement Duhalde a supprimé les mesures d'exceptions qui avaient été mises en place, fin 2001, pour empêcher une fuite massive des capitaux. Les classes moyennes ont retrouvé le libre usage de leurs comptes courants en novembre 2002 et peuvent, depuis peu, récupérer leurs économies bloquées sur des comptes à terme. Mais l'économie argentine ne redémarrera que si les banques prêtent pour favoriser l'investissement. Or les banques du pays sont en piteux état : lors de l'arrêt de la parité entre le dollar et le peso, les crédits qu'elles avaient octroyés ont été convertis sur la base de 1 peso pour 1 dollar, alors que leurs dépôts l'ont été à raison de 1,4 pesos pour 1 dollar, entraînant de fortes pertes. De plus, le bilan des banques est composé à 60% d'obligations de l'Etat argentin, alors que ce dernier s'est autorisé un moratoire sur sa dette.

Les premiers mois de 2003 prolongent ainsi la tendance de 2002 : l'Argentine a dégagé en 2002 un excédent record dans ses transactions courantes avec l'étranger, de 8,95 milliards de dollars, le plus important de l'histoire du pays, selon l'INDEC. En 2001, l'Argentine avait enregistré un déficit de 4,48 milliards dollars. Les transactions courantes recouvrent les échanges de biens et de services, le produit des placements à l'étranger et certains transferts financiers. Le record de 2002 tient au fort excédent commercial de 16,80 milliards dollars réalisé cette année, du fait de l'effondrement des importations lié à la dévaluation du peso.

Même si tous les problèmes sont loin d'être résolus, Duhalde a pu passer à Kirchner les rênes d'un Etat en bien meilleure situation que celle dont il avait hérité début 2002. Le point le plus symbolique étant le début de la suppression des quasi-monnaies provinciales.

Evidemment pour les prolétaires argentins, la situation est tout autre, comme on le verra³⁴⁹.

LA SITUATION ECONOMIQUE

Le début de l'année a vu se succéder plusieurs « aubaines » pour Duhalde. En voici quelques exemples :

Le 5 février, La Banque interaméricaine de développement (BID) a approuvé un prêt d'urgence de 1,5 milliards de dollars destiné au financement d'un programme de protection sociale en Argentine, avec une première tranche immédiate de quelque 765 millions de dollars et le reste du prêt devrait être versé «d'ici la mi-2003 Parmi les conditions requises, la BID évoque la conclusion d'un accord sur un programme effectif de stabilisation avec le FMI, la protection des programmes sociaux prioritaires en Argentine, la continuité des politiques sociales et des avancées stratégiques en matière de santé, d'éducation et de développement social.

La BID pourrait procéder à l'octroi d'un autre prêt similaire d'un milliard de dollars lors du second semestre 2003. Le prêt de 1,5 milliards de dollars est accordé sur cinq ans avec une période de grâce de trois ans. Au total, à court terme, l'Argentine devrait ainsi pouvoir compter sur quelque 910 millions de dollars de la part de la BID. Un premier déboursement du prêt reformulé, d'un montant de 255 millions de dollars, avait été effectué en septembre 2001 et le troisième déboursement de 100 millions de dollars pourrait être envisagé à la mi-2003.

Le 5 mars, Lavagna a présenté un plan de suppression des quasi-monnaies provinciales. On sait que ces monnaies ont été créées au cours de l'année 2001 par les gouvernements provinciaux pour assurer

³⁴⁹ Un malheur n'arrivant jamais seul, de catastrophiques inondations ont plongé la ville de Santa Fe (capitale de la province homonyme sur le fleuve Paraná) au nord de Rosario, dans la désolation (il y a plus de 35 morts et des milliers de sans-abri).

leurs dépenses de fonctionnement (principalement payer leurs employés pour maintenir le chômage déguisé) en l'absence d'émission suffisante de pesos, bloquée par le gouvernement fédéral. La restauration du rôle de l'Etat passe par le rétablissement du rôle de la monnaie nationale, le peso. Pour cela il fallait que la monnaie se stabilise (ce qui est fait depuis que le peso s'est fixé par rapport au dollar dans le rapport 1 pour 3) et que la situation générale se stabilise également. Le montant en circulation des quasi-monnaies atteint 8,4 milliards de pesos (2,5 milliards de dollars), soit près de 50% de la masse monétaire en circulation.

Quinze des 23 provinces argentines en ont émis y compris l'Etat fédéral avec le «Lecop», pour apurer ses dettes auprès des provinces. Certaines quasi-monnaies valent toujours leur valeur nominale, comme le «patacon» émis par la riche province de Buenos Aires et accepté sans problème dans la plupart des commerces de la capitale, au même titre que le peso officiel. D'autres, en revanche, sont devenues de la « monnaie de singe », que les commerçants n'acceptent qu'au prix d'un fort escompte (jusqu'à 60% de leur valeur faciale). L'utilisation des ces quasi-monnaies dévaluées a eu pour conséquences une chute vertigineuse du pouvoir d'achat des fonctionnaires provinciaux.

Or, dans certaines régions démunies du Nord-Ouest et du Nord-Est du pays, la fonction publique, hypertrophiée, est pratiquement le seul pourvoyeur d'emplois stables. Les provinces ont cessé depuis la mi-2002 d'émettre ces nouvelles monnaies. Le redressement des finances locales, dont le déficit cumulé a été réduit de 72% l'an dernier (à 1,7 milliards de pesos), permet désormais de passer à l'étape suivante.

L'offensive a été lancée contre les quasi-monnaies les plus faibles, celles des provinces les plus pauvres, le «quebracho» du Chaco, le «bancafor» de Formosa, le «lecor» de Córdoba, le «federal» d'Entre Rios, le «bono ley 4748» de Catamarca, le «petrom» et le «petrobono» de Mendoza, le «cecacor» de Corrientes et le «bocade» de Tucumán. Le gouvernement compte racheter ces derniers titres, à leur valeur de marché et non à leur valeur faciale. Le plus dur restera en effet à faire puisqu'il n'est pas prévu pour l'instant de supprimer «patacones» et «lecor»³⁵⁰ qui représentent les trois quarts des quasi-monnaies circulant en Argentine.

Duhalde et Lavagna finissent avril sur une bonne note, en effet, l'économie a dégagé un excédent de 600 millions de pesos avec un PIB en augmentation de 4,5 % depuis janvier, par rapport à 2002 (il est vrai après un effondrement de 22 % en 2002 par rapport à 2001). Autre bonne nouvelle, les rentrées d'impôts se sont élevées à 5,5 milliards de pesos soit une augmentation de 89,2 % par rapport à 2002. Et le pronostic pour l'ensemble de l'année 2003 est de 74 milliards de pesos soit 45 % d'augmentation par rapport à 2002.

La dévaluation de fait du peso (aujourd'hui le peso vaut 1/3 de dollar) de 41 % en 2002 a favorisé les rentrées d'impôts mais elle a aussi bien sûr dopé les exportations et relancé la machine économique. Dans l'euphorie actuelle, le gouvernement qui avait prévu une inflation de 22 % sur 2003 annonce qu'elle pourra être seulement de 14 %.

Pour stabiliser la situation économique de l'Argentine, et comme le réal brésilien est proche du peso argentin (1 dollar = 2,8 pesos = 2,9 réaux), Lavagna envisage, depuis mai, pour renforcer le Mercosur de proposer une seule monnaie. Moyen de contrer les propositions étasuniennes de créer un marché unique de l'Alaska à la Patagonie et d'éviter que les fragiles exportations argentines soient victimes des variations monétaires de son puissant voisin et concurrent.

Le FMI enregistre par son n°2, Anne Krueger, son heureuse surprise aux performances économiques de l'Argentine, et en particulier du retour de la croissance sans hyper-inflation, dans un entretien au quotidien La Tribune le 6 mai dernier. *«L'économie (argentine) s'est remarquablement stabilisée. A la surprise de tout le monde, moi y compris, (ce pays) a renoué avec la croissance sans basculer dans l'hyper-inflation», « Il ne faut pas oublier non plus que les autorités (argentines) n'ont toujours pas engagé la restructuration de la dette. Elles n'ont même pas rencontré les créanciers privés. Un certain nombre de prix administrés, notamment l'électricité, ont augmenté beaucoup moins vite que l'inflation. Ces prix vont devoir être ajustés ».*

Pourtant le 12 mai, le gouvernement argentin a remboursé, avec un délai de sursis de 30 jours, une créance de 793 millions de dollars. Il espère ainsi pouvoir réemprunter 500 millions de dollars auprès de la même banque le 22 mai.

³⁵⁰ Le 3 mai, a commencé l'échange 1 Lecop pour 1 peso. Pour ce faire, le 4 avril 2003, Duhalde avait donné, par exemple, à la province de Córdoba, 650 millions de pesos.

LE CONFLIT AVEC LE MONDE AGRICOLE

Dans cette vague de bonnes nouvelles, une ombre au tableau : les rapports avec le monde agricole. Première source d'exportation (et donc de rentrée de devises), loin devant le Pétrole, elle constitue une vache à lait pour l'Etat, mais les agriculteurs ne veulent plus se faire traire.

D'abord, l'Argentine a enregistré, en 2002-2003, une récolte record de céréales et d'oléagineux, supérieure à 70 millions de tonnes, grâce aux nouveaux progrès enregistrés dans sa production de soja. La récolte devrait atteindre 70,6 Millions de tonnes, contre 69,6 Millions de tonnes l'année précédente, qui était déjà une année exceptionnelle. Les exportations argentines de céréales et d'oléagineux devraient ainsi pouvoir atteindre les 10 milliards de dollars cette année, contre 8,772 milliards de dollars un an plus tôt.

Grâce à l'augmentation des rendements et des surfaces cultivées, la récolte de soja devrait atteindre 34 Mt (+4 Millions de tonnes sur un an), soit la moitié du total. La production argentine de soja a pratiquement triplé en l'espace de six ans. En revanche, la moisson de blé devrait être en baisse de près de 3 Millions de tonnes (pour atteindre 12,5 Millions de tonnes). Le maïs devrait être à peu près stable autour de 14,5 Millions de tonnes, alors que le tournesol devrait progresser de 0,7 Millions de tonnes (pour atteindre 4,5 Millions de tonnes).

En retour, les exportateurs argentins de céréales et d'oléagineux, ont engagé, début mars, un bras de fer contre un fisc jugé trop gourmand. Le secteur agricole, uni comme jamais, a choisi une méthode de protestation inédite : l'arrêt de toute transaction de grains pendant une semaine, mouvement soutenu par la Société rurale argentine (SRA), principale organisation du secteur. Le mouvement devrait pousser la devise argentine à la hausse, les exportateurs de céréales et d'oléagineux pouvant représenter certains jours 60% des transactions sur la parité peso/dollar sur le marché des changes. Or le maintien d'un peso faible est la clef de la stratégie gouvernementale de relance économique.

Les producteurs de grains sont devenus l'an dernier l'un des principaux contributeurs au budget de l'Etat argentin, du fait de l'existence d'un prélèvement de 20% sur le montant de leurs ventes à l'extérieur du pays. Le monde agricole a fini par accepter cette taxe, mais il estime que l'avidité du fisc risque de tuer la poule aux œufs d'or.

Les paysans n'acceptent pas de payer une TVA de 21% sur leurs achats, alors qu'ils ne peuvent la récupérer qu'à hauteur de 10,5% sur leurs ventes. Ils estiment aussi que l'impôt sur les plus-values doit être réaménagé pour tenir compte de la dévaluation du peso. L'Etat argentin devrait ponctionner cette année 7,9 milliards de pesos (2,4 milliards d'euros) au monde agricole. Un montant correspondant à 30% des exportations argentines de grain. Mais la position de négociation des agriculteurs est affaiblie par la récolte record attendue cette année, la deuxième d'affilée, alors que leurs coûts de fonctionnement ont diminué et que leur endettement a été divisé par trois du fait de la rupture de la parité entre le dollar et le peso. La production de grains devrait dépasser les 70 millions de tonnes cette année, grâce au soja. Les exportations argentines de grains devraient ainsi atteindre 10 milliards de dollars, contre 8,772 milliards de dollars l'an dernier. Pour le gouvernement, le monde rural n'a donc «pas le droit de se plaindre».

Ce bras de fer qui n'est pas terminé, tourne pour l'instant à l'avantage de l'Etat.

QUELQUES COUACS

Si, côté argentin, l'année démarre bien, pour certaines entreprises, notamment françaises, le bilan 2002-2003 est plus morose :

- EDF a annoncé que sa filiale locale Edenor avait enregistré une perte nette de 307 millions d'euros. Telecom Argentina, filiale commune de France Télécom et de Telecom Italia, avait annoncé une perte nette de 1,3 milliards d'euros.
- Chez Renault Argentine, le «trou» était de 162 millions d'euros.
- Suez a dû passer pour 500 millions d'euros de provisions dans ses comptes 2002 au titre de ses filiales argentines.
- Premier distributeur et premier employeur privé d'Argentine, Carrefour n'a pas chiffré le coût de son engagement, mais il a avoué que les pertes dues à ce pays avait amputé sa trésorerie d'exploitation de près de 200 millions d'euros.
- Danone a passé pour 808 millions d'euros d'amortissements exceptionnels d'actifs, pour une large part, de l'Argentine où il est très présent dans les yaourts et les eaux minérales.

La France est devenue le troisième investisseur en Argentine, avec 10,2 milliards de dollars injectés dans l'économie locale au cours de la décennie 1990-2000, derrière les USA et l'Espagne. En 2001, les entreprises françaises se sont même hissées au premier rang, avec 2,4 milliards d'investissements, venus

notamment d'EdF et de TotalFinaElf. Les énormes pertes de 2002 traduisent l'impact des effets de changes sur la valorisation des bilans suite à la dévaluation de 70% du peso face au dollar et également les provisions pour le montant des fonds propres engagés, du fait que l'Argentine est toujours classée comme pays à risque.

Toutefois, les services publics (eau, électricité, téléphone), où les groupes français sont très engagés, continuent à générer un cash-flow positif. Comme dans la téléphonie, où Telecom Argentina a pu lancer une opération de rachat de sa dette financée sur sa seule exploitation.

Cela reste vrai, mais dans une moindre mesure, pour les autres services publics, dont les demandes de hausse des tarifs sont systématiquement rejetées par la justice locale, sur pression du gouvernement, pour éviter de possibles mouvements sociaux.

En revanche, les constructeurs automobiles, qui ont enregistré des pertes d'exploitation massives (leurs chaînes de montage tournent au ralenti, du fait d'une demande tombée à son plus bas niveau depuis 40 ans) n'ont que le choix de souffrir encore ou de se retirer.

Renault Argentine a ainsi perdu 162 millions d'euros en exploitation l'an dernier. PSA Peugeot Citroën, qui dispose aussi d'une usine dans la banlieue de Buenos Aires, a également souffert. Pour l'instant, les entreprises implantées en Argentine ont cessé d'investir, et restent attentistes tant qu'ils le peuvent. A cet égard, l'investissement de 50 millions d'euros, annoncé en février 2003, par PSA dans son usine d'El Palomar³⁵¹ constitue un signe de confiance notable dans le devenir du marché solvable argentin. Renault, quant à lui, hésite toujours à réinvestir dans son usine de Santa Isabel³⁵² (Córdoba) alors que son usine moderne de Curitiba, au Brésil, a encore des capacités productives inexploitées.

LES CLASSES MOYENNES BENEFICIAIRES

Les médias du monde entier avaient présenté la crise argentine comme la crise des classes moyennes, de leur perte, de leur disparition ; aujourd'hui, ils devraient écrire sur la fin du cauchemar. Car, pour celles-ci, leur grief majeur contre le gouvernement de De la Rúa était le « corralito », le fait que leurs avoirs avaient été « gelés » en Banque. Ceci les avait conduit lors de l'Argentinazo à participer massivement aux manifestations et autres « cacerolazos ». Mais aujourd'hui, ils ont été satisfaits. En effet, le 5 mars dernier, Roberto Lavagna a annoncé le démantèlement des dernières mesures d'exception pesant sur le secteur bancaire, qui avaient été mises en place au plus fort de la crise de la fin de 2001 pour tenter d'endiguer la fuite des capitaux.

Il a annoncé que les Argentins pourront rapidement retirer leurs économies bloquées sur des comptes à terme. Ils avaient retrouvé le libre usage de leur comptes courants en novembre dernier. Mais il n'a pas donné d'indications sur les moyens qu'il allait mettre en place pour couvrir les compensations à apporter au secteur financier, en échange de cette « libération »³⁵³.

Le déblocage se fera en deux temps :

- dans un premier temps pour les comptes sur lesquels sont déposés moins de 42 000 pesos (13 000 euros).
- dans un deuxième temps, pour les comptes plus importants, de manière graduelle dans un délai maximal de 120 jours.

12,3 milliards de pesos (3,8 milliards d'euros) sont encore bloqués sur des comptes à terme en Argentine et la levée des restrictions qui pèsent sur ces comptes était devenue un enjeu politique majeur.

Tout n'est pas résolu car les épargnants argentins exigeaient que leurs économies leur soient restituées en dollars, alors que les banques n'acceptent actuellement que de leur rendre des pesos qui valent trois fois moins. Ils peuvent toutefois espérer recevoir un peu plus de 2 pesos pour chaque dollar déposé, après intérêts et ajustement pour l'inflation. Or le dollar s'échange un peu moins de 3 pesos pour 1 dollar. M. Lavagna a confirmé que l'Etat prendrait à sa charge cette différence, sous forme d'obligations d'Etat, pour un coût de l'ordre de 2,8 milliards de dollars.

Ces obligations seront données directement aux épargnants et auront une durée de vie de 10 ans. Les bons similaires du Trésor argentin se négocient actuellement un peu en dessous de la moitié de leur valeur nominale. Le Parlement va maintenant devoir se prononcer sur la compensation due aux banques. Celles-ci réclament un dédommagement parce que, après l'abandon de la parité fixe entre le dollar et le peso, leurs dépôts ont été « pésifiés » sur la base de 1 dollar = 1,40 pesos. De surcroît, les déposants qui ont

³⁵¹ Usine de la banlieue nord-ouest de Buenos Aires, construite par Fiat en 1960, partagée avec Peugeot à partir de 1982, et laissée à PSA en 1996.

³⁵² Début mars encore, Renault a licencié 389 ouvriers de maintenance.

³⁵³ Il avait lui-même chiffré, dans un premier temps, à 15 milliards de pesos (4,7 milliards de dollars) les sommes déposées sur des comptes à terme

obtenu gain de cause en justice ont pu obtenir des banques qu'elles leurs remboursent, sur leurs seuls fonds propres, les sommes déposées sur la base d'un dollar à 3 pesos.

Pressé par la campagne électorale (dont ce sujet est un des enjeux majeurs), M. Lavagna a indiqué le 27 mars que les Argentins pourront rapidement retirer leurs économies bloquées sur des comptes à terme. La mesure sera effective dès que M. Duhalde aura signé le décret correspondant. Celui-ci a botté en touche arguant du besoin d'une consultation du Parlement sur les modalités de cette indemnisation pour « empêcher que cela entraîne un coup d'arrêt au processus de reprise économique »

LES ELECTIONS

Les récentes élections présidentielles du 27 avril, si elles ne sont que des photographies instantanées des rapports entre les opinions des différentes classes et n'expriment aucune dynamique, permettent quand même de tirer quelques conclusions.

La participation s'est élevée à 80 %. Ce qui signifie un bon score pour la démocratie bourgeoise. Les classes moyennes en général, depuis que leur principale revendication du retour à l'accès aux comptes bancaires a été satisfaite, se sont réintéressées à la « politique ». On est loin du « ¡Que se vayan todos ! » de décembre 2001. Mais également les ouvriers et les plus pauvres ont participé à ses élections.

A l'occasion, pour ceux qui l'avaient oublié, on a redécouvert que les pauvres étaient intéressants pendant quelques moments, comme l'indiquait un article du « Monde », du 25 avril :

« La province de Corrientes [Au Nord-ouest du pays, NDR] compte un million d'habitants, pour un tiers dans la capitale homonyme. Le chômage y dépasse les 20%, selon les statistiques officielles. Sept millions d'hectares, soit 80% des terres fertiles de la province, sont concentrés entre les mains de 25 familles qui se consacrent à l'élevage, une activité demandant peu de main d'œuvre. Les 20% restant sont répartis entre 24.000 petits agriculteurs qui font pousser du tabac, du riz ou du coton. La province est gérée par les péronistes, au pouvoir à Buenos Aires avec le président Eduardo Duhalde, depuis une longue grève en 1999. Qui contrôle l'administration détient les clés du vote local, puisque la fonction publique provinciale et l'aide sociale font vivre 70% de la population locale. Dans le bidonville de Lomas del Mirador, Francisco Pacheco, un chômeur de 60 ans, souligne que ceux qui veulent bénéficier de l'aide de 150 pesos (50 euros) par mois réservée aux chefs de famille sans emploi doivent graisser la patte aux caciques politiques locaux. «Ceux qui veulent toucher l'aide doivent payer 25 ou 50 pesos à la fin du mois au chef qui leur a octroyé l'aide», assure-t-il. Rita, une jeune femme qui vit avec ses huit enfants de 1 à 16 ans et le nourrisson de son aînée dans ce quartier que la moindre pluie transforme en borbier, a monté avec Francisco une humble cantine à l'air libre où ils essaient de donner à manger aux enfants les plus jeunes et aux personnes âgées sans ressource. Certains, disent-ils, espèrent les élections, parce que les militants politiques «amènent quelque chose à manger. Même si le paquet est de moins en moins plein et que, certaines fois, il arrive ouvert et avec des choses qui manquent». «Les partis savent où vivent les gens, comme cette dame handicapée là bas au fond. Ils viennent la chercher parce qu'elle a ses papiers en règle et l'amènent voter. Mais après, ils ne reviennent plus et ils ne te donnent même pas le paquet repas». »

Le péronisme, tout candidat confondu, reste la première force et de loin politique du pays. Si l'on additionne les voix de Menem, Kirchner et Saa, on obtient 60,45 % des suffrages exprimés. Ce qui ne peut étonner quand on sait le poids dans la société du « parti-mouvement » péroniste et des ses organisations ramifiées dans la société civile. Même s'il a subi une régression en termes d'effectifs, et qu'il soit difficile d'en avoir une estimation précise, un tel mouvement s'il ne pèse encore que 3 millions de membres doit avoir une traduction électorale. Parallèlement, et dans un mouvement inverse, l'autre formation historique de la vie politique argentine, les radicaux de l'UCR avec 2,34 % des suffrages sont devenus insignifiants.

La droite libérale³⁵⁴, représentée par Lopez Murphy a obtenu 16,35 % des voix maintenant donc les chiffres traditionnels de ce type de candidature. La candidate « chrétienne sociale », de la société civile, de la propriété en politique, Elisa Carrio n'a obtenu que 14,15 % ne réussissant pas de percée significative. Enfin la gauche et l'extrême gauche participationniste ont obtenu moins de 5 % des voix ce qui correspond à leurs scores habituels.

Après la palinodie de la candidature Menem au second tour, Kirchner a donc été légitimement désigné vainqueur contre l'épouvantail corrompu. Mais Kirchner ne doit pas faire illusion ; sa pratique de gouverneur de la province de Santa Cruz a prouvé qu'il était du même tonneau que tous les gouverneurs de province péroniste, la manne pétrolière en plus³⁵⁵. La province de Santa Cruz aujourd'hui battu le

³⁵⁴ Les trois candidats d'extrême-droite ont obtenu 1,5 % des suffrages.

³⁵⁵ Kirchner peut ainsi se targuer du bilan suivant : Rio Gallegos, la capitale de la province de Santa Cruz (ville de 80 000 habitants située à 2 700 kilomètres au sud de Buenos Aires), respire la prospérité, avec ses magasins bien achalandés et les somptueuses villas qui sortent de terre en bordure de mer. La ville possède un hôpital récent doté d'un équipement ultramoderne, avec des annexes dans chacune des 14 communes de cette gigantesque province de 220 000 km² mais peuplée de seulement 200 000 habitants. Ceux-ci peuvent acquérir de coquettes maisons construites

record de la province de La Rioja, du temps où Menem en était le gouverneur : atteindre 50 % d'emplois dans le secteur public !

Bien qu'il ait reçu le soutien de la CGT officielle et de la CTA³⁵⁶ au premier tour (qui a renoncé à présenter un candidat), puis des présidents de « gauche » d'Amérique du sud, de Lula à Castro, Kirchner a prouvé qu'il savait briser un syndicat, celui des employés de la province de Santa Cruz, l'ATE. Ou tourner les lois à son avantage : ainsi, élu gouverneur dès 1991, Nestor Kirchner a fait modifier la constitution provinciale pour permettre sa réélection. Il a augmenté le nombre de juges de la cour suprême locale pour y changer la majorité en y plaçant deux des siens.

« *Kirchner est péroniste et Menem n'a absolument rien à voir avec le péronisme* », c'est avec cet argumentation que le dirigeant de la CGT n°2 et du syndicat des camionneurs Hugo Moyano, l'un des principaux appuis de Rodriguez Saa au premier tour, s'est rallié à Kirchner.

Le grand vainqueur de cette compétition reste donc Duhalde qui a réussi à stabiliser la société et, un an demi après l'Argentinazo, et assurer la transition pacifique sans changer sa politique ; « le changement dans la continuité puisque plusieurs ministres dont le ministre de l'Economie Roberto Lavagna, Gines Gonzalez Garcia à la Santé, le ministre de la Production Anibal Fernandez et le secrétaire général de la Présidence José Pampuro ne quitteront pas le pouvoir.

Les lumières de l'élection, étant éteintes avec l'intronisation de Kirchner le 25 mai, n'en ont pas pour autant fait disparaître tous les problèmes de la société.

DU COTE DES PROLETAIRES

LES EVENEMENTS

En revanche, du côté des prolétaires, encore plus qu'en fin d'année 2002, au moment de la commémoration de l'Argentinazo, C'est à dire principalement, les luttes des ouvriers contre les licenciements, les baisses de salaires³⁵⁷ ou les fermetures d'usines ou pour le redémarrage de la production³⁵⁸ ; les luttes des enseignants et employés de l'Etat pour le paiement des salaires en retard ; les luttes des chômeurs pour obtenir des moyens de survie (nourriture, vêtements, médicaments, etc.). Les grèves générales ont beaucoup diminué (grâce au soutien des deux CGT à Duhalde) ou sont circonscrites au secteur enseignant ou des employés de l'Etat³⁵⁹.

Mais, malheureusement aucune lutte, par exemple, pour les salaires, dans les entreprises industrielles ou les services qui fonctionnent encore, à l'exception de la grève du quotidien « *La Nación* »³⁶⁰. Toutefois, les blocages de route restent, plus encore que les manifestations, le lieu de rencontre des exploités en lutte. Mais pourrait-on dire avec de moins en moins de perspectives³⁶¹.

Le 3 février, les « piqueteros » ont organisé une journée d'action, avec l'érection de nombreux barrages routiers dans l'ensemble du pays. Aucune violence n'avait été relevée, mais les organisateurs ont souligné que leur mouvement pouvait toujours s'engager dans « une spirale de violence » si leurs revendications n'étaient pas écoutées. D'importantes forces de police ont été mobilisées, le gouvernement de la province de Buenos Aires ayant averti qu'il ne tolérerait pas des barrages sur les routes reliant la capitale à la côte atlantique, alors que se produit le grand chassé-croisé estival entre vacanciers de janvier et de février.

« *On a retiré les aides à des milliers et des milliers de personnes* », a dénoncé Raul Castells, chef du Mouvement indépendant des retraités et des chômeurs (MIJD),. « *Les gens doivent pouvoir toucher de l'argent. C'est pour cela qu'il y a une telle mobilisation et tant de tension* ». Les « piqueteros » estiment que 200 000

sur fonds publics pour 80 pesos (26 euros) par mois. Un rêve inaccessible partout ailleurs quand on ne gagne que 500 ou 600 pesos. De quoi expliquer les 78,7% des voix reçues par Kirchner au premier tour.

³⁵⁶ « *Kirchner est péroniste et Menem n'a absolument rien à voir avec le péronisme* », c'est avec cet argumentation que le dirigeant de la CGT n°2 et du syndicat des camionneurs, Hugo Moyano, l'un des principaux appuis de Rodriguez Saa au premier tour, s'est rallié à Kirchner. De même que la tripléte d'organisations, la Ccc, la Ftv et la CTA, par la voix de leurs dirigeants respectifs, lors du 1^{er} mai, D'Elia, Alderete, De Gennaro, Ardura et Yasky l'a fait au nom du barrage à Menem.

³⁵⁷ Occupation fin janvier des 60 magasins de la chaîne San Cayetano par les 3 000 employés

³⁵⁸ Outre Brukman et Zanón, symboles phares, on peut citer TDO compagnie privée de transports à Buenos Aires, et Sasetru.

³⁵⁹ A l'exception de la grève générale du secteur du transport ferroviaire, le 12 mars, pour « 100 % d'augmentation pour tous » qui n'a évidemment rien donné.

³⁶⁰ Ici, les 200 ouvriers, ont obtenu après quelques jours de grève, une augmentation uniforme de 7 % pour tous, et 250 pesos minimum, avec aucun salaire inférieur à 950 pesos mensuel. La capacité de nuisance que représente le blocage d'un quotidien et la détermination des grévistes explique ce rare et rapide succès.

³⁶¹ Quelque 72,6% des Argentins sont hostiles au mode d'action des « piqueteros », selon un sondage publié par le journal « *Página 12* », qui relève toutefois une plus grande acceptation du mouvement au sein de la population.

personnes ont été privées des aides versées par l'Etat aux plus démunis (150 pesos par mois, soit 46 euros par mois). Les « piqueteros » bloquaient notamment lundi le siège social du groupe pétrolier Repsol-YPF, dans la banlieue sud de Buenos Aires (3 500). Des usines des groupes Esso (pétrole) (à Campana, ou 200 piqueteros réclamaient des postes de travail), Siderar (acier), Coca-Cola (boissons), Sancor (desserts) ou Volkswagen (automobile) ont également vu leurs accès bloqués par les manifestants. Mais aussi dans le Nord du pays, à Tartagal, lieu fondateur du mouvement en Argentine, où 500 piqueteros bloquaient l'usine de pétrole « Panamerican ».

Le 26 février, la police anti-émeute a dispersé violemment des militants d'extrême-gauche qui protestaient dans le centre de Buenos Aires avant l'ouverture du procès de quatre des leurs, alors que l'un des principaux points d'accès à la capitale argentine était de nouveau bloqué par des « piqueteros ». Les forces de l'ordre ont eu recours à des tirs de balles en caoutchouc et à des gaz lacrymogènes pour disperser plusieurs dizaines de militants du groupe Quebracho, dont quatre dirigeants sont poursuivis pour « incitation à la violence » à l'occasion de manifestations remontant aux années 1994 et 1995.³⁶²

Noberto Ortiz, un journaliste de la chaîne locale d'information en continu Cronica TV, a été blessé à la joue par une balle de caoutchouc. Des arrestations, dont le nombre n'a pas été précisé, ont été effectuées par la police. Les militants d'extrême-gauche, la plupart masqués et armés de gourdins, ont répliqué en jetant des pierres aux forces de l'ordre et érigé des barricades de pneumatiques enflammés. Plusieurs centaines de « piqueteros » bloquaient simultanément le pont Pueyrredón, le principal point d'accès à la capitale en provenance du sud. Ils avaient auparavant commémoré à quelques centaines de mètres de là la mort, en mai 2002, de deux militants de la CTD « Anibal Verón », tués par la police sur ce même pont. Les « piqueteros » réclament une augmentation des aides sociales et un prompt jugement des policiers responsables de la mort de leurs camarades.

SASETRU : UN NOUVEAU MYTHE ?

Depuis le 29 janvier, l'ex-entreprise Sasetru est devenue un nouveau symbole des occupations d'usine. Sasetru était une usine agroalimentaire (fabricant des produits de base, huile, farine, pâtes, conserves, etc.) de 2 000 ouvriers, située dans la banlieue sud de Buenos Aires à la limite des municipalités de Avellaneda et Lanús. Sa fermeture, il y a presque 20 ans, dans une zone déjà sinistrée a été une catastrophe locale. Le 29 janvier 2003, 400 personnes (anciens ouvriers, piqueteros, gens du quartier) ont surpris les gardiens et ont réussi l'occupation. Ils ont été rejoints par des délégations d'autres usines occupées, de piqueteros de la zone sud de Buenos Aires et ont décidé de continuer l'occupation de l'usine et de s'en servir comme point d'appui. Ils constituèrent une coopérative ouvrière qui redémarrera, après avoir restauré une partie de l'usine, la production de pâtes alimentaires, pendant 60 jours.

En mars, la municipalité d'Avellaneda, a commencé à proposer le redémarrage de l'entreprise sous sa responsabilité. Mais finalement, elle fit appel à la police qui déploya 750 hommes pour déloger les occupants, le 25 mars. Tentative qui réussit. Aussitôt, une mobilisation ouvrière prit place à l'extérieur de l'usine mais qui ne déboucha sur rien, tant était important le dispositif policier.

Une manifestation de 15 000 personnes s'est déroulée le 3 avril à La Plata pour exiger la réoccupation de l'usine par la coopérative et la demande de création de 25 000 postes de travail pour les chômeurs. Le 7 mai, à la chambre provinciale, les péronistes ont décidé de soutenir la réouverture de Sasetru. Pour l'instant, la situation est au point mort. Mais les gauchistes argentins ont aussitôt enfourché ce nouveau combat sans analyse, ni regard critique.

LA QUATRIEME ASSEMBLEE

Les 5 et 6 avril, s'est tenue la 4^e assemblée nationale piquetera qui a réuni 6 000 personnes dont 1 700 délégués à Lanús. Participèrent à cette assemblée les délégués des 8 organisations piqueteras nationales, les secrétaires des syndicats SUTEBA de La Matanza, de l'ATE zone Sud, des « Transporte del Oeste » et de Adiuc, des membres des Assemblées Populaires, la Fédération Universitaire de La Plata, des ouvrières de Brukman. Les représentants des organisations syndicales ou de fractions syndicales, la gauche de la CTA, les listes anti bureaucratiques de l'ATE et du SUTEBA, du SOIP, la CTA de Santa Cruz, des ouvriers de Zanón, de Grissinópoli, etc. L'ensemble venait de 17 provinces

³⁶² Finalement, le 20 mars, les quatre ont été relaxés et lavés de toute charge.

Comme lors des assemblées précédentes, après exposé des délégués sur la situation et intervention du public, l'assemblée a proposé le même plan de luttes, appelé à un premier mai de luttes et pris les mots d'ordre suivants :

- *Non au FMI. Non à l'AICA, non au Mercosur. Pour l'unité socialiste de l'Amérique Latine.*
- *Ce congrès ratifie son plan de luttes pour un autre Argentinazo.*
- *« ¡Que se vayan todos ! ». Aucun répit pour le gouvernement et les responsables affameurs.*
- *Pour un autre 19 et 20 décembre. Que partent Duhalde et le FMI.*
- *Pour un gouvernement des travailleurs et du peuple.*

L'EXPULSION DES OUVRIERES DE BRUKMAN

Sur décision de justice jugeant l'occupation et le redémarrage de la production illégaux, un imposant dispositif policier a été mis en place, le 21 avril entre la gare de l'Ouest et l'avenue Jujuy, siège de l'usine, avec zone quasi militarisée, quadrillage des rues et contrôle systématique de la population puis assaut contre l'usine évacuée manu-militari.

En pleine campagne électorale, le message a été clair : il ne sera désormais toléré que des occupants pacifiques qui travaillent et ne font pas de bruit. Il est vrai que la situation géographique de l'usine, en plein centre de Buenos Aires, a joué à la faveur des ouvriers (l'accès est commode, les moyens de blocage sont importants, etc.) et en leur défaveur (l'usine était trop voyante et les touristes révolutionnaires trop nombreux). Le symbole aussi limité soit-il à nos yeux que constituait l'expérience Brukman était de trop.

Après l'expulsion, des groupes spontanés ou organisés par les groupes d'extrême gauche se sont regroupés, dès le 21 au soir, pour constituer des équipes de surveillance et vérifier que les patrons ne feraient pas déménager le matériel et les stocks. Entre mille et 4 000 personnes se sont ainsi regroupées quotidiennement jusqu'au lundi suivant.

Le lundi 28 s'est déroulée une manifestation de soutien aux ouvrières (environ 10 000 participants). Mais la Police était là avec l'ordre de réprimer à partir de 17 heures. Son dispositif était impressionnant : voitures blindées, véhicules d'assaut et motards postés dans les rues adjacentes guidés par hélicoptères. La provocation était évidente mais les manifestants se sont affrontés pendant près de deux heures avec la Police répondant avec des gaz, transformant ainsi le quartier de San Cristóbal en zone retranchée. Mais la Police a pris le dessus. Bilan : 50 blessés graves, 130 arrestations.

La manifestation du 1^{er} mai est partie symboliquement de Brukman pour aller jusqu'à la place de mai a réuni 50 000 personnes. Les slogans portaient sur la solidarité avec Brukman et la demande d'expropriation de l'usine. Quel que soit l'avenir de Brukman, pour les ouvrières, le choix du gouvernement est clair : ou trouver l'argent pour racheter l'entreprise ou la porte.

Le problème du manque de perspectives dans ce type de luttes se caractérise par d'un côté la critique et le rejet de l'Etat, considéré comme seulement un moyen de répression, tout en continuant à faire appel à lui pour exproprier les patrons comme le déclarait encore dernièrement, Yuri Fernández, le délégué de l'usine.

Bruxelles-Paris, le 30 mai 2003.

ANNEXES

STATISTIQUES GENERALES

Quelques données générales sur l'Argentine

Superficie : 2 766 890 km²
Frontières terrestres : 9 655 km
Frontières maritimes : 4 989 km
Point le plus bas : - 40m (Salinas Chicas)
Point le plus haut : 6 960 m Cerro Aconcagua
Utilisation du sol : cultivé 10 %
 Pâturages 52 %
 Forêts 19 %
 Autres 19 %

Population : 37 384 816 (estimation juillet 2001)

Structure :	moins de 15 ans	9 920 404
	15-64 ans	23 569 037
	65 ans et plus	3 895 275

Taux d'augmentation : 1,15 %

Taux des naissances : 18,41 pour 1 000

Taux des décès : 7,58 pour 1 000

Taux de mortalité infantile : 17,75 pour 1 000

Espérance de vie : 75,26 ans dont hommes 71,88 ans et femmes 78,82 ans

Taux de fécondité : 2,5 enfants par femme

Religion : Catholiques 92% (mais 20% de pratiquants seulement)

Protestants 2%

Juifs 2%

Autres 4%

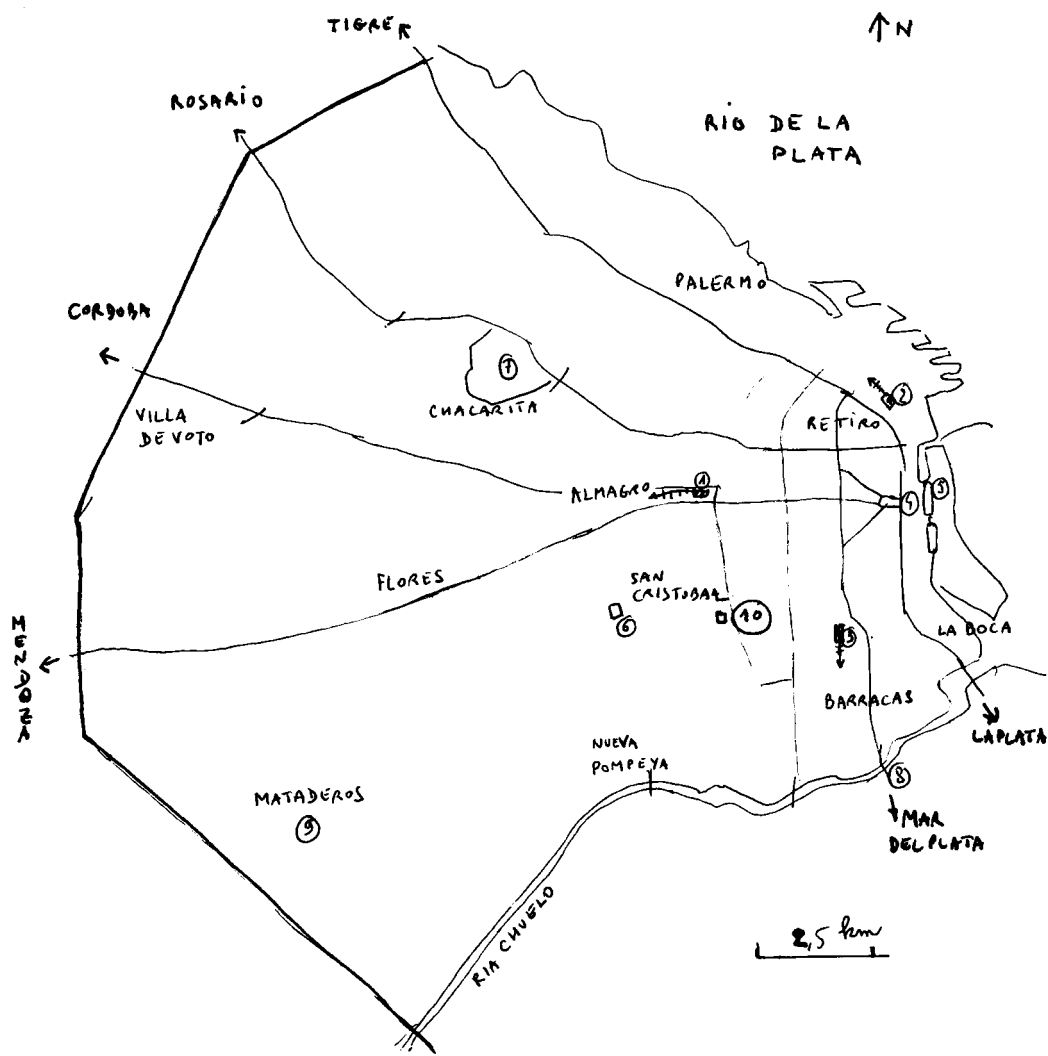
Langues parlées : l'espagnol est la langue officielle mais des langues indiennes restent parlées.

- le quechua (famille quechua) : 900 000 locuteurs
- le mapudungun (famille araucan) : 40 000 locuteurs
- l'amuzgo (famille otomangue) : 27 000 locuteurs
- le chatino (famille otomangue) : 21 000 locuteurs

L'Argentine se distingue des autres pays d'Amérique latine par la faible proportion de métis qui sont issus du croisement d'Européens et d'Amérindiens (environ 13%). Les Amérindiens ne compteraient quant à eux pas plus de 600 000 personnes, c'est-à-dire 1,6% de la population. Ils sont concentrés surtout dans le nord-ouest du pays : Quechuas, Aymaras, Guaranis, Tobas, Wichis, Araucans, Ranquels, Telhuelches, Mapuches, Onas, Uitchis, Chacos, etc.

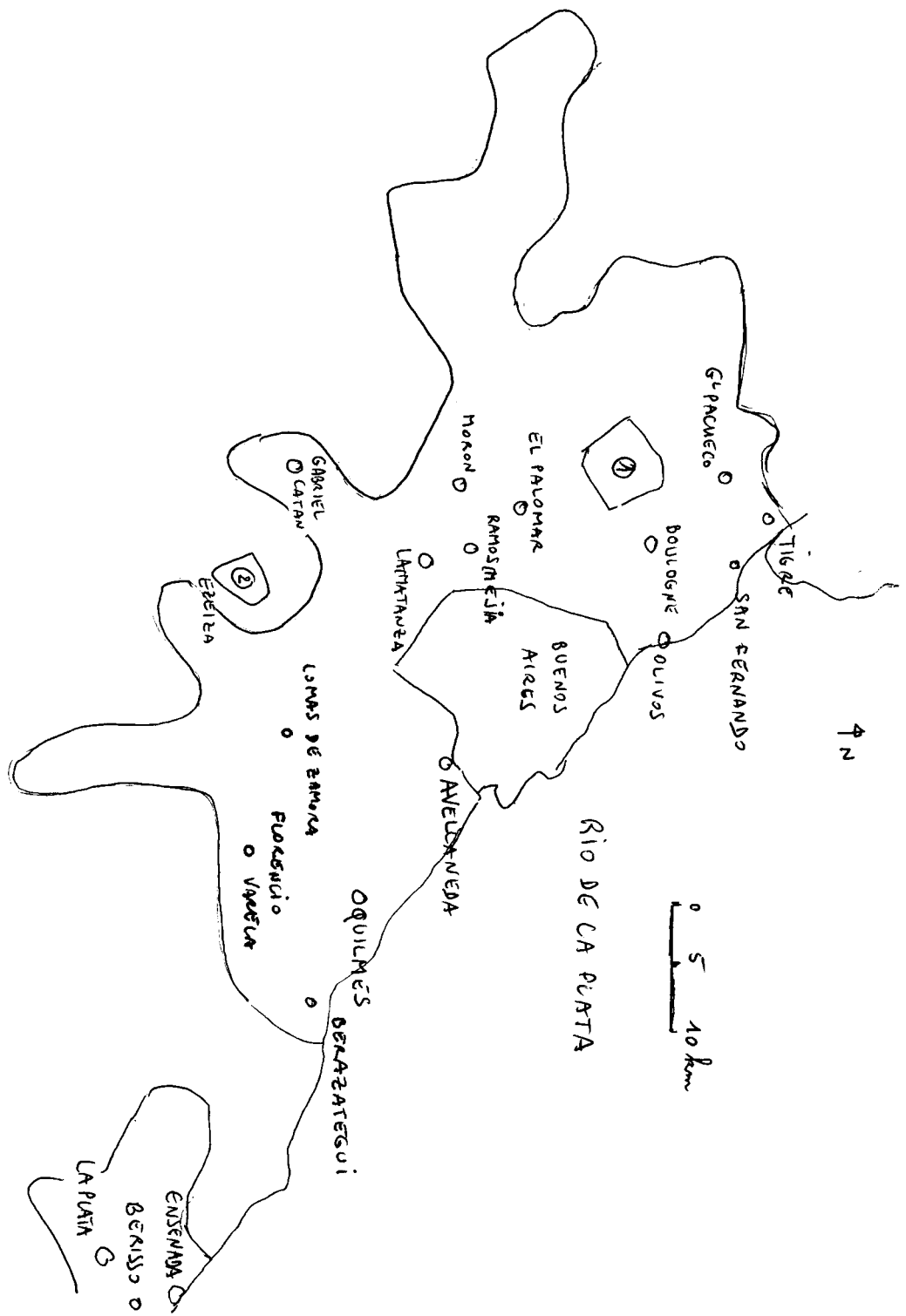


CARTE DE L'ARGENTINE



- | | |
|---|--------------------------------|
| 1 Gare et place Once (ex Gare de l'ouest) | 2 Gare de Retiro |
| 3 Gare Plaza Constitucion | 4 Plaza de Mayo et Casa rosada |
| 5 Puerto Madero | 6 Usine Vasena |
| 7 Cimetiere de Chacarita | 8 Pont Puerreydon |
| 9 Zone des Abattoirs | 10 Usine Brukman |

PLAN DE BUENOS AIRES



1 Campo de Mayo
 2 Aéroport d'Ezeiza
 PLAN DE L'AGGLOMERATION DE BUENOS AIRES

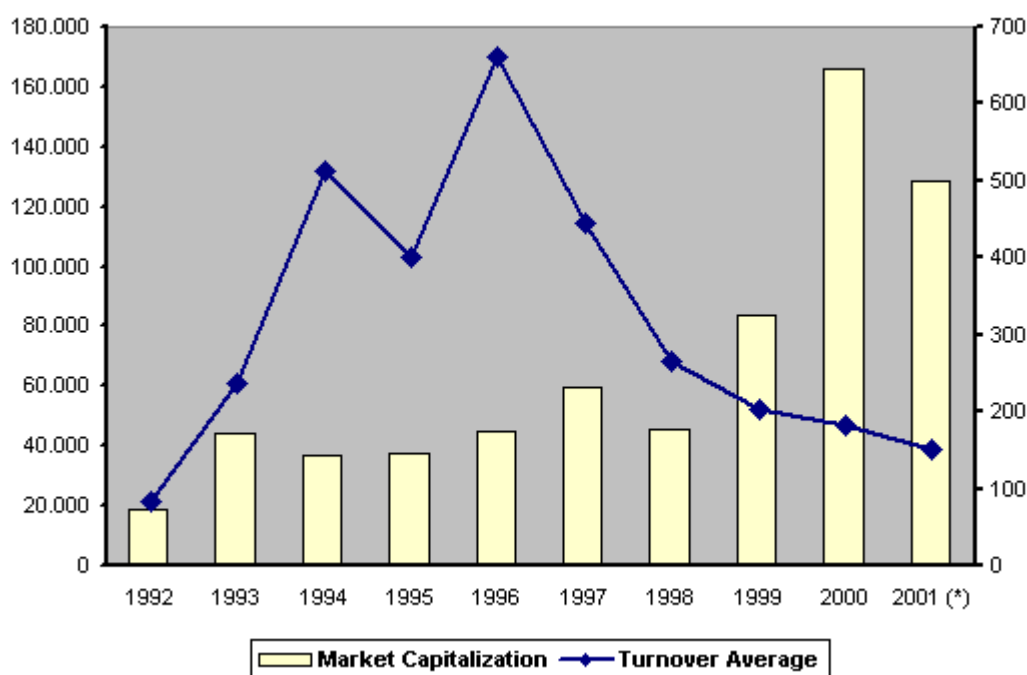
STATISTIQUES ECONOMIQUES

Quelques données économiques

Le tableau ci-après, collecté par nos soins, donne l'essentiel des principaux indicateurs économiques de l'Argentine entre 1990 et 2001.

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Pib en milliards de dollars	191	201	222	236,50	250,30	243,18	256,62	277,44	288,12	278,36	276,17	270,00
PIB croissance en %	-1,3	10,5	10,3	6,3	5,8	-2,8	5,5	8,1	3,9	-3,4	-0,8	-3,9
invest annu cht en %							8,9	17,7	6,5	-12,8	-8,6	-17,6
agriculture	8,4	4,3	-1	3,1	7,5	5,6	-1,2	0,5	10,3	1,6	-2,7	-1
Industrie	-2,3	9,9	10,2	5,1	4,4	-7,5	7,3	10,2	11,3	-7,7	-2,8	-2,1
construction	-16,1	25,4	16,9	11,2	5,8	-12,2	8,4	16,6	7,2	-8,3	-12,8	-7,8
prix à la consommation	2315,5	171,7	24,9	10,6	4,2	3,4	0,2	0,5	0,9	-1,2	-0,7	
salaire réel (industrie)			-5	-1,6	0,7	-1,3	-2	1	1,2	-0,5		
Chômage %			7	10	12	19	17,2	14,9	12,9	14,3	14,7	19
dette extérieure (millions de dollars)	54672	56779	59269	70575	80337	93925	105170	123221	139317	144600	155400	146000
service de la dette	6161	5420	4882	6556	8175	9692	14012	19969	21572	22400	23600	
Balance des paiements (millions de dollars)	4552	-647	-5521	-8030	-10992	-4985	-6521	-11954	-14372	-12293	-9361	-4465
export de marchandises	12354	11978	12399	13269	16033	21161	24043	26431	26441	23333	26298	27761
import de marchandises	3726	7559	13795	15633	20162	18804	22283	28554	29558	25508	23756	21328
Impôts totaux millions dollars					45656	42204	43117	48528	50037	47643	49102	45405
Balance budgétaire					-84	-1373	-5265	-4320	-4073	-4769	-9150	-7563
taux d'intérêt							7,4	7	7,6	10,3	11,1	12,8

Le graphique ci-après donne la capitalisation boursière et les volumes échangés en millions de dollars.



(*) : sur les neuf premiers mois de 2001.

STATISTIQUES INDUSTRIELLES

Profits et pertes dans l'industrie automobile 1960-1976

	IKA Renault	Fiat	Ford	GM	Chrysler	IAFA Safrar	Citroën	Mercedes	TOTAL
1960	504	143	901	712	45	0	0	101	2406
1961	746	323	761	889	131	283	9	104	3246
1962	703	108	38	-99	221	527	18	-31	1485
1963	131	660	-699	-724	199	-132	-27	-97	-689
1964	615	998	1031	589	47	0	-54	73	3299
1965	1791	1208	2104	1407	24	114	-110	-95	6443
1966	1591	3319	3319	1752	397	109	-163	65	10389
1967	483	2061	1233	1644	526	295	44	-51	6235
1968	-2182	2043	5016	3991	493	465	152	153	10131
1969	242	5325	4331	4771	2356	795	366	397	18583
1970	-729	6048	720	1009	172	324	-300	45	7289
1971	84	1870	4146	496	-526	65	-1942	244	4437
1972	153	1160	3070	-12396	2412	-2424	293	260	-7472
1973	-2870	-666	4603	-15300	-4082	-5849	-8440	-2697	-35301
1974	-11248	-7162	-23153	-27000	-11008	-3260	-7963	-5000	-95794
1975	-210020	2090	-121760	-194160	-11010	2680	6700	4280	-521200
1976	-517980	83250	469400	-508300	87200	-43100	-212230	132890	-508870
TOTAL	-737986	102778	355061	-740719	67597	-49108	-223647	130641	-1095383

Ces chiffres sont en millions de pesos non-constants. Ils sont extraits de « *Labor wars in Córdoba. 1955-1976* » James P. Brennan, Harvard University Press, 1994, p307.

STATISTIQUES SYNDICALES

EFFECTIFS DES DIFFERENTES CENTRALES SYNDICALES

	1936	1937	1939	1940	1941	1943	1945
CGT	262 630	289 393	270 320	311 076	330 581	330 000	434 814
USA	25 095	32 111	26 980	23 039	14 543	10 000	-----
FACE	8 012	8 079	18 500	18 675	13 550	64 000	70 000
Autonomes	72 834	68 105	120 809	120 038	82 638	120 000	120 000
Indéfinis	1 398	21 214	-----	-----	-----	16 000	20 000
TOTAL	369 969	418 092	436 609	472 609	441 412	540 000	646 759

La FACE (« *Federación Argentina Católica de Empleados* ») est la fédération catholique des employés.
Source principale : « *Sindicalismo y Peronismo. Los comienzos de un vínculo perdurable* » Hugo del Campo Clasco, Buenos Aires, 1983.

EFFECTIFS DES SYNDICATS DE BRANCHE 1936-1945

	(*)	1936		1941		1945
Secteur primaire	3	2100	10	4287	44	9203
Alimentation	18	10688	39	29171	205	97426
Commerce, banques	80	64976	69	60841	77	29849
Communications	3	4779	2	3200	32	2889
Confection	7	9428	10	12906	37	14410
Construction	14	35588	34	74238	79	14346
Eau, gaz et électricité	2	600	4	650	8	812
Spectacles publics	14	6170	14	8589	32	15873
Imprimerie, Edition, Presse	4	3700	2	5045	29	3713
Hôtellerie	8	9519	25	3470	46	6139
Bois	8	8827	10	6304	17	6885
Métallurgie	3	1975	4	4459	21	5992*
Professions libérales	1	620	5	1821	14	3047
Chimie	2	166	2	250	29	5884
Services de santé	4	1218	8	3679	30	6351
Textile	2	5550	2	12504	8	2613
Transports maritimes, ports et docks	28	10272	14	14306	31	9611
Transports terrestres	57	141576	30	140601	91	109023
Employés de l'Etat	14	44655	15	31480	42	41471
Divers	57	10576	57	23566	97	142986
TOTAL	329	372983	356	441367	969	528523

(*) = nombre de syndicats
Sources : Clasco op.cit. p66

EFFECTIFS DES DIFFERENTS SYNDICATS DE LA CGT EN 1962

SIGLES	DENOMINATION	EFFECTIFS
UF	Unión Ferroviaria	214 000
FEC	Federación de Empleados de Comercio	204 000
UPCN	Unión del Personal Civil de la Nación	180 000
UOM	Unión Obrera Metalúrgica	180 000
FONIVA	Federación Obrera Nacional de la Industria del Vestido	151 000
ATE	Asociación de Trabajadores del Estado	125 000
AOT	Asociación Obrera Textil	110 000
UOCRA	Unión Obrera de la Construcción de la República Argentina	95 000
FIG	Federación de la Industria Gastronómica	60 000
AG	Asociación Ganneria	55 000
FOIC	Federación Obrera de la Industria de la Carne	55 000
UTA	Unión Tranviarios Automotor	51 000
FA	Federación de la Alimentación	41 000
FATLyF	Federación Argentina de Trabajadores de Luz y Fuerza	38 000
FATI	Federación Argentina de Trabajadores de Imprenta	36 000
FOTIA	Federación Obrera Tucumana de la Industria Azucarera	36 000
FSG	Federación de los Sindicatos Agrarios	35 000
SUPE	Sindicato Único de Petroleros del Estado	29 000
FTM	Federación Trabajadores Municipales	74 000
FOETRA	Federación Obreros y Empleados Telegrafistas, Radiotelegrafistas y Afines	26 000
LF	La Fraternidad	26 000
FOEV	Federación Obreros y Empleados Vitivinícolas	23 000
ATS	Asociación Trabajadores de la Sanidad	22 000
SOMU	Sindicato Obrero Marítimo Unificado	20 000
FOEPCQ	Federación Obreros y Empleados Papel-Carton-Química	19 000
UTC	Unión de los Trabajadores del Calzado	18 000
SOV	Sindicato Obrero del Vidrio	15 000
FCTA	Federación Central del Transporte Automotor	14 000
FOC	Federación Obrera Cervecería	14 000

SIGLES	DENOMINATION	EFFECTIFS
SUPE	Sindicato Unificado de Portuarios y Estibadores	14 000
FOIA	Federación Obrera de la Industria Aceitera	12 000
FTG	Federación de los Trabajadores Gaseosas	12 000
AOM	Asociación Obrera Minera	12 000
FTT	Federación de los Trabajadores del Turf	11 000
SCT de BA	Sindicato de los Conductores de Taxi de Buenos Aires	10 000
USM	Unión Sindical Maderera	10 000
FOECEP	Federación Obreros y Empleados de la Casas y Edificios Particulares	10 000
FEC de RN	Federación Empacadores de Frutos de Rio Negro	10 000
FOC	Federación Obrera Ceramista	10 000
	Divers	95 000
TOTAL		2 172 000

Ces chiffres, comme les auteurs l'indiquent, sont à prendre avec précaution, mais donnent une idée de tailles relatives des différentes fédérations, sont extraits de « *Etudes anticolonialistes. Fiches d'Information* » N°5, Paris, mars 1963.

STATISTIQUES OUVRIERES

GREVES 1907-1945

Année	Grèves (nombre)	Grévistes	Journées de grève
1907	31	69 017	911 656
1908	18	11 561	77 728
1909	38	4 762	45 514
1910	98	18 806	357 996
1911	102	27 992	1 131 157
1912	99	8 992	88 613
1913	95	23 698	147 651
1914	54	14 137	83 044
1915	85	12 077	49 183
1916	80	24 321	233 878
1917	138	186 062	2 100 269
1918	196	183 042	2 101 773
1919	367	308 967	3 262 705
1920	206	134 015	3 693 782
1921	86	139 751	976 270
1922	116	4 737	150 894
1923	93	19 190	805 812
1924	77	277 071	1 268 313
1925	89	89 142	125 367
1926	67	15 880	287 379
1927	58	38 236	352 963
1928	135	28 109	224 800
1929 (année de référence)	113	28 271	457 022

1930	125	29 331	699 780
1931		4 528	12 000
1932		34 526	284 000
1933		12 000	29 000
1934		92 000	162 000
1935		184 000	573 000
1936		302 000	294 000
1937		177 000	113 000
1938		31 000	50 000
1939		70 000	53 000
1940		45 000	49 000
1941		23 000	54 000
1942	113	141 000	139 000
1943		24 000	49 000
1944		32 000	69 000
1945		156 000	1 110 000

GREVES 1984-1993

	Nombre de grèves	Nombre de grévistes	Nombre de jours perdus
1984	495	8 459 192	16 521 182
1985	333	4 248 248	8 296 518
1986	582	11 236 940	23 170 963
1987	470	5 980 507	13 372 628
1988	443	7 443 344	33 593 112
1989	418	7 720 985	24 359 522
1990	326	9 970 886	32 844 016
1991	119	3 468 930	10 201 821
1992	99	4 656 536	7 208 282
1993	116	1 642 512	6 033 246
TOTAL	3401	64 828 080	175 601 288
MOYENNE ANNUELLE	340	6 482 808	17 560 129

BIBLIOGRAPHIE

Comme il était impossible, vu le format de ce document, d'indiquer en notes, la source de toutes les données utilisées, celles-ci ont été regroupées en grands ensembles indiqués dans le texte par une astérisque et un numéro entre crochets. L'ensemble a été vérifié à l'aide des deux ouvrages principaux utilisés : « *Révolution et contre révolution en Argentine* », François Gèze et Alain Labrousse. Seuil, Combats 1975, et « *Labor wars in Córdoba. 1955-1976* », James P. Brennan Harvard University Press, 1994

- [*1] Les faits et données utilisés pour ce chapitre sont issus principalement de : « *Historia Socioeconomica de la Argentina. 1776-1860* » Jonathan Brown, Instituto Di Tella/Siglo Veintiuno, Buenos Aires, 2002.
- [*2] Les faits et données utilisés pour ce chapitre sont issus principalement de : « *Urbanisation et immigration en Amérique Latine. Buenos Aires* » de Guy Bourdè, Aubier, 1974.
- [*3] Les faits et données utilisés pour ce chapitre sont issus principalement de : « *La classe ouvrière argentine face à la semaine tragique de janvier 1919* » Edgardo Bilsky, Paris EHESS 1982.
- [*4] Les faits et données utilisés pour ce chapitre sont issus principalement de : « *Política Obrera* », n° 617 ; 1999 et de « *La classe ouvrière argentine face à la semaine tragique de janvier 1919* » Edgardo Bilsky, Paris EHESS 1982
- [*5] Les faits et données utilisés pour ce chapitre sont issus principalement de « *La Patagonie rebelle* » Oswaldo Bayer, Acratie/ARL janvier 1996.
- [*6] Les faits et données utilisés pour ce chapitre sont issus principalement de : « *La década péroniste* » de Georges Béarn, Archives Julliard, 1975 et de « *Sindicalismo y Peronismo. Los comienzos de un vínculo perdurable* » Hugo del Campo Clasco Buenos Aires 1983.
- [*7] Les faits et données utilisés pour ce chapitre sont issus principalement du livre « *Labor wars in Córdoba. 1955-1976* » ; chapitre 1 , de James P. Brennan, Harvard University Press, 1994.
- [*8] Les faits et données utilisés pour ce chapitre sont issus principalement de la revue « *Los '70* » n°.2
- [*9] Les faits et données utilisés pour ce chapitre sont issus principalement des revues « *Política Obrera* », n°s 627 et 628, 1999 et « *En Defensa del Marxismo* », n°20, Mai 1998, organes du Partido Obrero, et de « *Los '70* » n°3.
- [*10] Les faits et données utilisés pour ce chapitre sont issus principalement de la revue « *Los '70* » n°4.
- [*11] Les faits et données utilisés pour ce chapitre sont issus principalement de « *Révolution et contre révolution en Argentine* » François Gèze et Alain Labrousse. Seuil, Combats 1975
- [*12] Les faits et données utilisés pour ce chapitre sont issus principalement de « *Soldiers of Perón. Argentina's Montoneros* » Richard Gillespie, Clarendon Press, Oxford 1982.
- [*13] Les faits et données utilisés pour ce chapitre sont issus principalement du livre « *Labor wars in Córdoba. 1955-1976* » ; chapitre 9 », op. cit.
- [*14] Les faits et données utilisés pour ce chapitre sont issus principalement de « *Soldiers of Perón. Argentina's Montoneros* » Richard Gillespie, Clarendon Press, Oxford 1982.
- [*15] Les faits et données utilisés pour ce chapitre sont issus principalement de « *Los desaparecidos de Mercedes Benz* » de Gaby Weber.
- [*16] Les faits et données utilisés pour ce chapitre sont issus principalement de « *Soldiers of Perón. Argentina's Montoneros* » Richard Gillespie, Clarendon Press, Oxford 1982.
- [*17] Les faits et données utilisés pour ce chapitre sont issus principalement de « *Soldiers of Perón. Argentina's Montoneros* » Richard Gillespie, Clarendon Press, Oxford 1982.
- [*18] Les faits et données utilisés pour ce chapitre sont issus principalement de « *La economía Argentina luego de la dictadura* » de Claudio Lozano et Eduardo Manjovsky, GPN, 25/04/2001.
- [*19] Les faits et données utilisés pour ce chapitre sont issus principalement de « *Strikes in Argentina: data source and recent trends* », James W. McGuire, Latin American Research Review 06/22/1996, pp 127 et suivantes.
- [*20] Les faits et données utilisés pour ce chapitre sont issus principalement de « *An 'Organised Disorganisation': Informal Organisation and the Persistence of Local Party Structures in Argentine Peronism* » de Steven Levitsky, Journal of Latin American Studies, Cambridge University Press (UK) 02/01/2001.
- [*21] Les faits et données utilisés pour ce chapitre sont issus principalement de : « *Los Piqueteros* » de

Luis Oviedo, Ediciones Rumbos, Buenos Aires 2002 et de « *Clase obrera y protesta social en la Argentina de los '90* » de N.I. Carrera y M.C. Cotarella, article de « *Revista America Libre* », novembre 1999.

Ouvrages en français

Un livre malheureusement épuisé (et s'arrêtant au début 1975) domine le lot et est indispensable, il s'agit de :

« *Révolution et contre révolution en Argentine* » François Gèze et Alain Labrousse. Seuil, Combats 1975.

Pour la période d'avant 1920, un ouvrage (épuisé lui aussi) est utile :

« *Urbanisation et immigration en Amérique Latine. Buenos Aires* » de Guy Bourdé, Aubier, 1974.

Pour les luttes révolutionnaires autour de 1919, l'ouvrage suivant est indispensable (mais introuvable en français) :

« *La classe ouvrière argentine face à la semaine tragique de janvier 1919* » Edgardo Bilsky Paris EHESS 1982. Réimprimé en espagnol : « *La semana trágica* » Cela, Buenos Aires 1984

Pour les luttes en Patagonie, la référence est :

« *La Patagonie rebelle. 1921-1922 : chronique d'une révolte des ouvriers agricoles en Argentine* » d'Oswaldo Bayer, ACL/Acratie, janvier 1996

Sur le Péronisme de la première époque :

« *La décade péroniste* » de Georges Béarn, Archives Julliard, 1975

Gigantesque somme, le travail d'enquête ouvrière « *La classe ouvrière argentine 1929-1969* » (3 volumes, 1460 pages) Guy Bourdé, L'Harmattan, 1987.

Autres ouvrages consultés :

« *Les argentins* », Jean Lainé, Arthaud/voir vivre, 1980

« *L'Argentine* », Alain Rouquié, Que sais-je ?, 1984

« *Amérique latine. Introduction à l'extrême occident* », Alain Rouquié, Seuil, Octobre 1987.

« *L'Amérique Latine au XXe siècle* », Olivier Dabène, Armand Colin, 1997

« *Histoire de Buenos Aires* », Carmen Bernand, Fayard, 1997.

Ouvrages en anglais

Là aussi, un livre domine le lot, il s'agit du livre magnifique de James P. Brennan :

« *Labor wars in Córdoba. 1955-1976* » Harvard University Press, 1994

Il a été largement utilisé pour vérifier et croiser les données de la période correspondante. Quoiqu'ayant un point de vue favorable à Tosco, ce livre est une mine de renseignements, de données sur la situation industrielle et sociale de Córdoba durant ces années explosives.³⁶³

Pour l'histoire de la guérilla, et particulièrement des Montoneros, le livre de Richard Gillespie, quoiqu'écrit en 1982, est édifiant :

« *Soldiers of Perón. Argentina's Montoneros* » Clarendon Press Oxford, 1982

A noter, le numéro 11 de la revue « *Aufheben* », article « 'Picket and pot-banger together': Class re-composition in Argentina ? », Automne 2002 (www.geocities.com/Aufheben2).

Ouvrages en espagnol

Pour l'histoire des liens entre syndicalisme et Péronisme, l'ouvrage suivant est incontournable :

« *Sindicalismo y Peronismo. Los comienzos de un vínculo perdurable* » Hugo del Campo, Clacso, Buenos Aires, 1983.

Sur le Córdoba, en défense du PCA, mais avec de nombreuses informations, « *El Córdoba* » Jorge Bernstein, Editorial Cartago, Buenos Aires, 1987.

Un recueil des écrits et discours de Tosco, « *Agustin Tosco, presente en las luchas de la clase obrera. Escritos y Discursos* », sélectionnés par Jorge Osvaldo Lament, Córdoba, 1999.

Sur les militants ouvriers montoneros, sans regard critique, mais avec de nombreuses informations « *Los del 73. Memoria montonera* » O.Lewinger et C.Chavez, Campana de Palo, Buenos Aires, 1998.

Sur la dictature militaire, un journal des événements, « *Documentos 1976-1977, Golpe militar y resistencia popular* » Volumen ,1 R.Baschetti, Campana de Palo, Buenos Aires, 2001.

³⁶³ Une fois de plus il faut saluer la capacité de la recherche universitaire américaine à produire de tels ouvrages plus que nécessaires à la compréhension des mouvements sociaux.

Sur les débuts du capitalisme en Argentine, un livre complet « *Historia Socioeconomica de la Argentina. 1776-1860* » Jonathan Brown, Instituto Di Tella/Siglo Veintiuno, Buenos Aires, 2002.

Sur le mouvement piqueteros avant 2002, la position du PO, « *Los Piqueteros* » de Luis Oviedo, Ediciones Rumbos, Buenos Aires 2002.

Sur l'Argentinazo, un livre développant la thèse du complot, « *El palacio y la calle* », Miguel Bonasso, Planeta, Buenos Aires, 2002 et un développant les thèses du PO « *El Argentinazo* », de Jorge Altamira, Ediciones Rumbos, Buenos Aires 2002.

De nombreux sites argentins ont été consulté pour affiner le travail de recherche. Quoiqu'ayant un point de vue souvent péroniste de gauche, la revue « Los '70 » (www.los70.org.ar) présentent de nombreux témoignages d'acteurs de la période 1966/1975.

Enfin, les nombreux groupes argentins possèdent tous leurs sites (www.xyz.org.ar).

Nous n'avons, en revanche, pu accéder au livre de Gregorio Florés « *Del Córdoba al Classismo. SITRAC-SITRAM* », 1994, qui nous aurait permis d'affiner notre analyse de ces deux « syndicats » et des contradictions de la lutte de classe à Córdoba de 1970 à 1975.

LISTE DES ABREVIATIONS

SIGLES	DENOMINATION	NATURE	DATES
AAA	Alianza Anticomunista Argentina	Groupe d'extrême-droite péroniste	1970 - 1982
AATRA	Asociación Argentina de Telegrafistas, Radiotelegrafistas y Afines	Syndicat de branche	- 1946
AE	Agrupación Evita de la Rama Femenina	Sous-ensemble de la JP	
AGA	Asociación Gremial de Abogados	Syndicat de branche	1968 -
AMA	Asociación Marítima Argentina	Syndicat péroniste	1951 -
AOT	Asociación Obrera Textil	Syndicat de branche	
APA	Asociación de Personal Aeronáutica	Syndicat de branche, CGT puis CTA	
ARI	Alternativa por una República de Iguales	Parti politique	
ATE	Asociación de Trabajadores del Estado	Syndicat de branche, CGT puis CTA	
ATN	Asociación del Trabajo Nacional	Syndicat patronal	1918 -
CCC	Corriente Clase Combative	Syndicat proche du PCR	
CGE	Confederación General de Empresas	Syndicat patronal	
CGI	Confederación General de la Industria	Syndicat patronal, sous-ensemble de la CGE	- 1974
CGMA	Confederación General de Gremios Marítimos y Afines	Syndicat de branche	- 1951
CGT	Confederación General del Trabajo	Confédération syndicale	1930 -
CGTA	Confederación General del Trabajo de los Argentinos	Confédération syndicale	1968 - 1969
CINA	Confederación Industrial Nacional de Argentina	Syndicat patronal	1974 -
CLT	Confederación Latinoamericana del Trabajo	Confédération syndicale internationale	
CNJ	Comité Nacional de la Juventud	Groupe d'extrême droite	1918 - 1919
CNTA	Confederación Nacional del Transporte Automóvil	Syndicat patronal de branche	
CNUC	Comité Nacional de Unidad Clasista	Confédération syndicale stalinienne	1922 - 1930
COA	Confederación Obrera Argentina	Confédération syndicale	1926 - 1930
COPYME	Confederación General de las Pequeñas y Medianas Empresas del Estado	Syndicat patronal	1974 -
COR	Centro Operaciones Resistencia	Groupe armé péroniste	1957 - 1959
CORA	Confederación Obrera Regional Argentina	Confédération syndicale	1909 - 1914

SIGLES	DENOMINATION	NATURE	DATES
CPL	Comando Peronista de Liberación	Groupe armé péroniste	1973 - 1974
CTA	Central de los Trabajadores Argentinos	Confédération syndicale	1992 -
CTERA	Confederación de Trabajadores de la Educación de la República Argentina	Syndicat de branche	
CUTA	Coordinación Unitaria de los Trabajadores de Argentina	Coordination syndicale clandestine	1978 - 1983
DC	Democracia Cristiana	Parti politique	1991 - 1995
DGI	Dirección General Impositiva	Administration fiscale	
DGFM	Dirección General de Fabricaciones Militares	Administration militaire	
DNT	Dirección Nacional del Trabajo	Institut étatique d'études	1918-
EGP	Ejército Guerrillero del Pueblo	Groupe armé péroniste	1963-1964
ELN	Ejército de Liberación Nacional	Groupe armé maoïste	1967-1976
EPEC	Empresa Publica de Energía de Córdoba	Entreprise publique d'électricité	
ERM	Ejército Revolucionario Montonero	Groupe armé Montonero	1977-1982
ERP	Ejército Revolucionario del Pueblo	Groupe armé guévariste	1968-1976
FA	Ferrocarriles de Argentina	Chemins de fer nationaux	1947-1995
FACE	Federación Argentina Católica de Empleados	Syndicat de branche catholique	
FAL	Fuerzas Armadas de Liberación	Groupe armé guévariste	1966-1976
FAP	Fábrica de Armas Portátiles	Manufacture militaire	1926-
FAP	Fuerzas Armadas Peronistas	Groupe armé péroniste	1968-1974
FAR	Fuerzas Armadas Revolucionarias	Groupe armé péroniste	1966-1973
FARN	Fuerzas Armadas de la Revolución Nacional	Groupe armé péroniste	1964-1966
FATI	Federación Argentina de Trabajadores de Imprenta	Syndicat de branche	
FEC	Federación de Empleados de Comercio	Syndicat de branche	
FG	Frente Grande	Parti politique	1991-1995
FGB	Federación Grafica Bonaerense	Syndicat régional du FATI	
FJA	Federación Judicial Argentina	Syndicat de branche	
FMA	Fábrica Militar de Aviones	Manufacture militaire	1927-
FMPE	Fábrica Militar de Pólvora y Explosivos	Manufacture militaire	1929-
FOA	Federación Obrera de la Alimentación	Syndicat de branche	
FOA	Federación Obrera Argentina	Confédération syndicale	1901-1904
FOECRA	Federación de Obreros y Empleados Ceramistas de la República Argentina	Syndicat de branche	
FOEF	Federación de Obreros y Empleados Ferroviarios	Syndicat de branche	
FOET	Federación de Obreros y Empleados telefónicos	Syndicat de branche	
FOF	Federación Obrera Ferroviaria	Syndicat de branche	-1920
FOIC	Federación Obrera de la Industria de	Syndicat de branche	

SIGLES	DENOMINATION	NATURE	DATES
	la Carne		
FOM	Federación Obrera Marítima	Syndicat de branche	
FONC	Federación Obrera Nacional de la Construcción	Syndicat de branche	
FORA	Federación Obrera Regional Argentina	Confédération syndicale	1904 - 1915
FORA du Ve congrès	Federación Obrera Regional Argentina	Confédération syndicale anarchiste	1915 -
FORA du IXe congrès	Federación Obrera Regional Argentina	Confédération syndicale socialiste	1915 - 1921
FOTIA	Federación Obrera Tucumana de la Industria Azucarera	Syndicat régional	
FOV	Federación Obrera del Vestido	Syndicat de branche	
FREJULI	Frente Justicialista de Liberación	Parti politique péroniste	1973 - 1976
FRENAPO	Frente Nacional Contra la Pobreza, por el Trabajo y la Producción	Parti politique	
FREPASO	Frente País Solidario	Parti politique	1995 -
FRIP	Frente Revolucionario Indoamericano Popular	Parti politique	1961 - 1965
FRP	Frente Revolucionario Peronista	Groupe politique péroniste	1957 - 1959
FTV	Federación de Tierra, Vivienda y Hábitat	Syndicat de la CTA	
FUA			1918-
IAME	Industrias Aeronáuticas y Mecánicas del Estado (1957)	Industries militaires	1946 - 1957
IAPI	Instituto Argentino de Promoción y Intercambio (1946-)	Organisme étatique	
IKA	Industrias Kaiser de Argentina	Entreprise	
IME	Industrias Mecánicas del Estado	Industries militaires	1957-
INDEC	Instituto Nacional de Estadística et Censos	Organisme étatique	
INOS	Instituto Nacional de Obres Sociales	Organisme étatique	
JAEN	Juventudes Argentinas por la Emancipación Nacional	Jeunesse péroniste	1966 - 1972
JOC	Juventud Obrera Católica	Jeunesse ouvrière catholique	
JP	Juventud Peronista	Jeunesse péroniste	1972 - 1976
JTP	Juventud Trabajadora Peronista	Sous-ensemble de la JP	
JUP	Juventud Universitaria Peronista	Sous-ensemble de la JP	
LF	La Fraternidad	Syndicat de branche	
MAS	Movimiento Al Socialismo	Parti politique	
MIP	Movimiento de Inquilinos Peronistas	Sous-ensemble de la JP	
MOVIP	Movimiento por la Vida y la Paz	Fraction péroniste	
MPL	Movimiento Peronista de Liberación	Groupe armé péroniste	1959 - 1960
MPM	Movimiento Peronista Montonero	Mouvement Montonero	1977 - 1983
MPMA	Movimiento Peronista Montonero Auténtico	Scission Montonero	1979 - 1983
MRP	Movimiento Revolucionario Peronista	Groupe armé péroniste	1995 - 1957
MRS	Movimiento de Recuperación Sindical	Coordination syndicale anti-CGT	1972 - 1973
MSC	Movimiento Sindical Combativo	Coordination syndicale anti-CGT	1974 - 1975
MST	Movimiento Socialista de los	Parti politique	

SIGLES	DENOMINATION	NATURE	DATES
	Trabajadores		
MTA	Movimiento de los Trabajadores Argentinos	Tendance de la CGT	1992 - 1996
MTD	Movimiento de Trabajadores Desocupados	Mouvement de chômeurs	
MUCS	Movimiento de Unidad y Coordinación Sindical	Syndicats stalinien	1958 - 1966
MVP	Movimiento de Villeros Peronistas	Sous-ensemble de la JP	
PA	Partido Auténtico	Parti Montonero	1974 - 1977
PAIS	Política Abierta para la Integridad Social	Parti politique	1994 -
PAR	Peronismo de Acción Revolucionaria	Tendance péroniste	1962 - 1968
PCA	Partido Comunista de Argentina	Parti politique stalinien	1918 -
PCR	Partido Comunista Revolucionar	Parti politique maoïste	1966 -
PJ	Partido Justicialista	Parti péroniste	1946 -
PL	Partido Laborista	Parti politique	1945 - 1946
PL	Partido de la Liberación	Parti politique	1983 -
PM	Partido Montonero	Parti politique	1977 - 1983
PO	Politica Obrera	Parti politique	1964 - 1982
PO	Partido Obrero	Parti politique	1983 -
POT	Partido Obrero Trotskysta	Parti politique	- 1965
PRT	Partido Revolucionario de los Trabajadores	Parti politique	1965 -
PSA	Partido Socialista de Argentina	Parti politique	1894 -1968
PSAV	Partido Socialista Argentino de Vanguardia	Parti politique (scission du PSA)	1959 -1968
PTS	Partido de Trabajadores Socialistas	Parti politique	1970 -
PUCR	Partido Unión Civica Junta Renovadora	Parti politique	1945 -1946
SAIC	Sindicato Autónomo de la Industria de la Carne	Syndicat de branche	
SEGBA	Servicios Electricos del Gran Buenos Aires	Entreprise publique d'électricité	
SITRAC	Sindicato de Trabajadores Concord	Syndicat d'entreprise	1955 - 1972
SITRAM	Sindicato de Trabajadores Materfer	Syndicat d'entreprise	1956 -1972
SITRAMF	Sindicato de Trabajadores MetalMecánicos de Ferreyra	Syndicat Local	1996 - 1997
SMATA	Sindicatos de Mecánicos y Afines del Transporte Automotor	Syndicat de branche	1945 - 1975 1982-
SOA	Sindicato Obrero de la Alimentación	Syndicat de branche	
SOC	Sindicato Obrero de la Construcción	Syndicat de branche	- 1945
SOECN	Sindicato de Obreros y Empleados Ceramicas de Neuquén	Syndicat régional de branche	
SOIC	Sindicato Obrero de la Industria del Calzado	Syndicat de branche	- 1946
SOIM	Sindicato Obrero de la Industria Metalúrgica	Syndicat de branche	
SOIP	Sindicato Obrero de la Industria Pescadora	Syndicat de branche	
SOIVA	Sindicato Obrero de la Industria del Vestido y Afines	Syndicat de branche	
SOMISA	Sociedad Mixta Siderúrgica Argentina	Entreprise nationalisée	1947-
SUPE	Sindicato Unificado de Portuarios y	Syndicat de branche	

SIGLES	DENOMINATION	NATURE	DATES
	Estibadores		
SUPE	Sindicato Único de Petroleros del Estado	Syndicat de branche	
TBA	Trenes de Buenos Aires	Entreprise privée de transports publics	1994-
UB	Unidades de Base	Structures de base du PJ	
UIA	Unión Industrial Argentina	Syndicat patronal	-1974
UCR	Unión Civica Radical	Parti politique	1893 - 1957 1963 -
UCRI	Unión Civica Radical Intransigente	Parti politique	1957 - 1963
UCRP	Unión Civica Radical del Pueblo	Parti politique	1957 - 1963
UES	Unión de Estudiantes Secundarios	Sous-ensemble de la JP	
UF	Unión Ferroviaria	Syndicat	
UGT	Unión General del Trabajo	Confédération syndicale	1903 - 1914
UNTER	Unión de Trabajadores de la Educación de Río Negro	Syndicat régional	
UOCRA	Unión Obrera de la Construcción de la República Argentina	Syndicat de branche	1944-
UOEM	Unión de Obreros y Empleados Municipios	Syndicat de branche	
UOM	Unión Obrera Metalúrgica	Syndicat de branche	1944-
UOT	Unión Obrera Textil	Syndicat de branche	- 1946
UPCN	Unión del Personal Civil de la Nación	Syndicat de branche	1948 -
US	Unidad Socialista	Parti politique	1983 -1995
USA	Unión Sindical Argentina	Confédération syndicale	1922-1930 1936-1946
UTA	Unión Tranviarios Automotor	Syndicat de branche	
UTD	Unión de trabajadores desocupados	Syndicat de chômeurs de la CTA	
UPCN	Unión Profesional	Syndicat de branche	
VC	Vanguardia Comunista	Parti politique maoïste	1965-1976
YPF	Yacimientos Petroliferos del Estado	Entreprise nationalisée	1922-1999

*Pour toute correspondance, écrire sans autre mention à :
B.P. 1666 Centre Monnaie 1000 Bruxelles 1 Belgique*

“ Si la classe ouvrière lâchait pied dans son conflit quotidien avec le capital, elle se priverait certainement elle-même de la possibilité d’entreprendre tel ou tel mouvement de plus grande envergure ”.

**Karl MARX,
*Salaire, prix et profit, 1865.***